Le Monde

Le Monde des livres
Machado de Assis

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15619 – 7 F | VENDREDI 14 AVRIL 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Edouard Balladur s'attaque à Lionel Jospin pour tenter de le devancer au premier tour

Des conflits sociaux localisés mais nombreux pèsent sur la campagne présidentielle

LA COMPÉTITION présidentielle demeure serrée entre Lionel Jospin et Edouard Balladur, les derniers sondages confirmant la première place de Jacques Chirac. En meeting à Angers, le premier ministre a concentré ses attaques sur M. Jospin, estimant que celui-ci n'est *« pas le plus qualifié pour parler de progrès, d'emploi, de sécurité et de protection sociale »* au regard du bilan des quatorze années de mitterrandisme. Jacques Delors, de son côté, a vivement attaqué M. Balladur et M. Chirac.

La bataille électorale s'intensifie sur fond de conflits sociaux. Jeudi 13 avril, les grèves concernaient essentiellement la RATP et le secteur bancaire. Les syndicats appelaient aussi les postiers et les agents de l'ANPE d'Ile-de-France à cesser le travail. Des mouvements sociaux se poursuivaient dans plusieurs entreprises.

Lire pages 7 et 18



El Cordobés « mano a mano » avec Jesulín

TROIS CENTS CORRIDAS télévisées en 1994, un *monton* de taureau aux cornes trafiquées, plusieurs changements annoncés dans la loi, la volonté andalouse de manipuler les cornes officiellement, le *mundillo* (petit monde) gigote et la peseta tintinnabule. Les « anti-taurins » s'escriment bien inutilement pour gagner ce que les « taurins » vont leur offrir sur un plateau.

La touche postmoderne, la réponse en farce, c'est le *mano a mano* annoncé entre Cordobés (le retour) et Jesulín (l'idole des jeunes). Quarante ans de différence, le même sens de la joie, du spectacle et des profanations à quatre sous. Un talent égal pour exciter le monde et décourager les cœurs secs des amoureux. La télévision n'a plus qu'à tirer les câbles des arènes cathodiques.

Jesulín (le petit Jésus) est né à Ubrique, il y a vingt-deux ans. Ubrique se trouve en terre de taureau, aime le vin et tanne le cuir. Jesulín est tapageur, funambule, voyou, détesté des toreros, il s'habille de jaune, qui leur porte malheur, organise des corridas uniquement pour les filles. On dit qu'aucun homme ne se déguise en femme pour le voir toréer. Il fait cinq corridas dans la même journée, enfourche sa moto en habit de lumière, égrène des bêtises à la télévision, se veut provocateur. Il est à Andy Warhol ce que Pompon est à Praxitèle, mais bon ! Il torée vulgairement, sait tout faire et le fait mal, appartient à cette espèce irrésistible qui plaît infiniment aux foules par tous les temps. Il a une sacrée allégresse.

Manuel Benitez, la grenouille cordouane, dit El Cordobés, va sur les soixante ans avec un dentier canaille. Il aura signifié son époque comme Mick Jagger le rock and roll. Né deux mois avant le premier feu de la guerre civile (1936), il accompagne le franquisme qui sort du franquisme, en nappant de béton ses taches de sang. Iconoclaste, téméraire, canaille comme un « chorizo », Cordobés a défiguré le sens d'un combat qui l'a rendu fameux. Un peu comme si on avait fini par connaître Blanchot grâce à Coluche. Dans un hôtel de Malaga, en mars, un ascenseur s'est décroché sous le poids des filles qui grimpaient avec lui. Cordobés a perdu son procès.

L'histoire de l'Espagne est lisible dans la rencontre de ces deux énergumènes qui vont se tenir la main. A Malaga justement. Contrairement à Belmonte et Joselito (le couple qui structure l'imaginaire), contrairement à Manolete (toute la rigidité franquiste) et Pepe Luis Vasquez (l'ange de San Bernardo) – le couple qui déchire l'imaginaire politique de la corrida –, Cordobés et Jesulín forment une paire sans âge et se tiennent par les cordons de la bourse. Don Juan et Sganarelle veillent dans le *callejon*. Don Juan *ou* le diable.

Ces garçons sont des pitres et font la joie des filles. Ils rient et vibrent. Ils n'ont ni l'élégance torera, ni le sens du tragique, ni ce qui fait pleurer devant El Paula ou Aparicio à Madrid. Ils n'ont rien.

Ils n'ont rien et parfois ils toréent. Pas souvent. Ni plus ni moins souvent que les génies gitans. De toute façon, les toreros exacts ne sont réguliers que cinq ans dans leur vie. Au-mieux. Quand ils toréent, les pitres toréent comme des anges. On leur pardonne tout. Cordobés avec son génie sans pareil des terrains. Jesulín avec l'autorité d'un maître, comme à Valence le 17 mars. Alors on fond. Sinon, pourquoi en faire tant d'histoires ? Il n'y a pas de fumisterie sans feu.

Francis Marmande

Le nouveau défi climatique

EN APPARENCE, c'était une grande messe de plus, une de ces interminables réunions internationales où les promesses des nations les plus puissantes n'engagent que les populations les plus pauvres qui les reçoivent. Une de plus, dira-t-on, après le Sommet de la Terre de Rio, la conférence sur la population du Caire et celle sur la pauvreté à Copenhague. Il est vrai que, une fois le cérémonial médiatique oublié, les bilans paraissent maigres au regard de l'immense défi auquel l'humanité est confrontée à travers le télescopage d'une triple crise : écologique, démographique et sociale. La conférence sur l'effet de serre – phénomène qui rassemble ces trois crises –, réunie du 3 au 8 avril à Berlin par les Nations unies, ne semble avoir débouché que sur un laborieux compromis, renvoyant à deux ans et à une nouvelle réunion, à Kyoto, l'application de mesures destinées à contenir la menace de réchauffement climatique (*le Monde* du 9 avril).

Pourtant, Berlin pourrait bien faire date dans l'histoire contemporaine. Le contenu de la résolution adoptée et, surtout, la logique des mesures qui devraient en découler en témoignent. Malgré les prudences inhérentes aux rendez-vous de ce type, en dépit de la frustration des mouvements écologiques qui considèrent non sans raison qu'une tonne de carbone supplémentaire rejetée dans l'atmosphère est désormais une tonne de trop, la conférence apporte un sérieux changement.

Pour tous ceux qui se penchent avec inquiétude au chevet d'une Terre en « rupture de charge » et assistent impuissants à la course aveugle vers un développement insoutenable, c'est même une véritable éclaircie. A Berlin, la communauté internationale ne s'est-elle pas engagée à redonner la priorité aux grands équilibres naturels sur un mode de fonctionnement de l'économie mondiale qui met en cause le développement humain ?

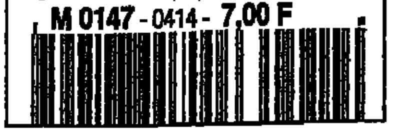
Les responsables de cent vingt gouvernements de la planète ont estimé que les émissions de gaz à effet de serre relevant des activités humaines étaient d'une gravité telle que les recommandations prises à Rio en 1992 s'avéraient *« insuffisantes »* et *« inadéquates »*.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 14



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.


M 0147 - 0414 - 7,00 F

Montée de l'autoritarisme en Russie et dans les autres pays de la CEI

QUATRE ANS après la chute du communisme dans l'ex-Union soviétique, les tendances autoritaires gagnent du terrain dans pratiquement toutes les Républiques de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Seuls les pays baltes sont épargnés par cette dérive.

La guerre en Tchétchénie a révélé dans toute sa brutalité le peu de cas que font les dirigeants du Kremlin des droits de l'homme. La passivité de l'Occident face à ce conflit encourage indirectement les responsables des douze autres Etats de la CEI à ne pas lésiner sur les moyens pour asseoir leur pouvoir.

L'exemple le plus flagrant vient d'Asie centrale où les présidents organisent des référendums fort peu démocratiques pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible. Plus récemment, la police est intervenue, mardi 11 avril, dans l'enceinte du Parlement de Biélorussie pour en déloger des députés, élus du temps de l'URSS, qui s'opposent aux visées autoritaires du jeune président, Alexandre Loukachenko.

Lire page 2

Un milliardaire à l'assaut de Chrysler



KIRK KERKORIAN

LE MILLIARDAIRE californien Kirk Kerkorian, parti à l'assaut de Chrysler, est l'incarnation vivante du rêve américain. Fils d'immigrés arméniens qui cultivaient des fruits en Californie, il est né à Fresno le 6 juin 1917. Elève turbulent, il est chassé de plusieurs écoles avant de multiplier les petits boulots pendant la Grande Dépression pour aider sa famille. Il sera même boxeur. Après avoir transformé son prénom de Kerkor et être devenu pilote pendant la guerre, il se lance à la fin des années 40 dans le transport aérien avec un vieux bimoteur réaménagé.

Un demi-siècle plus tard, il défraye la chronique financière. Les traits burinés et la chevelure grise ondulante, Kirk Kerkorian se retrouve, selon le classement du magazine *Forbes*, à la tête de la vingt-troisième fortune des Etats-Unis. Il a investi dans l'aéronautique, mais aussi dans le cinéma avec la Metro Goldwyn Mayer (MGM), le jeu (Las Vegas), et enfin l'automobile. Secret, imprévisible, souvent comparé au mythique Howard Hughes, celui que les journaux américains surnomment « capitaine Kirk », est l'archétype du capitaliste-aventurier. Il a réussi le tour de force de vendre deux fois sa compagnie aérienne et trois fois la MGM, qui a fini par tomber dans l'escarcelle du Crédit lyonnais.

Lire page 16

« REPRISE EN MAIN » Après l'euphorie démocratique qui s'est répandue dans l'ex-URSS dès la chute du communisme en 1991, l'heure est aujourd'hui à la « reprise en main ». En Asie centrale, les présidents prolongent leurs mandats à coups de référendums « *à la soviétique* », approuvés à 99 %. Depuis le début de la semaine, les présidents biélorusse et ukrainien ont engagé une épreuve de force avec leurs Parlements pour renforcer leurs pouvoirs. La Russie n'est pas épargnée. Moscou bruisse de rumeurs inquiétantes sur l'annulation des élections législatives et présidentielle. ● LE KGB, l'ancienne police politique, rebaptisée FSB, vient de retrouver ses droits. Elle échappe toujours au contrôle du Parlement et ne répond qu'au président Eltsine. ● LA PRESSE russe, par l'intermédiaire de représentants de la dernière télévision indépendante de Russie, NTV, reçus à Washington, dénoncent les pressions sur les médias.

L'autoritarisme se propage dans les pays de l'ex-URSS

Les présidents d'Asie centrale prolongent leurs mandats à coups de référendums. En Ukraine et en Biélorussie, les Parlements sont menacés de dissolution

MOSCOU
de notre correspondante

La démocratie, c'est bien, mais *« chez nous, ce sera dans quelques années »*. C'est ce que semblent dire aujourd'hui les dirigeants dans les Républiques issues de l'URSS. L'exemple vient de « haut », c'est-à-dire, comme toujours, de Moscou. Il y a un mois, le président du Kazakhstan a renvoyé son Parlement, annonçant la tenue, le 29 avril, d'un référendum qui va, selon toute probabilité, prolonger son mandat jusqu'à l'an 2 000. Deux de ses collègues d'Asie centrale – les présidents de l'Ouzbékistan et, un an plus tôt, celui du Turkménistan – ont fait de même. Avec *« 99 % des voix »* de leurs sujets, ils sont désormais investis du pouvoir suprême jusqu'au troisième millénaire. Le petit Kirghizstan, salué il y a peu comme *« le plus démocratique »* de la région, ne s'est pas encore décidé. Mais une campagne de presse *« suppliant »* le président de prolonger son mandat bat son plein.

Après avoir applaudi lorsque ces mêmes présidents juraient unanimement, au moment de la chute de l'URSS, fidélité aux principes de la démocratie *« à l'occidentale »*, aujourd'hui, la communauté internationale réagit mollement lorsque ces mêmes principes sont bafoués. Les arguments sont connus. Ne s'agit-il pas d'Etats neufs, passés du « Moyen Âge » au colonialisme tsariste, puis à la dictature communiste ? Ces anciens sujets de Moscou ne doivent-ils pas tout faire pour éviter, chez eux, des conflits interethniques, alimentés par *« certaines forces »* à Moscou pour rétablir l'emprise de la Russie sur ses marches, comme au Tadjikistan ? Des manipulations semblables effectuées par le Kremlin dans les conflits interethniques de Transcaucasie ont favorisé l'installation de régimes autoritaires et policiers dans les trois Etats de la région, y compris l'Arménie, qui faisait pourtant figure d'exemple.

Mais surtout, comment condamner cette montée des autoritarismes chez les voisins de la Russie quand cette dernière donne manifestement le ton, sans rencontrer beaucoup d'objections en Occident ? Après avoir approuvé l'assaut du Parlement russe par les chars de Boris Eltsine en octobre 1993, l'Occident accepte désormais son postulat : la guerre en Tchétchénie serait *« une affaire intérieure »* russe. Le pays est pourtant plus que jamais agité par une inquiétante rumeur : l'entourage présidentiel aurait l'intention de profiter de cette guerre pour annuler les élections, les scrutins législatif de la fin de cette année et la présidentielle de juin 1996.

Parfois il s'agit plus que de rumeurs. Alexandre Iakovlev, qui fut tour à tour l'idéologue du communisme, de la Perestroïka puis de la Russie « démocratique », a avoué il y a deux semaines qu'il était lui aussi favorable à un report d' élections – qui ne pourraient que nuire à la *« stabilité »* du pays. M. Iakovlev, placé par Boris Eltsine à la tête de la première chaîne télévisée du pays, l'instrument de propagande capital, ajoutait que le meilleur moyen de reporter les scrutins serait la tenue d'un référendum.

Il officialisait ainsi l'idée avancée quelques jours plus tôt par M. Boïko, un des hommes d'affaires qui siègent, depuis le 1er avril, à la direction de cette télévision d'Etat. Selon ce dernier, *« le président actuel n'est peut-être pas le meilleur dont on puisse rêver »*, mais il garantit la *« stabilité »*. Sans doute faut-il comprendre que la prochaine étape des privatisations se fera au mieux des intérêts des hommes d'affaires qui soutiennent M. Eltsine.

INTENTIONS PEU DÉMOCRATIQUES

L'un des candidats déclarés à l'élection présidentielle, Alexandre Routskoï, qui pourtant naguère prônait l'exécution du dissident Sakharov, affirme néanmoins détenir des preuves des intentions très peu démocratiques du Kremlin. Ce dernier a multiplié des démentis indignés. Mardi encore, une *« source informée »* de l'administration présidentielle affirmait que Boris Eltsine, quoi qu'il en dise, a déjà pris la décision de se présenter pour un second mandat en 1996, et qu'il annoncera sa décision avant les festivités du 9 mai.

Mais le président russe, au repos depuis le 27 mars, garde le silence dans sa résidence de Sotchi, où il vient de prolonger d'une semaine ses vacances. Toutefois, il est de nouveau apparu, mardi 11 avril, dans une forme très moyenne. Ce qui renforce les doutes sur sa capacité à mener une campagne électorale, alors que son taux de popularité aurait chuté à 6 %, selon certains sondages.

Si Boris Eltsine n'imite pas pour le moment ses collègues d'Asie centrale, il reste un précurseur et un exemple pour les présidents de Biélorussie et d'Ukraine. Ils tentent à leur tour, chacun à leur manière, de se débarrasser de leurs Parlements. Les dix-huit nationalistes que compte l'Assemblée biélorusse ont décidé, mardi 11 avril, de mener une grève de la faim dans l'enceinte du bâtiment de Minsk. Ils refusent, comme beaucoup de leurs collègues *« pro-russes »*, dont le mandat s'achève en avril, d'autoriser leur jeune et peu expérimenté président, Alexandre Loukachenko, à organiser un référendum qui lui donnerait le droit, à l'avenir, de dissoudre l'Assemblée. Le Parlement a été un moment investi par la police et les députés grévistes brutalement expulsés dans la nuit de mardi à mercredi. Mais de houleux débats parlementaires ont encore repris le lendemain.

Le même jour en Ukraine, le président Leonid Koutchma a démonstrativement quitté la salle du Parlement, élu comme lui-même l'an dernier. Les députés refusent de voter la *« loi sur le pouvoir »* que le chef de l'Etat réclame afin d'en avoir plus. Un brin provocateur, Leonid Koutchma a récemment exprimé le fond de sa pensée : *« J'aimerais envoyer nos députés dans le cosmos à bord d'une de nos fusées et les accueillir à bras ouverts dans, disons, deux ans »*...

Sophie Shihab

La BERD et la démocratie

En donnant un contenu politique à son mandat, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a innové. Ses statuts invitent les anciens pays communistes à renforcer *« l'état de droit et le respect des droits de l'homme »* et limitent son aide aux Etats qui *« s'engagent à respecter et mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste et de l'économie de marché »*. Dans cette perspective, la dérive autoritaire de certains gouvernements, particulièrement en Asie centrale, ou encore l'action de la Russie en Tchétchénie, ont de quoi inquiéter. A l'assemblée annuelle de la BERD, les 11 et 12 avril à Londres, son président, Jacques de Larosière, a affirmé que *« le défi que représente la transition politique est à la mesure de celui que pose la transition économique »*, et que les situations politiques individuelles étaient examinées très attentivement. Cependant, aucune opération n'a pour l'instant été refusée par le conseil d'administration. Un seul cas, celui de l'Ouzbékistan, aurait suscité de longues discussions. Le pays, où l'opposition au président Islam Karimov est interdite, a déjà reçu plusieurs prêts, certes modestes, de la BERD...

La contagion des référendums présidentiels

BIÉLORUSSIE
UKRAINE
FÉDÉRATION DE RUSSIE
KAZAKHSTAN
1000 km

Son mandat a été prolongé jusqu'en 2002 lors du référendum du 14 janvier 1994, approuvé à 99,9 %.

Élu avec 80 % des voix en juillet 1994, le chef de l'Etat veut organiser, le 14 mai, un référendum sur le renforcement des pouvoirs présidentiels au détriment du Parlement, vestige de l'URSS.

Les élections législatives prévues en 1997 sont annulées et le mandat du président a été prolongé jusqu'en l'an 2000 lors du référendum du 26 mars 1995, approuvé à 99 %.

UKRAINE

Le Parlement de Kiev, dominé par une alliance de communistes, de socialistes et d'agrariens, tente de s'opposer à un projet de loi destiné à étendre les attributions du président Koutchma, élu en juillet 1994.

TADJIKISTAN

L'heure n'est pas au référendum dans ce pays en guerre depuis 1992 avec une opposition armée, essentiellement basée en Afghanistan.

KAZAKHSTAN

Le président a dissous le Parlement le 11 mars 1995 et a convoqué, pour le 29 avril, un référendum sur la prolongation de son mandat jusqu'à l'an 2000.

Un groupe de parlementaires a demandé au président de prolonger son mandat. M. Akaev ne s'est pas encore prononcé.

■ **Le FMI a annoncé, mardi 11 avril, qu'il allait débloquer un prêt de 6,8 milliards de dollars pour la Russie. Ce crédit stand-by avait été retardé en février à cause de la guerre en Tchétchénie. Les promesses et les efforts de Viktor Tchernomyrdine, le chef du gouvernement, pour lutter contre l'inflation (ramenée à 1 % par mois à partir du deuxième semestre) et limiter le déficit budgétaire ont semble-t-il pesé lourd dans la décision du FMI qui – conscient des désordres actuels de l'économie russe – cherche à éviter le pire.**

Le KGB renaît de ses cendres sous l'appellation de FSB

MOSCOU
de notre correspondante

Donné pour mort, le vieux KGB semble renaître de ses cendres. Signé il y a une semaine par Boris Eltsine, la nouvelle loi sur *« les organes »* – comme disent les Russes – a finalement été publiée, mercredi 12 avril. Le texte transforme l'actuel service fédéral de contre-espionnage (FSK) en service fédéral *« de sécurité »* (FSB). Elle lui rend presque tous les pouvoirs dont disposait le *« comité de la sécurité d'Etat »* (KGB).

Le chef du FSK, Sergueï Stepachine, s'était récemment plaint : remaniés quatre fois depuis 1991, les services secrets russes avaient été *« totalement émasculés »*. Aujourd'hui, le nouveau FSB, comme le vieux KGB, disposera de son propre service d'enquête judiciaire, de ses propres prisons, du droit de perquisition (sans mandat) des domiciles et des bureaux.

HORS DE TOUT CONTRÔLE

Le FSB aura aussi le droit d'infiltrer les *« organisations »* étrangères. Concession à l'air du temps, le FSB pourra également fonder des sociétés commerciales. Enfin, ce service agira pratiquement hors de tout contrôle autre que celui du président. La justice n'aura pas à connaître les *« moyens, méthodes et tactiques »* du FSB, annonce l'article 24 de la loi.

« Le KGB est ainsi presque entièrement reconstitué, ses vieilles fonctions lui sont rendues », estime Vladimir Oïven, le vice-président du Fonds Glasnost, une association de défense des droits de l'homme. L'opinion publique, abreuvée de propagande officielle en faveur d'un *« Etat fort »* pour lutter contre le crime organisé et *« le fascisme »*, approuve ou ne dit mot. Pourtant, les services secrets ne semblent guère être les mieux placés pour abattre la criminalité. Leur personnel n'a pas été renouvelé après la chute du communisme.

Les services ont seulement été désorganisés par le passage de nombreux agents, et des meilleurs, dans les milices privées des banques et sociétés commerciales, elles-mêmes parfois liées au crime organisé. Et les « ex » du KGB, au service du capital, gardent parfois des liens occultes avec la « maison-mère ». Ce qui facilite les affaires mais pas les enquêtes...

DROIT DE FAIRE DU « BIZNESS »

Pour certains spécialistes, le droit donné au nouveau FSB de faire lui-même du « bizness » constitue donc la véritable innovation de la loi, qui porterait en germe non pas un nouveau *« totalitarisme »*, mais une désintégration mafieuse encore plus poussée de l'Etat.

Le pouvoir en place affirme, en tout cas, que les normes démocratiques sont respectées, avec la séparation maintenue entre les divers services secrets, les anciens : le FSB (contre-espionnage), le SVR (service extérieur), le GROU (service de l'armée), et les nouveaux : le département général de la garde (du général Barsoukov), le service de la garde présidentielle (de Korjakov, le général-confident de Boris Eltsine) et le FAPSI (service des liaisons gouvernementales). Mais Staline, aussi, avait multiplié les services secrets à son service...

S. Sh.

Le plaidoyer à Washington des hommes de la presse libre russe

WASHINGTON
de notre correspondante

Trois Russes sont venus début avril témoigner à Washington en faveur de la liberté de la presse dans leur pays: trois responsables de NTV, l'unique chaîne de télévision indépendante de Russie. Vladimir Gousinski, quarante-trois ans, patron du groupe Most, possède, outre NTV, trois journaux (dont *Segodnia*) et une radio, *Ekho Moskvy*. Il s'est installé à Londres après l'agression, le 2 décembre dernier, de son chauffeur par des hommes armés et masqués. C'était neuf jours avant l'intervention en Tchétchénie. Quelques semaines plus tard, Vladislav Listiev, journaliste vedette de la télévision russe, était assassiné.

Invité par la Chambre des représentants à témoigner devant la sous-commission des droits de l'homme sur *« la liberté de la presse en Russie »*, Vladimir Gousinski a demandé à deux de ses collaborateurs, Igor Malachenko, président de NTV, et Evgueni Kiselev, présentateur de l'émission-phare «Itogui», de venir déposer à ses côtés.

Reçus également au Sénat, invités à parler à la Fondation Carnegie, les trois hommes ont fait passer un message sans ambiguïté: la liberté en Russie est fragile, constamment menacée.

LE PROBLÈME DU FINANCEMENT

« Nous avons un régime autoritaire, mais faible et inefficace, explique Igor Malachenko. *C'est pour cela qu'il y a encore une presse libre. »* Si les autorités russes tolèrent cette presse libre, c'est aussi parce qu'elles ont pris conscience de l'importance qu'y attache l'Occident. *« Fermer NTV aujourd'hui provoquerait un grand scandale »*, prédit le patron de Most, même si, constatent les téléspectateurs moscovites, NTV a déjà dû mettre une sourdine à ses reportages les plus agressifs. *« Le problème,* reconnaît Vladimir Gousinski, *c'est le financement. Nous avons le soutien de larges secteurs de la communauté d'affaires. Mais on assiste actuellement à une offensive visant à contrôler la publicité. »*

Seconde préoccupation que les hommes de NTV ont voulu exprimer auprès de leurs interlocuteurs américains : la tenue de l'élection présidentielle, comme prévu, en juin 1996, après les législatives de décembre. Le scénario qu'ils redoutent, c'est que, après les législatives, arguant de la menace d'une victoire de l'extrême droite – un danger, selon eux, exagéré –, Boris Eltsine annule le scrutin présidentiel. *« Pour la presse et la télévision indépendantes,* disent-ils, *ce serait le début de la fin. »* Pour Igor Malachenko, *« la question cruciale, c'est: aurons-nous des élections libres ou non?. S'il ne peut pas y avoir de démocratie sans Eltsine, c'est qu'il n'y a pas de démocratie »*.

Sylvie Kauffmann

L'Iran est écarté de l'exploitation pétrolière en Azerbaïdjan au profit de la société turque TPAO et de la firme américaine Exxon

DE HAUTE LUTTE, la Turquie vient de s'assurer une meilleure part du pétrole d'Azerbaïdjan, au grand dam de l'Iran. L'accord, signé mercredi 12 avril, à Bakou, entre Mme Tansu Ciller et M. Gueïdar Aliev renforce la position d'Ankara, allié traditionnel des Azéris turcophones. L'Azerbaïdjan ne pouvait assurer seul le financement de sa part (soit 20 %) dans le *« contrat du siècle »* portant sur l'exploitation de trois gisements offshore en mer Caspienne d'où seront extraites, dès 1996, 511 millions de tonnes de pétrole par an. Après des mois de pressions, iraniennes comme turques, le président azerbaïdjanais a annoncé, lundi 10 avril, que la firme américaine Exxon et la société turque TPAO allaient bénéficier, chacune, de 5 % de la part azérie.

La part de la Turquie passe de 1,75 % à 6,75 %. Elle avait pourtant des raisons de craindre se voir évincée au profit des Iraniens, car la compagnie iranienne des pétroles (NIOC) avait obtenu, le 4 février, des assurances sur sa participation au *« contrat du siècle »*. Mais les Américains, qui dominent le consortium, en ont décidé autrement.

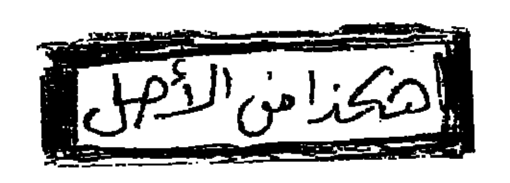
POSITION DÉLICATE

Ce retournement place l'Azerbaïdjan dans une position délicate. L'Iran abrite une minorité azérie deux fois plus nombreuse que la population totale de l'Azerbaïdjan et séparée de celle-ci depuis la seconde moitié du XIXe siècle seulement. Bakou n'a guère apprécié l'appui apporté par Téhéran aux Arméniens dans le conflit du Haut-Karabakh. Signe de la méfiance iranienne, le président azerbaïdjanais Gueïdar Aliev, lors d'un voyage en Iran, n'avait pu visiter la région de Tabriz, largement peulée par des Azéris.

Pour apaiser l'Iran, Gueïdar Aliev vient de lui proposer de participer à un second *« contrat du siècle »*, portant sur l'exploitation du gisement de Günechli. Mais ce gisement fait l'objet d'un litige entre les deux pays, Téhéran considérant que, situé loin des côtes, il n'est pas la propriété exclusive de Bakou. L'Iran milite de concert avec la Russie pour la redéfinition du partage des eaux de cette mer fermée. *« Le président Aliev n'oublie jamais les services rendus »*, indiquait dernièrement le quotidien turc *Hurriyet*, tout en rappelant les 100 millions de dollars accordés par Souleiman Demirel à Gueïdar Aliev, quand celui-ci régnait sur la province du Nakhitchevan, enclave azerbaïdjanaise entre l'Arménie et la Turquie.

Ce nouveau succès de la Turquie la place en bonne position pour remporter un autre marché : celui, très convoité, de l'oléoduc chargé d'acheminer le pétrole de Bakou. Mais, avec deux tentatives de coup d'Etat en six mois, l'Azerbaïdjan est loin de la stabilité et tout peut encore changer.

Marie Jégo



هكذا من الأصل

ex-URSS

L'armée de l'air russe est dans l'incapacité d'entretenir et de renouveler sa flotte

Le parc des avions de combat a chuté de 40 % en deux ans

La vétusté du matériel de l'armée de l'air russe affecte désormais ses capacités opérationnelles, selon des informations émanant d'officiers russes. L'entretien n'est plus convenablement assuré et, faute d'argent, certains programmes de construction ont dû être abandonnés. Au rythme actuel de remplacement, la flotte russe ne serait plus, en 2005, que de 20 % de ce qu'elle est aujourd'hui.

SELON DES DOCUMENTS parvenus à l'Ouest et émanant de dépositions d'officiers généraux devant des commissions internes au Parlement de Moscou, l'armée de l'air russe est dans un état de sérieuse dégradation, principalement dans ses unités de combat. Cette détérioration touche les capacités opérationnelles des formations aériennes, à commencer par la vétusté des avions, le manque de pièces de rechange et l'insuffisance en carburant pour l'entraînement des équipages. Plusieurs projets d'avions ont dû être abandonnés par les constructeurs, faute de crédits adéquats.

Deux catégories de grandes forces composent l'armée de l'air russe : l'aviation à vocation stratégique (attaque et transport), avec quelque 170 000 hommes, et l'aviation de défense (interception), avec pas moins de 200 000 hommes. Il a été question de fusionner ces deux forces. Pour l'instant, cette initiative semble avoir été ou reportée ou abandonnée.

Globalement, durant les deux dernières années, le nombre des avions en service a diminué de 40 % selon les responsables militaires, entendus par les députés en commissions, qui ont évoqué l'*« état pitoyable »* de la flotte russe. Cette chute brutale des moyens aériens n'est pas compensée par l'entrée en service de matériels nouveaux. En effet, faute d'argent, puisque le budget a décliné des deux tiers en deux ans, l'aviation russe a dû renoncer à certains de ses programmes futurs. Le premier vol d'un nouveau Mig, connu sous le nom de code de *« Projet 1-42 »* et comparable à l'avion F-22 aux Etats-Unis, a été retardé par Mikoyan, son constructeur, à la suite, vraisemblablement, de graves problèmes de réacteur sur les deux prototypes. Chez un autre constructeur, Sukhoï, des difficultés dans la mise au point du radar et des missiles n'ont pas permis d'assurer, pour 1995, l'admission au service actif de nouveaux modèles d'avions.

Tant et si bien qu'il se pourrait que, cette année, la Russie soit dans l'incapacité de se faire livrer un seul appareil. En 1994, une trentaine d'avions avaient été fournis aux unités, quand les généraux de l'armée de l'air russe estiment que le seul besoin de renouvellement du parc aérien actuel nécessiterait de commander quelque 250 avions par an. Au total, les services de renseignements occidentaux accordent à la Russie – sans pouvoir garantir que la plupart sont en état de vol – 2 100 avions dans les forces à vocation stratégique et 1 200dans les forces de défense et d'interception.

DES MIG-29 EN ALLEMAGNE

Si ce rythme de remplacement n'évoluait pas, les responsables ont prédit devant les parlementaires que la flotte de combat opérationnelle russe tomberait, après l'an 2005, à 20 % de ce qu'elle est présentement.

D'autre part, le tiers des aérodromes militaires sont dépourvus de moyens tout temps et de nuit pour déployer des avions en mission, et la moitié de ces bases – plus de 200 – nécessitent des réparations importantes, voire une véritable reconstruction.

Enfin, les formations aériennes ne disposent, devant elles, que de 30 % à 35 % des stocks de pièces détachées. Les équipages ne font que 35 à 50 heures de vol par an et par pilote, quand, dans le même temps, la norme imposée par l'OTAN aux armées alliées est de 180 heures au minimum.

Les Allemands ont eu un avant-goût de cette dégradation de l'aviation russe, telle qu'elle vient d'être révélée par ses généraux, en prenant possession des Mig-29 hérités de l'ancienne armée est-allemande. Le Mig-29 est apparu très cher à l'usage. Le volume des pièces détachées était au plus bas, ou il fallait les acquérir à un prix exorbitant en Russie. Les manuels de vol étaient quasiment inconnus. Formés à la soviétique, les pilotes est-allemands ne parlaient pas l'anglais et ils avaient été entraînés au rythme de moins d'une centaine d'heures de vol par an. Sur la trentaine de Mig-29 ainsi récupérés, une demi-douzaine étaient réellement en état d'accomplir des missions opérationnelles. Cela étant, l'Allemagne les a conservés et, en revanche, elle a envoyé à la casse des Mig-21 et des Sukhoï SU-22.

Jacques Isnard

En Finlande, Paavo Lipponen présente son « gouvernement arc-en-ciel »

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

Paavo Lipponen, le dirigeant social-démocrate finlandais, a réussi un tour de force en présentant officiellement, jeudi 13 avril à Helsinki, un nouveau gouvernement au sein duquel cohabitent, en dehors de son propre parti, des sensibilités aussi différentes que les conservateurs, les Verts, l'Alliance de gauche et les Libéraux suédois, qui représentent la minorité suédophone du pays. Tour de force, car, au lendemain des élections du 19 mars, il paraissait bien difficile de mettre sur pied cette coalition *« arc-en-ciel »*, comme on l'a déjà baptisée, appelée à mener un sévère programme au cours des quatre années à venir. L'Alliance de gauche, qui compte dans ses rangs quelques anciens communistes orthodoxes, a d'ailleurs hésité longtemps avant d'en faire partie. La réduction prévue des allocations chômage, des aides de l'Etat aux communes et des subventions agricoles ne correspondait guère à ce que le parti avait promis aux Finlandais durant la campagne électorale...

Européen de la première heure

M. Lipponen est un *« têtu »*, et il a finalement obtenu ce gouvernement *« large et solide »* qu'il souhaitait pour remettre de l'ordre dans le budget, alléger la dette publique et combattre le chômage : la coalition dispose, en principe, d'une majorité massive de 145 sièges sur 200 au Parlement. En quelques semaines, cet homme de cinquante-quatre ans est devenu l'une des personnalités politiques les plus populaires finlandaises. Dans les mois précédant les élections, les médias n'avaient pourtant pas été particulièrement prévenants à son égard. On lui reprochait son manque de charisme, sa lenteur d'élocution – *« mais Moïse était lent aussi »*, rétorquait-il.

Président du Parti social-démocrate depuis 1993, Paavo Lipponen a longtemps été « marginalisé» au sein de son propre mouvement. Directeur de l'Institut de politique étrangère d'Helsinki, pendant sa traversée du désert à la fin des années 80, il fut l'un des premiers hommes politiques à lancer l'idée d'une adhésion de son pays à la Communauté européenne, à une époque où cette question était taboue et la neutralité sacro-sainte. A ses yeux *« la Finlande doit profiter de son appartenance, depuis le 1er janvier, à l'Union pour renforcer son économie et diversifier sa structure industrielle »*. *« Nous ne devons pas*, nous disait-il le mois dernier, *être un pays de l'UE qui cherche toujours à obtenir des dérogations »*. Dans la perspective de la conférence intergouvernementale de l'année prochaine, M. Lipponen est favorable à un approfondissement de la coopération politique *« d'une manière pragmatique »* et de l'élargissement de l'Union qui suppose inévitablement *« une révision de la politique agricole commune »*. Le nouveau premier ministre insiste également sur la nécessité pour la Finlande de remplir rapidement les critères de convergence en vue de l'Union économique et monétaire.

Dans ce pays nordique de quelque cinq millions d'habitants où le sport est presque une religion, Paavo Lipponen peut présenter également des lettres de noblesse. Avec son club de Kuhat, il a décroché deux fois la médaille d'argent aux championnats de water-polo et compte plusieurs sélections en équipe nationale. Avec son bon mètre quatre-vingt-dix, il en a gardé une carrure d'athlète qui ne passera sans doute pas inaperçue dans les photos de famille des conseils européens.

Alain Debove

Le nouveau gouvernement

Les cinq partis membres du gouvernement, qui devait être présenté officiellement jeudi 13 avril, ont annoncé séparément mercredi les noms des titulaires des portefeuilles qui leur ont été attribués.

Premier ministre : Paavo Lipponen (social-démocrate),53 ans
Affaires étrangères : Mme Tarja Halonen (sociale-démocrate),51 ans
Finances : Iiro Viinanen (conservateur) 50 ans
Commerce Industrie : Antti Kalliomaeki (social-démocrate), 48 ans
Affaires européennes : Ole Norrback (Parti libéral suédois), 54 ans
Intérieur : Jan-Erik Enestam (Parti libéral suédois) 48 ans
Travail : Mme Liisa Jaakonsaari (sociale-démocrate), 49 ans
Affaires sociales : Mme Sinikka Moenkaere (sociale-démocrate) 48 ans
Défense : Mme Anneli Taina (conservatrice), 43 ans
Justice : M. Sauli Niinistoe (conservateur), 46 ans
Agriculture, Forêts, Pêche : M. Kalevi Hemilae (indépendant), 42 ans
Education : M. Olli-Pekka Heinonen (conservateur), 30 ans
Transports : Mme Tuula Linnainmaa (conservatrice), 53 ans
Environnement : M. Pekka Haavisto (Verts), 37 ans
Culture : M. Claes Anderson (Alliance de gauche), 57 ans
Santé et Sports : Mme Terttu Huttu (Alliance de gauche), 43 ans

La France crée une brigade aéromobile pour l'Europe

LE GÉNÉRAL Hubert Rémond a été chargé de mettre sur pied une nouvelle grande unité de l'armée de terre française : la 3e brigade aéromobile, équipée d'hélicoptères et vouée à appuyer le Corps blindé et mécanisé (CBM) stationné à Lille. Cette formation sera officiellement créée en juin prochain. Elle est indépendante de la division aéromobile au sein de la Force d'action rapide (FAR).

Cette brigade aéromobile devrait comprendre principalement, outre ses élements de commandement, le 6e régiment d'hélicoptères de combat et de manœuvre (à Compiègne) et le 7e régiment d'hélicoptères de combat (à Nancy et à Etain). Le 6e RHCM est fort, en temps de paix, de plus d'une trentaine d'hélicoptères de combat Gazelle (armés de missiles et de canons) et d'une vingtaine d'hélicoptères de manœuvre Puma. En temps de guerre, il peut déployer entre quatre vingt-dix et cent hélicoptères au total. Le 7e RHC est fort de quelque trente-cinq hélicoptères Gazelle et de moins d'une dizaine d'hélicoptères de manœuvre Puma.

L'intérêt de cette brigade aéromobile est de pouvoir venir en appui au corps d'armée de Lille ou d'un groupe de forces destiné à intervenir en Europe. Avec ses hélicoptères armés, cette brigade est en quelque sorte le « noyau dur » à partir duquel serait constitué – avec des régiments de blindés lourds (comme le char Leclerc) ou plus légers et avec des unités d'infanterie – un groupement de sûreté et d'intervention.

La révolution postsoviétique des trafiquants de drogues

DANS SON TROISIÈME RAPPORT annuel, l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) analyse un double mouvement de fond – le déferlement des trafics venus de l'Est sur le marché européen et le boom international des drogues de synthèse – auquel les autorités répressives paraissent de moins en moins à même de s'opposer. C'est le cas notamment en Europe, où l'entrée en force des narcotrafiquants venus des ex-pays communistes a déjà radicalement changé la donne.

Stimulées par la désintégration du mur de Berlin et le libéralisme économique qui s'en est ensuivi, des Balkans à la Russie, des organisations mafieuses se sont bien entendu engouffrées dans la brèche. Elles ont notamment utilisé les diasporas comme têtes de pont pour pénétrer l'Europe occidentale. Des trafiquants d'un genre nouveau se sont superposés aux filières habituelles de distribution utilisées par le crime organisé. Tirant profit des conflits régionaux pour se développer, ces nouveaux « dealers » ont, le cas échéant, financé les combattants de leur camp, tchétchènes, kurdes du PKK ou fondamentalistes afghans entre autres. Ils ont constitué *« des réseaux de vendeurs de demi-gros (de 1 à 20 kilos), qui agissent en* raiders, *en dehors des schémas classiques de distribution »*, note l'OGD.

Le développement des drogues de synthèse – produits fabriqués en laboratoire ou médicaments détournés de leur usage, par opposition aux drogues « naturelles », extraites des plantes – est le second phénomène marquant de la période. Là encore, les pays de l'ex-bloc soviétique se sont distingués. Les mafias de l'Est ont utilisé un appareil de chimie industrielle pratiquement à l'abandon pour produire massivement ces substances stupéfiantes. Les chimistes américains n'ont pas été en reste. Aux Etats-Unis, le crack a tendu à être remplacé par d'innombrables drogues de synthèse, les formules chimiques des nouveaux produits ont évolué à vive allure, au gré des modes ou des régions. Ce marché international des drogues de synthèse a inversé les flux de production et de consommation, avec notamment un intense trafic Nord-Sud pour les dépresseurs du système nerveux. *« Dans la plupart des pays d'Afrique, l'abus de barbituriques et de benzodiazépines, produits de l'industrie pharmaceutique européenne détournés de leur usage thérapeutique, est devenu un problème majeur. »*

L'Amérique du Sud conserve le monopole de la production de cocaïne, grâce à la Colombie et au Pérou. En Asie du Sud-Ouest, l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial d'opium et le premier fournisseur d'héroïne de l'Europe. En France, 1994 restera *« l'année des records »* pour les saisies de cocaïne, d'héroïne ou de haschisch.

Erich Inciyan

★ *« Géopolitique des drogues. 1995 »* Editions La Découverte, 275 pages, 135 francs.

L'attaque contre la ville tchétchène de Samachki a fait 250 morts

L'OFFENSIVE des troupes russes contre la ville tchétchène de Samachki, la semaine dernière, a fait 250 morts a indiqué, mercredi 12 avril, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Tout en affirmant que les Russes se sont livrés à une *« attaque contre des civils »* et à des *« violations flagrantes des droits de l'homme »*, Jean-Marc Bornet, un haut responsable du CICR, estime que le chiffre de 700 morts, parfois avancé dans la presse, paraît excessif.

M. Bornet a précisé que des délégués du CICR avaient pu se rendre, en début de semaine, à Samachki, située à 35 kilomètres au sud-ouest de Grozny : *« Nos délégués n'ont pas pu entrer dans les maisons, où les habitants se cachent dans les caves*, a-t-il précisé. *D'autres corps peuvent s'y trouver. »* Il a toutefois tenu à indiquer que Samachki n'avait pas été détruite, mais que *« plusieurs maisons ont été brûlées ou endommagées par des tirs d'artillerie. »* – *(AFP.)*

Violents conflits sociaux en Argentine

USHUAIA. Un mort et vingt-cinq blessés graves : tel est le bilan, mercredi 12 avril, de la répression policière – la plus féroce depuis la fin de la dictature militaire – qui secoue depuis quarante-huit heures Ushuaia, la capitale de la Terre de Feu (extrême sud). Plusieurs centaines d'ouvriers occupaient depuis dix jours une usine d'appareils électriques pour réclamer le paiement d'arriérés de salaires et d'indemnisations, après la fermeture des portes de l'entreprise, début avril. Sur ordre de la justice, la police, armée de bâtons et faisant usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène, a chargé avec violence.– *(Corresp.)*

EUROPE

■ **ITALIE : le gouvernement de Lamberto Dini**, le patronat et les organisations syndicales ont annoncé, mercredi 12 avril, qu'ils étaient parvenus à un accord sur la retraite complémentaire, qui est un pan important de la réforme du coûteux système de prévoyance, en cours de négociation. – *(AFP.)*

Un tribunal de Palerme (Sicile) a condamné, mercredi 12 avril, à la détention à perpétuité sept parrains de la « Coupole » (tête de la Mafia sicilienne), dont son chef suprême, Toto Riina. – *(AFP.)*

■ **BOSNIE : les Serbes bosniaques** ont fait échec à la venue à Sarajevo des experts du « groupe de contact », qui ont entrepris une nouvelle tournée dans l'ex-Yougoslavie pour obtenir la prolongation d'une trêve déjà enterrée, mais qui arrive officiellement à échéance le 1er mai. – *(AFP.)*

■ **CROATIE : un Français**, Olivier Bendif, vingt-trois ans, a été condamné à deux ans et demi de prison, mercredi 12 avril, par les Serbes « sécessionnistes » de Croatie pour être entré sans laissez-passer dans les territoires sous leur contrôle. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : des milliers de grévistes sont descendus dans la rue**, en Russie, mercredi 12 avril, pour protester contre le non-paiement de salaires depuis plusieurs semaines. – *(AFP.)*

■ **PAYS BALTES : l'Union européenne**, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie ont signé, mercredi 12 avril à Bruxelles, des accords d'association pouvant déboucher sur une adhésion ultérieure à l'UE. – *(AFP.)*

■ **TADJIKISTAN : la Russie a promis d'accorder une aide militaire** d'urgence, a indiqué, mercredi 12 avril, l'agence Interfax. Depuis vendredi 7 avril, l'opposition islamique tadjike, réfugiée en Afghanistan, a lancé une vaste offensive militaire qui a fait une trentaine de morts. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **ETATS-UNIS : les prix à la consommation** ont augmenté de 0,2 % en mars par rapport au mois précédent. A l'origine de cette faible hausse, la baisse des prix de l'énergie (– 0,5 % en un mois), la plus importante enregistré depuis cinq mois, provoquée notamment par le recul de 0,3 % des prix de l'essence. Les prix de l'alimentation sont, eux, restés inchangés. Le coût du logement a augmenté de 0,2 %. Sur un an (de mars 1994 à mars 1995), la hausse des prix est de 2,9 %.

■ **PÉROU : la parlementaire Martha Chavez**, de l'alliance gouvernementale « Cambio 90 - Nouvelle Majorité », devrait devenir la première femme de l'histoire péruvienne à présider le Parlement. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **EGYPTE : l'Organisation égyptienne des droits de l'homme** (OEDH) a annoncé, mercredi 12 avril, qu'elle portait plainte contre l'imam d'El Azhar, la plus haute institution de l'islam sunnite, en raison d'une *fatwa* approuvant l'excision : le cheikh « [aurait] *commis une erreur en publiant des vues religieuses fausses* (...) ». – *(AFP.)*

■ **IRAK : les Etats-Unis ont autorisé les épouses** des deux Américains détenus en Irak à se rendre dans ce pays pour voir leurs maris, a annoncé, mercredi 12 avril, le département d'Etat. – *(AFP.)*

ASIE

■ **CHINE : le président Jiang Zemin** aurait été définitivement désigné pour assurer la *« direction »* du pays à la mort Deng Xiao-ping, croit savoir le *Herald Tribune*. Le journal cite une déclaration en ce sens faite par le premier ministre, Li Peng, lors d'un entretien privé, mercredi 12 avril à Pékin, avec une cinquantaine d'hommes d'affaires et d'anciens dirigeants occidentaux. *« Le transfert de la direction politique a été définitivement décidé »*, selon M. Peng, et le chef de l'Etat, du parti et de l'armée, Jiang Zemin, en sera le bénéficiaire.

■ **INDONÉSIE : un dirigeant communiste est mort**, presque trente ans après avoir été emprisonné et condamné à mort. Yohannes Ruslan Wijayasastra est mort dimanche 2 avril à l'hôpital chrétien de Cikini, où il avait été transféré après trente ans d'incarcération. Il avait soixante-dix ans. – *(AFP.)*

■ **SRI LANKA : le gouvernement a fait deux concessions aux rebelles tamouls** dans le cadre des négociations de paix. Dans une lettre adressée au chef des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), et rendue publique mercredi 12 avril, la présidente Chandrika Kumaratunga a annoncé qu'elle lèverait jeudi l'embargo sur les carburants à destination des territoires tenus par les Tigres et allégerait les restrictions à la pêche dans le nord de l'île.– *(AFP).*

ECONOMIE

■ **Le commissaire européen à l'emploi** et aux affaires sociales, Padraig Flynn, a présenté, mercredi 12 avril, le programme d'action sociale pour 1995-1997, adopté par la Commission pour *« jeter les bases du nouveau modèle social européen »*. M. Flynn reprend l'idée d'un accord des Quinze sur des normes sociales minimales, rappelant qu'il souhaitait toujours voir la Grande-Bretagne adhérer à la Charte sociale.– *(AFP.)*

■ **UEM : le président de l'Institut monétaire européen (IME)**, le Belge Alexandre Lamfalussy, a souligné, mercredi 12 avril à Bruxelles, les risques de spéculation sur les marchés des changes, entre la date de la décision de créer la monnaie unique et le passage effectif à l'union monétaire. M. Lamfalussy a indiqué qu'il s'écoulerait *« plus ou moins un an »* entre la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de créer la monnaie unique et la fixation irrévocable des taux de change. M. Lamfalussy, qui s'exprimait devant la sous-commission monétaire du Parlement européen, a déclaré : *« Plus nous serons stricts sur l'évaluation* (...) *et sur le choix des pays* (sélectionnés pour participer à la monnaie unique), *moins nous aurons de risques de perturbations* (...). *Mais même dans cette situation, il y aura un risque, et nous ferons des propositions au moment opportun. »* L'IME est l'embryon de la future Banque centrale européenne (BCE). – *(AFP.)*

Trêve précaire au Soudan

Un cessez-le-feu est plus ou moins respecté dans le sud du pays tandis que la junte militaire et islamiste de Khartoum tente de faire meilleure figure sans renoncer à ses principes

Le gouvernement et les rebelles du Sud s'accusent mutuellement de ne pas respecter le cessez-le-feu de deux mois, négocié, le 26 mars, à Khartoum, par l'ancien président américain Jimmy Carter. Si la trêve devait être plus ou moins respectée, cela serait dû surtout à la saison des pluies qui gêne les mouvements de troupes. Les forces gouvernementales ont remporté des succès récemment et affirment contrôler désormais plus de 90 % du territoire, mais une reprise des combats à grande échelle est à craindre, d'autant que le principal chef sudiste, John Garang, vient de faire savoir que la rébellion, divisée depuis des années, est en voie de « réunification ». A Khartoum, la junte militaire et islamiste au pouvoir tente de se donner un visage plus avenant, en organisant notamment des élections, dont les partis sont cependant exclus.

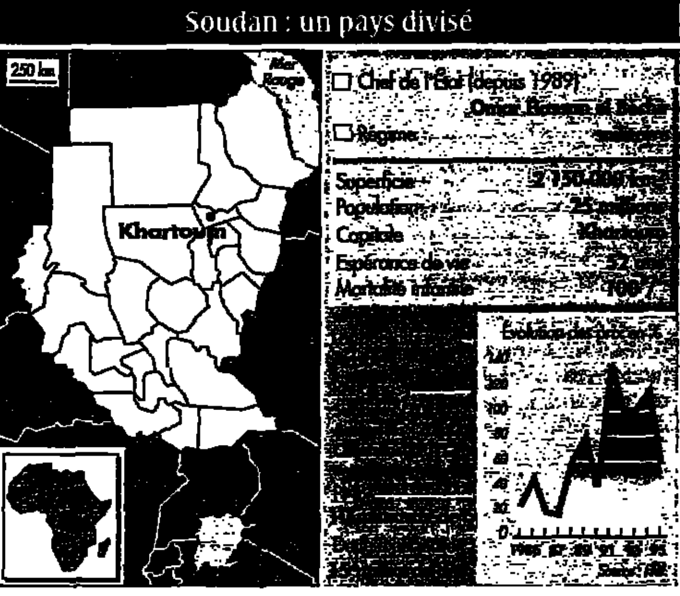
KHARTOUM
de notre envoyée spéciale

Mohamad ne croit pas au cessez-le-feu. Il n'y croit pas plus qu'à toutes les trêves qui ont émaillé la guerre entre l'armée et les rebelles dans le sud du pays depuis des lustres. Ce sexagénaire nordiste qui ne veut être identifié que par son prénom – *« Vous savez, ici le gouvernement surveille tous les faits et gestes, y compris les vôtres »* – semble partager l'avis des autorités. *« Nous savons que les rebelles ne feront rien de constructif »*, affirme Ali Haj Mobamad, ministre chargé des affaires du gouvernement fédéral, tout en s'empressant d'ajouter : *« Nous espérons que l'occasion qui est offerte aujourd'hui ne sera pas manquée. »*

Après la chute de la ville de Nasser, les forces gouvernementales contrôlent désormais, selon les autorités, plus de 90 % du territoire. Cette estimation est approximativement confirmée par des sources indépendantes selon lesquelles l'armée aurait au moins repris les grandes villes du Sud et leurs environs. Pourquoi donc le gouvernement a-t-il stoppé net son offensive ? Pour donner un gage de sa bonne foi quant à la volonté de sauvegarder l'unité du pays et de le pacifier, répondent les autorités. Pour anticiper la trêve forcée que la saison des pluies imposera à la troupe au mois de juin, rétorquent des sources proches de la rébellion.

Quelles que soient ses intentions, le gouvernement, quasiment boycotté par la communauté internationale et privé d'une aide qui représentait environ le tiers du produit national brut en 1989, au moment du coup d'Etat, tente à tout prix de convaincre que le *« modèle »* qu'il propose est viable, à condition que l'on admette son *« originalité »*.

Mais cette *« originalité »* tient surtout à une grande confusion. Un processus électoral est ainsi en cours depuis le 21 mars pour les élections de Parlements locaux dans les vingt-six Etats qui composent désormais le pays, au lieu de neuf antérieurement. Ce scrutin, *« qui s'inspire à la fois de la Libye, du suffrage universel et de Vichy »*, selon l'expression d'un expert, prévoit la désignation par les citoyens de 45 % des députés, de 45 % par les très officiels comités populaires et 10 % par le gouvernement central. Le même principe des quotas s'appliquera aux élections des soixante membres du Parlement fédéral prévues l'année prochaine. Le chef de l'Etat sera ensuite élu au suffrage universel. Pour l'heure, nombre de Soudanais sont extrêmement sceptiques sur l'issue de ce premier scrutin depuis la prise du pouvoir, en 1989, par le général Omar El Béchir et la dissolution de tous les partis politiques. Mohamad affirme qu'il n'ira pas voter parce que *« ce ne sont pas des élections libres »*.



ÉGLISES SOUS SURVEILLANCE

Dans un pays de plus de 2,5 millions de kilomètres carrés, où l'on compte des centaines de tribus et d'ethnies, où le Nord est à majorité musulmane et le Sud à majorité animiste et chrétienne, le gouvernement a certes le mérite d'avoir compris la nécessité d'une décentralisation. Il est vrai aussi qu'il a hérité d'une situation de guerre et d'un développement inégal entre les différentes régions. Néanmoins, les critères de choix d'un découpage du pays en vingt-six Etats ne sont pas clairs, même si les autorités affirment que les limites de ces Etats ne suivent pas les lignes de clivage ethniques et tribales. Elles affirment aussi que la loi musulmane (charia) ne sera appliquée que dans les Etats à majorité musulmane. Mais rien n'est dit sur les moyens d'identifier cette majorité, dans un pays où les migrations intérieures n'ont pas cessé depuis le début de la guerre.

Si elle ne subit pas les exactions au quotidien, la communauté chrétienne de Khartoum n'en est pas moins sous surveillance. Une loi de 1962, la *missionary societies act*, imposant des limitations draconiennes à toutes les activités missionnaires chrétiennes, a fini par être abrogée en 1994 par le président El Béchir, mais seulement au profit d'une autre exigeant des Eglises de se faire enregistrer comme organisations non gouvernementales (ONG) auprès du ministère de la planification sociale. Cette mesure, que les autorités estiment aller de soi dans la mesure où les Eglises ont des activités sociales très variées, a été perçue comme une restriction par la communauté chrétienne dont la hiérarchie craint que l'objectif du gouvernement soit surtout de limiter l'évangélisation.

Les autorités affirment aussi que la situation économique du pays s'est sensiblement améliorée, la croissance, au cours des deux dernières années, étant de quelque 10 %. Le fait est, cependant, que les pauvres sont toujours aussi pauvres, alors que se crée une classe d'hommes d'affaires proches des islamistes. *« Lorsque le salaire d'un agent de police est de 8 000 livres* [à peine plus de 20 dollars] *et celui d'un soldat de 10 000 livres – et c'est presque le haut de gamme puisque le salaire minimum est de 3 200 livres –, lorsqu'il vous faut au moins 250 livres pour votre petit déjeuner, faites le compte : votre salaire vous suffit pour quinze jours à peine »*, explique Mohamad. En revanche, des villas aussi laides que cossues et coûteuses sont en construction à Khartoum, signe que l'import-export, aux mains d'une nouvelle classe d'hommes d'affaires qui gravitent autour du pouvoir et notamment du Front national islamiste de Cheikh Hassan Tourabi, se porte bien.

L'import-export est favorisé par une bonne récolte d'une part, par la levée de l'interdiction d'importation pour la plupart des marchandises, et un début de libéralisation de l'économie, d'autre part. Mais cette ouverture ne profite qu'à une petite catégorie de privilégiés, et c'est là l'un des paradoxes d'un régime arrivé au pouvoir au nom de l'islam et de la pureté idéologique. En février, le journal *El Soudani* a été fermé pour avoir écrit que l'un des fils de M. Tourabi, l'homme fort du Soudan, se livrait au trafic de devises.

Depuis des années, les organisations humanitaires, notamment Amnesty International, tirent à boulets rouges à la fois sur la guérilla et le gouvernement, accusés des pires violations des droits de l'homme. La parade des autorités est double : d'une part, elles accusent les ONG de participer à ce qu'elles considèrent comme une conspiration ourdie contre leur pays pour avoir choisi l'islam, et, d'autre part, elles admettent des bavures, quelques cas de torture, qui sont, selon elles, le fait d'individus et non l'application d'une décision centrale.

Cela ne trompe personne, les Soudanais moins que les autres. En l'absence toutefois d'une opposition structurée, le pouvoir n'a rien à craindre. *« Les gens ne se soulèvent pas parce qu'il n'y a pas d'alternative »*, dit sagement Mohamad. Paradoxalement, il pense que son pays est trop peu homogène pour le multipartisme. A son avis, *« ça ne marche qu'avec un régime militaire très strict »*.

Mouna Naïm

Déplacés de force

Les autorités soudanaises ne se privent pas d'user de la force pour déplacer les populations à leur guise. Ainsi, sept mille habitations ont encore été détruites au bulldozer, voici près de trois semaines, par l'armée, dans la région de Mouzallac, à quelques kilomètres de Khartoum, rapporte un témoin. La quarantaine de milliers de personnes qui vivaient là – pour la plupart des réfugiés sudistes –, sont allées chercher un toit ailleurs. Seules, la mosquée et l'église ont été épargnées. En juillet 1994, plus de cinq cent mille personnes avaient été déplacées de Khartoum et de ses environs, *manu militari*, par les forces de défense populaire, une milice gouvernementale islamique, sous prétexte de *« restructurer la capitale »*.

Le principal chef sudiste annonce la « réunification » de la rébellion

NAIROBI
de notre correspondant

« La réunification de notre mouvement vient de commencer », a annonçé, mardi 11 avril à Nairobi, le colonel John Garang, chef de la rébellion sudiste, profondément divisée depuis 1991. Selon le patron de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), plusieurs officiers et hommes de troupe des factions dissidentes ont récemment rejoint ses propres troupes, *« sous la pression populaire »*, pour combattre les forces gouvernementales.

A Lafon, village situé dans l'extrême sud du pays, le commandant William Nyuon Bany aurait rejoint les maquisards fidèles à John Garang, pour affronter l'armée de Khartoum qui s'est emparée, mardi, de cette localité. William Nyuon, ancien numéro deux de l'APLS, avait fait défection en 1992 pour rejoindre le Mouvement pour l'indépendance du sud-Soudan (MISS), du commandant dissident Riek Machar, avant d'en être expulsé, en janvier, pour avoir *« collaboré avec Khartoum »*.

RIVALITÉS ETHNIQUES

Le colonel Garang parle aussi de plusieurs ralliements à son mouvement dans la région de Nasser, fief de Riek Machar. Mais ce dernier, de passage à Nairobi, nie formellement toute tendance à la réunification des factions sudistes. S'il reconnaît que William Nyuon ne se bat plus pour Khartoum, il assure qu'il s'est rallié – pour la deuxième fois – au MISS, pendant la bataille de Lafon. *« Avant de parler de réunification*, affirme Riek Machar, *il faut réaliser notre réconciliation. Or les multiples tentatives de notre comité, chargé de cette mission, pour rencontrer les proches de Garang sont restées sans réponse. »* Si, depuis six mois, les factions sudistes, généralement divisées selon des critères ethniques, ne s'affrontent plus, la réunion entre John Garang (dinka) et Riek Machar (nuer), sans mentionner Lam Akol (shillouk), semble encore loin de se concrétiser.

Les deux factions rebelles accusent le pouvoir d'avoir violé le cessez-le-feu que le chef de l'Etat, le général Omar El Béchir, a proclamé, le 27 mars, après une mission de conciliation conduite par l'ancien président américain Jimmy Carter. Le gouvernement, pour sa part, dénonce plusieurs attaques de maquisards contre ses positions. L'APLS demande notamment l'abolition de la loi islamique en vigueur au Soudan et le droit à l'autodétermination des Sudistes. Ces deux exigences ont toujours été refusées par Khartoum, ce qui a toujours provoqué l'échec des pourparlers de paix.

Jean Hélène

■ **Le conseiller de l'ambassade d'Ouganda a été expulsé** de Khartoum, mardi 11 avril, pour *« activités incompatibles avec son statut »*. Cette mesure est intervenue quelques heures après que l'Ouganda eut déclaré *persona non grata* le chargé d'affaires soudanais à Kampala. Chacun des deux gouvernements accuse l'autre d'aider les mouvements de rébellion dans le pays voisin. – *(AFP.)*

Larbaa, un champ de bataille aux portes d'Alger

LARBAA
de l'envoyé spécial d'El Pais

La violence s'est installée pour longtemps à Larbaa. Hier, un peu avant midi, un camion chargé de ciment brûlait au milieu d'une route, non loin d'un champ de blé où se dressent les squelettes calcinés d'un poids lourd et d'une voiture. Ce sont les traces incontestables de la *« guerre »* qui oppose les groupes islamiques armés aux forces de sécurité, à moins de 30 kilomètres au sud d'Alger.

La route qui relie le quartier des Eucalyptus, à Alger, au village de Larbaa n'est qu'une ligne droite de plus de dix kilomètres, bordée d'arbres, jalonnée de véhicules calcinés, le plus souvent des camions appartenant à des entreprises d'Etat. On trouve aussi des « cadavres » de fourgonnettes de transport public qui ont osé violer la règle sacro-sainte des intégristes de faire voyager séparément hommes et femmes.

Ce lambeau d'asphalte débouche à Larbaa, devenu, ces dernières semaines, un champ de bataille entre l'armée et la guérilla intégriste, qui, retranchée dans les montagnes voisines de l'Atlas blidéen, tente de s'infiltrer dans les quartiers populaires de la capitale.

Guerre silencieuse, sans témoins, sans combattants officiels, guerre dont personne ne parle, pourtant visible dès l'entrée du village : un autre camion, brûlé il y a quelques jours, forme avec une fourgonnette et des tas d'ordures, une énorme barricade. Derrière se dissimule une cité dortoir qui semble déserte. Des soldats casqués, en tenue de campagne, fusils braqués, patrouillent aux alentours, non loin d'un commissariat gardé par des policiers en uniforme et en civil, et dont la façade est protégée par des roues et des pieux.

NI TÉLÉPHONE NI ÉLECTRICITÉ

« Personne ne veut plus vivre ici », assure un habitant de la petite bourgade, qui, depuis quelques mois, s'est replié sur Alger, abandonnant ses biens et tout espoir de retour. Son appartement de Larbaa, comme ceux de Bougara et des localités de la Mitidja, se bradent moins cher qu'une voiture de troisième main.

En plein centre de Larbaa, les forces de sécurité ont transformé la place de la mairie en camp retranché avec sacs de sable et tour de guet dans le kiosque à musique. De là, ils surveillent l'autre côté de la rue, où passent ceux qui ont choisi de rester sur place, des gens considérés comme hostiles, militants ou sympathisants de l'ex-FIS.

La vie tourne au ralenti. Beaucoup de commerces ont fermé. On ne vend plus ni journaux ni tabac : ce sont là les symptômes du nouvel ordre islamique qui s'impose dans cette ville qui fut un important bourg rural à l'époque coloniale et qui, au cours des deux dernières décennies, est devenue une banlieue misérable d'Alger.

A Larbaa, le téléphone ne fonctionne plus. Il y a longtemps que le central a été dynamité et que les câbles ont été coupés comme ceux de l'électricité.

Non loin de là, l'armée a installé des barrages et tente de détourner les camions qui viennent charger à la cimenterie voisine de Meftah, en les avertissant de la présence de commandos intégristes.

Ferran Sales

■ **Deux nouveaux partis**, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) et le Mouvement Ettahadi (ex-communiste), ont jugé prématurée l'idée d'organiser une élection présidentielle avant la fin de l'année comme le souhaitent les autorités. Pour le MDA, *« le dialogue est bloqué par le pouvoir qui n'accepte que ses propres thèses »*. Pour Ettahadi, un tel scrutin aboutirait à une *« coalition entre les intégristes et les réconciliateurs »*. – *(AFP.)*

La Tunisie signe un accord d'association avec l'Europe

LA TUNISIE et l'Union européenne (UE) ont paraphé, mercredi 12 avril, à Bruxelles, un accord d'association économique – le premier conclu par les Quinze avec un partenaire méditerranéen – qui, à terme, devrait conduire à la création d'une zone de libre-échange.

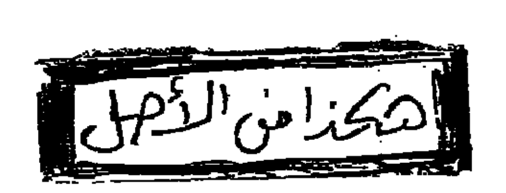
Les négociations de la semaine dernière avaient permis de trouver un compromis sur les problèmes agricoles encore en suspens. L'actuel régime d'importation d'huile d'olive tunisienne a ainsi été prolongé de quatre ans tandis que le plafond des exportations de fleurs coupées en direction de l'UE a été porté à un millier de tonnes par an. Les primeurs, les pommes de terre, le concentré de tomates tunisiens continueront de bénéficier d'un accès privilégié sur le marché européen tandis que les flux traditionnels de céréales, de produits laitiers et de viandes sont maintenus.

En contrepartie, les produits industriels européens vont continuer à bénéficier d'un accès privilégié sur le marché tunisien. Le démantèlement des droits de douanes s'étalera sur une période maximale de douze ans, selon les branches industrielles et les produits.

La Tunisie, dont l'économie est saine avec une croissance proche de 5 % en 1994, un déficit budgétaire et une inflation faibles, inaugure une série d'accords que l'UE espère conclure dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Avec la Jordanie et le Liban les négociations n'ont pas encore véritablement commencé. En revanche, elles sont bien avancées avec Israël, l'Egypte et le Maroc.

Avec Rabat, elles achoppent sur le problème de la pêche : les Marocains veulent obtenir une réduction sensible de l'effort de pêche de l'UE, en pratique, de l'Espagne, dans ses eaux territoriales afin de préserver son patrimoine halieutique. Une nouvelle série d'entretiens sur ce sujet débutera le 24 avril.

Le partenariat entre l'UE et une quinzaine de pays du pourtour méditerranéen s'articule autour d'un triple volet : politique, économique et humain. La Commission a proposé aux Quinze de lui consacrer, d'ici à l'an 2000, une enveloppe de 5,2 milliards d'écus, soit 33 milliards de francs. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

Tension à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda

Kinshasa met en cause les autorités de Kigali après l'attaque d'un camp de réfugiés

Jeudi 13 avril au matin, des centaines d'hommes en armes bloquaient, du côté rwandais de la frontière, le passage depuis le Zaïre, en face de Goma. La tension entre les autorités de Kigali d'une part, le Zaïre et les organisations internationales d'autre part, va croissant. Le gouvernement rwandais a démenti, jeudi, toute responsabilité dans l'attaque, mardi, d'un camp de réfugiés au Zaïre.

GOMA
de notre envoyé spécial

Arrivé en toute hâte à 5 heures du matin, mercredi, c'est un prêtre qui donne l'alerte à Bukavu, la ville frontalière zaïroise au sud du lac Kivu. Il était au camp de Birava la veille au soir, quand peu après 22 heures trente et une personnes ont été tuées et une cinquantaine d'autres blessées, dont douze grièvement, par un commando « non identifié ». Les assaillants sont arrivés à bord de trois barges à moteur et d'un Zodiac. Ils ont alors pris position autour du camp, qui abrite quelque dix mille personnes, avant de lancer des grenades et de tirer à l'aveuglette de longues rafales d'armes automatiques. L'assaut a duré plus d'une heure. En se repliant, ils auraient emmené avec eux une vingtaine de jeunes réfugiés. Avant d'accoster sur la presqu'île de Birava, le commando s'est arrêté sur la petite île zaïroise d'Ipintja, où ils ont attaqué un village, tuant deux hommes et blessant une femme et un enfant. Cette attaque a jeté l'émoi dans la quatrième région militaire zaïroise qui englobe notamment le nord et le sud de Kivu. A Goma, les officiers supérieurs, ulcérés, laissaient entendre, mercredi soir, que *« cette violation du territoire national »* ne serait pas sans conséquences.

Les responsables du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) – chargé des relations avec le contingent zaïrois qui est chargé de la sécurité dans les camps – ont été dépêchés de Goma à Bukavu pour tenter de déterminer l'identité et la provenance des assaillants. Ils devraient rendre leurs premières conclusions jeudi matin. Il peut s'agir de militaires de la nouvelle Armée patriotique rwandaise (APR) venus à travers le lac pour frapper le camp de Birava, d'où partent de fréquents raids sur le sud-ouest du Rwanda. Une thèse accréditée par les premiers témoins entendus sur place, qui auraient reconnu les treillis de l'APR. Mais il peut s'agir également de soldats des ex-Forces gouvernementales rwandaises (FAR) et d'extrémistes hutus réfugiés sur l'île zaïroise d'Idjwi (ils y seraient deux mille en armes) qui auraient tenté d'incriminer les nouvelles autorités de Kigali et de dissuader les réfugiés de rentrer au Rwanda. Si tel était le cas, ils auraient sans doute renforcé le gouvernement zaïrois dans l'intention que lui prêtent de nombreux observateurs d'expédier les ex-FAR à Kongolo, dans le Shaba, et les Interahamwes (les milices hutues) à Kindu, dans le Maniema, deux régions très éloignées du Rwanda.



INFILTRATIONS FRÉQUENTES

Pour l'instant, la frontière entre le Zaïre et le Rwanda est théoriquement surveillée côté zaïrois par les troupes d'élite du bataillon Léopard, mais elle est très perméable, le lac Kivu s'étendant sur 120 kilomètres, tandis qu'au nord le parc des Volcans est difficilement contrôlable. Des soldats des ex-FAR et des miliciens hutus la franchissent quotidiennement, parfois pour organiser des attentats, le plus souvent pour tuer et piller, avant de rejoindre leur base. Les observateurs militaires des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) estiment qu'ils sont bien organisés et se déplaçent maintenant par groupe d'une trentaine d'hommes en armes. De nombreux réfugiés des camps proches de Goma retournent aussi au Rwanda pour aller chercher le bétail qu'ils avaient laissé derrière eux en fuyant le pays.

Les infiltrations sont également fréquentes dans l'autre sens. En uniforme ou en civil, des soldats de l'APR viennent chercher des renseignements sur les réfugiés. La semaine dernière, le général zaïrois Tembele, commandant la quatrième région militaire, a eu la surprise, au cours d'une visite de routine, de trouver un de ses officiers, un commandant de gendarmerie, en train de discuter dans son bureau avec un officier de l'APR. En quelques semaines, deux soldats de l'APR ont été interceptés dans Goma. Arrêtés et interrogés, ils ont été officiellement remis aux autorités rwandaises.

Les incidents de Birava surviennent à un moment de graves tensions. Les autorités rwandaises retiennent deux convois de vivres du Programme alimentaire mondial (PAM) destinés aux réfugiés dont les rations sont réduites de moitié depuis huit semaines. L'un se trouve à Kigali, l'autre est bloqué à la frontière à Cyangugu. Non loin, à Gisenyi une manifestation contre la présence de l'ONU a été organisée mercredi. Les manifestants ont jeté des pierres sur les véhicules de la Mission des Nations unies au Rwanda (Minuar) et sur l'Hôtel Méridien où résident les employés de l'ONU.

Frédéric Fritscher

Mme Mandela, ministre abusivement licenciée

Elle a obtenu de la justice sud-africaine d'être provisoirement réintégrée à son poste de vice-ministre de la culture

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

L'expulsion du gouvernement de Winnie Mandela, démise par son mari, le 27 mars, de ses fonctions de vice-ministre des arts, de la culture, de la science et de la technologie, passait aux yeux de tous pour l'expression d'un conflit politique. Erreur : c'était un conflit du travail. Très précisémment : un licenciement abusif.

Tel un patron censuré par l'inspection du travail, Nelson Mandela vient d'être contraint de reprendre au sein du gouvernement son incontournable épouse. Assignation judiciaire à l'appui, cette dernière avait, mardi 11 avril, mis en demeure le chef de l'Etat de la réinstaller à son poste, et d'expliquer par écrit les raisons de son renvoi.

Son argumentation était simple et efficace. L'article 88, alinéa 4, de la Constitution exige en effet du président qu'avant tout renvoi d'un ministre, il prenne l'avis des vice-présidents et des responsables des partis politiques membres de la coalition gouvernementale. Or si les premiers avaient bien été consultés, il n'en allait pas de même pour les seconds, dont Mangosuthu Buthelezi, ministre de l'intérieur et chef du parti Inkatha à dominante zouloue, qui s'est empressé de manifester sa solidarité à sa collègue démise.

Trop content d'embarrasser le président qui lui refuse toujours la médiation internationale qu'il demande pour régler quelques différends constitutionnels, le chef de l'Inkatha a obligeamment fourni à Mme Mandela une lettre dans laquelle il explique n'avoir été tenu au courant de rien. Ce témoignage décisif a été versé au dossier qui aurait dû être examiné, le 25 avril, par la Cour suprême du Transvaal.

Menacé d'être désavoué par les juges, M. Mandela a promptement battu en retraite. Un communiqué de la présidence a admis, mercredi, que la procédure était *« techniquement incorrecte »* et que pour *« épargner au gouvernement et à la nation les incertitudes qui pourraient advenir d'un différend prolongé devant la justice »*, Winnie Mandela était réintégrée dans ses fonctions. Son éphémère successeur, Brigitte Mabandla, a été priée de quitter illico son bureau.

AUTORITARISME

Le retour de Mme Mandela risque, cependant, d'être de courte durée. Le chef de l'Etat n'a pas caché que la position de son épouse serait rapidement réexaminée. Mme Mandela ne sera vraisemblablement ministre que quelques heures de plus, le temps de respecter à la lettre la Constitution, en recueillant, scrupuleusement cette fois, l'avis de tous ceux qui doivent le donner.

En attendant, ce conflit hors du commun est riche de leçons. C'est sans doute la première fois qu'un président est obligé de revenir, même pour quelques heures, sur le licenciement d'un de ses ministres. Aidée par un Buthelezi presque aussi entêté qu'elle, Mme Mandela esquisse une voie encore inexplorée : celle de la sécurité de l'emploi au sein d'un gouvernement et la reconnaissance des droits de ses membres face à l'autoritarisme du chef de l'Etat.

Georges Marion

Les élections locales au Japon traduisent une révolte contre la classe politique

TOKYO
de notre correspondant

L'élection de candidats indépendants – un comédien et un conteur populaire – à la tête des deux plus grandes villes du Japon, Tokyo et Osaka, a provoqué l'émoi des médias, qui ont évoqué une *« dérive politique »*, voire une *« dégénérescence du système des valeurs »*. Elle pourrait bien, au contraire, être l'expression d'un sursaut salutaire de l'électorat.

Jusqu'à maintenant embryonnaire, une force politique nouvelle s'est affirmée : un électorat sans parti qui pourrait s'étendre des villes aux campagnes, encore sous la coupe des formations traditionnelles – sept des treize postes de gouverneur ont échu à des candidats soutenus par des coalitions hétéroclites.

En ville, le rejet, d'une ampleur inattendue, est symptomatique d'un désaveu d'une classe politique sclérosée qui, loin de restaurer sa crédibilité, l'a un peu plus entamée : depuis deux ans, sous l'étendard de la réforme, elle a donné le spectacle de manœuvres politiciennes les plus éhontées pour conserver sa part de gâteau.

« BALADINS » AU POUVOIR

Ce désaveu général empêche l'opposition de censurer le gouvernement, au risque de provoquer des élections anticipées. Il intervient alors que le séisme de Kobé, puis l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo et enfin la flambée du yen, qui se traduit par une déréglementation « sauvage » malmenant les cartels de distribution, étalent au grand jour l'impuissance du pouvoir.

Elire des « baladins » à la tête de mégalopoles qui rassemblent, à elles deux, près de vingt millions d'habitants, et dont le budget est comparable à celui d'Etats de moyenne importance, est moins « irresponsable » qu'il n'y paraît. Les électeurs ont dit non aux alliances opportunistes, non à l'absence de programme, non aux projets somptueux qui obèrent les finances locales, mais alimentent les pots-de-vin. Ils ont voté pour des hommes dont ils se sentent proches, peut-être parce qu'ils ont su instaurer avec eux la complicité du rire, et qui, en tout cas, font preuve de bon sens. *« Les électeurs en ont eu assez qu'on leur mente »*, écrit l'*Asahi*.

Pour « professionnels » de l'administration locale qu'ils aient été, les gouverneurs sortants n'ont guère à leur actif de résultats reluisants : des dettes de 5 000 milliards de yens à Tokyo, et une série de scandales à Osaka. Les partis sentent déjà l'effet de la révolte des électeurs. Le nouveau gouverneur de Tokyo s'est engagé à abandonner le grandiose projet d'une Exposition mondiale de la ville en 1996 qui aurait coûté 83 miliards de yens, mais qui s'inscrivait dans un colossal projet d'aménagement urbain, d'un montant de 10 000 milliards de yens, soit 580 milliards de francs.

Ce refus place le gouvernement dans une situation délicate : les travaux d'aménagement sont commencés et les contrats déjà signés avec les participants étrangers. Il est préférable, estime-t-il, de consacrer une partie de ces financements aux mesures de prévention des calamités naturelles. Initiative que la municipalité de Kobé aurait été bien inspirée de prendre.

Philippe Pons

L'armée philippine pourchasse des terroristes musulmans

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

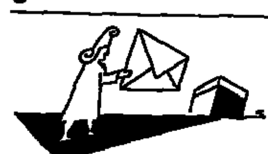
L'armée continue ses opérations de ratissage dans l'ouest de l'île de Mindanao après le raid, le 4 avril, sur la ville d'Ipil qui a fait cinquante-trois morts parmi les habitants. Après avoir mis à sac la cité et incendié plusieurs bâtiments, les quelque deux cents terroristes, censés appartenir à un mouvement intégriste musulman, se sont repliés, avec au moins trente-sept otages, dans les forêts voisines. Le 11 avril, l'armée a annoncé avoir déjà tué trente-trois terroristes. Treize otages ont réussi à s'échapper mais cinq autres, pris entre des tirs croisés, ont été tués.

Les autorités ont du mal à identifier le mouvement à l'origine de cet acte de banditisme à grande échelle, revendiqué par un « Conseil de commandement islamique » du Front de libération nationale moro (FLNM), qui s'était insurgé dans le Sud, de 1973 à 1977, et négocie, aujourd'hui, avec Manille, un statut de semi-autonomie en faveur des îles méridionales de l'archipel, où les musulmans sont majoritaires. D'après le gouvernement, l'attaque d'Ipil a été conduite par le groupe Abu Sayyaf, des dissidents du FLNM rassemblés, depuis 1993, autour d'Aburajak Abubakar Janjalani, ancien prédicateur musulman de trente-quatre ans formé en Libye, en Syrie et en Arabie saoudite.

Les musulmans des Philippines – environ 10 % des soixante millions d'habitants – sont généralement favorables à une cohabitation avec la majorité chrétienne. Le groupe Abu Sayyaf s'appuierait sur de jeunes musulmans hostiles à la modération prônée par les chefs traditionnels de leur communauté. Les autorités estiment qu'Abu Sayyaf a une part de responsabilité dans plusieurs attentats commis ces six derniers mois aux Philippines. Il serait aussi en relation avec le réseau de terrorisme international à l'origine de l'attentat perpétré contre le World Trade Center, en 1993, à New York, et d'un complot déjoué contre Jean Paul II lors de la visite du pape, en janvier, dans l'archipel.

L'humiliation d'Ipil intervient au plus mauvais moment pour le président Fidel Ramos, à la veille des élections générales du 8 mai. Le chef de l'Etat, qui a ordonné une lutte sans merci contre Abu Sayyaf, ne risque cependant pas de s'attirer l'animosité de ses voisins indonésien et malaisien, qui pratiquent majoritairement un islam modéré.

Jean-Claude Pomonti



FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 14 AVRIL 1995

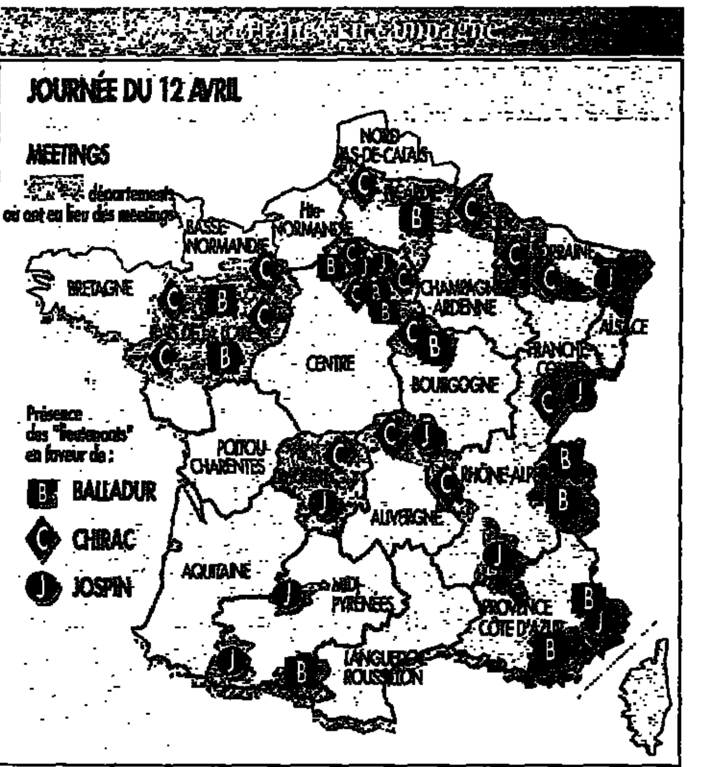
CAMPAGNE A côté des candidats et de leurs principaux soutiens ou lieutenants, la campagne électorale mobilise aussi les responsables ou élus de deuxième rang. Dans les divers états-majors, un programme est établi pour quadriller au maximum le « terrain ». La bataille présidentielle se diffuse ainsi dans le pays. ● POPULARITÉ Les affectations des divers orateurs possibles tiennent compte de leur popularité, mesurée par l'affluence aux réunions et par les « reprises » de la presse régionale. Elles sont adaptées, aussi, aux publics visés. Chacun est responsable d'un « secteur » particulier. ● ESPOIRS Au service d'un candidat, les participants à ce « tour de l'avenir » préparent ainsi leur rôle futur dans les partis, voire, pour certains d'entre eux, dans un éventuel gouvernement. Pour d'autres, l'emploi dans lequel ils sont confinés relève d'une relégation.

Le « tour de l'avenir » des porte-parole des candidats

A côté du circuit à travers la France des concurrents engagés dans la compétition présidentielle, leurs seconds vont à la rencontre des électeurs des villes moyennes ou cherchent à convaincre des publics spécifiques

PARFOIS, ils rentrent par le même avion, se retrouvent dans le dernier train, se doublent, sans se voir, sur l'autoroute ou se croisent, au petit matin, devant la réception d'un hôtel anonyme. La France qu'ils sillonnent est celle des villes moyennes, des bourgades et des banlieues, celle des salles polyvalentes et des salles des fêtes. Ils sont ou ont été député ou sénateur, parfois même ministre, ou bien ils espèrent fermement le devenir. On connaît leur nom, on a entendu leur voix à la radio, on ne reconnaît pas toujours leur visage. On sait seulement qu'ils sont proches de lui, qu'ils travaillent avec lui, qu'ils sont venus parler de lui, lui, le candidat, qu'on ne verra pas, en tout cas, pas comme cela, pas d'aussi près.

A une dizaine de jours du premier tour de l'élection présidentielle, la France est quadrillée, découpée par les « seconds couteaux » de la politique. Jean Glavany, porte-parole du Parti socialiste, a animé, en une semaine, des réunions publiques dans huit départements, passant de Maine-et-Loire aux Pyrénées-Atlantiques, de la Haute-Garonne aux Hautes-Pyrénées, de la Dordogne à l'Aube, des Hauts-de-Seine à l'Yonne. Il aurait pu y croiser Pascal Clément, ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale et partisan d'Edouard Balladur, qui revenait de Rome et d'Amérique latine, après un détour sur ses terres de la Loire. Dans le même temps, Eric Raoult, membre de l'état-major de campagne de Jacques Chirac, a été invité dans le Loir-et-Cher, avant de partir à la recherche des suffrages des Français installés au Liban, puis à ceux des Vosgiens de Plombières-les-Bains et, enfin, des électeurs de l'Essonne. Au RPR, rien n'est laissé au hasard. Les déplacements des seconds rôles sont calqués sur ceux de Jacques Chirac, avec un « format-type » : la journée commence par une rencontre avec des socio-professionnels, puis des élus, continue par une conférence de presse pour les médias locaux, avant la visite, au choix, d'une crèche, d'une école, d'une entreprise ou d'une résidence pour personnes âgées, et se termine par une réunion publique, de préférence dans le cadre d'un dîner-débat. Souvent, ces déplacements suivent ou précèdent celui d'une personnalité de premier plan, comme Philippe Séguin, Alain Juppé ou Alain Madelin, avec pour mission de « cibler », au passage, un public particulier.



« VOIR DU MONDE »

Face à l'organisation du mouvement gaulliste, resté très majoritairement acquis à Jacques Chirac, les partisans de M. Balladur ont longtemps passé pour des amateurs. Les déboires du premier ministre-candidat dans sa gestion gouvernementale, à la fin du mois de février, et sa baisse concomitante dans les sondages ont soudain fait comprendre aux responsables de sa campagne la nécessité d'une présence tous azimuts sur le terrain, pour « maintenir la pression ». Dans l'entourage de M. Balladur, on a réalisé, avec retard, que *« les gens ont besoin de voir du monde »*.

Plus rodé aux campagnes électorales, le Parti socialiste s'est lui aussi mis en branle derrière son candidat, Lionel Jospin, en dépit des cicatrices laissées par les guerres de courant. Chez les trois « grands », on se prévaut aujourd'hui d'un quadrillage quasi parfait des cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions électorales du pays. La limitation des dépenses de campagne – l'organisation d'un grand meeting grève lourdement les budgets – et l'interdiction de l'affichage ont rendu plus nécessaire encore la multiplication de ces contacts restreints.

Dans chacun des sièges de campagne, une cellule a été mise en place pour étudier les « retours » du « terrain » : le nombre de personnes présentes aux réunions publiques, le message qui ne passe pas, la question qui revient, lancinante, et qui ne trouve pas de réponse, la suggestion à inscrire dans le programme. *« On a reçu une pression très forte pour « gauchiser » le programme sur l'abaissement de la durée du travail ou l'abrogation des lois Pasqua »*, souligne, par exemple, Jean Glavany, porte-parole du PS.

Les comités de soutien ou les fédérations sont également chargés d'adresser systématiquement à Paris les comptes rendus de déplacements dans la presse locale. Ils permettent de vérifier quels sont les orateurs les plus talentueux, ceux qui bénéficient de davantage de « reprise » de leurs propos et d'en tirer les conséquences pour l'aménagement des déplacements à venir.

FRUSTRATION

Chez les « seconds couteaux », tout le monde ne bénéficie pas de la même cote. La cure d'opposition du PS a rejeté dans l'ombre bien des anciens députés ou ministres, qui n'attirent plus guère les foules. *« Il y a parfois une frustration des militants ou des sympathisants, qui voudraient voir davantage Martine Aubry ou Dominique Strauss-Kahn, par exemple, alors qu'ils sont retenus à Paris par leurs prestations devant les médias nationaux »*, observe M. Glavany.

Au RPR, comme au PS et au siège de campagne d'Edouard Balladur, on a établi un hit-parade officieux des seconds rôles. On confie ainsi volontiers, dans l'entourage du candidat RPR, que Jean de Gaulle, petit-fils du général et député de Paris, est *« plus utilisé pour le nom et pour l'image télé que pour la mobilisation des foules »*. On constate, chez M. Balladur, que Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, *« se vend très bien en province »*, alors que Bernard Debré, ministre de la coopération, *« s'exporte à merveille dans les DOM-TOM et en Afrique »*, tout comme le ministre des anciens combattants, Philippe Mestre, *« qui n'est pas très demandé en métropole »*, explique-t-on pudiquement.

Au PS, il faut, en outre, prendre en compte la géographie électorale des courants et l'histoire récente. *« On évite d'envoyer Manuel Valls ou Pierre Moscovici dans les fiefs mitterrandistes »*, indique M. Glavany, en faisant allusion aux critiques publiques faites par ces deux jeunes dirigeants après les révélations sur les activités de M. Mitterrand pendant l'Occupation.

La campagne est aussi l'occasion de vérifier des fidélités, de mesurer le dynamisme des uns, la passivité des autres et de révéler des talents méconnus. A cette heure, dans la salle des fêtes d'Oisemont dans la Somme, le restaurant « Le Bois gourmand » de Poligny dans le Jura, le gymnase de Lendighem dans le Pas-de-Calais, le parking du champ de foire de Saint-Junien dans la Haute-Vienne, ou le centre culturel d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, bien des destins se jouent.

Pascale Robert-Diard

Laurent Dominati, un « chiraquien » rue Lénine

D'UNE RÉUNION comme celle-là, l'orateur sort parfois avec un très grand sentiment de *« fatigue »*. Non pas en raison de l'accélération du rythme de la campagne électorale, qui impose pourtant depuis quinze jours des réunions nocturnes quotidiennes. Pas davantage parce que l'auditoire se serait montré particulièrement rude face à Laurent Dominati, député (UDF) de Paris et l'un des « seconds couteaux » actifs de la campagne de Jacques Chirac. Certains soirs, la salle n'est pas celle que l'on croyait.

Les postiers du centre de tri de Bobigny avaient, il est vrai, brouillé les cartes, mercredi 12 avril. Leur mouvement de grève n'avait pas permis aux invitations lancées par Raoul Béteille, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, de parvenir à leurs destinataires. Aussi, à la place de l'affluence espérée, une petite trentaine de personnes se pressaient à l'entrée de la salle du centre culturel Jean Vilar, rue Lénine, à l'Ile-Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, concédée par la municipalité communiste pour une réunion de soutien à M. Chirac. Ce serait donc un dialogue avec des militants du comité de soutien, seuls avertis de la réunion, avait cru pouvoir en conclure M. Dominati.

Le député de Paris avait choisi son registre en conséquence. Délaissant le micro et l'estrade, où quatre chaises avaient été posées, il a expliqué en quoi l'élection de 1995 constitue un *« enjeu politique historique »* appelé à mettre un terme à la *« culture socialiste »*, qui a *« appauvri »* nombre de Français ; il a fait observer que, en *« deux ans, on n'a pas réussi à inverser la tendance »* et a rejeté l'idée, répandue *« depuis des années, qu'on ne peut rien y faire »*. Il a dénoncé *« la connivence installée au cœur du pouvoir »* entre une partie de la majorité, l'Elysée, la technocratie, et affirmé que *« la France est malade »*.

Le discours, chaleureux et construit, a fait mouche chez les quelques militants présents. Les deux députés ont répondu avec aisance à des questions entendues, pour certaines, soir après soir, mais, contrairement au pronostic formulé par M. Dominati, la salle était loin de n'abriter que des militants. Le bel ordonnancement attendu d'un dialogue entre membres d'une même confrérie s'est peu à peu brouillé lorsqu'ont surgi, formulées d'une voix hésitante, les questions de ceux qui, visiblement avides de repères dans l'actuelle compétition électorale, s'accommodent avec peine d'une réthorique qui leur est peu familière, mais parviennent à exprimer leur mal-être.

LES « ODEURS »

Il faut alors vite « recadrer » son discours, déceler l'interrogation dissimulée derrière la mise en cause de la *« multiplication des jeux »* ou la *« montée en puissance du gros lobbying syndical »*, veiller, d'une plaisanterie, à dérider l'assistance. Il faut aussi répondre à la question *« piquante »* de ce Camerounais qui souhaite savoir ce que l'on doit répondre à ceux qui taxent M. Chirac de *« racisme »* en raison de sa phrase sur les *« odeurs »*. *« Les odeurs : ce n'est pas une question de race. C'est vrai que la cuisine provoque des odeurs. Il suffit de fermer la fenêtre pour ne pas incommoder les voisins. J'ai un ami martiniquais, il n'y a pas de problème : il a un aspirateur d'odeurs »*, se récrie M. Béteille.

Cécile Chambraud

François Hollande, deloriste reconverti

VALENCE
de notre correspondant

Sous la lumière crue des néons de la salle d'Espoulette sommairement décorée de quelques affiches du candidat socialiste, François Hollande a vite compris, mercredi 12 avril à Montélimar, dans la Drôme, que les hommes qui l'entourent à la tribune sont sûrement autant préoccupés par le scrutin municipal du mois de juin que par la campagne présidentielle. La gauche montilienne vient d'opérer une réunification inespérée. M. Hollande souligne que *« pour gagner, il faut d'abord réunir toute sa famille »* et observe que cela a été la première tâche, et pas la moindre, de Lionel Jospin après sa désignation.

Debout, devant une bonne centaine de militants, M. Hollande, ancien conseiller de l'Elysée, ancien animateur des « transcourants » du Parti socialiste, ancien député de Corrèze et toujours président du Club Témoin, qui réunit les amis de Jacques Delors, « remet les pendules à l'heure ». Il démystifie la campagne *« pseudo-sociale »* de Jacques Chirac. Il relève que le maire de Paris ne s'est découvert en opposition avec Edouard Balladur que depuis que le premier ministre est candidat et rappelle les œuvres peu sociales de Jacques Chirac pendant son gouvernement de cohabitation en 1986.

LE SILENCE DE M. MITTERRAND

En quelques phrases assassines et quelques coups bien assénés, M. Hollande exécute les deux principaux candidats de droite et leurs lieutenants. S'excusant presque d'autant de dextérité, il explique aussi qu'il ne suffit pas de dénigrer ses adversaires pour l'emporter. Il en profite pour livrer les grandes lignes du programme de Lionel Jospin, avant de se prêter au jeu des questions-réponses avec la salle.

Un homme regrette que les ténors du PS soient si discrets. François Hollande explique que maintenant que Lionel Jospin a révélé sa stature de « présidentiable », les ténors vont pouvoir élever la voix et que l'on entendra davantage Jacques Delors et peut-être même Jack Lang. Interrogé encore par un militant, François Hollande reste convaincu que le président de la République ne manquera pas de livrer aux Français son bon choix, *« quel que soit celui de son beau-frère ou celui de son neveu »*.

Pour le président du Club Témoin, qui s'était rangé aux côtés de M. Jospin dans la bataille avec Laurent Fabius en 1990, la campagne présidentielle de cette année est une étape destinée à préparer l'avenir du PS. Il aurait préféré, bien sûr, diriger la campagne du candidat dont il était devenu le porte-parole officieux, c'est-à-dire M. Delors, avant que ce dernier ne déçoive l'attente de ses partisans. Cela ne l'empêche pas de jouer son rôle – modeste – dans le dispositif de M. Jospin.

Gérard Méjean

Jean Puech, l'« agricole » d'Edouard Balladur

FOIX
de notre correspondant

Fidèle à la méthode estampillée Balladur, le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Puech, s'est voulu très consensuel lors des divers contacts qu'il a entretenus durant sa visite dans l'Ariège, mercredi 12 avril. Fervent soutien du premier ministre, il s'est attaché à présenter son candidat à l'élection présidentielle, à expliciter le mode de travail du gouvernement et à défendre son propre bilan ministériel.

A 18 heures, le soleil cogne encore les collines ariégeoises et Jean Puech, complet bleu-gris, avoue goûter la douceur du climat pyrénéen. Le ministre de l'agriculture a beau jouir d'une réputation d'homme aux épaules solides, les initiateurs de cette visite, le député André Trigano (apparenté UDF) et le conseiller général Louis Marette (UDF) lui ont réservé un programme sans surprise dans une terre de longue date hostile : par rapport à sa population, l'Ariège est le premier pourvoyeur en voix socialistes des départements français !

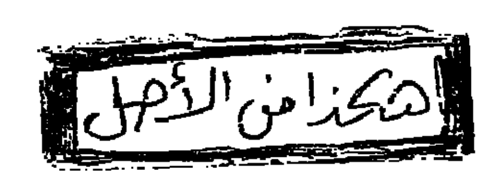
Maroquin oblige, M. Puech entame sa soirée à la ferme. L'exploitant, présent sur une liste de droite aux prochaines municipales, mène une visite sommaire des installations, après quoi on emmène *« monsieur le ministre »* au jardin, pour une photo en compagnie des quatre générations maîtresses des lieux. *« J'ai comme l'impression que je suis tout de suite adopté. J'ai essayé pendant deux ans d'être dans la grande famille des agriculteurs »*, commente M. Puech.

PAS DE PROMESSES

La délégation d'agriculteurs qui l'attend à la mairie de Mazères entend bien le questionner. *« Je ne vais pas vous faire de discours, je préfère vous entendre »*, annonce le ministre qui, sans notes, répond au cas par cas. Pédagogue, M. Puech n'en est pas moins ferme. *« On est à quelques jours d'une élection présidentielle. Ce n'est pas moi qui vais pour autant vous dire qu'on va signer quelque chose la semaine prochaine qui sera inapplicable »*, assène-t-il à l'un. *« Dans toutes les affaires, j'ai demandé qu'il y ait la plus grande transparence possible »*, affirme-t-il à l'autre. Au troisième, qui l'interroge sur les conséquences sur les exportations des dévaluations européennes, il glisse que seule la monnaie unique pourra apporter une solution.

Après avoir livré aux médias locaux un couplet sur M. Balladur, homme *« de devoir, d'expérience, rassembleur et serein »*, M. Puech s'en va présider un banquet républicain qui réunit plus de six cents personnes. Dans le hall, on l'aborde à qui mieux mieux pour des aides jugées insuffisantes, des dossiers bloqués, etc. A chacun, le ministre demande de mettre sa requête par écrit. Sans jamais rien promettre qu'il ne pourrait tenir...

(Intérim.)



هكذا من الأصل

A SUIVRE

Les seconds



Sera-ce Austerlitz ou Waterloo ? Il y a quelques jours, à peine, de passage en Corse, Charles Pasqua assurait que l'espoir changeait de camp et que, par voie de conséquence, le combat changeait d'âme. Le ministre de l'intérieur avait recours au *Châtiments* de Victor Hugo – *L'Expiation* –, non pour parler de Napoléon, mais du premier ministre-candidat que *Le Nouvel Observateur* (26 janvier-1er février), dans un cri d'horreur, représenta sous les traits de Louis-Philippe : Edouard Balladur voyait le soleil se lever sur les sondages et l'écart se resserrer avec Jacques Chirac. On allait voir ce qu'on allait voir. On n'en est plus exactement au même point. Las, le soleil est bien pâle pour Louis-Phillipe Balladur, et Chirac-Bonaparte se prépare Austerlitz. Le maire de Paris tient bon dans les enquêtes d'opinion, qui lui donnent, à dix jours de la bataille, au moins 25 % des intentions de vote au premier tour de la présidentielle.

Impérial, l'ancien président du RPR fixe l'horizon sans détourner son regard sur les côtés, selon l'expression taillée dans la langue de bois dont quelques jeunes maréchaux se font les propagandistes. Les décors et les images sont différents chez son ancien *« ami de trente ans »*. Le nez collé sur les sondages, M. Balladur mène une furieuse charge, mais l'adversaire principal a changé. Craignant de ne pouvoir monter à l'assaut de la première place, le chef du gouvernement s'est engagé dans une ultime bagarre des seconds. Il cogne à bras raccourcis sur Lionel Jospin. Mis à égalité avec le candidat socialiste, voire légèrement derrière lui, M. Balladur donne la fâcheuse impression de ne mener ni une bataille de premier tour ni de second, mais une bataille pour la survie. La voie royale finira-t-elle en impasse ?

Ce souci de sauver la seconde place n'empêche pas ses partisans de croire en la France, en même temps qu'au 7 mai. Il faut entretenir plus que des illusions. A preuve, le lancement d'un journal quotidien dont le titre, en forme de compte à rebours – J-24 pour le jeudi 13 avril –, prend le second tour pour point d'arrivée de cette marche longue et incertaine. Le porte-parole du candidat, Nicolas Sarkozy, explique que les Français ne veulent pas d'un duel droite-gauche au second tour, mais qu'ils préfèrent une grande explication, du genre explication finale, entre MM. Balladur et Chirac. Rien n'est moins sûr !

Si M. Balladur se bat pour figurer au second tour, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers ont cessé de faire croire qu'ils pouvaient y figurer. Comme à son habitude, le premier prépare déjà l'après-élection, en expliquant que le vicomte va lui subtiliser les voix qui lui auraient permis de passer le premier tour. Le second se ménage une petite pelote de suffrages pour tenir pendant l'hiver et se rappeler au bon souvenir de la majorité du 7 mai.

Très à gauche, Arlette Laguiller, la candidate trotskiste qui ne croit pas trop aux urnes, fait la course en tête... pour le troisième tour social. Sur sa droite, Robert Hue, le candidat communiste qui veut faire tomber un mur entre son parti et la société, fait la course... pour battre André Lajoinie, son prédécesseur dans l'exercice, qui avait recueilli 6,76 % des voix en 1988, un des plus mauvais scores de l'histoire électorale du parti. Chez les écologistes, Dominique Voynet, la candidate qui ne serait *« pas surprise »* de voir Brice Lalonde finir dans les fourgons de M. Chirac, fait la course... contre le vote utile réservé aux autres.

M. Jospin, pour sa part, se passerait probablement bien du soutien de François Mitterrand que le camarade premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, se propose gentiment de lui apporter. Il est vrai qu'entre les mitterrandistes qui versent dans le chiraquisme et ceux qui soutiennent M. Hue, il doit bien en rester un pour « aider » le candidat socialiste. A moins, bien sûr, que le combat ne cesse, faute de combattants.

Olivier Biffaud

Edouard Balladur concentre ses attaques sur Lionel Jospin

La compétition reste serrée pour le premier tour

En tournée dans les départements agricoles de la Mayenne et du Maine-et-Loire, Edouard Balladur a renoncé à prendre pour cible principale Jacques Chirac, s'attaquant avec véhémence au candidat du PS, Lionel Jospin, alors que les derniers sondages révèlent une compétition serrée pour la deuxième place au premier tour.

ANGERS
de notre envoyée spéciale

Il n'ira pas jusqu'à y poser la main, mais le candidat Edouard Balladur, en visite dans une exploitation agricole de Bazouges (Mayenne), mercredi 12 avril, veut voir tous les veaux, toutes les vaches, tous les cochons. Dans l'étable, le candidat prête une oreille polie au propriétaire qui lui montre ses taurillons et ses boeufs, *« ces animaux de 700 kg qui approchent de leur fin »* et qui ne valent plus tripette, *« à cause des problèmes monétaires, à l'exportation »*. Sous un pommier, les conseillers techniques du premier ministre-candidat tentent de boucler, avec les organisations syndicales, le dossier des aides à la production de viande bovine dans la région Pays de la Loire. Il était temps.

A J – 11, alors que les derniers sondages montrent que la compétition est très serrée entre Edouard Balladur et Lionel Jospin pour la deuxième place, le premier ministre a surtout choisi de grouper le tir contre Lionel Jospin : abandonnant pour une fois ses attaques contre Jacques Chirac, le candidat s'est lancé dans une bataille acharnée pour le premier tour, même s'il se place, meeting après meeting, dans la perspective du second. A Château-Gontier, devant un millier de personnes, Edouard Balladur s'est longuement interrogé sur le candidat socialiste : *« Est-ce que M. Jospin est le plus qualifié pour parler de progrès alors que la France était en recul en 1993 ? Est-ce qu'il est le plus qualifié pour parler d'emploi, alors que trois cent trente mille chômeurs de plus ont été enregistrés en 1993 ? Est-il le plus qualifié pour parler de l'Etat républicain et impartial alors que chacun a en souvenir les incidents dont ont été émaillés les rapports entre le pouvoir politique et la justice ? »*

Aux côtés de François d'Aubert, député de la Mayenne, Edouard Balladur a expliqué que l'enjeu de l'élection présidentielle était bien de savoir comment *« sortir de quatorze années de socialisme »*. *« Les socialistes oublient un petit peu vite la situation dans laquelle ils ont laissé notre pays »*, a souligné M. Balladur, en ajoutant : *« Je pense qu'aucun d'entre eux n'imagine que les Français pourraient leur faire confiance dans quelques semaines. C'est une page qui est en train de se tourner et personne ne veut y revenir. »*

Le soir-même, en meeting à Angers, devant plus de deux mille personnes, M. Balladur a réitéré ses attaques, *« alors qu'il nous reste dix jours avant le premier tour, et quinze en plus, avant le second »*. Soutenu après chaque charge contre le candidat du PS par de bruyants *« On va ga-gner ! »*, il a de nouveau demandé : *« Est-ce à M. Jospin de parler de protection sociale ou d'exclusion alors que la protection sociale était menacée et que, en quatorze années, le chômage a doublé et le nombre des exclus s'est considérablement aggravé ? Est-il, enfin, le plus qualifié pour parler de sécurité alors que le sentiment d'insécurité ne cessait de croître ? »* Enfin, rappelant qu'il s'attachait à *« proposer des mesures précises, concrètes »*, M. Balladur a lancé *« un avertissement solennel à tous les candidats »*. *« Il ne faut pas que l'on donne aux Français le sentiment que tout est possible. [...] Toutes les propositions dont j'entends parler seraient impossibles si l'on cassait de nouveau la croissance »*.

Béatrice Gurrey

M. Delors s'en prend vivement aux candidats de droite

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Cela demeurera sans doute une image forte de la campagne socialiste du premier tour : Jacques Delors et Lionel Jospin signant des dizaines d'autographes pour des militants ravis de les voir ensemble. A peine remis d'une sciatique, M. Delors est venu, mercredi 12 avril au soir, en Midi-Pyrénées aux côtés de M. Jospin. L'ancien président de la Commission européenne s'est acquitté à son tour d'un encouragement actif et généreux dépassant les limites d'une présidence de comité de soutien somme toute symbolique. Devant plus de deux mille militants et élus à Labège (dans la proche banlieue de Toulouse), M. Delors a couvert d'éloges Lionel Jospin.

Contre la droite, M. Delors a pris des accents de diatribe qu'on ne lui connaissait guère, affirmant que cette droite n'avait pas *« le monopole des valeurs républicaines »*, la suspectant de vouloir *« affoler une société inquiète »* et dénonçant *« l'idée saugrenue du CIP »*, tout autant que les pratiques estivales de Charles Pasqua à Folembray. *« Balladur*, condamna-t-il, *nous dit qu'il va changer, que c'est fini : deux pas en avant, un pas en arrière. Chassez le naturel, il reviendra au galop. »* Le compte de Jacques Chirac fut tout aussi bien pourvu : *« Avant, il changeait tous les quatre ou cinq ans. Surprise, surprise, maintenant il change tous les jours. Son slogan : il se passe toujours quelque chose aux Galeries chiraquiennes. »*

FIDÉLITÉ ET ESPRIT CRITIQUE

M. Delors a fait preuve d'une grande bonté d'âme envers M. Jospin, lui accordant des grâces qu'il n'avait pas osé personnellement s'octroyer : *« Grâce à Lionel, nous retrouvons nos racines. Il était le candidat qu'il nous fallait. Il a une tête bien faite, il a une rigueur morale et sans faille. L'envergure d'être un homme responsable de l'Etat national (...) Lionel Jospin c'est l'idéal. N'en déplaise à tous ceux qui aiment le pouvoir pour le pouvoir, moi j'aime ce président citoyen ! »*

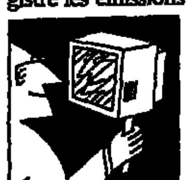
M. Delors fut aussi fort applaudi lorsqu'il sut gré à M. Jospin d'avoir concilié fidélité et esprit critique vis-à-vis du mitterrandisme. Mais il ne voulut retenir que le meilleur de ces quatorze années : *« Sans François Mitterrand où en seraient la gauche et sa confrontation avec les problèmes du pouvoir ? Où en seraient les entreprises françaises ? Où en serait l'Europe ? »* Auparavant, son bilan de la société française fut d'un pessimisme noir. Crise sociale, crise de la démocratie, crise morale, la France, plaida-t-il, *« a besoin de la gauche »*.

« Oui, Jacques, tu aurais pu être candidat à la présidence de la République. J'aurais été avec joie et enthousiasme à tes côtés. La façon dont tu te tiens aujourd'hui à mes côtés, tout cela est pour moi très important », a enchaîné M. Jospin. Constatant qu' *« un frémissement s'opère »*, M. Jospin estime que sa présence dans la confrontation finale relève de *« la logique »* et que le 7 mai il peut *« donner la victoire aux forces de progrès »*. Et Jean-Michel Baylet est venu clamer à la tribune qu'après *« avoir un peu réfléchi »*, Radical était *« encore en ordre de bataille »* derrière M. Jospin. Un grand rassemblement est prévu le 3 mai au Stadium de Toulouse afin, comme jadis autour de M. Mitterrand, de propulser le candidat d'une gauche rassemblée à l'Elysée.

Daniel Carton

Le paquebot « Démocratie »

UN TOURBILLON de limousines encercle, depuis le 3 avril, la maison de Radio-France. D'étranges personnages voguent, nuit et jour, sur ce bateau fantôme. C'est là, dans la coque de la Maison ronde, qu'on enregistre les émissions radio-télévisées de la campagne officielle. *« Un mic-mac extrêmement difficile à gérer, diplomatique et secret »*, commente un responsable. Pendant que sur les bords de Seine *« les Parisiens flânent aux terrasses des cafés »*, cent vingt personnes « turbinent » sous les projecteurs des six studios : *« Nous sommes ailleurs, embarqués sur le paquebot* Démocratie *»*, résume Serge Moati, qui réalise les émissions de candidat Lionel Jospin.



HORS CHAMP

Capitaine du bateau, Lucien Bergamo, la barbe joviale, tape dans le dos de son équipage, réconforte les veilleurs de quart, encourage les seconds fatigués. L'oeil reste perçant : *« Une fuite, une indiscrétion, une erreur, et c'est le carton rouge. Sans passer par le jaune »*, dit le coordonnateur de l'opération pour la Société française de production (SFP).

Pour que les candidats *« ne se croisent jamais »*, le café et les gâteaux secs ne font pas banquet républicain commun : des buvettes sont installées à l'entrée de chaque studio. Entre elles, évidemment, les équipes s'espionnent. Plus pour le jeu et pour la forme. On guette une bande-son au-dessus d'un Algeco, on jette un oeil par la fenêtre d'une salle de montage. Vite, on sait qu'André Flédérick réalise les émissions de Philippe de Villiers, Michel Fabre, celles de Dominique Voynet, et Jean-Michel... Marchais (simple homonymie), celles de Robert Hue.

Près du studio 117, les choeurs de Radio-France s'époumonent en allemand, en latin. A l'heure du déjeuner, tous les soutiers montent sur le pont, dûment badgés. Un colonel en civil, dans un costume vert kaki, explique qu'il est chargé de la *« sécurisation de la diffusion »*. Passent ensuite les maquilleuses, les doublures-lumière (pour régler les projecteurs), les « ingé-sons ». Jacques, responsable de plateau et crâne dégarni, raconte qu'il a *« fait la doublure de VGE, en 1974 »*, parce que le sommet de sa tête *« prenait les projecteurs de la même façon »*.

Cravatés, sanglés dans leurs costumes chics et sombres, les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) arpentent le pont, fiers comme des officiers de marine. Eux seuls peuvent sortir les bandes en PAD (prêtes à diffuser) des coffres-forts où on les préserve des regards indiscrets. Des motards font le guet : ils viennent chercher les bandes pour les porter en toute diligence à France Télévision.

LA TABLE DE M. BALLADUR

Chaque jour, bien sûr, apporte son lot d'anecdotes. Le premier jour de la campagne officielle, Paul Nahon, de France 2, décroche son téléphone, furieux : Jacques Cheminade a repiqué dans son clip un sujet où il commentait, depuis New York, le krach boursier de Wall Street, en 1987. Emoi au CSA : le « spot » sera remonté. La semaine précédente, l'équipe de M. Balladur s'était présentée à la porte avec... sa propre table. Les « sages », amusés, contenaient mal leurs sourires. *« On s'était entraîné avec*, dit un membre de l'état-major du premier ministre. *On la trouvait bien, mais on nous a dit que tout était fourni et qu'il fallait choisir entre les accessoires. »*

Mardi soir, sur le plateau du studio 101, Elizabeth mime les interventions de Dominique Voynet. La candidate des Verts est la seule à délaisser les sous-titres et à leur préférer une interprète en médaillon, pour sourds-muets. Au fait, comment dit-on Voynet dans le langage des signes ? *« Ça n'existe pas encore*, s'excuse Elizabeth. *On ne sait traduire que Le Pen* – elle pose une main sur son oeil –, *Balladur* – elle enserre son cou de ses mains, en simulant un goître –, *et Jacques Chirac »* : Elizabeth mime alors à deux mains le « V » de la victoire...

Ariane Chemin

L'UDF et le RPR désignent vingt et une têtes de liste municipales

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, président de l'UDF, et Alain Juppé, président par intérim du RPR, ont entériné, mercredi 12 avril, une nouvelle série de vingt et une villes où un accord est intervenu entre les deux formations pour les élections municipales en vue de la constitution de listes d'union. MM. Giscard d'Estaing et Juppé ont donc demandé aux personnalités désignées de *« constituer des listes d'union »*. En Alsace, Philippe Richert (UDF) a ainsi été désigné à Strasbourg et Gilbert Meyer (RPR) à Colmar.

En Bretagne, Yvon Jacob (RPR) sera tête de liste à Rennes, Christian Daniel (RPR) à Saint-Brieuc, Bertrand Cousin (RPR) à Brest, Louis Le Hegarat (RPR) à Lorient. Dans la région Centre, Colette Chauvigne-Bourlaud (UDF) sera tête de liste à Chartres et Marie-Thérèse Guillemont (UDF) à Châteauroux. En Franche-Comté, Louis Souvet (RPR) sera tête de liste à Montbéliard. En Languedoc-Roussillon, Gérard Christol (UDF) a été désigné à Montpellier. Dans les Pays de la Loire, Roselyne Bachelot (RPR) a été désignée à Angers. En Poitou-Charentes, Jean-Louis Léonard (RPR) sera tête de liste à La Rochelle.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **TROISIÈME TOUR : lors d'un meeting qui a réuni plus de quatre cents salariés de Renault**, mercredi 12 avril, sur le parking de l'usine de Flins (Yvelines), Arlette Laguiller, candidate du mouvement trotskiste Lutte ouvrière, s'est félicitée du récent mouvement social qui a paralysé l'entreprise. *« Vous venez de mener une grève dont tout le monde a entendu parler »*, s'est réjouie la candidate de Lutte ouvrière pour l'élection présidentielle. Estimant que *« les élections ne peuvent pas changer la vie »*, elle a donné rendez-vous aux travailleurs *« pour le troisième tour social »*. – *(Corresp.)*

■ **PRÉAUX : François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a levé, mercredi 12 avril**, l'interdiction de tenir des réunions politiques dans les écoles à Paris. M. Bayrou a indiqué, à propos de cette mesure prise par l'Académie de Paris et contestée par Georges Sarre, député (RL) de Paris, qu'il *« ne faut pas confondre les réunions dans les écoles en présence des élèves, qui sont effectivement interdites, et les réunions le soir dans les préaux, qui sont une des plus anciennes traditions de la République »*.

■ **DIGNITÉ : Jacques Chirac, invité mercredi 12 avril par les quatre radios juives** émettant à Paris sur la bande FM, a déclaré que *« les idées exprimées par les dirigeants »* du Front national sont *« incompatibles avec la tradition française et la dignité de l'homme et doivent être combattues »* avant d'ajouter *« on ne peut envisager le moindre compromis »* avec le Front national.

■ **ÉCARTS : selon un sondage réalisé du 8 au 10 avril auprès de 1 000 personnes par la SOFRES** et publié dans *Le Nouvel Observateur* du 13 avril, Jacques Chirac obtient 26 % des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle. Il devance Lionel Jospin (21 %), Edouard Balladur (19 %), Jean-Marie Le Pen (13 %), Robert Hue (8,5 %), Philippe de Villiers (5 %), Arlette Laguiller (4,5 %), Dominique Voyet (3 %) et Jacques Cheminade (0 %), alors que 29 % des personnes interrogées peuvent encore changer d'avis. La marge d'erreur, pour un échantillon de mille personnes, est de deux à trois points.

■ **CONTRADICTION : Jacques Chirac a répondu, mercredi 12 avril, à Valéry Giscard d'Estaing**, qui a noté une incompatibilité entre les engagements du maire de Paris en matière d'emploi et ses objectifs en matière de construction européenne, en expliquant qu'il *« ne voit pas de contradiction »*, *« à partir du moment où on admet que l'échéance de la monanie unique est 1999 »*. M. Chirac a affirmé que le président de l'UDF *« émet des réserves sur la cohérence du projet d'Edouard Balladur »* tandis qu'en ce qui le concernait, *« il se contente de poser une question »*.

DÉPÊCHES

■ **MUTUALITÉ : la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a réclamé, hier**, la création d'un *« régime universel d'assurance maladie »*, l'élargissement du financement de la protection sociale, une politique pour mettre fin à la surconsommation de médicaments et une réforme du système hospitalier. Elle estime notamment que le maire ne devrait plus être président de droit du conseil d'administration de l'hôpital de sa ville. Elle propose aussi qu'une instance régionale verse les dotations aux hôpitaux en fonction des besoins sanitaires de la population dans le cadre d'un budget global national.

■ **URBANISME : deux associations, la Coordination et liaison des associations de quartiers (CLAQ) et SOS Paris** ont présenté mercredi 12 avril les soixante-huit questions qu'elles adressent aux candidats sur leur politique en matière d'urbanisme. Elles souhaitent notamment une plus grande concertation avec les citoyens, une réforme du code de l'urbanisme qui mettrait fin aux dérogations et une sauvegarde du *« patrimoine menacé »* à Paris.

■ **PRIX : les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % au mois de mars**, selon l'indice provisoire de l'INSEE. Cette hausse est essentiellement due à une poussée dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, ainsi qu'à la revalorisation des honoraires des médecins intervenue au 1er mars et à l'augmentation des actes des infirmières libérales. Pour le reste, les prix ont modérément évolué. Sur un an, ils sont en augmentation de 1,8 % (contre 1,7 % fin février).

Philippe de Villiers, candidat du Mouvement pour la France

« Mon score sera l'une des surprises du premier tour »

Le député de la Vendée souhaite une restructuration de la vie politique française

Philippe de Villiers considère que la campagne officielle à la télévision et à la radio, dès lors que le CSA fait respecter l'égalité entre les neufs candidats à l'élection présidentielle, devrait démontrer que *« la poussée s'organise »* autour de sa candidature. Aux européennes de juin 1994, la liste qu'il avait conduite avait obtenu 12,33 % des suffrages. Il indique cependant qu'il se déterminera pour le second tour en fonction d'éléments-clefs comme la renégociation du traité de Maastricht et la lutte contre la corruption. Cet entretien prend place dans une série commencée avec Jean-Marie Le Pen (*Le Monde* du 11 avril), Jacques Cheminade (*Le Monde* du 12 avril) et Dominique Voynet (*Le Monde* du 13 avril).

– N'avez-vous pas du mal, au cours de cette campagne présidentielle, à recréer la dynamique des européennes ?

– Il y a un point commun et une différence avec la campagne des européennes. Le point commun est que, comme aux européennes, les sondeurs m'ont fait stagner jusqu'à quinze jours du scrutin. Depuis l'ouverture de la campagne officielle, c'est-à-dire depuis que le CSA fait respecter sur l'ensemble des grands réseaux médiatiques l'égalité d'expression démocratique entre les neuf candidats, j'observe un phénomène identique à celui de juin 1994. Mes propres carottages et les études qui vont mesurer les effets de cette campagne officielle montrent que la poussée s'organise. Jusqu'à quelle hauteur ? C'est le peuple français qui en décidera le 23 avril. Les commentateurs seront les premiers étonnés de ce qui sera l'une des surprises du scrutin.

» La différence est qu'aux européennes il y a eu un débat. Tardivement. Très tardivement, même, au moment de l'émergence de la liste Sarajevo. Pour cette campagne, au contraire, il n'y a eu, jusqu'à présent, aucun débat sur les trois questions-clefs : la liberté et la souveraineté du peuple français dans l'Europe à venir, la sortie du socialisme et les valeurs sur lesquelles nous allons bâtir la société de l'avenir, la protection de nos emplois.

»Par exemple, Edouard Balladur *vient de déclarer qu'il fallait* mettre des seringues à la disposition des jeunes de quinze ans. On peut être d'accord, ou pas d'accord. Pour ma part, ce propos d'abandon me paraît être une déclaration de pompier pyromane. Mais il n'y a pas de débat. La campagne officielle est tout juste un côte-à-côte, là où la situation dramatique de la France eût justifié plusieurs face-à-face entre les candidats, notamment sur l'Europe, la corruption ou la protection sociale.

– Si votre score ne vous permet pas d'atteindre le second tour, quelle sera votre attitude ?

– J'observerai et je me déterminerai en fonction de quelques éléments-clefs qui correspondent à des questions essentielles. En premier lieu, la renégociation de Maastricht et la protection de l'emploi européen. La question peut paraître naïve car les deux candidats RPR se sont déjà déterminés, mais quand on voit les volte-face de certains on peut penser qu'ils peuvent retrouver le bon chemin, à condition qu'on les y aide. Ensuite la place faite à la famille, à la liberté d'initiative. Enfin l'engagement qui sera pris en ce qui concerne la lutte impitoyable contre la corruption et pour l'indépendance de la justice.

***– Vous ne pouvez pas trancher,* dès à présent, entre Edouard Balladur et Jacques Chirac ?**

– Chaque chose en son temps. Aujourd'hui, je me bats pour le premier tour. On voit bien qu'il y a de vraies différences entre les deux frères séparés du RPR et moi-même. Je serai un observateur particulièrement attentif de leurs engagements dans les jours qui suivront le premier tour.

– Votre attitude ne demeure-t-elle pas fondamentalement ambiguë ? Comment pourrez-vous rester dans la majorité si elle fait *des choix opposés aux vôtres* sur les sujets qui vous importent ?

– Je ne doute pas que le scrutin du 23 avril soit un scrutin de restructuration de la vie politique française. Notre système est gangrené par la corruption, et la poursuite de la politique actuelle conduit à l'échec, au chômage et à l'implosion sociale. La société française ne peut pas glisser aux Etats-Unis, à une société multiculturelle et froide. Je ne doute pas que ces enjeux soient au cœur des choix des Français. Comme pour les européennes, les résultats seront surprenants.

– Ne vaut-il pas mieux être membre d'un gouvernement pour faire respecter ses idées ?

– Je ne suis pas un artichaut breton. Pas question de me laisser effeuiller et d'abandonner le cœur de mes convictions. Le cœur de mes convictions correspond au cœur de mes conditions.

– Sur plusieurs questions de société, l'usage des préservatifs ou l'avortement, vous vous référez aux positions très strictes du pape. N'est-ce pas contraire à la tradition politique française qui fait la part des choses entre ce qui relève de la sphère publique et ce qui renvoie au religieux ?

– Jean Paul II a un mérite singulier dans l'histoire de ces vingt *dernières années. C'est sans doute* l'un des premiers papes à avoir autant d'influence au temporel en raison même de l'importance qu'il accorde au spirituel. Que se passe-t-il ? Les gens sont déboussolés. Que l'on soit aujourd'hui croyant ou incroyant, on a besoin d'une parole vive et il me semble que le message de Jean Paul II se situe à une telle altitude qu'il est un signe d'espoir pour toute l'humanité.

»La société de notre pays, profondément enracinée dans son histoire, ne peut pas vivre sans valeurs. Je vous rappelle le dialogue entre Jules Ferry et l'un de ses opposants. *« Quelle morale voulez-vous enseigner dans vos écoles ? »*, demande le contradicteur. *« La morale de nos pères, la morale de toujours »*, répond Ferry. Le fondement de la laïcité est un ensemble de valeurs communes, transversales. On peut y arriver en cheminant avec la foi, comme en cheminant avec la seule inquiétude de la survie, c'est-à-dire la survie de notre civilisation. »

Propos recueillis par Gilles Paris

MM. Séguin et Monory s'inquiètent des difficultés du vote par procuration

Ils ont écrit à M. Méhaignerie

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et celui du Sénat, René Monory, ont demandé, mardi 11 avril, au garde des sceaux de *« prendre toutes mesures utiles pour permettre la bonne application de la loi »* concernant le vote par procuration pour l'élection présidentielle. Dans une lettre à Pierre Méhaignerie, MM. Séguin et Monory *« appellent solennellement »* son attention *« sur les difficultés auxquelles se trouvent confrontés un certain nombre d'électeurs pour faire établir des procurations de vote pour la prochaine élection présidentielle dont les dates retenues se situent pendant les vacances ». « Les disparités dans l'application des textes qui apparaissent ici ou là privent injustement certains électeurs de la possibilité d'accomplir leur devoir civique »*, ont-ils indiqué.

Mercredi 12 avril, les chiraquiens ont exprimé leur inquiétude. *« On est aujourd'hui face un véritable parcours du combattant (...). Il y a un encombrement maximum »*, a déclaré à la presse le porte-parole de M. Chirac, François Baroin. *« Nous demandons officiellement au garde des sceaux de faire respecter l'esprit de la loi »* du 6 juillet 1993, a-t-il ajouté. L'état-major de campagne du maire de Paris va diffuser dans les prochains jours un tract tiré à un million d'exemplaires pour expliquer le mécanisme du vote par procuration.

GYMKHANA INFERNAL

Le premier tour de l'élection présidentielle a lieu le 23 avril, pendant les vacances scolaires de Pâques, et le second tour le 7 mai, pendant un *« grand week-end »* incluant un jour férié, le 8 mai. Or, pour bon nombre d'électeurs, voter par procuration relève du *« gymkhana infernal »*. Alors que le code électoral a été assoupli, en particulier pour permettre aux milliers de citoyens qui seront en vacances lors des premier et second tours, de voter par procuration, cette démarche devient un parcours d'obstacles, lorsqu'il faut apporter la preuve que l'on est bien en congés (*Le Monde* du 9 février). La pièce justificative à fournir doit être *« de nature à emporter la conviction de l'autorité devant laquelle la procuration est établie »*, c'est-à-dire le tribunal d'instance, le commissariat ou la gendarmerie.

Même le cas le plus simple, celui du salarié à qui il devrait suffir de présenter une attestation de l'employeur prouvant qu'il est en congés, s'est parfois révélé un *casse-tête kafkaïen*. Certains électeurs se sont vu refuser cette pièce, sous prétexte qu'elle ne signifiait en rien un éloignement du domicile habituel. Il leur a donc fallu produire un titre de transport, ou un justificatif de séjour (location, réservation) dans le lieu de vacances. Pour ceux qui partent en voiture dans leur propre résidence, l'exercice confine à l'absurde : il faut alors présenter une feuille d'impôts locaux, prouvant que l'on possède bien cette résidence. Les infortunés vacanciers qui se rendent chez des amis devront leur demander une attestation sur l'honneur certifiant qu'ils seront bien reçus chez eux. Sans oublier les horaires de certains tribunaux d'instance, ouverts seulement de 9 h 30 à 11 heures, mais pas le samedi, les longues files d'attente ou les refus opposés à des électeurs de bonne foi auxquels on demande de produire telle pièce justificative qui se révèle insuffisante une fois arrivé au guichet.

Conscient de ces difficultés, le ministère de l'intérieur a diffusé aux préfets et à tous les chefs de juridiction une circulaire – en date du 31 mars et publiée au *Journal officiel* du 6 avril – rappelant le mode d'emploi du vote par procuration. Ce texte souligne qu'une liste exhaustive des pièces à produire pour prouver que l'on est en congés est impossible à dresser, mais s'efforce d'en donner une grande variété d'exemples : attestation de l'établissement ou carte d'élève pour les lycéens et les étudiants, titre de transport, contrat de location, facture d'achat d'un voyage, formulaire de réexpédition du courrier visé par les services de la Poste... Le ministère de l'intérieur attire aussi l'attention des services concernés sur le cas des *retraités, des « inactifs »* et des jeunes encore scolarisés afin de *« tenir compte de ce que l'absence constituera une situation fréquente dont la preuve sera, dans les faits, parfois difficile à apporter »*.

B. G.

M. Denoix de Saint Marc à la tête du Conseil d'Etat

LES HAUTES SPHÈRES administratives n'ont pas été surprises par la nouvelle : le conseil des ministres, mercredi 12 avril, a nommé Renaud Denoix de Saint Marc, actuel secrétaire général du gouvernement, à la vice-présidence du Conseil d'Etat, son titulaire actuel, *Marceau Long, devant partir à la* retraite le 22 avril. Chacun savait qu'Edouard Balladur voulait promouvoir un homme dont les compétences lui ont été fort précieuses et que François Mitterrand ne s'y opposerait pas, car lui aussi a fini par apprécier les qualités d'un homme choisi par Jacques Chirac, en mars 1986, pour « verrouiller » la première cohabitation.

Rouage aussi essentiel que discret du bon fonctionnement de l'appareil d'Etat, le secrétariat général du gouvernement est la seule équipe permanente de l'hôtel Matignon, le premier ministre ne disposant pas directement de services administratifs. En dehors de son cabinet qui, par principe, ne peut pas assurer une permanence au sommet de l'appareil gouvernemental, il ne peut que s'appuyer sur les fonctionnaires du secrétariat général, lesquels « survivent » aux changements de gouvernement.

De telles responsabilités font du secrétaire général un des principaux collaborateurs du premier ministre. M. Chirac n'avait donc pas voulu laisser ce poste à Jacques *Fournier, conseiller d'Etat et mili*tant socialiste. Pour le remplacer, il avait choisi M. Denoix de Saint Marc, lui aussi membre du Conseil d'Etat et qui, s'il n'a pas d'engagement partisan, avait travaillé avec Alain Peyrefitte au ministère de la justice et fréquenté épisodiquement un comité juridique du RPR. Son sens de la diplomatie, sa passion pour le service de l'Etat, son plaisir à mettre de l'huile dans les rouages administratifs avaient été pour beaucoup dans la bonne *marche de cette* première cohabitation.

MÉCANICIEN DE LA LOI

Les socialistes avaient alors compris que cet homme de droite est avant tout un de ces hauts fonctionnaires qui servent avec compétence la République. M. Mitterrand avait su aussi apprécier son humeur toujours égale, son sang-froid, son amabilité, sa discrétion. Les trois premiers ministres socialistes de son second septennat ont donc décidé de garder M. Denoix de Saint Marc auprès d'eux. Ce Périgourdin a su s'intégrer dans l'équipe qui entourait Michel Rocard, mettre un peu d'ordre dans le maelström d'Edith Cresson, satisfaire le goût de Pierre Bérégovoy pour les technocrates de haut vol.

La symbiose a été aussi facile que totale entre M. Denoix de Saint Marc et M. Balladur. Son expérience de la cohabitation a été précieuse, ses talents de mécanicien de la loi fort utilisés, au point qu'il a été le véritable conseiller juridique du premier ministre. C'est lui qui avait trouvé une issue à la crise de l'été 1993 sur le droit *d'asile, en interrogeant le Conseil* d'Etat d'une manière qui impliquait la réponse souhaitée, ce qui avait alors permis au chef du gouvernement d'arriver là où il voulait sans faire perdre la face au président de la République. Un si long bail au secrétariat général du gouvernement ne pouvait qu'entraîner une promotion flatteuse. Avec le départ à la retraite de M. Long, c'est la vice-présidence du Conseil d'Etat qui lui échoit. L'intérim du secrétaire général du gouvernement sera assuré par Jean-Eric Schoettl, actuel directeur de ce service, le premier ministre tenant à laisser à son successeur le soin de choisir lui-même son collaborateur.

Le titre de vice-président du Conseil d'Etat ne tient qu'au fait que la présidence est théoriquement assurée par le chef du gouvernement et ne doit pas masquer l'importance de la fonction. Il y avait d'autres candidats possibles pour ce poste, mais le seul vrai reproche fait à M. Denoix de Saint Marc est son âge : il n'a pas tout à fait cinquante-sept ans, ce qui lui permettra d'exercer sa nouvelle tâche pendant onze ans, durée peu fréquente au Conseil.

A la tête de cette institution, tout à la fois conseil juridique du gouvernement et juge suprême des différends entre les Français et leur administration, il va succéder à Marceau Long, qui a fortement marqué de son empreinte la justice administrative. Passionné de l'Etat, M. Denoix de Saint Marc, « homme d'ordre », va devoir montrer qu'il peut organiser le mouvement, seul moyen de préserver cette spécificité française dans une Europe de plus en plus dominée par la conception anglo-saxonne du droit.

Thierry Bréhier

هكذا من الأصل

L'opposition municipale parisienne réclame les rapports de l'Inspection des services

Cet organisme peu connu a pourtant traité mille deux cent dossiers en 1993

Les services municipaux parisiens et les sociétés filiales de la Ville sont soumis périodiquement à des enquêtes administratives très redoutées. Mais leurs résultats, dont seul le maire de Paris et ses proches à l'Hôtel de Ville ont connaissance, n'ont jamais été publiés. Devant la multiplication des « affaires », les élus de l'opposition réclament davantage de transparence dans la gestion de la capitale.

LA MISE EN CAUSE, en quelques mois, de l'OPAC de Paris et de deux sociétés filiales de la Ville, la Semidep, dont le président a démissionné, (*Le Monde* du 22 mars) et la SGIM, qui est devenu l'aimable bailleur immobilier de Jacques Chirac (*Le Monde* du 30 mars), suscite la grogne de l'opposition municipale.

Déjà, en décembre dernier, le socialiste Bertrand Delanoë avait demandé que des inspecteurs des finances entreprennent des audits sur les appels d'offres, les concessions et les marchés de la Ville et que le budget présente, en annexes, les comptes des vingt sociétés d'économie mixte dont la municipalité est actionnaire. Il persiste et signe, tandis que Georges Sarre et Jean-Yves Autexier, élus du Mouvement des citoyens, réclament pour les administrateurs des sociétés d'économie mixte (SEM) la communication des rapports des inspecteurs de la Ville.

Cette campagne fait surgir de l'ombre un organisme pratiquement inconnu des Parisiens, mais fort redouté des fonctionnaires municipaux : l'Inspection générale (IG), équivalent « civil » de l'Inspection générale des services (IGS), la police des polices de la capitale. Jacques Chirac est le seul maire de France à disposer d'un tel instrument d'investigation. Il en a hérité des préfets qui, avant lui, régnaient sur Paris, mais les quatre arrêtés ou instructions successifs qu'il a consacrés à l'IG en 1979, 1985, 1987 et 1991 montrent l'intérêt qu'il lui porte.

« Impossible de savoir si l'IG fonctionne convenablement », disent les syndicats

Autrefois dépendant du secrétaire général de la Ville, puis du premier adjoint, l'Inspection générale est, depuis dix ans, directement aux ordres du maire. C'est lui qui, seul, par une lettre signée de sa main ou de celle de son directeur de cabinet, indique leurs missions aux vingt-cinq inspecteurs triés sur le volet. Et c'est à lui seul qu'ils remettent leurs rapports à couverture bleue. Ces experts sont soit des professionnels recrutés à l'extérieur (fiscalité, droit, comptabilité publique, gestion du personnel), soit des spécialistes de la sécurité, souvent anciens policiers. Leur fidélité politique est sans faille. Deux des membres de l'équipe de campagne du candidat Chirac ont été ou sont membres de l'IG. Patrick Stefanini y émargeait, il y a trois mois encore, et Philippe Martel en est le patron actuel. Rémy Chardon, directeur de cabinet du maire, fut durant trois ans à la tête des hommes de l'IG.

Leur tâche est triple et toujours délicate car elle porte sur des points sensibles. Ils étudient d'abord la répartition des responsabilités entre les quinze directions de la Ville et ils éclairent ainsi d'éventuelles modifications décidées par le maire. Ensuite, ils recherchent dans le fonctionnement de chaque direction les anomalies et insuffisances qu'il convient de corriger. Enfin, ils enquêtent sur les défaillances individuelles des fonctionnaires et préconisent, s'il le faut, des sanctions disciplinaires.

Leur champ d'investigation est immense : l'ensemble des services municipaux, mais aussi tous les organismes, sociétés et associations qui ont une relation institutionnelle ou financière avec la Ville. Au total, cinquante mille personnes qui redoutent de voir débarquer dans leur train-train quotidien et fouiller dans leurs livres de comptes des inspecteurs pour lesquels Jacques Chirac a prescrit qu'il fallait *« déférer sans réserve à leurs demandes et réquisitions »*.

Les soixante inspecteurs dépendant du préfet sont, selon les textes, *« des fonctionnaires de haut grade, ayant une solide expérience* et une *grande sagesse »*. Ils expertisent les structures et le fonctionnement des services, mais surtout ils mènent des enquêtes disciplinaires en cas de « bavures ». Leur manière de faire mitonner leurs interlocuteurs leur a valu le sobriquet de *« bœufs-carottes »*. Les mille deux cents affaires qu'ils ont traitées en 1993 ont donné lieu à trois cent trente-trois sanctions, soit un taux de fonctionnaires pénalisés de 0,86 %.

Bien que leurs rapports soient confidentiels, il n'est pas rare que le préfet de police ou le ministre de l'intérieur en livre les conclusions. Ce fut le cas en 1994 pour l'affaire Moussa Kraouche, cet islamiste dans les papiers duquel on trouva un document compromettant mais qui avait pu être placé là *« par erreur »* par l'un des policiers. De même, on a su dans le détail comment un homme des RG avait, grâce à un poste d'écoute, suivi mot à mot les débats à huis clos d'un conseil national du Parti socialiste, à La Villette.

Cette relative transparence n'est pas dans les habitudes de l'Hôtel de Ville. Sur les sept cents rapports que les « boeufs-carottes » spécifiques de Jacques Chirac ont dû rédiger depuis 1979, pas un seul n'a été publié. Dans sa dernière instruction datant de 1991, le maire insiste sur le *« devoir absolu de confidentialité »* auquel sont tenus les inspecteurs. *« Cette obligation*, ajoute-t-il, *doit être interprétée et appliquée de la manière la plus stricte »*. Elle l'est. Le maire décide lui-même à qui les rapports peuvent être communiqués. Ils ne dépassent jamais ce cercle-là. Pourtant, à en croire l'Hôtel de Ville toutes les directions, les sociétés d'économie mixte et les associations dont l'essentiel des ressources proviennent de subventions municipales subiraient un contrôle systématique tous les six ans.

Par ailleurs, l'IG est sollicitée chaque fois que les commissions de discipline examinent le cas d'un agent de la Ville risquant rétrogradation ou révocation. De juillet 1993 à juillet 1994, soit en un an, l'inspection a traité un certain nombre d'affaires disciplinaires dont 31 ont donné lieu à des sanctions. Mais de tout cela les élus n'ont pas été informés. A la moindre question posée par les conseillers de Paris sur le fonctionnement de tel ou tel organe de la Ville, Jean Tiberi répond aussitôt en fustigeant cette *« atteinte intolérable à la compétence et à la probité des personnels municipaux »*.

Même estampillé de la mention *« secret »* le travail de l'IG a-t-il au moins engendré une amélioration du service public et des personnels municipaux ? En dehors du maire lui-même, du secrétaire général de la Ville et de Jean Tiberi, premier adjoint, nul ne peut en juger, faute de vue panoramique. Philippe Martel, actuel directeur de l'IG, souhaite que son équipe devienne, pour les services municipaux, un outil de diagnostic et d'assistance, un *« instrument de progrès administratif »*.

L'IG aurait-elle fait autre chose depuis seize ans ? L'opposition fait remarquer que les inspecteurs du maire semblent n'avoir décelé aucune des *« bavures »* qui ont émaillé les deux dernières mandatures : l'affaire Quemar, ce haut fonctionnaire qui trafiquait de son influence, les relations douteuses des dirigeants de l'office d'HLM, les extravagances des associations culturelles relevées par la chambre régionale des comptes, les pratiques désinvoltes des associations subventionnées par la direction des sports et, tout dernièrement, le train de vie pourtant fort voyant du président de la Semidep. La seule lueur jetée sur l'IG l'a été par *Le Canard Enchaîné*, révélant en 1990 que les enquêteurs de l'Hôtel de Ville abusaient en toute illégalité des écoutes téléphoniques.

Le mini-scandale s'est soldé par l'éviction ou la démission de trois membres du service. *« Impossible de savoir si l'IG fonctionne convenablement*, disent les syndicats des personnels de la Ville, *ce rouage du système chiraquien est complètement opaque »*. *« Même s'ils travaillent bien*, ajoute Georges Sarre, du Mouvement des citoyens, *les inspecteurs et leur patron, Jacques Chirac, sont juges et partie. Je propose de les remplacer par des fonctionnaires de l'Etat »*. Comme il est peu probable que cette suggestion soit retenue, il restera à ceux qui voudraient percer les secrets de l'administration parisienne à attendre trente ans. C'est le délai au-delà duquel les historiens auront le droit d'ouvrir la pièce blindée et à l'abri du feu où dorment les rapports secrets de l'Inspection générale.

Marc Ambroise-Rendu

La Semidep sur le gril

Le 18 janvier, quelques heures avant que le conseiller socialiste Daniel Marcovitch ne le questionne sur les dépenses excessives de l'adjoint au maire Alain-Michel Grand, président de la Semidep, une société d'économie mixte édifiant et gérant des logements sociaux, Jacques Chirac a chargé l'inspection générale de mener à la fois une enquête et un audit sur cette SEM. Ni les observations des commissaires aux comptes, ni celles du directeur, suivies de sa démission, ni le redressement de cotisations infligé par l'Urssaf, ni le train de vie du président n'avaient attiré l'attention de son conseil d'administration, où siège un élu de l'opposition. Et pas davantage celle des services de la ville ou de la chambre régionale des comptes.

La Semidep et sa nouvelle équipe dirigeante (Michel Bulté, maire du 19e, et Alfred Glider, ancien de la direction des finances) ont du pain sur la planche : la rénovation de milliers de logements sociaux situés pour la plupart en banlieue. Mais les élus connaîtront-ils les conclusions des enquêteurs sur la gestion passée ? Leur rapport sera sur le bureau du maire avant la fin du mois d'avril, prévoit-on. Après le premier tour de la présidentielle.

Alain Marsaud adopte un profil bas dans le Limousin

Le député balladurien est en disgrâce

LIMOGES
de notre correspondant

Arrivé voilà deux ans pour faire gagner au RPR l'imprenable bastion socialo-communiste de Haute-Vienne, Alain Marsaud n'est plus l'homme fort de la droite limousine. Son engagement précoce en faveur d'Edouard Balladur a jeté un froid en terre chiraquienne. Et, depuis quelques semaines, ce candidat (d'habitude plutôt tonitruant) à la mairie de Limoges a opté pour l'extrême discrétion.

L'offensive avait pourtant bien commencé pour lui. Victoire aux législatives de 1993 dans la circonscription de Limoges. Seconde victoire dans la foulée, à l'occasion d'une cantonale partielle dans l'un des cantons urbains les plus chargés de symbolique ouvrière. Aux cantonales de mars 1994, il le troqua pourtant contre le canton commerçant du centre-ville, traditionnellement acquis au RPR. Quelques semaines plus tard, il annonçait sa candidature à la mairie de Limoges.

Lors du meeting triomphal tenu par Jacques Chirac à Limoges samedi 18 mars, la disgrâce était déjà visible. Alain Marsaud n'était évidemment pas à la tribune avec les autres députés RPR de la région, mais en outre Jacques Chirac se fendit de quelques hommages ostensibles et nominatifs aux deux autres députés de la Haute-Vienne, Evelyne Guilhem et Jacques-Michel Faure.

C'est Evelyne Guilhem, jeune député inattendue en 1993 dans la circonscription la plus « rouge » du département, qui est maintenant la figure montante du gaullisme limousin. *« Si Alain Marsaud n'avait pas fait, lors de cette campagne présidentielle, le choix qu'il a fait*, a-t-elle déclaré au quotidien régional *Le Populaire du Centre, je serais restée, comme je l'ai toujours fait, dans l'ombre. »* Sans aller jusqu'à remettre en cause la présence annoncée d'Alain Marsaud à la tête de la liste RPR pour les prochaines élections municipales à Limoges, elle aura, dit-elle, *« des exigences sur la formation de cette liste »*. Plus précisément, elle ne veut pas de balladuriens dans les dix premiers de la liste.

Georges Chatain

EXCLUSION Initiée par les socialistes dès 1981, la politique de la ville apparaît aujourd'hui bien essoufflée. Ses acteurs et les responsables politiques cherchent les voies d'une relance. Pour beaucoup, celle-ci passe par un retour en force de l'Etat. ● PLAIDANT pour un véritable « plan Marshall », cette tentation du « tout-Etat », qui verrait le gouvernement imposer ses actions aux élus locaux, est fortement présente dans les propositions de Jacques Chirac et, dans une moindre mesure, dans celles d'Edouard Balladur. Lionel Jospin, pour sa part, se dit attentif à ne pas dessaisir les maires de leurs prérogatives. ● LA POLITIQUE actuelle, fondée sur le partenariat Etat-collectivités locales, montre ses limites. A Marseille, trois ans après son lancement, le « Grand projet urbain » des quartiers nord en est toujours à ses premiers balbutiements.

Le « tout-Etat » est appelé à la rescousse des banlieues en difficulté

Comment relancer la politique de la ville ? Les partisans de Jacques Chirac promettent un retour en force de l'Etat, Lionel Jospin souhaite redéfinir les liens avec les élus locaux... Et chacun pointe les faiblesses actuelles de l'action publique dans les quartiers défavorisés

ON LE DISAIT dépassé, fatigué, fini. Tenaillé entre la construction européenne et la décentralisation en marche, il semblait devoir quitter la scène. Alors qu'on se le dise : l'Etat est de retour. Plébiscité par les Français, comme le montre le récent sondage du *Monde* (*Le Monde* du 11 avril), il a retrouvé, avec l'élection présidentielle, une nouvelle jeunesse. Plus le mal est profond, plus le recours à l'Etat apparait nécessaire. Autant dire qu'en matière de politique de la ville, il prend parfois l'allure d'un remède miracle. L'immobilisme des politiques urbanistiques ? On en appelle à l'Etat. Le manque de convivialité dans les quartiers ? Encore l'Etat. Le logement, les aides sociales, l'emploi ? Toujours l'Etat. En quelques mois, la vieille dame conteuse d'histoires s'est muée en grand manitou.



Sur ce terrain, Jacques Chirac a tiré le premier. Depuis longtemps déjà, son entourage critiquait la *« mollesse »* de Simone Veil. Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville ne faisait, à les écouter, qu'effleurer le dossier. En décembre, Pierre Lellouche met les pieds dans le plat en réclamant, dans *Le Monde des débats*, que l'Etat revienne *« en première ligne »*. Accusant les maires d'être *« les acteurs de la ghettoïsation »* des banlieues, le député RPR du Val-d'Oise voit dans toute politique de la ville s'appuyant sur les élus *« une erreur conceptuelle »*.

Brandissant la figure du général de Gaulle, Pierre Lellouche réclame que l'on place les quartiers les plus difficiles sous *« administration directe de l'Etat »*. Le message est relayé quelques semaines plus tard par le député RPR de Seine-Saint-Denis, Eric Raoult, qui réclame un super-ministère de la ville et un traitement exceptionnel pour trente quartiers. En février, enfin, Jacques Chirac organise, à Villepinte, un après-midi entier de débat consacré aux banlieues. Le langage est plus feutré, mais lui aussi propose un statut *« dérogatoire »* pour ces lieux en crise.

Devant une telle débauche d'énergie, les concurrents du maire de Paris peinent à réagir. Edouard Balladur tente quelques visites sur le terrain. Ni les propositions ni le bilan de son gouvernement ne lui permettent de donner de la voix. Quant à Lionel Jospin, il semble hésiter devant la marche à suivre. Faut-il exploiter l'héritage de la gauche, pionnière de la politique de la ville ? Faut-il au contraire emboîter le pas de Jacques Chirac et surenchérir ? Après deux mois de tâtonnements, le candidat socialiste opte finalement pour un savant dosage des deux. Toutefois, il est loin d'en avoir fait un axe fort de sa campagne et a inopinément abrégé une intervention à Villiers-le-Bel, mardi 11 avril, baptisée *« réinventer la politique de la ville »*.

PRIORITÉ D'ÉTAT

L'idée d'appeler un Etat plus ferme à la rescousse des quartiers en difficulté ne résulte pas seulement d'une mode idéologique et électorale, mais du constat des insuffisances de la « politique de la ville » menée depuis une quinzaine d'années. Cette politique, « inventée » par des élus socialistes comme Hubert Dubedout et Gilbert Bonnemaison, s'est vue reconnaître une dimension nationale avec la création, en 1991, d'un ministère de la ville. Promue au rang de priorité d'Etat, la réhabilitation sociale et architecturale des cités s'est organisée cependant sous une forme inédite tenant compte à la fois des réalités de la décentralisation et de l'inévitable transversalité des compétences à mettre en œuvre.

Ainsi, ce ministère atypique coordonne des actions menées en matière de logement, d'éducation, de police, etc. Cette interministérialité de rigueur constitue la première cause de lenteur, voire de paralysie de l'action de l'Etat dans les banlieues. Au temps passé à gérer les susceptibilités des différentes administrations, s'ajoute celui que nécessite l'indispensable négociation avec les élus.

L'IMPASSE

La lourdeur de ces procédures affaiblit considérablement le poids théorique de l'Etat, représenté localement par des sous-préfets à la ville dont le statut est disputé par les autres sous-préfets et les directeurs départementaux d'administration. Ils ont bien du mal à peser, surtout face aux élus de grandes villes. *« Il faut renoncer à l'idée selon laquelle l'Etat jouirait d'une capacité d'entraînement de nature à obtenir l'adhésion spontanée de ses partenaires »*, écrit Bruno Guigue, sous-préfet chargé de la ville dans le Bouches-du-Rhône, qui réclame le renforcement des pouvoirs de négociation des représentants locaux de l'Etat.

Illustration spectaculaire de cette faiblesse étatique : l'impasse de la politique de « discrimination positive » impulsée par l'actuel gouvernement. L'idée de favoriser par des primes et des avantages fiscaux les fonctionnaires, les entrepreneurs et les jeunes chômeurs des quartiers « difficiles » est inscrite dans la loi Pasqua sur l'aménagement du territoire. Mais ce principe n'est pas entré dans les faits faute de décrets d'application. Car le ministère de Mme Veil n'a pas été en mesure de s'opposer aux multiples pressions d'élus locaux désireux de s'inscrire dans la géographie prioritaire. Résultat, les 400 quartiers « prioritaires » sont devenus... 1400 au cours de la négociation des contrats de ville, nombre incompatible avec l'enveloppe budgétaire prévue.

Ancien délégué interministériel à la ville, Jean-Marie Delarue illustre bien la situation ambivalente de l'Etat. *« Je crois à son retour car, bientôt, les maires ne pourront plus agir en faveur des cités tant l'opinion locale devient défavorable*, constate-t-il. *Pourtant, il est vain d'espérer guérir la fracture sociale par un remède institutionnel. L'« Etat bulldozer » a ses limites. Si l'Etat ne modifie pas son mode de fonctionnement, on pourra multiplier par dix les budgets, on ne réussira qu'à multiplier par dix les défauts et le sentiment d'abandon des gens. Aujourd'hui, le problème est que l'Etat n'ose pas prendre le parti des pauvres contre les élus. »*

Les élus en question, eux, ont beau jeu de souligner leur rôle irremplaçable dans la connaissance des attentes réelles de la population, et leur capacité immédiate de réaction, à l'inverse des lourdeurs étatiques. *« Je refuse de voir quelques énarques et X-Ponts bien placés dans les ministères décider à la place des gens. La situation actuelle est le résultat de la centralisation. Et les fous qui ont fait arriver les autoroutes au centre de Marseille voudraient aujourd'hui nous dicter notre conduite »*, tonne Albert Hini, premier adjoint au maire de Marseille. Autant dire que pour balayer les acquis de quinze ans de décentralisation, il faudra davantage que quelques exhortations électorales à l'Etat tout-puissant.

Ph. B. et N. H.

Les propositions de MM. Balladur, Chirac et Jospin

● **Edouard Balladur**, dans son *« Projet pour les Français »*, consacre un paragraphe à cette politique de la ville qu'il veut *« conforter »*. *« La présence des services publics devra être encore renforcée. Ces quartiers constituent une priorité qui se traduira par un statut dérogatoire sous forme de prime pour les fonctionnaires qui y seront affectés et d'allègement de charges pour les entreprises qui s'y développeront et qui y créeront des emplois. »*

● **Jacques Chirac**, dans son discours programme du 17 février, propose lui aussi une fiscalité dérogatoire. *« Des circonstances exceptionnelles appellent des solutions exceptionnelles »*, déclare-t-il. Il entend également inciter *« les meilleurs de nos agents publics »* à se consacrer aux banlieues. Il souhaite voir l'Etat intervenir dans tous les secteurs, la police et l'éducation, bien sûr, mais également, l'habitat, l'insertion. Un *« plan Marshall des cités »*, dit-il, qu'il laisse à ses lieutenants le soin de détailler *(lire ci-contre)*.

● **Lionel Jospin** tente d'articuler décentralisation et retour de l'Etat. Comme le maire de Paris, il propose des *« opérations massives dans 20 ou 30 quartiers prioritaires »* au sein desquelles l'Etat jouera un rôle central. Toutefois cette action sera *« concertée »*. Autrement dit, pas de mise sous administration directe. Dans les autres quartiers – il en compte 500 –, le candidat socialiste estime que *« c'est au maire de piloter les opérations »*. Il souhaite également *« renforcer l'action des associations »* en passant des *« conventions pluriannuelles »*. L'Etat, lui, aura pour *« première responsabilité »* d'assurer la *« mise à niveau effective des services publics dans les quartiers »*. A cette *« priorité nationale »*, il entend consacrer *« 2 milliards de francs supplémentaires chaque année pendant cinq ans »*. Ce sera, dit-il, ses *« grands travaux »* à lui.

Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis

« Il nous faut les pleins pouvoirs »

« En matière de politique de la ville, le retour de l'Etat semble à la mode. Fidèle de Jacques Chirac, vous inscrivez-vous dans ce mouvement ?

– Que veut dire l'Etat ? C'est d'abord un symbole, la République. Une image d'attachement et non une formule administrative. L'Etat doit être dynamique et efficace, à la façon d'un partenaire économique privé. Dans la cité des Bosquets, à Montfermeil, on ne parvient pas à installer des activités économiques dans une tour de bureau à cause du bail commercial d'un petit commerçant. Il faut trouver des formulations plus fortes de pouvoir. Le retour de l'Etat doit aussi se traduire par la présence sur les listes aux élections municipales d'un grand nombre de jeunes habitant des quartiers, quelle que soit leur origine. Qu'on arrête de parler de droit de vote des étrangers, mais que l'on ouvre nos listes aux jeunes de la deuxième génération. Jacques Chirac sera élu par les quartiers, il saura s'en souvenir.

– Les contrats de ville n'étaient-ils pas l'occasion d'exercer cette présence de l'Etat ?

– On a fait du volume de crédits. On aurait dû inverser les facteurs et dire : on choisit les cinquante projets les plus innovants, l'Etat contracte, évalue, et ensuite on donne le catalogue aux autres collectivités pour qu'elles choisissent. Pour le moment, l'Etat ne réussit à promouvoir ni l'innovation ni l'évaluation. Il se comporte comme un guichet.

– Faut-il une législation d'exception ?

– Le problème doit être traité avec trois chiffres en tête : trente, trois cents et mille. Il y a trente quartiers véritablement en crise. Dans ces cas, l'Etat doit se donner beaucoup plus de pouvoir. Logement, commerce, urbanisme : il doit pouvoir soigner hors du cadre de la décentralisation, sur une période de trois à cinq ans. On placera un « haut-commissaire urbain » chargé auprès du préfet d'un seul dossier. Pour les trois cents quartiers difficiles, il faut assouplir les contrats de ville, en renforçant la place de l'Etat dans la négociation. Pas des grands colloques, mais des idées simples, pratiques. Quand Jospin parle de multiplier les gardiens d'immeuble, il a raison. Enfin, il y a mille quartiers sur le chemin de la relégation. Pour eux, il faut une panoplie d'interventions partagées entre toutes les collectivités locales.

– C'est le fameux plan Marshall pour les banlieues ?

– Oui, une priorité planifiée, avec une loi de programmation. On doit travailler sur une période de dix à quinze ans. En dix ans, le budget devra avoir doublé, mais aussi s'être davantage orienté vers le fonctionnement. Les associations se plaignent des difficultés de financement. Donnons-leur des moyens, mais exigeons qu'elles aussi se bougent : pour un franc donné, elles devront amener un franc de l'extérieur.

– Qui devrait piloter l'ensemble ?

– Il faut un ministère des villes en crise ou de l'action urbaine directement rattaché au premier ministre. Tirons les leçons de ce que l'on reproche à Mme Veil : le FAS (fonds d'action sociale) doit dépendre du ministère de la ville. La direction des populations et des migrations, également. Même chose pour les opérations prévention-été du ministère de la jeunesse et des sports, ou certaines attributions du ministère de l'intérieur. Enfin, les zones d'éducation prioritaire devraient dépendre de ce ministère des banlieues. L'interministérialité fonctionne mal. Pour les banlieues, il nous faut les pleins pouvoirs plutôt que des pouvoirs partagés. »

Propos recueillis par Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Les retards et désillusions du « grand projet urbain » des quartiers nord de Marseille

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Il existe à Marseille, à quelques encâblures au nord du Vieux Port, une cité HLM où aucun élu, aucun ministre n'ira jamais se faire filmer. Son nom – le Plan d'Aou – évoque un rêve d'été, et sa situation – un promontoire dominant la Méditerranée – un belvédère touristique. Avec ses barres à demi murées tournant le dos à la mer, ses carcasses de voitures rouillées et ses 75 % de familles touchant moins que le SMIC, le quartier a des allures de ville fantôme. Deux murs surmontés de serpentins de barbelés séparent les HLM des élégantes villas du lotissement mitoyen, achevant de donner aux lieux les allures d'un ghetto.

Le Plan d'Aou se trouve au centre d'une zone de 2 600 hectares couvrant deux arrondissements marseillais et abritant 70 000 habitants, dont 33 % sont des chômeurs. Là se joue la crédibilité de l'Etat dans la politique de la ville. L'idée d'engager un « grand projet urbain » (GPU) remonte à 1992, du temps du gouvernement Bérégovoy. Outre le scandaleux Plan d'Aou, dont la démolition est prévue, deux cités en cours de réhabilitation – la Castellane et la Bricarde – sont concernées. A la mi-1993, Simone Veil, ministre de la ville, lance effectivement douze GPU. Pour celui de Marseille, 250 millions de francs sont dégagés sur cinq ans, auxquels doivent s'ajouter d'importants crédits de la ville et une participation du conseil régional. L'ambition dépasse les traditionnelles réhabilitations de logements, pour embrasser des actions touchant l'emploi, la vie sociale, les transports, la sécurité.

Pourtant, trois ans après la première annonce, seuls quelques chaussées ont été refaites et quelques locaux repeints. A la mi-avril 1995, seuls une dizaine de millions ont été affectés. L'année 1994 a été perdue en vaines négociations sur... la structure de gestion de l'opération. L'Etat a voulu imposer à la ville de Marseille une société d'économie mixte dont la région, présidée par l'UDF Jean-Claude Gaudin, ne voulait pas car elle aurait été présidée par Robert Vigouroux. De plus, le maire de Marseille « traînait les pieds », craignant que le GPU ne vienne télescoper son pharaonique projet Euroméditerranée, un centre d'affaires international au cœur de la ville. Mais l'Etat, appelé aussi à financer ce second projet, a conditionné sa participation à un financement municipal du GPU. Les choses se sont finalement si bien arrangées que le maire de Marseille a fait allégeance à Edouard Balladur.

« GRAND LITTORAL »

Désormais, tout le monde fait comme si les deux projets avaient toujours été liés : grâce au GPU, les quartiers nord, *« les plus beaux de Marseille, vont pouvoir attirer des cadres et des ingénieurs, notamment ceux qui travailleront à Euroméditerranée »*, prophétise Michel Cristofol. Cet adjoint au maire, chargé de l'habitat, rêve d'une cohabitation de RMistes et de dirigeants financiers sur les collines. En attendant, le GPU a pris deux ans de retard et n'a pas la moindre visibilité pour les habitants concernés, en dépit d'annonces budgétaires répétées.

La difficulté qu'éprouve l'Etat à peser sur la cohérence des choix urbains et sociaux est encore illustrée par la décision municipale d'implanter, sous les fenêtres du Plan d'Aou, ce qui est présenté comme *« le plus grand centre commercial d'Europe »*. Le site est splendide : un immense amphithéâtre, ancienne carrière d'argile, surplombant la rade. Les bulldozers s'y activent pour qu'ouvre, en février prochain, un centre commercial de 140 000 mètres carrés. Une « zone d'entreprises », des logements et... un zoo sont aussi prévus dans cette ZAC Saint-André dont le nom commercial, Grand Littoral, doit effacer l'image négative des « quartiers nord ».

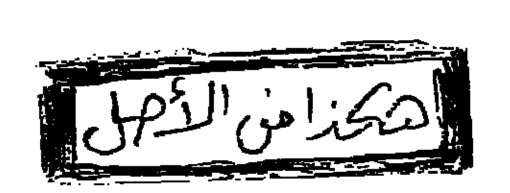
« C'est une chance pour ces quartiers, une preuve de reconnaissance de leur valeur, que des capitaux privés viennent s'y investir », commente Jean Clavier, qui vient d'être nommé aux commandes de la toute nouvelle « équipe commune » du GPU avec la bénédiction de la municipalité. La juxtaposition de HLM misérables et de ce temple de la consommation inquiète le promoteur, qui a posé comme condition à son implantation la démolition de la cité du Plan d'Aou. Le directeur du centre commercial multiplie les contacts avec les associations locales de jeunes afin d'envisager des partenariats propres à assurer une cohabitation pacifique.

Mais les tensions risquent de se focaliser sur la question des emplois induits par Grand Littoral. Certains élus locaux ont fait miroiter la création de 10 000 à 15 000 emplois ; 8 000 demandes ont été recueillies. En réalité, le centre commercial générera 400 emplois permanents, dont une centaine recrutés dans les cités du GPU, et une trentaine accessibles à des personnes en insertion.

L'Etat n'est pas le seul à craindre les conséquences de telles désillusions. Les grands projets comme Euroméditerranée et Grand Littoral *« risquent d'être, pour ce Marseille pauvre, le chiffon rouge qui poussera à tout casser faute de pouvoir exister »*, écrit Pierre Rastoin, maire de deux arrondissements populaires non concernés par le GPU. Quant à Albert Hini, premier adjoint au maire, chargé de la politique de la ville, auquel Robert Vigouroux vient de retirer ses délégations, il défend le principe du centre commercial mais dénonce la démagogie sur les emplois : *« On ne peut construire de la prospérité économique sur du désarroi social. Soit les gens des quartiers obtiendront les emplois, soit ils démoliront tout. »*

Face au centre commercial, le GPU, lui, n'a que des plans et de belles ambitions à faire valoir. Le pire a failli se produire l'été dernier, lorsque 45 millions de francs dégagés pour le GPU par le plan de relance du ministère de la ville ont failli financer les voies d'accès à Grand Littoral. La nouvelle voirie reliant le plateau commercial aux deux autoroutes était le seul projet bouclé, âprement défendu par la municipalité. L'Etat a freiné des quatre fers. Après négociation, seuls 15 millions de francs du GPU ont été affectés à la voirie de la ZAC Saint-André. Difficile ensuite d'aller expliquer la politique de la ville aux habitants. Ignorant les facéties des finances publiques, ils savent que l'Etat a dégagé depuis 1993 de gros budgets pour l'amélioration de leur cadre de vie, mais ne voient rien venir.

Ph. B.



هكذا من الأصل

Le second souffle des chorales

Les Français redécouvrent le bonheur de chanter ensemble et les nouvelles activités vocales bénéficient d'une image dépoussiérée

Pratique musicale la plus répandue en France, le chant choral s'est considérablement développé depuis une quinzaine d'années. Depuis quelques mois, la voix suscite même un véritable engouement. Les Français redécouvrent le plaisir relaxant et libératoire de l'expression vocale. Ils apprécient le caractère convivial de ce loisir de groupe, et suivent les cours autant pour se retrouver que pour chanter. Partout, dans les villes comme à la campagne, des entreprises aux paroisses en passant par les universités, fleurissent actuellement des chorales qui recommencent à attirer jeunes et actifs. L'image change en même temps que le répertoire. Le niveau artistique des chorales amateur ne cesse de s'élever.

C'ÉTAIT un passe-temps de demoiselles en quête d'âme sœur. Aujourd'hui, même les boursiers s'y mettent et osent l'avouer dans les dîners en ville : ils *« chantent dans une chorale une fois par semaine »*, et trouvent cela *« euphorisant »*, comme un nombre sans cesse croissant de Français. L'on compterait déjà 350 000 choristes, aux dires du rédacteur en chef du premier magazine entièrement dédié au chant choral, *Choralia*, lancé ce mois-ci et tiré à 30 000 exemplaires. Il y a presque un an, c'est d'ailleurs sous les trémolos de mille choristes nordistes qu'était inauguré le tunnel sous la Manche.

Même constat au Centre d'information musique et danse de la Cité de la musique, où l'on avance le chiffre de 6 500 chorales en France. *« Cet été, 102 stages d'été de chant choral seront proposés dans tout l'Hexagone, ainsi qu'une cinquantaine de stages de direction de chœur. C'est deux fois plus qu'il y a dix ans, et nous sommes déjà assaillis de demandes. »* Assisterait-on à la renaissance des chorales ? A un nouvel engouement plutôt, car, contrairement aux pays protestants du nord de l'Europe, la France – Alsace et Nord-Pas-de-Calais exceptés – ne peut se prévaloir d'aucune véritable tradition chorale.

Quasiment tombée en désuétude après la Révolution et la disparition des maîtrises de cathédrale, la pratique du chant choral n'a réellement pris de l'ampleur que dans les années 50, sous l'impulsion du mouvement A Cœur Joie, issu du scoutisme. Second déclic décisif : la mise en œuvre d'une politique volontariste par le ministère de la culture, à partir du milieu des années 70. Des centres d'art polyphonique sont créés dans toutes les régions, qui forment des chefs de chœur et en « prêtent » aux chorales naissantes ; des instructions sont données aux écoles de musique et aux conservatoires afin que le chant choral devienne un outil d'enseignement musical, mais aussi afin qu'il gagne ses galons de discipline à part entière ; en 1995, le diplôme d'Etat de professeur de musique s'enrichit même d'une option « chef de chœur ». *« Nous sommes maintenant dépassés par la demande que nous avons suscitée*, admet Dan Lustgarten, inspecteur en charge des pratiques amateurs à la Direction de la musique. *Partout, des chorales se créent et nous sollicitent pour des subventions. »*

Au plaisir de l'expression par la voix, dont on a redécouvert les potentialités avec les succès des TSF, Pow Wow, Chanson plus bifluorée, Trio Esperanza, Polyphonies corses ou chants bulgares, les chorales ajoutent les agréments d'une activité de groupe. *« C'est une pratique conviviale, qui donne confiance en soi et qui est très rassurante, puisque l'on est materné par un chef de chœur. Avec, au final, le plaisir de donner quelque chose sur scène »*, note-t-on au centre d'art polyphonique d'Ile-de-France. Selon Paolo Zedda, président de l'Association française des professeurs de chant, l'on ressentirait un vrai *« bonheur physique »* à la fin d'un cours. *« Le chant est un fabuleux antidépresseur. Il procure un sentiment de bien-être, aide à se libérer. »* Autre atout, en ces temps d'impatience : l'immédiateté de la pratique. Point n'est besoin de connaissances très poussées en solfège pour commencer à utiliser cet instrument naturel qu'est la voix. Certaines chorales, d'ailleurs, fonctionnent uniquement à l'oreille. *« La voix est un instrument que l'on a en soi. Or, il y a aujourd'hui un désir de retour aux sources, un rejet de la vie de consommateur, une envie de faire des choses simples avec son corps, que ce soit du chant ou de la randonnée »*, analyse Luc Guilloré, conseiller pour le développement du chant choral à Brive.

LA RICHESSE DU RÉPERTOIRE

A l'instar des choristes, qui ont tendance à rajeunir, le répertoire se fait moins poussiéreux. Les *« Mademoiselles Lelongbec »* de l'inoubliable sketch de Fernand Raynaud laissent souvent la place à des actifs autour de la trentaine, travaillant dans la sphère socio-éducative ; dans le même temps, *« les chorales ne se limitent plus, comme c'était le cas dans les années 60-70, aux chansons bébêtes de camps scouts, à la* Neuvième Symphonie *de Beethoven, à la* Marseillaise, *et aux imitations des chœurs de l'Armée rouge*, se souvient, amusé, Gilles Vachia, du Centre d'information musique et danse de La Villette. *Elles découvrent la richesse du répertoire »*. *« Le renouvellement des choristes s'est accompagné d'une montée des exigences artistiques »*, témoigne, dans le même sens, Erwin List, le président d'A Cœur Joie, qui fédère aujourd'hui 600 chorales et près de 20 000 choristes. L'on ose désormais s'aventurer sur les terres des musiques vocales médiévales, renaissance, baroques (sous l'influence du film *Tous les matins du monde*), de la chanson populaire française, ou encore du jazz polyphonique, très en vogue actuellement.

« Depuis environ cinq ans, et cela s'est accentué ces derniers mois, nous sommes submergés par les demandes de jeunes de 16-20 ans qui souhaitent faire partie de groupes vocaux de jazz, de gospel, de negro spirituals, indique-t-on au Centre d'information du jazz. *Nous ne savons plus dans quels cours les envoyer. Tout est plein très vite dès la rentrée. »* *« Ne cherchons pas midi à quatorze heure »*, dit, plein de bon sens, Alain Guerrini, le directeur de la plus grande école de jazz en France (le CIM), où l'on a dû refuser des élèves cette année. *« Les jeunes redécouvrent qu'il est formidable de chanter ensemble. Et puis, ils n'ont pas d'instrument à acheter. Le chant est la moins chère des pratiques musicales... »*

En Alsace, où 92 % des villages ont leur chorale, dans le Nord, mais aussi au Pays Basque, en Provence, Corse, Bretagne, Franche-Comté, et, depuis une date plus récente, en Bourgogne ou en Auvergne, *« partout en France, fleurissent les associations chorales*, note Erwin List. *Nous avons dû restreindre volontairement à 3 000 le nombre de participants aux Choralies de Vaison-la-Romaine, en août prochain. Mais, dans de très nombreuses villes de France, l'on reproduit en miniature le même genre de festivals »*. Les zones rurales semblent particulièrement fertiles en chorales *« car la vie culturelle y est peu développée et le chant est une activité facile à mettre en place »*, selon Dan Lustgarten. *« Plus les communautés rétrécissent, sous l'effet de la désertification des campagnes, plus elles cherchent des occasions de se ressouder. Les fanfares, elles aussi, sont en plein renouveau »*, ajoute Raphaël Passaquet, directeur artistique du centre d'art polyphonique de Bourgogne.

A la campagne comme en zone urbaine, il est de moins en moins rare que les paroisses abritent leur chorale, à l'unisson ou même parfois polyphonique. L'abbé Bihan, de l'Association nationale des chorales liturgiques, y voit *« un renouveau du sens de la liturgie, qui est une célébration, ainsi que le souhait de participer davantage à la messe »*. Il attend 6 000 personnes au rassemblement régional de choristes qui aura lieu, fin avril, au stade de La Beaujoire à Nantes, et se désole de ne plus pouvoir organiser de rencontres nationales. *« Cela coûte trop cher. La dernière fois, en 1988, il nous avait fallu le palais omnisport de Bercy... »*

Inexorablement, le virus du chant gagne du terrain. Après les entreprises (Air France, la Banque de France, le Crédit agricole...), où cette pratique est souvent encouragée par la direction dans l'espoir de « souder les troupes », après les ministères, les grandes écoles (dont l'ENA), c'est au tour des universités d'être touchées par la grâce de l'expression vocale. A Nanterre, les étudiants s'époumonnent deux heures par semaine. Le premier jour, ils sont venus à 120. Bénédicte Holliet, qui dirige l'association chorale, apprécie *« de se sentir moins isolée, dans une fac de 40 000 étudiants, de rencontrer des gens d'autres filières ou niveaux, et aussi des administratifs ou des professeurs »*. Seul moment délicat, la distribution des tracts, à la rentrée. *« Il faut lutter contre les quolibets de ceux pour qui la chorale, c'est encore les Petits chanteurs à la croix de bois... »*

Pascale Krémer

Brive-la-Chantante

A Brive-la-Gaillarde (Corrèze), le chant choral est une affaire sérieuse, et municipale. Pour la première fois en France, un *« conseiller pour le développement du chant choral »* était nommé, en 1986, à la mairie, chargé de veiller à la bonne utilisation du million de francs consacrés annuellement à cette activité. Le maire (divers droite) de Brive, l'ancien ministre Jean Charbonnel, souhaitait donner une cohésion à sa ville, en utilisant *« l'extraordinaire capacité de rassemblement du chant, au-delà des barrières de générations, d'opinions, d'activités »*. La petite ville de 40 000 habitants compte aujourd'hui 1 300 choristes, répartis dans 28 chorales. *« Le nombre de choristes progresse d'une centaine par an, et notre action rayonne autour de Brive, où beaucoup de villages créent leur propre chorale »*, se réjouit le susdit conseiller, Luc Guilloré. L'on fêtera d'ailleurs, du 13 au 21 mai prochain, le dixième anniversaire des Fêtes chorales internationales de Brive, auxquelles participeront notamment 2 500 choristes de la région.

De nombreux médecins sont encore mal informés sur le sida

Une étude récente révèle leur méconnaissance

LES RÉSULTATS sont durs à croire : une enquête de la direction générale de la santé (DGS), rendue publique par le quotidien spécialisé *Impact Médecin* (daté 10 avril), révèle que plus de 13 % des médecins généralistes et des gynécologues français pensent que le virus du sida (VIH) peut se transmettre par l'intermédiaire de la salive d'une personne contaminée. 7,2 % des praticiens interrogés estiment qu'il peut se transmettre en étant hospitalisé dans le même service qu'une personne séropositive, 6,1 % en donnant son sang et 2 % par un moustique ! 1,5 % des médecins interrogés sont persuadés que le VIH peut être contracté dans les toilettes publiques. Près de la moitié d'entre eux (48,9 %) croient que la contamination peut survenir lors de soins dentaires.

« Les connaissances des médecins sont parfois proches de celles observées dans le grand public », constate la DGS. A en croire les enquêtes récentes sur les comportements sexuels des jeunes, les membres du corps médical en savent même plutôt moins sur l'épidémie de sida que les quinze - dix-huit ans (*Le Monde* du 5 avril). Réalisée au cours de l'année 1994 en deux étapes – la première en face-à-face avec trois groupes de huit médecins et la seconde par téléphone auprès de 400 généralistes et 50 gynécologues –, cette étude distingue deux groupes de praticiens : d'une part des médecins de trente-deux à quarante-trois ans, plus *« réceptifs »*, qui suivent des patients infectés ; d'autre part, des médecins de plus de quarante-cinq ans, qui ne suivent pas de patients séropositifs. Ces derniers, estime la DGS, ont *« tendance à minimiser les risques épidémiques hors des populations exposées, sont plus nombreux à prescrire des tests ou à défendre le dépistage obligatoire et à le pratiquer à l'insu du patient »*. 12,3 % des médecins interrogés déclarent avoir prescrit des tests sans en informer clairement leurs patients. *« La formation médicale continue ne se fait pas en un jour »*, a commenté Jean-François Girard, directeur général de la santé.

Un mandat d'arrêt international devrait être délivré à l'encontre de la compagne de Didier Schuller

Le conseiller général des Hauts-de-Seine aurait « définitivement » quitté la France

Un mandat d'arrêt international devait être délivré, jeudi 13 avril, à l'encontre de Christel Delaval, la compagne de Didier Schuller, par les deux juges d'instruction de Créteil chargés de l'enquête sur les HLM des Hauts-de-Seine, Serge Portelli et Philippe Vandingenen. Selon l'entourage du conseiller général des Hauts-de-Seine, tout indique que ce dernier et sa compagne auraient quitté « *définitivement* » la France.

LES « *VACANCES* » forcées de Didier Schuller et de sa compagne, Christel Delaval, peuvent désormais être assimilées à une véritable fuite. Convoquée par la police à la demande des deux juges d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) chargés de l'enquête sur les HLM des Hauts-de-Seine, Serge Portelli et Philippe Vandingenen, M[lle] Delaval avait indiqué, par lettre, qu'elle n'entendait pas déférer à cette convocation : aussi avait-elle été immédiatement l'objet d'une « *note de recherches* » diffusée par la police aux frontières et sur tout le territoire national (*Le Monde* du 31 mars). Une semaine plus tard, le 7 avril, les juges sollicitaient les réquisitions du procureur de Créteil sur l'opportunité de délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre de la compagne de Didier Schuller.

Le parquet ayant répondu favorablement, l'extension des recherches policières que devait entraîner, jeudi 13 avril, la diffusion internationale de ce mandat d'arrêt apparaît comme la suite logique de l'affrontement à distance que se livrent la justice et le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, depuis le départ précipité de ce dernier, le 9 février, à la veille d'une perquisition à son domicile. D'autant que l'entourage de Didier Schuller ne cache plus que ce dernier est loin d'envisager un prochain retour en France : certains de ses proches se disent même convaincus que son installation hors de France, dans un lieu toujours inconnu à ce jour, serait « *définitive* ». Le 8 février, dans un restaurant de Levallois-Perret où se tenait le dîner d'anniversaire de Rémi Muzeau, son bras droit au RPR de Clichy, M. Schuller avait confié sa déprime : « *Je n'en peux plus, je vais me tirer quelques jours* », avait-il dit, évoquant sa « *responsabilité dans la chute d'Edouard Balladur* » dans les sondages. « *Il était complètement parano, en pleine dépression* », assure M. Muzeau précisant que M. Schuller lui téléphone depuis « *tous les deux ou trois jours* ».

A dire vrai, ceux qui connaissent le lieu de retraite du conseiller général, de sa compagne et de leurs deux petites filles, se comptent sans doute sur les doigts d'une main. Parmi eux figurent les trois avocats du couple : François Gibault, qui était le conseil de M. Schuller dans l'« affaire Maréchal », Francis Szpiner, ami de longue date du conseiller général et sans doute aujourd'hui le plus écouté de ses défenseurs, et l'avocat genevois Dominique Warluzel, qui a intenté au nom de M. Schuller des recours devant les juridictions suisses après les investigations des juges de Créteil à Fribourg, où ceux-ci espèrent remonter la piste d'un financement occulte (*Le Monde* du 1[er] mars).

Le député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany – dont Didier Schuller est le suppléant – compte-t-il parmi ces « initiés » ? Son épouse, Isabelle Balkany, qui siège également au conseil général, a indiqué au *Monde* que son mari et elle-même avaient « *tout fait pour convaincre Didier de rentrer* », mais qu'ils ne savent plus désormais où il se trouve et ne « *s'en portent que mieux* ». Moins affirmatifs sur ce point, les proches de l'invisible conseiller général suggèrent que ses relations avec le couple Balkany, dont il fut longtemps le favori, se seraient sérieusement refroidies depuis son départ, mais qu'il continue à les appeler régulièrement.

Ayant renoncé à ses ambitions municipales, M. Schuller n'ignore pas que ses embarras judiciaires actuels compromettent sérieusement sa carrière politique. « *Dès lors qu'il n'a plus d'ambitions en ce domaine, cela ne change rien qu'il rentre maintenant, dans six mois ou plus tard* », nous a indiqué à Genève M[e] Warluzel. Présentant son client comme « *la victime d'un contexte électoral particulièrement incandescent* », M[e] Warluzel estime que M. Schuller a beaucoup à redouter « *des mesures que les juges français pourraient prendre à son encontre de manière arbitraire* ».

Traduction : le conseiller général redoute que sa compagne, jusqu'ici seule visée par les découvertes des enquêteurs, ne soit placée en détention provisoire par les magistrats de Créteil, désireux de faire ainsi progresser une enquête qui semble dans l'impasse. Depuis l'arrestation d'un homme d'affaires proche de Didier Schuller, Jean-Paul Schimpf, au moment où il se faisait remettre une enveloppe remplie d'argent liquide, les juges soupçonnent l'existence d'un réseau de trafic d'influence autour de l'office HLM des Hauts-de-Seine, dont M. Schuller fut le directeur général jusqu'en mars 1994, et dont M. Balkany est toujours le président (*Le Monde* du 15 février). L'enquête a établi le lien entre Jean-Paul Schimpf et Christel Delaval : lors de son interpellation, l'homme d'affaires était en possession d'un contrat de prêt de 1 million de francs délivré à la compagne de M. Schuller par une société fiduciaire de Fribourg (Suisse), Senegest SA, dont les juges soupçonnent qu'il pourrait avoir été établi *a posteriori*, pour justifier des rentrées d'argent d'origine douteuse. Mais aucun élément n'a permis, à ce jour, d'impliquer directement le conseiller général de Clichy dans ces opérations financières.

« Des versements occultes à des hommes politiques »

Les pièces saisies par le juge Portelli aux sièges des sociétés Senegest et Verifid, à Fribourg et à Genève, sont toujours entre les mains de la justice suisse. La « *demande d'entraide* » émanant des juges de Créteil est en effet bloquée par le recours intenté, au nom de M. Schuller, par son avocat genevois, Dominique Warluzel. Mais cette piste a relancé une enquête ouverte en Suisse à l'automne 1993 sur un trafic de faux titres de paiement japonais dans laquelle les mêmes sociétés étaient déjà mises en cause. Interrogé par la Sûreté de Genève, le dirigeant de Verifid avait qualifié la Senegest, dont il assurait la gestion, de « *société dormante* ». C'est pourtant bien cette société – dont le fils de M. Schuller portait le titre de « *conseiller du directeur* » – qui a établi le contrat de prêt de 1 million de francs au bénéfice de Christel Delaval retrouvé par les enquêteurs. Dans un rapport de synthèse, les policiers suisses estimaient, fin 1993, que « *Verifid servirait de plaque tournante, à travers plusieurs sociétés, pour des versements occultes à des hommes politiques français* », sans toutefois en préciser l'identité.

DÉPENSES « PERSONNELLES »

De même, si M. Schimpf a bien admis faire partie de « *la structure de collecte de fonds pour* Le Clichois », l'enquête sur le financement de ce journal électoral a dû s'arrêter à Christel Delaval, celle-ci ayant reconnu, au cours de son unique interrogatoire, le 13 décembre 1994, au cours d'une perquisition à la permanence de Didier Schuller, qu'elle s'occupait seule de contacter les « mécènes » de cette publication. Quant à Jean-Paul Schimpf, il affirme que l'argent qu'il obtenait des entreprises sous contrat avec l'office HLM a été intégralement dépensé « *à des fins personnelles* », manière de dire que personne d'autre n'en aurait bénéficié...

Dans ces conditions, l'audition de M[lle] Delaval apparaissait comme le préalable nécessaire à une orientation de l'enquête vers le conseiller général lui-même. Conscients que la fuite du couple risquait d'entraîner la justice dans une « *escalade* » quelque peu disproportionnée en regard des charges retenues jusqu'ici, les avocats de M. Schuller avaient été jusqu'à proposer, dans le courant du mois de mars, une discrète négociation aux juges Portelli et Vandingenen : s'ils acceptaient de mettre Christel Delaval en examen par lettre, comme la loi les y autorise, ils pourraient ensuite la placer sous contrôle judiciaire par ordonnance ; assurée d'échapper à la détention, la compagne de Didier Schuller s'engageait alors à rentrer pour être interrogée. Quelques jours plus tard, les magistrats demandaient à la police de convoquer la compagne de M. Schuller, refermant ainsi sur l'élu des Hauts-de-Seine le piège qu'il s'était en quelque sorte tendu à lui-même.

Hervé Gattegno

L'abbé Pierre réclame une loi-programme sur le logement

LA FONDATION ABBÉ PIERRE a demandé, mercredi 12 avril, aux candidats à l'élection présidentielle de se prononcer sur une proposition de loi-programme élaborée par ses soins en collaboration avec les députés Gilles de Robien (UDF, Somme) et Jacques Guyard (PS, Essonne). Ce texte définit comme objectifs prioritaires la création de 400 000 logements d'insertion par an pendant cinq ans, grâce à des constructions nouvelles ou à « *la reconquête de logements anciens* », ainsi que la mise en place d'une taxe sur les logements inoccupés depuis plus de deux ans, avec, « *en contrepartie* », une prime pour les proprétaires qui remettraient leur bien en location.

La Fondation souhaite aussi une revalorisation et une harmonisation des aides au logement, ainsi que l'adoption du principe qu'« *il n'y a pas d'expulsion de personnes et familles de bonne foi sans relogement préalable* ». Enfin, le soutien social des plus démunis doit s'accompagner d'un « *appui financier* » aux communes qui s'engagent dans le logement social.

Chaque année, 5 000 Françaises subiraient une IVG à l'étranger

VINGT ANS après la loi légalisant l'avortement, 5 000 Françaises doivent encore partir chaque année subir une interruption de grossesse aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne, ont indiqué mercredi 12 avril le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), l'Association nationale des centres d'interruption volontaire de grossesse et de contraception (ANCIC) et la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC). Le délai légal de dix semaines en vigueur en France serait trop court, le nombre et les moyens des centres IVG trop limités.

Ces associations ont rendu public un manifeste interpellant les candidats à l'élection présidentielle. Elles réclament un statut pour les centres IVG ainsi que pour les médecins qui y travaillent, et suggèrent que l'avortement soit enseigné durant les études médicales ; elles souhaitent que les délais fixés par la loi pour recourir à une IVG soient étendus et que l'entretien préalable ne soit plus obligatoire mais seulement possible ; enfin, elles demandent la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures, le remboursement des moyens de contraception et la levée de l'interdiction sur la publicité des contraceptifs, réservée pour l'instant aux préservatifs.

DÉPÊCHES

■ **UNIVERSITÉS : des étudiants de l'Inalco (Langues O) ont manifesté**, mercredi 12 avril, devant le rectorat de Paris, pour protester contre leurs conditions d'études à Clichy dans un bâtiment à structure métallique de type Pailleron, qui ne présente pas toutes les conditions de sécurité. Ils s'inquiètent aussi des retards dans l'avancement du projet de nouvel établissement, boulevard Jourdan à Paris. La veille, un millier d'étudiants et de chercheurs en psychologie du centre Henri-Piéron avaient dénoncé l'état de vétusté et d'insalubrité de leurs locaux, rue Serpente à Paris.

■ **PROXÉNÉTISME : un réseau de proxénètes** venus d'Europe de l'Est a été démantelé à Strasbourg, où trois ressortissants tchèques et deux Slovaques ont été mis en examen et écroués, mercredi 12 avril, pour proxénétisme en bande organisée. Deux jours plus tôt, une dizaine de prostituées originaires de l'ex-Tchécoslovaquie, dont deux mineures et une femme enceinte, avaient été interpellées dans un hôtel de Strasbourg.

■ **JUSTICE : France 2 et l'homme d'affaires Robert Bourachot** ont été condamnés, mercredi 12 avril, à payer un franc de dommages et intérêts à la Lyonnaise des eaux, à la suite d'un reportage consacré par l'émission « Envoyé spécial » au financement occulte des partis politiques et à la passation de marchés publcs.

■ **EAU : le mètre cube d'eau,** qui valait en moyenne 7 francs en 1985, est passé à 14 francs en 1995, et coûtera encore 6 francs de plus dans dix ans. Afin que les factures ne deviennent pas insupportables, le ministère de l'environnement, l'Union féminime civique et sociale (UFCS), les agences de l'eau et l'Institut national de la consommation ont lancé une campagne de sensibilisation aux économies d'eau.

Les élèves étrangers en situation irrégulière au cœur d'une polémique dans les Hauts-de-Seine

UNE INITIATIVE de l'inspection académique des Hauts-de-Seine visant les élèves étrangers en situation irrégulière, scolarisés dans les collèges et les lycées, suscite actuellement une vive polémique. Une note interne adressée aux chefs d'établissement a déclenché, mercredi 12 avril, les foudres du MRAP et de la FSU (Fédération syndicale unitaire), qui parlent de « *discrimination* », de « *délation* » et d'« *amalgame* ».

« *Dans le cadre de la convention relative à la coordination des acteurs concernés par les comportements à risque en milieu scolaire*, écrit, dans sa note, l'inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine Jean Demars, *je vous saurai gré de bien vouloir m'indiquer le nombre d'élèves de plus de seize ans et de moins de seize ans en situation irrégulière au regard de la réglementation sur le séjour des étrangers et scolarisés dans votre établissement. Il s'agit d'avoir une idée plus précise de l'ampleur du phénomène afin de tenter une approche réaliste d'un problème particulièrement douloureux, et ce en liaison avec nos partenaires institutionnels.* »

Le MRAP, qui rappelle dans son communiqué que la législation sur la scolarisation des enfants étrangers ne fait aucune obligation de présentation d'un titre de séjour, « *s'indigne* » de voir l'éducation nationale prise « *pour un auxiliaire de police* ». La FSU, de son côté, estime « *qu'après les refus d'inscription scolaire dans plusieurs municipalités, l'enquête des Hauts-de-Seine met en cause le droit fondamental à l'éducation* ». Enfin, le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES-FSU) parle de « *fichage* » et de « *xénophobie* » et rappelle que son congrès « *vient de confirmer son exigence de l'abrogation des lois Pasqua et de leurs textes d'application* ».

UNE DEMANDE DE LA PRÉFECTURE

Le fait qu'elle se soit déroulée dans le département du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a évidemment aggravé les soupçons qui pèsent sur une affaire dont on assure, à la préfecture comme à l'inspection académique, qu'il ne s'agit que d'un « *malentendu* ». Pour calmer le jeu, M. Demars a précisé ses intentions dans un message adressé par Minitel, mercredi 12 avril, à tous les chefs d'établissement. On apprend que c'est la préfecture des Hauts-de-Seine qui a réclamé cette enquête dans le but d'évaluer le nombre de cas de jeunes étrangers qui « *ne peuvent se présenter aux examens sans les papiers nécessaires* ». Ce sont les chefs d'établissement eux-mêmes qui auraient exprimé leurs inquiétudes à ce sujet. Ces explications sont confirmées par le directeur de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, M. Moracchini.

Reste que la rapidité de mise en œuvre de l'enquête étonne, d'autant plus que la question posée semble sans fondement véritable. Les interrogations des chefs d'établissement sur le sort de leurs élèves étrangers en situation irrégulière semblent avoir été relayées un peu vite par la préfecture et l'inspection académique. En effet, le service interacadémique des examens et concours (SIEC) d'Ile-de-France précise qu'il ne demande aucune pièce justifiant l'état civil pour l'inscription aux examens – ce qui n'est pas le cas dans d'autres rectorats, qui l'exigent –, sauf dans le cas de candidats se présentant à titre individuel.

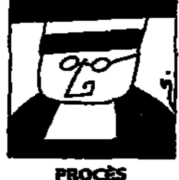
En revanche, le jour des épreuves, les candidats doivent effectivement justifier de leur identité, mais la présentation d'une carte d'identité scolaire, délivrée par l'établissement, devrait, théoriquement, suffire. Au cabinet du directeur du SIEC, Alain Marsigny, on assure tout ignorer des problèmes soulevés par les proviseurs des Hauts-de-Seine et de l'enquête diligentée par la préfecture.

La réponse aux inquiétudes des proviseurs aurait donc, logiquement, pu être immédiate et très simple. Et l'éducation nationale aurait pu saisir l'occasion pour clarifier les modalités d'inscription et de vérification d'identité des candidats lors des examens nationaux, qui semblent pour le moins variables d'une académie à l'autre. Le directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, jugeait, mercredi 12 avril, « *regrettable et maladroite* » cette initiative « *mal comprise* » de l'inspection académique des Hauts-de-Seine.

Christine Garin

Le fabricant d'une bombe insecticide condamné pour « blessures involontaires »

LUKAS BEYELER, président de Reckitt et Colman-France, a été condamné mercredi 12 avril par le tribunal correctionnel de Senlis (Oise) à un an de prison avec sursis pour « *blessures involontaires* », en tant que fabricant de la bombe aérosol d'insecticide qui a totalement défiguré Denis Bénoliel, le 23 février 1990, à Vineuil-Saint-Firmin (Oise). A titre de provision, il devra verser solidairement avec son entreprise et la compagnie d'assurances Zurich international 2 millions de francs de dommages et intérêts à la victime, dont la famille devra recevoir un total de 300 000 francs au titre du préjudice moral. Alors que la Caisse primaire d'assurance maladie de Creil recevra 1 435 408 francs, le tribunal a ordonné l'exécution provisoire des dispositions civiles à hauteur de la moitié des sommes accordées.


PROCÈS

Pour leur part, les avocats de l'industriel ont immédiatement annoncé leur intention de faire appel du jugement.

A l'audience, les experts judiciaires avaient estimé que les blessures subies par M. Bénoliel, trente-sept ans, ne pouvaient avoir été occasionnées que par la bombe de « Néocide fulgurant » trouvée sur place. Le jugement, après avoir analysé l'ensemble des rapports d'expertise, écarte les autres causes possibles et considère qu'« *il ne peut s'agir que du gaz propulseur de la bombe aérosol retrouvée sur les lieux du sinistre* ». Il semble que M. Bénoliel ait allumé une cigarette après avoir longuement pulvérisé de l'insecticide pour tuer des fourmis.

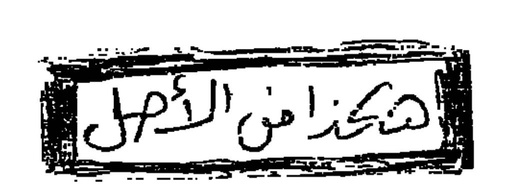
ÉTIQUETAGE INSUFFISANT

Depuis que les chlorofluorocarbures (CFC) sont soupçonnés – dans une théorie parfois controversée – de nuire à la couche d'ozone, un mélange à base de butane et de propane est souvent utilisé comme propulseur. Or, des expériences menées dans des conditions extrêmes n'ont pas permis d'obtenir une déflagration aussi forte. De même, il apparaît que les mélanges à base de butane, de propane, d'isobutane ou d'oxyde de diméthyle, bien qu'il s'agisse de produits hautement inflammables, ont rarement causé des accidents, n'occasionnant que des blessures sans commune mesure avec celles subies par M. Bénoliel, défiguré et ayant perdu ses mains. Néanmoins, les experts judiciaires ont maintenu leur position en répondant qu'il était impossible de reproduire une situation comportant de trop nombreux facteurs dans une argumentation d'ailleurs reprise par les juges.

Le tribunal a constaté en outre que l'étiquetage de la bombe ne respectait pas la réglementation en vigueur à l'époque, puisque le nom des produits composant l'aérosol n'y figurait pas. « *Au-delà de la réglementation*, ajoutent les magistrats, *la société Reckitt et Colman, en pleine connaissance de cause sur la dangerosité du Néocide, a imprudemment négligé d'informer correctement les utilisateurs sur les risques d'explosivité liés à une utilisation normale ou anormale de ce produit.* » Les juges insistent en notant que le fabricant « *aurait dû prévoir que certains consommateurs, qui utilisent son produit, sont des fumeurs. [...] Cette précision d'emploi aurait dû figurer parmi les recommandations* ». Le tribunal estime aussi que Reckitt et Colman « *ne pouvait ignorer que la diffusion dans un local fermé du produit peut créer un mélange gazeux explosible alors qu'elle conseillait de fermer portes et fenêtres* ». Le jugement conclut que « *Reckitt et Colman n'a pas respecté la réglementation, mais également savait, en sa qualité de spécialiste, que le « Néocide fulgurant superactif » était dangereux* » et a donc « *négligé d'informer complètement Denis Bénoliel* ».

Quoi qu'il en soit, depuis l'accident de M. Bénoliel, la réglementation a changé. Un arrêté du 5 juin 1991 impose désormais que soient portées sur les aérosols comportant des produits inflammables les mentions suivantes : « *Utiliser et ranger à l'écart de toute flamme, source de chaleur, appareil électrique en fonctionnement. Ne pas fumer, procéder par brèves pressions sans pulvérisation prolongée. Bien ventiler après usage.* »

Maurice Peyrot



هكذا من الأصل

Jean-Marie Le Pen, le cathodique

Le président du Front national bat des records d'audience à la télévision. Il en profite pour construire une image respectable et se poser en victime. L'immigration, l'insécurité, le chômage et la dénatalité sont toujours ses thèmes favoris

C'ÉTAIT peu de temps après qu'un jeune Français d'origine comorienne eut été tué, à Marseille, par des colleurs d'affiches du Front national. *« Assassin ! »*, s'était écrié un visiteur anonyme, le 28 février, au Salon de l'agriculture, avant d'émettre un tonitruant coup de sifflet. Blême, le président du Front national avait répliqué : *« Je vais te le faire avaler, ton sifflet de merde, connard ! »* Propos dont Le Pen jeune, adepte du coup de poing et des *« virées estudiantines »* dans le Quartier latin, avait l'habitude, mais qui détonnent dans une campagne pour la présidence de la République. Il n'y avait, ce jour-là, ni radio ni télévision pour enregistrer le dérapage verbal. Contrairement à ce qui s'était passé pendant la campagne de 1988, l'image d'homme respectable qu'il s'applique à construire – au gré des émissions de radio mais surtout de celles de télévision, beaucoup plus nombreuses à l'accueillir, CSA oblige, qu'il y a sept ans – n'en a pas été affectée.

Le candidat Le Pen version 1995 a mesuré l'importance de ses passages à la télévision. Ses chiffres d'audience lui donnent raison. A deux reprises au moins il a devancé ses adversaires. Lors de « La Marche du siècle » sur France 3, le 1er mars, avec 3,5 millions de téléspectateurs, et avec « La France en direct » sur France 2, le 13 mars, suivie par plus de 4,2 millions de personnes. A « 7 sur 7 » sur TF 1, le 26 février, il lui était difficile de faire mieux que Jacques Delors, mais même en l'absence d'Anne Sinclair (Gérard Carreyrou l'avait remplacée) il avait eu 6,8 millions de téléspectateurs. Enfin 10,7 millions de personnes l'ont regardé à « Face à la Une », le 23 mars. Moins que Valéry Giscard d'Estaing lors de l'annonce de sa non-candidature, mais tout de même... Aussi, comme un sportif qui a enfin trouvé un défi à sa taille, Jean-Marie Le Pen s'adonne complètement à son nouveau plaisir, le petit écran.

Pas question de négliger les réunions publiques qui mobilisent le parti et ses militants. Cette année encore, à quelques variantes près, une caravane – conduite par le gendre du dirigeant d'extrême droite, Samuel Maréchal, directeur du Front national de la jeunesse – a sillonné les routes de France, et a monté, le week-end, le fameux chapiteau sous lequel le chef a livré à un public enthousiaste et déjà acquis ses longs discours de près de deux heures. Reste qu'aucun grand rassemblement du type de celui de Marseille en 1988 n'a cette fois été programmé. Et que – est-ce l'âge, soixante-six ans, ou le revers d'une longue campagne de terrain sans surprise ? – Jean-Marie Le Pen a montré quelques signes de lassitude. Paradoxe pour ce Breton qui a fait son apprentissage politique auprès de Pierre Poujade et de Jean-Louis Tixier-Vignancourt et qui a bâti sur les estrades sa popularité de bateleur : c'est à la télévision qu'il semble au mieux de sa forme.

Là, saisissant la moindre occasion, il peaufine son image. Clame : *« On vous ment sur moi et sur mes idées »*, ou : *« Je dérange parce que je dis la vérité. »* Et affirme : *« Je suis une victime »* et : *« Je ne joue pas les persécutés, je le suis. »* C'est sans hésitation qu'à « La France en direct » il se plie au désir du démographe Hervé Le Bras et répète après lui : *« Je ne suis pas antisémite. »* Puis, devançant toute accusation de racisme à son encontre, il dénonce le racisme des autres, celui des étrangers, et de ceux qui défendent leurs droits contre *« les Français de souche »*. Les étrangers qui *« envahissent la France »* sont désignés comme les agresseurs et ceux qui demandent leur départ les agressés. Faisant feu de tout bois, le candidat Le Pen s'aventure même à affirmer que ce retour des immigrés chez eux ne pourra qu'être bénéfique à leur pays. Une thèse qu'affectionnent ses militants, surtout ceux que la morale chatouille, et qui fut largement exploitée dans le pays de l'apartheid. C'était en effet au nom du respect et du bien-être de toutes les communautés que les gouvernements racistes sud-africains justifiaient la ségrégation. Il garde en revanche sous silence le passage de son fascicule *Programme pour la France et les Français* dans lequel il demande l'abrogation des lois réprimant le racisme et l'antisémitisme. Et nul ne lui rappelle les thèses sulfureuses, négationnistes et fascisantes, soutenues par des membres de son parti.

LE candidat du Front national joue avec ses interlocuteurs. Rien ne lui plaît plus que les moments où ceux-ci se montrent agressifs. Il peut ainsi leur renvoyer l'image de violence qu'ils lui reprochent. Leur éventuel parti pris ne déclenche chez lui qu'une colère froide et le pose en victime.

Grand metteur en scène, il exploite tout incident. Le maire de Domrémy l'interdit de séjour dans la maison de Jeanne d'Arc ? Il prévient haut et fort qu'il s'y rendra quand même et invite la presse à le suivre. Le maire, finalement, reviendra sur sa décision. A la suite d'un affrontement avec des lycéens d'Auch, Samuel Maréchal et un membre de la caravane sont condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis. Jean-Marie Le Pen accuse aussitôt les magistrats d'avoir voulu l'atteindre à travers son gendre, dénonce un *« guet-apens politico-judiciaire »* et *« une justice expéditive »*, omettant de rappeler que l'avocat du FN était Marine Le Pen, sa fille, et que celle-ci avait donné son accord sur la procédure. Très peu de temps après il montera en épingle les déclarations de Robert Hue et Philippe de Villiers sur la publication des noms des maires qui lui accordent un parrainage et créera un suspense sur le nombre de ses signatures. Le meurtre de Marseille sera exploité de la même façon. Après avoir cherché à dédouaner le FN de ses responsabilités en expliquant que les militants avaient transgressé les règles car ils collaient la nuit, en petit groupe et armés, Jean-Marie Le Pen a à nouveau développé sa thèse de l'agresseur agressé. Avec dans le rôle des méchants les 50 000 Comoriens de Marseille et dans celui des bons les militants qui ne peuvent plus coller en sécurité dans les rues de leur ville. Ce tragique événement n'a en rien affecté le début de sa montée dans les sondages.

> « La politique, c'est l'art de dire et redire les choses de façon incessante jusqu'au moment où elles sont comprises et assimilées »



Peu de changements thématiques ont été introduits par rapport à la campagne de 1988. L'instauration de la VIe République, marginale alors, est passée au premier plan, et l'Europe, avec l'application du traité de Schengen, a pris plus de place. Mais l'immigration, l'insécurité, le chômage, la dénatalité continuent d'être ses sujets favoris. *« La politique*, explique M. Le Pen, *c'est l'art de dire et redire les choses de façon incessante jusqu'au moment où elles sont comprises et assimilées. »* Ces choses ou plutôt *« ces idées simples »*, selon la formule de Bruno Mégret, directeur de campagne et délégué général du FN, le tribun breton les martelle selon les vieilles recettes du populisme. Avec des mots outranciers. Plus c'est gros, mieux c'est. Le but ? Attiser les peurs, les angoisses, chez des gens fragilisés par les difficultés économiques, le fort taux de chômage, les déchirures familiales, susciter les fantasmes, créer des réactions de rejet.

Il s'agit de persuader les électeurs que la France est profondément engagée dans un processus de décadence. Livrée selon lui à la délinquance, à la drogue, à la corruption, et à la concurrence des pays du tiers-monde, *« la France va jouer son avenir, son existence, dans les quelques années à venir »*. Les coupables sont l'immigration et *« les politiciens français qui se sont succédé au gouvernement ces vingt dernières années »*. Gonflant les chiffres du chômage, ignorant volontairement la contribution de l'immigration dans les années de croissance, et son apport dans des professions boudées par les Français, Jean-Marie Le Pen affirme que, *« dans un pays où il y a six millions de chômeurs, les immigrés prennent le travail de Français »*, sans oublier d'ajouter que, *« dans le cas où ils ne travaillent pas, c'est pire, car ils vont vivre, ils vont être logés, leurs enfants vont être enseignés, certains de leurs délinquants seront en prison, tout cela aux frais des Français »*.

Devançant ceux qui le taxent de racisme, il lance : *« Je n'invective que les politiciens français coupables de trahir leur pays, d'être responsables de la politique d'immigration, de sa ruine économique... »* Ces politiciens, qualifiés de *« gauche caviar »* et de *« droite foie gras »*, sont accusés de *« trahison »*, d'*« abandon de souveraineté par soumission à l'idéologie européiste »*, d'ouvrir avec l'application du traité de Schengen *« la France à tous vents »*. S'en suit la sempiternelle thèse du complot, un *« complot tendant à établir la domination d'un nouvel ordre mondial. L'ordre de la Mafia et des gangsters »*. Il jette dans le même sac *« social-démocrate »* *« la droite qui est venue sur les positions idéologiques de la gauche et la gauche qui est venue sur les positions économiques de la droite »*. Quant à lui, il se présente comme *« seul nationaliste »*, *« le seul candidat du changement »*.

Le sauveur, c'est, lui dont le nom breton *« veut dire le chef »*. Lui qui a tout connu, *« la faim, la misère, le chômage »*, contrairement *« aux énarques Chirac, Balladur et Jospin »*. Lui qui a tout fait, la guerre d'Indochine, celle d'Algérie, *« et qui sait ce que c'est que de gérer une petite entreprise »*. Confortablement installé dans sa maison natale de La Trinité-sur-mer, où il a invité les journalistes, il insiste sur ses origines modestes, montre la photo de son père pêcheur, évoque le souvenir de sa mère agricultrice, veuve trop tôt, et qui, selon une biographie officielle en bandes dessinées, *« allait à l'école pieds nus, les sabots autour du cou pour ne pas les user »*. *« J'ai un contact avec mes compatriotes qu'aucun de mes concurrents ne pourra avoir parce que ce sont des hauts fonctionnaires »*, dit-il, ajoutant : *« Je ne m'adresse pas aux riches bourgeois du seizième arrondissement, je m'adresse, moi, aux Français qui sont actuellement malheureux, et il en est des millions. »*

AUX lendemains de son passage à « 7/7 », les sondages ont commencé à enregistrer une hausse des intentions de vote en faveur du candidat d'extrême droite. Pendant les quinze jours suivants, il était sur un petit nuage. Mais la stabilisation autour de 13 % (il avait obtenu 14,39 % des suffrages exprimés en 1988) a freiné son enthousiasme. L'annonce, le 6 mars, de la non-candidature de M. Barre, puis celle, le 7, de Valéry Giscard d'Estaing lui ont fait renoncer à son espoir *« d'arriver au second tour grâce à la dispersion des voix de la droite sur plusieurs candidats »*. Puis il y a eu le maintien de Philippe de Villiers dans la course à l'Elysée, auquel il faisait semblant de ne pas croire.

Entré dans la dernière ligne droite, Jean-Marie Le Pen appelle l'électorat de Philippe de Villiers à *« voter utile »* en lui accordant ses suffrages. Surtout, il concentre ses attaques contre son ennemi de longue date, Jacques Chirac. Depuis le début de sa campagne, Jean-Marie Le Pen mise sur la victoire d'Edouard Balladur, dont il souligne à l'occasion la *« courtoisie »*.

« Je crois que c'est un homme qui n'aime pas le conflit. Je le trouve plus rassurant pour la politique française », explique-t- il avant de lui rendre grâce pour l'avoir reçu plusieurs fois à Matignon comme les autres responsables de partis politiques français représentés à l'Assemblée européenne. Il fait savoir que, lors de ces rencontres, le premier ministre l'a écouté d'une oreille attentive plaider pour le rétablissement de la proportionnelle aux élections législatives.

Quelle n'a pas été sa déception de voir son poulain s'effondrer dans les sondages ! Une déception doublée de dépit avec la montée de Jacques Chirac, envers lequel il éprouve des sentiments haineux. Cela remonte au passage du maire de Paris à Matignon entre 1986 et 1988. Malgré les demandes appuyées de Charles Pasqua, Jacques Chirac avait refusé de rencontrer le leader d'extrême droite, et, selon la formule du maire de Paris, de *« pactiser avec le diable »*.

En 1988 *« il a préféré être battu sans le Front national qu'élu avec lui »*, reproche M. Le Pen, et *« aux dernières élections législatives il a fait ouvertement voter contre les candidats du FN »*. Pour Jean-Marie Le Pen, c'est la guerre ouverte. Chacun de ses discours est agrémenté d'un « spécial attaques Chirac », qui s'allonge à l'approche du scrutin. Il dénonce *« Chirac qui change trop souvent de visage »*, l'accuse de *« jouir de l'impunité dans l'affaire des HLM de Paris »* et d'avoir *« des responsabilités au moins égales à celles de Laurent Fabius »*, l'ex-premier ministre socialiste, dans l'affaire du sang contaminé. Chirac à l'Elysée, voilà un cauchemar que Jean-Marie Le Pen voudrait bien s'éviter.

Christiane Chombeau

Le Monde

Un Soudan peu fréquentable

SOMBRE palmarès pour le Soudan en matière de respect des droits de l'homme : il n'est pas une seule institution concernée, internationale, arabe ou africaine, qui ne l'accable de reproches. La liste est longue des griefs retenus, tortures *« flagrantes »* et *« systématiques »*, restrictions des libertés publiques, répression, discriminations ethniques et religieuses, voire esclavagisme.

Les autorités démentent toutes ces accusations et se disent victimes de malveillance et de complots. Au nom de l'islam, elles réclament le droit à la différence et ont inspiré la création d'une organisation islamique internationale des droits de l'homme. Comme si l'islam justifiait tous les abus. La guerre qui déchire le pays – entre le Nord, sunnite, et le Sud, chrétien ou animiste – depuis douze ans a bon dos, elle aussi : le gouvernement peut lui imputer bien des excès, surtout lorsque les rebelles ont la sinistre réputation de ne pas faire, eux non plus, dans la dentelle.

Les militaires qui ont pris le pouvoir en 1989 veulent aujourd'hui se donner un profil plus fréquentable. Le nouveau gouvernement compte davantage de civils, des ouvertures sont tentées en direction de l'opposition dont toutes les formations ont été dissoutes en 1989. Les premières élections générales viennent d'être organisées, selon un système pour le moins dirigiste.

Le régime du général Omar El Béchir a aussi accepté un cessez-le-feu provisoire avec les rebelles animistes et chrétiens du sud du pays, comme le lui avait demandé l'ancien président américain Jimmy Carter. Il leur a promis une amnistie et répète à qui veut l'entendre que pour faire la paix il faut être deux.

L'arrêt des hostilités est certes bénéfique pour les populations victimes de la guerre, qui devraient pouvoir bénéficier de l'aide humanitaire internationale. Il reste à vérifier s'il ne s'agira que d'un répit, qui permettra aux deux parties belligérantes de se refaire des forces. Le pays n'en est plus en effet à une trêve près, et, quel que soit le prestige d'un parrain comme M. Carter, un cessez-le-feu ne suffira pas à instaurer la paix.

Le Soudan est enfin accusé de prosélytisme islamiste. L'Ouganda et l'Erythrée s'en plaignent ; Khartoum dément et leur renvoie l'accusation de soutien à ses propres rebelles. Toutefois, ce ne sont pas de récentes déclarations iraniennes, selon lesquelles le Soudan est *« la porte de l'islam en Afrique noire »*, ni le soutien qu'apporte Téhéran à Khartoum, qui dissiperont le malaise. Le département d'Etat américain a d'ailleurs inscrit le Soudan sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

En somme, pour que l'aide internationale revienne et pour que les Occidentaux répondent aux appels à l'ouverture lancés par le régime de Khartoum, il faudrait davantage que des gestes de façade. D'autant que l'expérience des six dernières années a montré que les autorités soudanaises, non contentes de violer les droits de l'homme et des minorités, enfreignent allègrement leurs propres lois. Pour être fréquentable, le régime de Khartoum doit faire plus.

Le traitre fidèle
par Philippe Bertrand



Le vote, droit et devoir

VOTER est un droit. C'est aussi un devoir. La République doit, certes, faire le nécessaire pour en faciliter l'excercice, mais ce ne peut pas être au détriment de la qualité du choix démocratique. Le législateur a toujours été confronté à la difficulté de cet arbitrage. Traditionnellement, les électeurs qui ne pouvaient se rendre dans le bureau de vote où ils étaient inscrits avaient deux possibilités : le vote par correspondance et le vote par procuration. Force a été de constater que le premier était un instrument de fraude largement utilisé. D'où sa suppression lorsque la lutte contre cette fraude est devenue priorité.

Tous ceux qui se trouvent en vacances, en déplacement professionnel, malades ou qui, par attachement pour leur pays d'origine, ne sont pas inscrits là où ils résident, sont donc réduits à confier le soin de voter pour eux à un mandataire de confiance. Pour obtenir ce droit, la procédure est complexe et dépend, pour beaucoup, de la bonne grâce des agents de l'Etat qui sont chargés de l'accorder. D'où la difficulté que rencontrent ces jours-ci de nombreux citoyens.

Elle est d'autant plus préoccupante que le scrutin presidentiel a lieu, cette fois, en pleine période de vacances scolaires, moment choisi par de nombreux parents ou grands-parents pour prendre quelques jours de congés en compagnie de leurs enfants ou petits-enfants. Contrairement à ce que laissent entendre les chiraquiens, le choix des dates de scrutin ne relève pas d'une manœuvre de Charles Pasqua. Les délais strictement fixés par la Constitution ne laissaient pratiquement pas d'autre option au ministre de l'intérieur. En revanche, René Monory et Philippe Séguin sont dans leurs rôles de présidents des Assemblées lorsqu'ils demandent au garde des sceaux de veiller à ce que la volonté du législateur de faciliter ce vote par procuration soit correctement respectée par l'administration.

Indirectement, cette situation met en cause l'organisation du calendrier électoral. La plupart des élections ont lieu, en France, au mois de mars, c'est-à-dire à une époque sans un de ces week-ends transformés en « ponts », et où les électeurs en vacances sont peu nombreux. Le moment du scrutin présidentiel a été déterminé, lui, par la date du décès de Georges Pompidou en 1974. Voilà qui donne raison à ceux qui proposent une légère modification de la Constitution afin que le mandat du président de la République prenne systématiquement fin à la veille de l'ouverture, le 2 avril, de la session de printemps du Parlement.

Un effort peut être demandé, légitimement, aux Français qui ont la chance de pouvoir choisir démocratiquement leurs gouvernants. Est-il impensable de sacrifier un dimanche pour remplir son devoir de citoyen ? Il reste que les conditions de la vie moderne devraient permettre que l'administration s'adapte aux besoins et fasse preuve d'efficacité pour permettre à chacun d'user de son droit.

Le Monde est édité par la SA Le Monde [illegible] directoire et conseil de surveillance
Directoire : Jean-Marie Colombani, [illegible] ; Dominique Alduy, [illegible] ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, [illegible]

Rédacteurs en chef : [illegible]
Adjoints au directeur de la rédaction : [illegible], Laurent Greilsamer.
[illegible]

Manuel Lucbert, directeur du [illegible] ; Alain Fraus, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; [illegible], secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; [illegible], vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le nouveau défi climatique

Suite de la première page

Berlin, de ce point de vue, déjuge Rio pour excès de timidité et envisage une thérapie de choc qui se traduirait par l'instauration, dans deux ans, d'un protocole de réduction des émissions extrêmement sévère. Objectifs quantifiés et mesures concrètes (les experts ne cachent pas qu'il faudrait diminuer de moitié les émissions) qui, s'ils aboutissent, bousculeront les habitudes de production et de vie. Faut-il rappeler qu'il n'était question jusqu'à présent que de stabiliser les émissions de gaz à hauteur de celles de 1990 et que moins d'une dizaine de pays s'y étaient effectivement engagés ? Ce n'est donc pas à tort que le ministre de l'environnement, Michel Barnier, a cru discerner dans la réunion de Berlin *« un second souffle à l'esprit de Rio »*.

D'une certaine façon, la conférence de Berlin clôt la polémique scientifique qui entoure la question de l'effet de serre et qui a eu tendance, ces dernières années, à relativiser le phénomène. Les responsables de gouvernement n'évacuent certes pas les incertitudes quant au possible rôle régulateur des océans, de la circulation atmosphérique, des forêts ou de l'activité chlorophyllienne (*le Monde* du 24 mars). Mais en décrétant au plus haut niveau la mise en œuvre du principe de précaution, ils affirment la prééminence de la menace possible sur la certitude absolue. C'est, selon le professeur Bert Bolin, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, chargé par l'ONU du dossier scientifique, *« considérer la prévention des futurs changements climatiques comme une assurance »*. A Berlin, les gouvernements ont établi que le risque doit être prioritairement pris en compte et que rien, pas même le doute, ne saurait les en distraire.

OBJECTIFS DRACONIENS

Risque réel puisque, en raison de la croissance démographique et de l'intensification des activités économiques, les concentrations de gaz à effet de serre vont doubler dans les trente à quarante ans à venir – ils ont augmenté d'un tiers depuis la révolution industrielle – et qu'il n'existe aucune garantie pour que l'écosystème « digère » un tel choc. Risque global puisque l'élévation moyenne de la température terrestre modifierait les equilibres climatiques, aggravant les cycles des sécheresses et des inondations, repoussant vers les latitudes nord la ceinture céréalière de la zone tempérée, provoquant la baisse des rendements agricoles, précipitant les tendances à la désertification des territoires les plus peuplés de l'hémisphère Sud, y compris autour du bassin méditerranéen. Risque terrible puisque l'élévation du niveau des mers pourrait engloutir les deltas surpeuplés des grands fleuves d'Asie et d'Afrique ainsi que les petites îles coraliennes des océans. Au total, derrière la menace d'un effet de serre renforcé, c'est le spectre d'une déstabilisation économique et sociale généralisée qui se dessine et que la conférence de Berlin accrédite solennellement. Le possible devient alors le plus probable, et les politiques économiques devraient logiquement en être bouleversées. Ce sont en effet les principaux moteurs de la production et des échanges qui se retrouvent sur le banc des accusés : l'alimentation et la consommation énergétique à base de charbon et de pétrole, les méthodes de l'agriculture intensive, l'usage dominant des camions et des voitures pour transporter les marchandises et les individus, principaux vecteurs des gaz à effet de serre.

C'est bien là que le problème commence. Comment atteindre des objectifs draconiens de réduction d'émission de gaz alors que la demande énergétique est partout en constante augmentation et que, par exemple, le transport de fret par camion va doubler en Europe d'ici une vingtaine d'années ? A quel prix et dans quelles conditions les pays développés (qui, avec moins de 20 % de la population mondiale, produisent près de la moitié des rejets de gaz carbonique) peuvent-ils reconvertir leur appareil énergétique et modifier leurs choix de moyens de transport de manière à inverser la tendance à la concentration des gaz à effet de serre ? Technologiquement, de la diversification des sources d'énergie à la généralisation du ferroutage, ils le peuvent. Politiquement, le voudront-ils ? Cela suppose de violentes secousses structurelles qui n'épargneront pas les individus, avec la multiplication des écotaxes et la restriction de l'usage de la voiture particulière.

Comment, par ailleurs, refuser aux pays du Sud (qui constitueront les neuf dixièmes de la population mondiale dans un demi-siècle) les moyens de se développer à l'image des pays du Nord, comment leur interdire les voies que les pays occidentaux ont empruntées sans contraintes ? Rien ne serait pourtant plus suicidaire, pour eux-mêmes et pour l'humanité tout entière, que des pays-continents surpeuplés comme la Chine ou l'Inde se lancent tête baissée dans des modes de production et de transport « énergivores » et polluants.

On comprend qu'à Berlin les responsables gouvernementaux se soient donné deux ans pour établir un protocole mondial. La réduction (et non plus la stabilisation) des gaz à effet de serre pose un double enjeu de salubrité universelle : celui, pour le Nord industriel, de maîtriser ses modes de production et de vie dans le sens de la modération et de la diversification ; celui, pour le Sud, de renoncer à copier le modèle de développement dominant, impossible à généraliser, et d'en inventer un autre, à la mesure de ses conditions démographiques, géographiques et culturelles. C'est, au bout du compte, à un autre type de mondialisation auquel Berlin invite la planète, celui du développement durable de l'humanité.

Jean-Paul Besset

RECTIFICATIF
BORDEAUX

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées 2-3 avril, Martine Moulin-Boudard n'est pas adjoint à la culture de la mairie de Bordeaux (Gironde), mais conseiller municipal délégué aux affaires juridiques et au contentieux.

AU FIL DES PAGES/Politique

S'il faut en rire...

LE parti d'en rire est l'un des plus anciens de l'histoire politique. Qu'il s'exprime ouvertement ou sous le manteau, il a toujours contrebalancé le discours officiel et, dans cette fonction contestataire, sa virulence s'accroît quand son modèle et sa cible perdent en crédibilité. La politique politicienne se prête davantage à la satire, et la politique-spectacle génère une contestation qui emprunte pareillement à la mise en scène. On passe ainsi de la versification chansonnière à l'imitation caricaturale, du mot d'esprit à la dérision, de l'évocation allusive à la personnalisation des marionnettes.

La dérision, comme procédé comique, n'est pas nouvelle, mais elle a pris une dimension qui caractérise l'époque. Sous cette forme, la critique politique traduit moins l'indignation ou le scepticisme qu'une sorte de rejet global, sans autre référence avouée que celle de l'incrédulité érigée en système. On en découvre les audaces dans l'irrévérence, l'acuité, la vulgarité ou la méchanceté, on en perçoit les limites qui sont celles, lorsque retombe le rire, de l'outrance et du vide. Le rire, au moins, y gagne en liberté et ce qui reste d'une révérence sociale y perd quelques plumes supplémentaires. On ne s'en plaindra pas.

Roland Bacri, le petit poète du *Canard enchaîné*, reste fidèle à la versification pour tenir, à la manière de plusieurs de ses confrères en poésie, la chronique du mitterrandisme, ce qui lui permet de consacrer à Edouard Balladur *« un poème élu à rien »* (*Les Métamorphoses de la rose*, Editions du Rocher, 180 pages, 99 F). Guy Bedos est, sur scène, un maître de la dérision, dont les valeurs de référence sont, toutefois, identifiables et assumées. Il publie *Journal d'un mégalo* (Seuil, 127 pages, 59 F.), recueil de chroniques déjà parues pour partie dans *Libération*. A voir tant de gens se mépriser et se détester autour de lui, l'auteur craint d'être dégoûté de la méchanceté : qu'il se rassure, il résiste bien dans cette forme d'interpellation publique qui lui est propre. Sa mégalomanie revendiquée le porte à revendiquer pour lui seul ce rôle, et à refuser à d'autres le droit de jouer sur le terrain de la contestation morale.

**Une mine d'informations inédites,
dont on penserait
qu'elles relèvent du canular
si la campagne électorale,
par certains aspects,
ne les accréditait pas.**

Les Jalons, collectif de provocateurs rassemblés autour de Basile de Koch, dangereux spécialistes du pastiche *(lire page 30)*, récidivent avec *Les Dossiers secrets des présidentiables* (Michel Lafon, 119 F). Ils nous livrent, en fac-similé, les fiches que Charles Pasqua avaient demandées aux renseignements généraux d'établir sur les présidentiables possibles, au début de la course à la présidence. On ne saurait douter de l'authenticité de ces documents, tant leur présentation sent la bonne vieille administration. Au reste, les annotations manuscrites du ministre de l'intérieur la confirment. Il y a là une mine d'informations inédites (le passé hippie de Philippe de Villiers, par exemple), dont on penserait qu'elles relèvent du canular si la campagne électorale, par certains aspects, ne les accréditait pas.

En tout, il faut prévoir le pire. Aussi Pierre Antilogus et Philippe Trétiack, assistés du dessinateur Cabu, proposent-ils aux démocrates un manuel-mode d'emploi pour se préparer au régime qu'instaurerait Le Pen, si le bonheur d'être président lui arrivait. *Bienvenue au président Jean-Marie* (Payot, 227 pages, 75 F) explique comment il faudrait penser, paraître et collaborer dans une telle éventualité. Les auteurs ont poussé le pessimisme jusqu'à la question sexuelle, qui ne manquerait pas, bien sûr, d'être rendue à ses vraies valeurs.

C'est aussi un manuel que propose Jean-Loup Chiflet à l'intention du futur président de la République : *Elysée, cours élémentaire, 1re année* (J.-C. Lattès, 114 pages, 89 F) explique comment il faut se comporter dans cette fonction, en mêlant savoureusement les authentiques bons conseils et d'autres recommandations plus farfelues. Il y a même une brève initiation à la langue de bois, mais, sur ce sujet, on se reportera au travail plus complet de Geoffroy Lin"yer, *Dictionnaire de la langue de bois en politique* (Les Belles Lettres, 223 pages, 95 F). La langue de bois est aussi recensée et commentée, sous la forme d'un dictionnaire ironique, par Philippe Vandel, sous le titre *C'est mon avis et je le partage* (Grasset, 250 pages, 110 F) Voilà qui nous rapproche du *Bêtisier des présidentiables* (Editions du Rocher, album de 108 pages, 119 F) de Dominique Lacout, illustré par Gégé. Le même éditeur publie une *Histoire de France selon Bernard Tapie*, de Lagare et Mouchard (dessins de Riss), qui permet au bateleur national d'intervenir là où on ne l'attendait pas : l'histoire de France en a vu d'autres !

André Laurens

La Palestine est-elle un bantoustan ?

par Alain Joxe

IL faut lancer un cri d'alarme aujourd'hui sur *la situation créée* dans les territoires palestiniens par la politique d'atermoiement et d'usure suivie de fait par les autorités *israéliennes*. Celles-ci poussent à *l'explosion sociale* dans les territoires occupés ou libres.

Les accords du Caire ne sont pas respectés. La libération des prisonniers, la fin de l'occupation, les élections palestiniennes, tout cela avait été prévu pour août 1994. Certes, le gouvernement israélien, en période préélectorale, manœuvre au plus près avec la fraction *religieuse*, sous pression des extrémistes fascisants importés d'Amérique. Mais les atermoiements produisent la montée des fondamentalistes, qui provoque à son tour la montée du Likoud. M. Rabin gère une *« self fulfilling prophecy »*, qui mettra les travaillistes sur la touche. S'il tient toujours pour la paix, il doit donc reprendre une carrure d'homme d'Etat, et cesser de tout renégocier comme si l'on pouvait tirer encore des avantages des Palestiniens, qui n'ont plus rien à donner.

Ceux-ci avaient salué positivement les accords de paix à une grande majorité ; ils sont réduits aujourd'hui à l'extrême nécessité. Leur situation économique et psychologique est bien pire que lors de l'Intifada. Sans Etat et sans armée, ils ne peuvent évidemment pas garantir à Israël sa sécurité, alors même que la légitimité de l'autorité palestinienne est érodée à chaque instant par les exactions que s'autorisent les Israéliens en tant que puissance occupante. Sur les deux cent mille jeunes qui ont connu les prisons israéliennes pendant l'Intifada et dans les familles, toutes endeuillées par les enfants morts pendant le soulèvement, on trouvera toujours bien quelques dizaines de désespérés qui feront les kamikazes sans être désapprouvés par le peuple, à moins que tout n'entre de nouveau dans la logique de la paix. Exiger du vaincu épuisé qu'il assure la sécurité du vainqueur en pleine forme, voilà vraiment une stratégie stupide ou qui cache autre chose.

Deux hypothèses s'affrontent donc pour expliquer la stratégie israélienne : 1) La société politique israélienne est devenue incapable de sortir mentalement d'un niveau d'action « tacticien local » ; elle ne perçoit plus son propre intérêt stratégique et s'aveugle sur de petits avantages immédiats. 2) La stratégie israélienne pousse en fait au renforcement des évictions, à la répression d'une explosion et à l'instauration d'un régime d'apartheid.

Première hypothèse : Israël s'enferme dans une tactique territoriale myope, on peut même dire dans un esprit de spéculation immobilière qui sous-tend actuellement une quantité extraordinaire de mesures micro-économiques et micro-policières à l'échelle des deux micro-pays entremêlés.

Toute la politique immobilière et militaire d'Israël et de Tsahal, dans les territoires occupés et à Jérusalem, aboutit à diviser les statuts des territoires, à multiplier les statuts personnels des habitants, à monopoliser au profit des seuls colons israéliens les terrains à construire ou à cultiver, déclarés *« terrains militaires »* s'il le faut, et à rendre ainsi insupportablement compliqués l'habitat et la survie économique de la société. Cette tendance *« main basse sur la ville »* *s'est accentuée grâce aux nouveaux* systèmes d'éviction qu'autorisent les différences de statuts des cinq territoires palestiniens.

> Exiger du vaincu épuisé qu'il assure la sécurité du vainqueur en pleine forme, voilà une stratégie stupide ou qui cache autre chose

● **Jérusalem** : la limite entre Jérusalem (annexée) et la Cisjordanie est devenue semi-étanche pour les habitants comme pour les véhicules immatriculés en Cisjordanie. Ceux-ci ne peuvent se rendre à Jérusalem arabe qu'avec une autorisation à renouveler tous les trois mois et qui est annulée à chaque décision militaire de « fermeture » des territoires. Coupée de son *hinterland*, Jérusalem arabe est économiquement étranglée.

● **Le « Grand Jérusalem »** : périmètre technique, dessiné par une commission d'urbanistes depuis quelques années, il constitue une zone d'extension des quartiers israéliens dits « colonies de peuplement » qui ont continué à proliférer en 1994 ; il définit une zone d'annexion *de facto*, repoussant loin en Cisjordanie arabe la frontière de l'emprise israélienne.

● **La Cisjordanie** : elle est tout entière aujourd'hui balisée et hachurée par des colonies israéliennes – perchées sur des collines en position de villages fortifiés – et *par les routes de sécurité qui les* relient. Les pompages d'eaux profondes au profit des villes et des plantations israéliennes rendent de plus en plus difficiles les cultures traditionnelles. Grâce aux techniques d'éviction, Israël est « propriétaire » de 70 % du territoire cisjordanien et a déjà violé tactiquement l'engagement stratégique souscrit, à savoir d'échanger la paix contre des territoires et de la souveraineté.

● **Jéricho** est un minuscule confetti libéré, sans accès à la Jordanie par le pont Allenby, sur le Jourdain, et sans accès à la route qui longe la mer Morte. Cette route est toujours une route militaire fortifiée et barbelée. Le tourisme et la baignade n'y sont autorisés, sur le parcours palestinien, que sur trois plages appartenant à des kibboutz. Comme la paix avec la Jordanie est signée, la vallée du Jourdain et la mer Morte restent des éléments d'un dispositif destiné moins à défendre Israël qu'à cerner complètement les espaces palestiniens en leur refusant toute frontière avec le monde extérieur.

● **Le statut de territoire libéré de la bande de Gaza** – un million *d'habitants, deux cents lits* d'hôpital, 60 % de réfugiés, privée de port et d'aéroport – est certes différent de celui de la Cisjordanie, mais l'encerclement militaire permanent est en place. Partout, sauf cas de blocus – acte de guerre, – la haute mer est libre, par définition. A Gaza, elle est interdite aux marins-pêcheurs : tout le monde peut voir à l'horizon quatre vedettes is*raéliennes patrouillant en perma*nence. Elles arraisonnent et séquestrent les embarcations qui, par erreur, franchissent la ligne fixée.

Côté terre, 60 % de la surface de la bande sont toujours occupés par des cultures israéliennes, qui bénéficient, sous protection militaire, d'une extra-territorialité économique et politique. Gaza a fonctionné depuis des années comme « marché aux esclaves » et zone de sous-traitance israélienne, et n'a ni ne souhaite encore aucune autonomie économique. Le « siège de Gaza », qui a commencé avec l'Intifada, se poursuit donc sans difficulté.

La zone ne peut exporter sa main-d'œuvre ou ses produits qu'en Israël. Les travailleurs admis sont tombés de 50 000 avant l'Intifada à 5 000 aujourd'hui. Un régime de représailles s'abat sur la population par bouclage total en cas d'incident violent en Cisjordanie. Chaque jour de fermeture provoque des pertes désastreuses par suspension des activités économiques. Les Israéliens ont laissé s'infiltrer des armes au moment de leur départ. Mais la guerre civile entre Palestiniens n'a pas eu lieu, grâce à la solidarité qui demeure entre anciens de l'Intifada et au tissu de l'organisation syndicale qui groupe toutes les tendances.

Conclusion : il est impossible de maintenir et même de renforcer toute cette dynamique d'éviction et d'encerclement et, en même temps, de préparer vraiment le re*trait des troupes d'occupation, les* élections et l'établissement d'une autorité et d'une économie palestinienne viables.

D'où la deuxième hypothèse, de plus en plus vraisemblable : les Israéliens n'ont aucune intention réelle d'appliquer les accords et ils se préparent à tout autre chose, en se gaussant, en quelque sorte, des garanties de la communauté internationale. Quel est ce projet ? Ceux qui, comme moi, ont étudié l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid reconnaissent en action le modèle stratégique du bantoustan. Dans le dispositif territorial, dans les contraintes personnelles policières qui s'opposent à la libre circulation et au libre établissement des personnes et des biens et dans la manipulation permanente de ce qui peut créer la discorde chez l'ennemi, on retrouve des traits évidents d'une volonté de ségrégation et de parcellisation qui doit mener non pas à la « paix », mais à la transformation des Palestiniens en un peuple étranger sur sa propre terre et statutairement inférieur.

Un pays toujours vainqueur qui n'est pas capable de conclure une paix souffre d'un défaut politique alarmant. Il serait temps que les Israéliens méditent sur le sens profond de la vieille formule romaine, fondement de toute éthique diplo*matique et aussi de toute stratégie* politique : *pacta sunt servanda* (il faut respecter les traités).

La tendance européenne est en ce moment de freiner les crédits promis aux Palestiniens. Cette réaction n'est pas dirigée contre eux : simplement, il n'est pas question pour l'Europe de financer indirectement par des apports à fonds perdus, sans perspective de paix, la stratégie sécuritaire israélienne, considérée comme une impasse. Si la paix revient, Israël pourra créer, en symbiose avec ce qui dans le monde arabe aspire vigoureusement à la modernité, une vaste zone de développement. Si, au contraire, la société israélienne considère comme un acquis son statut exceptionnel d'économie subventionnée, et tente sur cette base la création d'une société de servage, selon une formule de plus en plus archaïque, elle perdra l'appui du système international.

Alain Joxe *est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).*

Israël doit accepter le TNP

par Aly Maher El Sayed

AVEC l'approche de la tenue de la conférence internationale pour la prorogation du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) prévue à partir du 17 avril à New York, le débat s'intensifie et semble prendre, au Moyen-Orient, la forme d'une confrontation entre l'Egypte et Israël.

L'Egypte en effet ne peut pas accepter la prorogation illimitée de ce traité si tous les Etats de la région – y compris Israël – n'y adhèrent pas. Cette position – *souvent mal comprise – dérange* ceux qui ne comprennent pas la logique qui la motive et, partant de là, accusent Le Caire de susciter des problèmes qui sèment la *discorde*. On reproche à l'Egypte de refuser le TNP, de mettre en danger cet important instrument qui fait partie d'un système de désarmement international et d'avoir une attitude anti-israélienne.

La vérité est tout autre.

L'Egypte est l'un des Etats qui appuient pleinement et sans équivoque ce traité, son esprit et sa lettre, ses buts et ses principes. Dès 1968 le gouvernement égyptien, conscient des dangers que constitue l'arme nucléaire pour la paix et la sécurité internationale, *a été l'un des premiers* à signer le traité ; en 1974 l'Egypte a proposé à l'Assemblée générale des Nations unies que le Moyen-Orient devienne une *zone dénucléarisée*. En 1990, le président Moubarak a poussé la proposition égyptienne encore plus loin en proposant de faire de notre région une zone exempte de tous les armements de destruction massive, qu'ils soient biologiques, chimiques ou nucléaires.

Ce qui cause problème, c'est le refus d'Israël de se joindre au TNP et sa volonté de poursuivre un programme nucléaire militaire qui met en danger non pas uniquement la sécurité nationale égyptienne ou la sécurité nationale arabe, mais qui menace le principe même de la non-prolifération dans le monde. En réalité, la motivation de l'Egypte est de faire respecter le principe de l'universalité du traité. Et ce souci ne devrait pas être celui de l'Egypte ou des seuls pays arabes, mais de toutes les puissances qui croient en l'importance de la non-prolifération. Car accepter une exception au principe de l'universalité serait ouvrir la porte à des dérogations et à des aventures qui signifieraient l'écroulement de tout le système de non-prolifération. Pour nous Egyptiens, ce traité, avec son mécanisme d'inspection et ses garanties, constitue un tout qui doit s'appliquer à tous sans exception. Il ne s'agit donc pas d'un problème bilatéral entre l'Egypte et Israël, mais plutôt d'une préoccupation majeure de la communauté internationale face au refus d'Israël d'adhérer au TNP. Qui plus est, l'Egypte n'aborde pas ce problème dans un esprit de confrontation ou de controverse rigide mais, dans le cadre de notre démarche pour une paix durable et pour un Moyen-Orient où régneraient la sécurité et la stabilité pour tous.

> L'Egypte ne peut pas accepter la prorogation illimitée du traité de non-prolifération nucléaire si tous les Etats de la région n'y adhèrent pas

Nous souhaitons parvenir à une formule qui prenne en compte *les préoccupations de sé*curité des Etats arabes aussi bien que d'Israël. Une négociation a été commencée en ce sens entre les gouvernements israélien et *égyptien*, qui, même si elle rencontre des blocages, doit continuer. Il y a de la part de l'Egypte une réelle volonté politique d'œuvrer avec Israël, et non pas contre Israël, pour éviter à la région les dangers de la prolifération nucléaire.

Le fait qu'Israël possède un arsenal nucléaire crée un déséquilibre militaire et stratégique grave pour l'avenir de la région. L'Etat hébreu détiendrait aujourd'hui, nous dit-on, plus de cent têtes nucléaires ; en outre, il aurait achevé un programme de miniaturisation qui lui permet un emploi ponctuel de cette arme. D'ailleurs, Israël, dans le passé, aurait déjà envisagé, par une « option Samson », de renverser le temple sur ses ennemis, et peut-être sur elle-même, en ayant recours à l'utilisation de l'arme nucléaire.

Avoir un voisin – ami ou ennemi – qui a la capacité de détruire *plus de dix fois les Etats de la ré*gion et de causer un maximum de dégâts risque de déclencher une course aux armements nucléaires, ouvre la voie à un marché noir de la technologie nucléaire et pousserait certains à avoir recours à des armes chimiques ou biologiques comme riposte ou comme contrepoids à l'arme nucléaire.

C'est pour éviter ce danger que l'Egypte défend l'idée d'une zone exempte de tous les armements de destruction massive avec un système de contrôle efficace et garanti.

D'ailleurs, si le temps de la paix est venu, pourquoi refuser d'envisager d'adhérer au TNP ? Si nous parlons paix et réconciliation, coopération et avenir *commun, pourquoi un pro*gramme nucléaire militaire ? Posséder un arsenal nucléaire constitue une tentation d'avoir recours à la guerre ou de mena*cer de le faire...*

Ainsi, ce qui nous préoccupe n'est pas telle ou telle clause du TNP, mais l'existence d'un programme nucléaire israélien qui refuse de se soumettre à la vérification et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire ou aux clauses du traité.

La sécurité d'Israël n'est pas en cause. L'Etat hébreu a déjà prouvé qu'il avait les moyens, en utilisant son armement conventionnel perfectionné, de se défendre, voire d'attaquer, d'occuper des *territoires, d'imposer des blocus* maritimes...

Le refus par Israël du TNP est incompatible avec la paix et avec le nouveau Moyen-Orient auquel nous aspirons. La poursuite du programme nucléaire israélien constitue une véritable épée de Damoclès suspendue sur la tête des Etats avoisinants. Accepter de proroger *sine die* le traité sans l'adhésion d'Israël signifierait reconnaître à Israël un droit d'hégémonie et de domination perpétuelles sur toute la région. Nul Etat de la région n'est prêt à l'accepter.

C'est ce qui explique que Le Caire, qui est totalement favorable à la prorogation du traité dans le respect du principe d'universalité, n'est pas prêt à le faire *sans un engagement solennel*, clair et sans équivoque de la part d'Israël d'y adhérer dans un délai acceptable, à partir de la signature des accords de paix.

L'Egypte, qui a mis en route le processus de paix et qui s'est investie pour le succès de ce processus, n'a pas à fournir de preuves supplémentaires de sa bonne foi et de ses intentions pacifiques ; nous continuons d'espérer qu'Israël réagira d'une manière positive nous permettant de trouver la formule qui – tout en assurant sa sécurité – ne piétinera pas celle des autres et ne mettra pas en danger tout l'édifice de désarmement mondial. Il est difficile de comprendre que le groupe de travail qui, dans le *cadre des négociations de paix* multilatérales, examine les problèmes de sécurité puisse être empêché par un veto israélien de discuter des moyens de préserver le Proche-Orient des graves dangers de la prolifération nucléaire.

Aly Maher El Sayed *est ambassadeur d'Egypte en France.*

Le mirage de la contre-prolifération

par Pascal Boniface

LA non-prolifération des armes nucléaires, qui consiste à freiner ou à empêcher l'apparition de nouvelles puissances dotées d'armes nucléaires, est devenue l'urgence prioritaire de l'agenda stratégique. A New York, une conférence internationale en débattra à compter du 17 avril, avec comme *objectif la prorogation* du traité de non-prolifération (TNP), qui a été signé en 1970 pour une durée de vingt-cinq ans.

Dans ce contexte s'est développée aux Etats-Unis une polémique sur la contre-prolifération, lancée par Les Aspin en 1993, du temps où il était secrétaire à la défense. Cette idée est aujourd'hui considérée comme la principale initiative de Bill Clinton en matière stratégique.

Il est difficile de savoir ce que recouvre exactement ce terme de contre-prolifération. On a pu y voir le signe d'une nécessité pour l'administration Clinton d'en faire plus que les précédentes ou encore le souci du Pentagone de jouer un rôle en matière de non-prolifération, une chasse gardée du département d'Etat.

Mais le terme implique une politique plus active que celle de la *non-prolifération*. Ainsi a-t-on pu voir la tentation des Américains de s'autoproclamer juge de paix en matière de non-prolifération, en se donnant les moyens de détruire – par des actions préventives et unilatérales – les programmes nucléaires des pays en développement.

De deux choses l'une, en effet. Soit il ne s'agit que d'un nouveau nom donné à la politique déjà ancienne de non-prolifération et, dans ce cas, ce n'est ni neuf ni habile. Soit, et c'est plus probable, la contre-prolifération est un élément nouveau, qui vient s'ajouter à la politique existante en matière de non-prolifération par le moyen de « frappes chirurgicales », et elle serait alors éminemment critiquable.

En raison du précédent du raid israélien sur les installations nucléaires irakiennes de Tamuz en 1981, les pays du tiers-monde estimeront que la contre-prolifération ne pourra s'exercer que contre un pays du Sud. On imagine mal une « frappe » américaine contre des sites nucléaires japonais, dans le cas où ce pays choisirait une telle filière. Plus encore, on peut penser que ce type de « frappe » ne pourrait concerner qu'un pays relativement faible : malgré des menaces initiales de « frappe » sur les installations nucléaires nord-coréennes, les Américains ont finalement préféré négocier avec Pyongyang. L'affirmation d'une politique de contre-prolifération pourrait donc donner l'illusion d'une solution militaire aux problèmes de dissémination nucléaire. Cette illusion est dangereuse parce qu'elle est irréelle et qu'elle rend plus difficile l'émergence d'une solution politique.

La contre-prolifération serait l'aveu cynique que seul le rapport de force compte. Il est difficile de demander le respect du TNP et de violer le droit international de l'autre. Car, sur le plan du droit, rien ne justifie une « frappe » préventive menée unilatéralement par une puissance sur les sites nucléaires d'un autre pays, qu'il soit partie prenante ou non au TNP. Les Etats-Unis n'ont pas à se poser en juge et en gendarme dans la lutte contre la prolifération : il existe des formes légales de sanction par le biais du Conseil de sécurité de l'ONU. En ce sens, la contre-prolifération serait une politique à court terme. Elle risque de radicaliser les pays du Sud dans leur opposition au monde occidental et de compromettre les efforts à long terme sur la non-prolifération.

Un tel débat a traversé l'Atlantique et il commence de s'ouvrir en France. La contre-prolifération pourrait être le nouveau cheval de bataille de ceux qui veulent modifier la dissuasion française et doter la France d'armes nucléaires d'emploi. Il est bon de leur rappeler que cette solution a été, l'an dernier, écartée par le Livre blanc sur la défense.

Pascal Boniface *est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) à l'université Paris-Nord.*

AUTOMOBILE A soixante-dix-sept ans, Kirk Kerkorian, le milliardaire californien, lance une OPA sur Chrysler, le troisième constructeur automobile américain, dont il détient déjà 10 % du capital. La direction de la société a décidé de refuser cette offre dont le montant atteint 22,8 milliards de dollars (100 milliards de francs). ● SI L'OPÉRATION aboutit, il s'agira de la deuxième plus forte OPA enregistrée à Wall Street. ● L'HOMME D'AFFAIRES a notamment possédé la Metro-Goldwyn-Mayer (MGM) avant de la revendre à Giancarlo Parreti et qu'elle n'échoue ensuite dans les mains du Crédit lyonnais. ● SA STRATÉGIE sur Chrysler est obscure. La société ne peut être revendue « par appartements » pour réaliser une plus-value, et un retournement de cycle est attendu dans le secteur de l'automobile aux Etats-Unis.

Kirk Kerkorian convoite Chrysler pour plus de 100 milliards de francs

Si le milliardaire américain concrétise son projet d'acquisition du troisième des constructeurs de Detroit, il s'agira de la deuxième plus forte OPA réussie de l'histoire de Wall Street

TRACINDA, la société du millionnaire américain Kirk Kerkorian, a lancé mercredi 12 avril une opération publique d'achat (OPA) sur Chrysler, le troisième constructeur automobile américain. Si elle devait aboutir au prix proposé de 55 dollars l'action, cette offre, qui porte sur environ 90 % du capital de la société (Kirk Kerkorian avec 10,16 % est le principal actionnaire de Chrysler), valoriserait la société à 22,8 milliards de dollars (soit 114 milliards de francs).

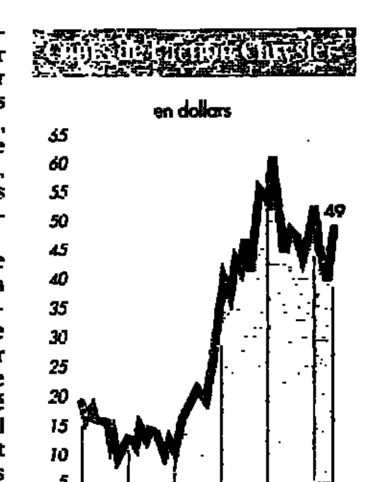
L'annonce de l'opération, en pleine ouverture du Salon automobile de New York, a cueilli à froid Robert Eaton, PDG de Chrysler, sur le point d'entamer une conférence de presse. Il n'eut que le *temps de sauter dans un avion* pour regagner le siège de sa compagnie, à Detroit, réunir les membres de sa direction et décider, dans la soirée, de refuser l'offre en estimant qu'elle entraînerait la société dans une aventure à l'issue incertaine.

Compte tenu des liquidités de Chrysler (environ 5,5 milliards de dollars) et de sa participation dans la firme (correspondant à environ 2 milliards de dollars), Kirk Kerkorian a affirmé que le financement extérieur nécessaire au bouclage de l'opération ne porterait que sur la moitié de la somme. Le milliardaire aurait déjà des alliés. En tête, Lee Iaccoca, l'ancien patron de Chrysler, à l'origine de son redressement au début des années 80 grâce, en premier lieu, à un prêt des pouvoirs publics américains (remboursé par anticipation). M. Iaccoca, qui racheta American Motors et ses Jeep à Renault en 1987, a toujours gardé rancune au conseil d'administration de Chrysler de l'avoir détrôné en 1992, dans sa soixante-septième année, lui *préférant Robert Eaton, âgé alors* de cinquante-deux ans, ancien responsable de General Motors Europe. Aujourd'hui, il serait prêt à mettre 50 millions de dollars dans l'OPA.

Les milieux d'affaires américains misent aussi sur l'arrivée d'un grand constructeur mondial. Le spectre d'un Japonais semble poindre derrière le milliardaire californien. La dépréciation du dollar face au yen et l'obligation pour tous les constructeurs nippons d'être présents aux Etats-Unis, plaident en ce sens. Les OPA ne sont pas dans la culture nipponne, mais, en l'occurrence, un Japonais ne serait que l'allié de Kirk Kerkorian qui, lui, mènerait la charge.

Les motivations du milliardaire n'apparaissent pas clairement. La recherche de synergies industrielles ne peut expliquer l'OPA que si l'hypothèse d'un allié du secteur automobile se vérifie. Une revente « par appartement » de la société est exclue. A l'inverse de General Motors et de Ford, Chrysler est concentré sur l'automobile depuis *la cession en 1990 de ses activités* dans le secteur spatial et la défense.

Kirk Kerkorian pourrait aussi espérer faire remonter le titre en bourse. Malgré les excellents résultats de Chrysler (3,7 milliards de dollars en 1994) et une des trois meilleures rentabilités mondiales (2 100 dollars par véhicule, soit plus de deux fois que celle de Ford) dans l'automobile, avec BMW et Renault, le cours de l'action est tombé de 60 dollars en mars 1994 à 42 dollars un an plus tard, avant de passer sous les 40 dollars à la fin de la première semaine d'avril.



Le "raider" texan Kirk Kerkorian a acquis ses premières actions Chrysler en décembre 1992 à un cours de 12 dollars.

Après trois années de prospérité, le marché automobile américain serait sur le point de fléchir. Ce qui, malgré la bonne santé de Chrysler et le succès de sa nouvelle voiture, la Neon, tire le titre à la baisse. L'annonce de L'OPA a donné un coup de fouet au titre, qui a grimpé à 52 dollars en début de séance à Wall Street mercredi 12 avril avant de revenir à 49 dollars. Le milliardaire pourrait en profiter pour céder ses titres. Mais le cours de l'action redescendrait. Il affirme, au contraire, vouloir développer la marque à l'étranger, où elle est sous-représentée. Il pourrait aussi, selon le *New York Times*, conserver Chrysler pendant la phase basse du cycle, et revendre la firme au prochain redressement du marché.

Gilles Bridier

Les OPA géantes

● Si le rachat de Chrysler, estimé à 22,8 milliards de dollars (110 milliards de francs), est mené à son terme par le milliardaire Kirk Kerkorian, il s'agira de la plus grosse acquisition réalisée aux Etats-Unis depuis la reprise de RJR Nabisco par KKR (Kohlberg, Kravis, Roberts) pour 24,53 milliards de dollars (157 milliards de francs de l'époque) en 1988. Le précédent record était alors détenu par la prise de contrôle de Gulf Oil par Chevron en 1984 pour 13,4 milliards de dollars (120 milliards de francs de l'époque). Mais la grande période des batailles boursières remonte à la fin des années 80. Le krach d'octobre 1987 avait offert l'occasion aux investisseurs de lancer des offres publiques d'achat (OPA) spéculatives et d'une taille sans précédent à New York, à Tokyo et à Londres.

● On peut placer dans cette catégorie le rachat de Taiyo Kobe Bank par Mitsui Bank, en 1989, pour 19,9 milliards de dollars (126,9 milliards de francs), ou celui de Standard Oil par British Petroleum pour 7,9 milliards de dollars en 1987. On peut y ajouter les acquisitions de Warner par Time Inc., en 1989, pour 14 milliards de dollars (89,3 milliards de francs), et de Squibb par Brystol-Myers, toujours en 1989, pour 11,5 milliards *(60 milliards de francs)*.

● Une nouvelle vague d'acquisitions en Bourse s'est développée aux Etats-Unis et en Angleterre depuis deux ans, mais dans une logique cette fois nettement plus industrielle. On peut citer pêle-mêle : la prise de contrôle de McCaw Cellular par AT and T, en 1994, pour 12,3 milliards de dollars (67,7 milliards de francs), celle de Paramount Communications par Viacom, la même année, pour 10 milliards de dollars (55 milliards de francs), et toujours en 1994 l'achat d' American Cyanamid par American Home Products pour 9,7 milliards de dollars (53,4 milliards de francs).

● Enfin, en 1995, dans la pharmacie, *Glaxo a acquis Wellcome* pour 15 milliards de dollars et dans l'armement Lockheed a payé 10 milliards de dollars pour mettre la main sur Martin Marietta.

« Capitaine Kirk », le capitaliste-aventurier

NÉ IL Y A soixante-dix-sept ans, le milliardaire californien Kirk Kerkorian parti à l'assaut de Chrysler est un homme d'affaires hors normes, secret, imprévisible, *souvent comparé au mythique* Howard Hughes. Celui que les journaux américains surnomment « Capitaine Kirk » est l'archétype du capitaliste-aventurier, du raider dans la grande tradition, du joueur de poker avec des mises de centaines de millions de dollars. Et il gagne ! Il a réussi le tour de force de vendre deux fois sa compagnie aérienne (Trans International Airlines) et trois fois la Metro Goldwyn Mayer (MGM), le célèbre studio hollywoodien dont a fini par hériter le Crédit lyonnais ! C'est d'ailleurs en utilisant le produit de la vente de la MGM à Giancarlo Parretti – en fait l'argent du Crédit lyonnais – qu'il est entré subrepticement en décembre 1990 dans le capital de Chrysler pour en devenir le principal actionnaire. Il possède un des plus grands hôtels-casinos de Las Vegas – 5 000 chambres – et a construit à côté un parc d'attractions de 20 hectares digne de Disney World. Il a bâti le premier hôtel géant de la ville, le Hilton, qui a mystérieusement brûlé en 1980. Mais la grande spécialité de M. Kerkorian, ce sont les coups boursiers d'envergure *via* sa société d'investissement Tracinda corp. baptisée du prénom de ses deux filles Tracy et Linda.

Kirk Kerkorian, qui a transformé son prénom de Kerkor, est une incarnation vivante du rêve américain. Fils d'immigrés arméniens qui cultivaient des fruits en Californie, il est né à Fresno le 6 juin 1917 . Elève plutôt turbulent, il est chassé de plusieurs écoles avant de multiplier les petits boulots pendant la grande dépression pour aider sa fa*mille à survivre. Il sera même* boxeur. Aujourd'hui, les traits burinés et la chevelure grise ondulante, il est, au classement du magazine *Forbes*, à la tête de la vingt-troisième fortune des Etats-Unis, estimée à 2,5 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs). Cette fortune, il l'a amassée en investissant à différentes époques dans les industries les plus dynamiques d'Amérique, l'aéronautique d'abord, puis le cinéma, le jeu et enfin l'automobile.

Kirk Kerkorian devient pilote de ligne en 1940 avant de servir dans la RAF britannique en 1942-1944. A la fin des années 40, il prend son véritable départ, aménage un bimoteur et débute en transportant des passagers de Californie à Las Vegas. Il crée ensuite à Los Angeles sa propre compagnie aérienne, la Trans International Airlines. Il la vendra une première fois en 1962, la rachètera et la cédera définitivement en 1968, réalisant au passage une plus-value de plus de 100 millions de dollars. Un an plus tard, Kirk Kerkorian acquiert, pour 82 millions de dollars, 40 % des studios Metro Goldwyn Mayer. A la faveur d'une OPA hostile, il prend en 1979 le contrôle de la totalité du capital du studio, qu'il fusionne avec United Artists en 1981. Selon une technique bien rodée, il vendra ensuite à trois reprises la MGM, à Ted Turner en 1985, au groupe australien Quintex en 1989 et pour finir à Giancarlo Parretti en 1990.

Son investissement initial dans Chrysler remonte à cette période, quand il achète ses premières actions à 12 dollars au plus grand dé*plaisir du patron de Chrysler* d'alors, Lee Iacocca, devenu depuis son allié et associé. Il tentera peu après, en 1991, et sans succès, de revenir dans le transport aérien en mettant la main sur la TWA.

Un « raider » en conflit avec le Crédit lyonnais depuis la vente de la MGM

« Capitaine Kirk » est tout sauf un inconnu en France. Et encore moins au Crédit lyonnais. C'est lui qui, en octobre 1990, a vendu pour 1,3 milliard de dollars la MGM, dont il détenait la majorité, à l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti. En mai 1992, le Crédit lyonnais prenait, contraint et for*cé, le contrôle du studio, donné en* gage par Parretti en remboursement de ses dettes auprès de la banque. Depuis cette date, la banque publique française et le raider texan s'affrontent devant les tribunaux.

En décembre 1992, le Crédit lyonnais a entamé le premier les hostilités en accusant M. Kerkorian d'avoir sciemment masqué la situation réelle du studio lors de sa vente à M. Parretti. De fait, l'opération a été réalisée de manière singulière. Comme M. Parretti n'était pas en mesure de financer son acquisition, un accord se fait alors entre les deux hommes : MGM rachètera à Parretti pour 625 millions de dollars la librairie de *films* de sa *maison* de production Cannon et les salles de cinéma européennes qu'il possède, qui n'en valent pas plus de 100 . La transaction semble à ce point limite à Kirk Kerkorian lui-même qu'il tente de s'assurer contre les risques d'accusation d'abus de biens sociaux. Il se tourne alors vers une petite banque d'affaires *californienne qui certifie la bonne* santé financière de MGM après son acquisition par Parretti. C'est cette expertise que la banque française conteste dès décembre 1992 devant une juridiction californienne.

Au cours du procès, ses auteurs ont reconnu leur responsabilité et ont dédommagé CLBN. En revanche, le juge Richard Hubbel a renvoyé dos à dos les parties, refusant de juger un cas où chacun, selon lui, avait ses torts. Le jour même, le Crédit lyonnais portait le dossier devant la cour fédérale pour abus de biens sociaux. Le procès, qui devait débuter en mars 1995, a été repoussé, le juge souhaitant entendre de nouveaux té*moins. Quant à « Capitaine Kirk »*, il est déjà parti vers de nouvelles aventures.

Eric Leser et Babette Stern

Daimler-Benz s'appuie sur les voitures Mercedes

L'automobile est le seul gros pourvoyeur de bénéfice du groupe

HORS DE MERCEDES, point de salut pour Daimler-Benz. Edzard Reuter, président du directoire, a commenté le mercredi 12 avril les comptes du premier groupe industriel allemand, faisant apparaître un chiffre d'affaires de 104 milliards de deutschemarks (environ 364 milliards de francs), en hausse de 7 %, et un bénéfice consolidé de 900 millions de DM (3,15 milliards de francs) en hausse de 50 % par rapport à 1993.

Toutefois, la branche automobile est la seule à insuffler au groupe la santé dont il fait état. Sur un résultat d'exploitation de Daimler (négatif en 1993 de 3,3 milliards de DM) qui passe à + 2,7 milliards, Mercedes-Benz en assure 2,2 milliards. Le groupe a également enregistré des profits exceptionnels, notamment par la vente d'activités d'AEG et de Fokker, sa filiale néerlandaise dans l'aéronautique. En revanche, les autres divisions majeures du groupe affichent toujours des résultats d'exploitation médiocres : seulement 400 millions pour la branche Debis dans les services informatiques et électroniques, et surtout 500 millions de DM de résultat d'exploitation négatif pour Daimler-Benz Aerospace (ex-DASA).

Bien qu'Edzard Reuter ait souligné une certaine amélioration de la branche aéronautique qui a réduit de moitié son déficit d'exploitation, elle continue à peser sur les comptes du groupe. Pour AEG, l'amélioration reste insuffisante : cette branche, qui a cédé son pôle électroménager au suédois Electrolux et placé ses activités ferroviaires dans une filiale commune avec la société helvético-suédoise ABB, affiche toujours un résultat d'exploitation négatif de quelque 100 millions de DM contre, il est vrai, 900 millions en 1993.

APPORT AMÉRICAIN

Dans ces conditions, le secteur des voitures et des poids-lourds de Mercedes-Benz fait figure d'unique pourvoyeur de bénéfices pour Daimler. Les capacités de production ont été utilisées au maximum, traduisant un volume d'activité en hausse de 23 % sur l'année 1993, qui avait été particulièrement mauvaise. Au total, les 592 400 ventes ont représenté plus de 42 *milliards de DM* de chiffre d'affaires. Le poids-lourd fait également bonne figure, avec une progression de 14 % des ventes (290 400 unités) et un chiffre d'affaires de 28,6 milliards de DM. L'apport des Etats-Unis est déterminant dans l'activité de Mercedes, aussi bien dans l'automobile, où le groupe allemand a programmé pour 1997 la mise en activité de sa nouvelle usine en Alabama, que dans le poids-lourd où sa filiale Freightliner arrive en tête.

Alors qu'Edzard Reuter doit confier le mois prochain la direction de Daimler-Benz à Jurgen Schrempp, actuellement président de Daimler-Benz Aerospace, les résultats révèlent la difficulté pour le groupe d'équilibrer ses activités. La stratégie d'Edzard Reuter a consisté à bâtir un conglomérat sur la base de l'automobile, lui adjoignant une branche électronique avec AEG, une autre dans les services informatiques avec Debis, en entrant dans le capital de Cap-Gemini, et surtout en créant un pôle aéronautique avec la société MBB (qui apportait ses hélicoptères, ses satellites, ses avions de combat et sa participation à Airbus), le motoriste MTU et les avionneurs Dornier et Fokker. En chiffre d'affaires, ce pôle fournit aujourd'hui au groupe la moitié de son activité. *Mais il est victime de la baisse* des commandes d'avions qui pénalise Airbus et ralentit l'assainissement de Fokker.

Il souffre également du retard pris dans le programme d'avion de combat européen, suite aux réductions des budgets de défense aussi bien en Allemagne qu'en Grande-Bretagne ou en Espagne, partenaires dans ce projet. Toutefois cet appareil, pour lequel les premières études furent lancées en même temps que le Rafale français et qui n'a encore jamais volé, pourrait sortir des limbes compte tenu du récent déblocage d'une *enveloppe pour* poursuivre son développement. Cette politique volontariste dans l'aéronautique, engagée avec le soutien actif du gouvernement allemand, n'a pas encore débouché sur les résultats escomptés. En revanche, elle a permis à Daimler de ramener l'Allemagne dans le camp des grandes puissances mondiales de l'industrie aéronautique.

Le groupe, enfin, est condamné à rester dans le haut de gamme pour ses productions allemandes, compte tenu du coût de la main-d'œuvre outre-Rhin. Ce handicap, sur un plan industriel, est illustré par les décisions de la direction en faveur de l'implantation d'usines à l'étranger. En diversifiant ses sites à l'international, la direction cherche aussi à réduire le risque financier lié aux désordres monétaires. Mais les conséquences sont visibles sur les effectifs de Daimler-Benz en Allemagne : le groupe n'emploie plus que 251 200 personnes (330 500 dans le monde), contre 285 000 un an plus tôt.

G. B .

هكذا من الأصل

ECUREUIL GEOVALEURS

SICAV ACTIONS INTERNATIONALES

pour investir dans l'éco-industrie

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1994

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 8 février 1995, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 30 décembre 1994.

*Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 21 avril 1995. Conformément aux statuts, le Conseil proposera de **capitaliser** la totalité des revenus distribuables de l'exercice.*

Performances au 30.12.1994

	Sur 1 an	Depuis le 30/04/91*
Ecureuil Géovaleurs	– 5,89 %	+ 24,37 %
Moyenne des Sicav actions internationales	– 13,58 %	+ 13,86 %

**Mois du lancement de la Sicav. Durée minimale de placement conseillée : 5 ans.*
Source : Europerformance.

*Valeur de l'action au 30.12.94 : **2 598,48 F***

Le choix du secteur porteur de l'éco-industrie a permis de limiter très fortement l'impact du recul de la plupart des Bourses mondiales.

Ecureuil Géovaleurs se classe ainsi parmi les toutes premières Sicav actions internationales en 1994, et réalise une performance très appréciable depuis son lancement.

Orientation des placements

Le portefeuille d'Ecureuil Géovaleurs est composé d'actions de sociétés internationales contribuant par leurs activités à la protection de l'environnement. Leurs principaux domaines d'action sont le traitement de l'eau, de l'air et des déchets.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



PUBLICITÉ FINANCIÈRE

TÉL. : 44-43-76-26

FAX : 44-43-76-29



Le Conseil d'Administration d'IMMOBANQUE, réuni le 10 avril 1995, sous la présidence de Monsieur Philippe GESLIN, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1994.

Dans un contexte où le volume des investissements immobiliers des entreprises n'a pas connu de reprise, le montant global des engagements nouveaux d'IMMOBANQUE s'est élevé à 273 millions de francs.

Ce montant représente une production en crédit-bail de 103 millions de francs, niveau qui reflète la poursuite d'une politique de sélection des risques rigoureuse, permettant le maintien d'un faible taux de contentieux, et des investissements patrimoniaux pour 170 millions de francs ; ces derniers correspondent, d'une part à l'acquisition de deux immeubles de bureaux entièrement loués, d'autre part à la rénovation complète de deux autres immeubles.

Les engagements bruts cumulés s'élèvent ainsi au 31 décembre 1994 à 5 154 millions de francs.

Les recettes locatives de l'exercice 1994 se sont établies à 567 millions de francs contre 670 millions en 1993 ; cette évolution résulte notamment de l'incidence de la baisse des taux sur les opérations à loyers variables, ainsi que des levées d'option anticipées intervenues en cours d'année.

Le résultat financier courant est de 143 millions de francs en 1994 contre 156 millions en 1993 ; après enregistrement des éléments exceptionnels (plus-values de cessions, provisions, suramortissements, impôt sur les sociétés), le résultat net comptable ressort en bénéfice de F. 134 201 044,63.

Chiffres clés de l'exercice 1994

en millions de francs	1993	1994
Résultat brut d'exploitation	386	382
Résdultat courant	156	143
Résultat financier net	358	155
dont plus-values de cessions	*236*	*22*
Résultat net comptable	268	134
après suramortissements	*58*	*18*
et impôt sur les sociétés	*32*	*3*
Réserve latente cumulée	432	437

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 31 mai 1995, la distribution d'un dividende de F. 62 par action, montant identique à celui versé au titre de l'exercice 1993.

Les opérations actuellement en cours de signature et à l'étude laissent augurer, par rapport à l'exercice précédent, d'une production de crédit-bail en augmentation significative.



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Le Conseil d'Administration de CBC, réuni le 11 avril 1995, sous la présidence de Henri Becq, a arrêté les comptes de l'exercice 1994.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 221 millions de francs, en progression de 2,5 % par rapport à l'année précédente (6 066 millions de francs). Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève à 64 millions de francs, proche du niveau de l'exercice 1993 (65,7 millions de francs) et ce, malgré une conjoncture qui a continué à se dégrader dans le bâtiment et l'immobilier durant l'année 1994. CBC conserve l'un des meilleurs rapports résultat sur chiffre d'affaires du secteur.

Chiffre d'affaires par secteur (en millions de francs)	1993	1994
Construction France	3 047	3 334
Filiales internationales	1 268	1 166
Export (chantiers internationaux)	821	828
Immobilier et Diversification	930	893
Total	**6 066**	**6 221**

Construction France. Le chiffre d'affaires a crû de façon sensible (9,4 %), traduisant une consolidation des parts de marché dans presque toutes les régions. Cette bonne performance s'accompagne, comme chaque année, d'une contribution satisfaisante des entreprises de Construction France aux résultats du Groupe. L'année 1994 a vu la réalisation de chantiers phares, notamment tours de la Société Générale à La Défense et du Crédit Lyonnais à Lille, Hôtel Sheraton de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, centre de traitement des déchets de Cergy-Pontoise, immeubles de bureaux haut de gamme Matignon et Messine, au cœur de Paris.

Filiales internationales. La légère baisse est due à une diminution du chiffre d'affaires de la société allemande Brüggemann qui avait connu en 1993 un développement exceptionnel grâce, en particulier, à deux importants chantiers de bureaux à Hambourg. En Belgique, la filiale de CBC est revenue à un niveau d'activité et de résultat plus satisfaisant, les mesures de restructuration engagées les années précédentes ayant commencé à porter leurs fruits. En République tchèque et en Pologne (non consolidée), les filiales de CBC ont poursuivi leur développement prometteur.

Export (chantiers internationaux). Le chiffre d'affaires des chantiers internationaux de CBC est stable par rapport à l'année 1993. L'exercice a été marqué par la poursuite des travaux du complexe immobilier Friedrichstadt Passagen à Berlin et de l'Hôtel Méridien de Nouméa (inauguré fin mars 1995) et par la livraison, à la satisfaction du client, des travaux d'extension de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg. CBC poursuit sa politique de prospection, centrée sur des affaires sélectionnées, notamment en Asie, Allemagne et Europe centrale où le Groupe a démarré fin 1994 une nouvelle opération de bureaux à Prague avec la Caisse des Dépôts et Consignations (Myslbek).

Immobilier et diversification. CBC a poursuivi l'écoulement des programmes immobiliers engagés dans un contexte plus favorable et commencé à relancer de nouvelles opérations, bien adaptées aux conditions actuelles du marché. Le niveau des stocks au 31 décembre 1994 s'inscrit ainsi en baisse sensible à 1 221 millions de francs, dont 48 % de prévendus. Dans l'ensemble, l'activité immobilière du Groupe en 1994 a diminué par rapport à l'exercice précédent. La contribution aux résultats est demeurée négative.

Résultats

Le résultat net consolidé ressort à 80 millions de francs, le résultat net part du Groupe s'élevant à 64 millions de francs, à comparer aux 65,7 millions de francs de l'exercice précédent.

La société mère CBC dégage, pour sa part, un bénéfice de 32,7 millions de francs contre 38,9 millions de francs en 1993.

Perspectives 1995

Malgré les incertitudes conjoncturelles, le carnet de commandes, en légère réduction par rapport à 1993 (5 916 millions de francs au 31 décembre 1994 contre 6 234 millions de francs un an auparavant), laisse prévoir un chiffre d'affaires 1995 proche de celui de 1994.

Dividende

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 13 juin 1995, le maintien du dividende de l'année précédente, soit 11,25 francs par action, dont 3,75 francs d'avoir fiscal. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 17 juillet 1995.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE. CE SONT LES HOMMES.

GROUPE SUEZ

RESULTATS 1994 - MAINTIEN DU DIVIDENDE

Réuni le 11 avril 1995 sous la présidence de Monsieur Gérard Worms, le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez a approuvé les comptes consolidés du Groupe et arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1994.

Les comptes consolidés traduisent la nouvelle option de traitement économique de l'immobilier adoptée par le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez, le 28 février 1995, et sont conformes à l'estimation des comptes faite de cette réunion.

Le Conseil a pris acte de ce que :

- ce traitement radical de l'immobilier amenait à un taux de provisionnement de 57% sur les encours douteux.
- le dispositif mis en place doit permettre sur 6 ans de se désengager complètement de la promotion immobilière (encours de crédits, actifs récupérés, opérations de promotion).

Le choix ainsi fait en matière immobilière permettra aux actionnaires de Suez de constater, au cours des prochains exercices, les effets positifs des programmes d'action que le Groupe a mis en oeuvre et qui lui ont permis de recentrer ses activités, d'améliorer sa gestion et de mieux conduire son développement.

COMPTES CONSOLIDES

Le Conseil d'Administration a approuvé les comptes consolidés qui tiennent compte de la nouvelle option de traitement économique de la crise immobilière, comme suit :

en FRF millions	1993	1994
Résultat courant		
Effet de la crise immobilière	(4 943)	(7 561)
Résultat courant hors impact de la crise immobilière	3 675	3 391
Résultat exceptionnel	2 843	(614)
Résultat net part Suez	1 575	(4 784)

COMPTES SOCIAUX DE LA COMPAGNIE DE SUEZ

Le traitement adopté conduisant à d'importantes dépréciations de Crédisuez, les comptes sociaux de la Compagnie de Suez, également arrêtés par le Conseil, se présentent comme suit :

en FRF millions	1993	1994
Résultat net de gestion	1 743	1 666
Résultat net des opérations sur valeurs immobilisées	81	(3 324)
Résultat net social	1 824	(1 658)

MAINTIEN DU DIVIDENDE

Pour marquer sa confiance dans l'avenir du Groupe, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en juin prochain, la distribution d'un dividende à prélever sur les réserves, d'un montant par action de FRF 8,20 égal à celui distribué au titre de l'exercice 1993. Le détachement du coupon serait effectué le 29 juin.

Il sera proposé aux actionnaires la possibilité d'opter pour un paiement du dividende en actions.

Pour toute information, Suez Actionnaires,
Direction de la Communication et des Relations Internationales,
1, rue d'Astorg 75008 PARIS
Tél : 40.06.64.00. MINITEL 3615 SUEZ

La Générale des eaux contre-attaque dans les télécommunications

Prenant de court ses rivaux potentiels, elle se mobilise pour devenir le numéro deux du secteur

Jean-Marie Messier, directeur général de la Générale des eaux et successeur désigné de Guy Dejouany à la tête du groupe, n'a pas caché, mercredi 12 avril, ses objectifs : *« La Générale est déterminée à devenir le second opérateur français de services de télécommunications »*. Le groupe, qui annonce avoir noué un accord avec le consortium européen Unisource, investira 4 milliards de francs par an jusqu'en 1997 dans ce secteur.

LA GÉNÉRALE DES EAUX a désormais une stratégie offensive dans les télécommunications. *« La Générale des eaux, qui s'en donne les moyens et les partenaires, est déterminée à devenir le second opérateur français de services de télécommunications »*, a indiqué mercredi 12 avril Jean-Marie Messier, son directeur général et le successeur désigné de Guy Dejouany à la tête du groupe, lors d'un déplacement à Saint-Maur (Val-de-Marne), où la compagnie expérimente depuis un an un service de téléphonie personnelle à la norme DECT (*Digital European Cordless Telephone*).

Devenir le second opérateur français de télécommunications, c'est vouloir être le principal concurrent de France Télécom dès 1998, date de la suppression des monopoles nationaux. La Générale des eaux, qui, pendant longtemps, n'a semblé voir dans le téléphone qu'un moyen de rentabiliser tranquillement son câble, voit aujourd'hui plus large.

Le groupe, qui a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs dans les télécommunications, a prévu de dépasser le seuil des 4 milliards de francs en 1995, d'atteindre les 10 milliards de francs en 1997 et d'aborder l'échéance 1998 à 15 milliards de francs.

DES INVESTISSEMENTS CIBLÉS

Les moyens sont à la hauteur. *« Il ne s'agit pas d'investir pour investir »*, avertit-on à la compagnie, qui veut mieux cibler et hiérarchiser ses investissements. Après avoir engagé 1 milliard de francs en 1993, 2 milliards en 1994, la Générale force la cadence avec 4 milliards de francs programmés chaque année jusqu'en 1997 dans les télécommunications. A cette date, le résultat d'exploitation devra être positif, assure le groupe.

Cette année, une grande partie de l'effort (3,5 milliards de francs) doit être consacré au radiotéléphone. La SFR, filiale spécialisée de la Générale des eaux, entend avoir rattrapé son retard en termes de couverture nationale d'ici à la fin 1995. Avec son partenaire américain Southwestern Bell (SBC), la Générale a dessiné un véritable plan de bataille visant à obtenir un service quasi parfait, limitant les risques de coupure dans les zones d'utilisation très dense, sur l'agglomération parisienne. La Générale des eaux a été autorisée à expérimenter un couplage entre son service GSM (mobile haut de gamme adapté aux grandes distances) et son DECT. Le groupe entend visiblement « écrémer » le marché de la radiotéléphonie, en s'appropriant la clientèle la plus dynamique, avant la mise en service progressive du troisième réseau de téléphonie cellulaire, octroyé à Bouygues.

ACCORD AVEC UNISOURCE

En matière d'alliances, la Générale des eaux vient de donner le coup d'envoi d'un processus à l'allemande. Le groupe a annoncé avoir noué un accord avec Unisource – un consortium regroupant les opérateurs de télécommunications suédois (Telia), suisse et néerlandais auxquels s'est joint depuis peu l'espagnol Telefonica – pour entrer sur le marché des réseaux privés d'entreprise. Unisource est le partenaire européen de l'association Worldpartners mise en place sous l'égide de l'américain ATT et qui réunit l'opérateur japonais KDD et Singapore Telecom. La Générale des eaux et Unisource vont créer une société commune, baptisée IRIS, contrôlée à *« 50 % plus une action »* par la Générale. Ce partenariat devrait être élargi à un troisième partenaire, vraisemblablement allemand. Enfin, la Générale des eaux a signé des accords pour pouvoir utiliser les réseaux « alternatifs » de télécommunications de la SNCF, des sociétés autoroutières et de TDF.

Caroline Monnot

Dans le secteur public et le privé, les conflits sont localisés mais nombreux

● **RATP :** la grève lancée, jeudi 13 avril, à l'appel des syndicats à l'exception de FO et de la CGC, porte sur les salaires et l'emploi. La direction a accordé une hausse générale de 0,7 % et prévoit de semblables augmentations pour le second semestre, en fonction des résultats. Le mouvement de grève devait entraîner des perturbations limitées se concentrant entre 10 heures et 15 heures. En début de matinée, le trafic était normal pour le métro ainsi que le RER et quasi-normal pour le réseau des bus. Un rassemblement était prévu à 11 heures devant le siège de la régie et devait se rendre vers l'hôtel Matignon.

● **BANQUES :** la CFDT et la CGT appellent à une grève nationale dans les banques (AFB, Crédit populaire, Crédit mutuel, Caisses d'épargne), rejointes à la BNP et à la Société générale par la CFTC et FO. Leurs revendications sont le maintien du pouvoir d'achat et l'emploi.

● **ANPE Paris :** les syndicats CFDT, CGT et FO appellent les quarante-cinq bureaux parisiens de l'ANPE à protester jeudi contre les conditions de travail et la *« dégradation du service public »*.

● **LA POSTE :** alors que des négociations sont en cours dans le Var et les Bouches-du-Rhône, cinq syndicats appellent les agents d'Ile-de-France à cesser le travail jeudi durant vingt-quatre heures afin de défendre le service public.

● **EDF-GDF :** la CGT et FO organisent une journée d'action le 14 avril *« pour défendre leur mutuelle »* (*Le Monde* du 8 avril). La CFDT appelle à une grève de quatre heures pour les mêmes raisons.

● **ELF :** environ un millier de salariés ont manifesté à l'appel de tous les syndicats en réclamant la démission du président et le maintien des emplois menacés.

● **BELIN :** les salariés de cette filiale de Danone ont entamé leur deuxième semaine de grève pour réclamer des augmentations salariales. La direction propose 1,7 % d'augmentations générales.

● **MICHELIN :** plusieurs centaines de salariés ont débrayé pendant deux heures et manifesté le 12 avril devant l'usine de Clermont-Ferrand pour réclamer des augmentations salariales plus importantes après la publication des résultats de l'entreprise (*Le Monde* du 12 avril).

● **BISCUITERIE NANTAISE :** Les salariés ont effectué des débrayages le 12 avril pour protester contre 52 suppressions d'emplois (sur six cents salariés). La direction avait déjà réduit le salaires des cadres depuis 1993.

● **PAPETERIES DE LANCEY :** cent cinquante personnes ont manifesté à l'appel des élus locaux de l'Isère pour protester contre la suppression de 200 des 484 emplois que compte cette filiale du groupe Aussedat-Rey.

● **ET AILLEURS...** des conflits très localisés, portant soit sur les salaires, soit sur l'emploi, se poursuivent chez Rhône-Poulenc, Saint-Gobain Emballage, Framatome, Philips Eclairage, Ricoh, Kodak, ainsi qu'aux Archives nationales et au PMU.

F. Le.

Thomainfor expérimente la semaine de quatre jours

LA FILIALE de Thomson CSF Thomainfor, spécialisée dans la maintenance informatique, vient de signer avec trois syndicats (CFDT, CGC et FO) un accord original de réduction et de réorganisation du temps de travail. Confrontée à la crise de l'informatique, cette société qui emploie 1 500 personnes (dont 1 200 en France) affiche des résultats nets négatifs depuis deux ans. En décembre 1994, la direction annonce un plan social concernant l'équivalent de 300 emplois à temps plein. Si la reconversion en interne de 150 techniciens permet de réduire ce chiffre de moitié, l'accord qui vient d'être signé sauvegarde 50 emplois supplémentaires. Celui-ci prévoit qu'à partir du 1er mai, la direction recoure, durant dix-huit mois, au Trild (Temps réduit indemnisé de longue durée) comme le permet la loi quinquennale sur l'emploi. Ainsi, le temps de travail hebdomadaire passe de 38,5 heures à 37 heures, la perte de revenus occasionnée variant de 0,6 % à 1,6 % selon les salaires.

Mais la mesure est moins classique qu'il n'y paraît. En effet, direction et syndicats entendent maintenir le temps de travail à 37 heures à l'issue des dix-huit mois, le pari étant que l'aménagement finance la réduction du temps de travail. La direction s'engage à organiser le travail sur quatre jours (de 8 heures à 18 h 10 avec une pause de cinquante-cinq minutes) mais, en contrepartie, les syndicats acceptent que le travail du samedi soit banalisé. Si les directions fonctionnelles pourront continuer à travailler sur cinq jours, il appartient désormais à chaque unité de s'organiser en fonction de la charge de travail. Le système doit être généralisé le 1er janvier 1996. Alors que les salaires augmenteront de 1,8 % cette année, la direction s'engage à prendre en compte dans sa politique salariale les gains de productivité réalisés grâce à la nouvelle organisation du travail. L'accord prévoit que les 35 heures hebdomadaires sur quatre jours, compensées à 50 %, soient par la suite envisagées.

Frédéric Lemaître

Après l'Amérique, L'Oréal se renforce au Japon

L'intégration de ses agents américains a fait accomplir un bond, l'an dernier, au géant des cosmétiques, qui va créer une filiale japonaise

APRÈS le continent nord-américain, le Japon. En 1994, L'Oréal intégrait ses agents Cosmair aux Etats-Unis et au Canada ; jeudi 13 avril, le numéro un mondial des cosmétiques a annoncé la création d'une filiale, Nihon-L'Oréal KK, en association avec le groupe japonais Kose Corporation, son partenaire et distributeur depuis 1963. Une nouvelle étape pour un groupe qui a enregistré en 1994, et pour la dixième année consécutive, une croissance à deux chiffres de ses bénéfices.

C'est ainsi que le résultat net opérationnel consolidé, part du groupe, a augmenté de 20,7 % à 3,12 milliards de francs. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 47,6 milliards de francs, en hausse de 18,6 % et de 8 % à structure et change comparables. Si l'on intègre les filiales américaines – reprises au 1er juin – sur toute l'année, le chiffre d'affaires dépasse même les 51 milliards de francs.

Tout indique que le groupe devrait poursuivre sa croissance cette année sans aléa majeur. D'abord parce que le groupe *« a décidé l'an dernier d'assurer systématiquement ses risques de change pour cette année*, explique Pascal Castres Saint-Martin, vice-président, directeur général de l'administration et des finances. *Les dividendes de Cosmair sont couverts à 5,27 francs pour un dollar. »* Et d'ajouter, dans un sourire : *« Nous ne le regrettons pas. »*

Ensuite, parce que la relance des polémiques sur les écrits antisémites, pendant le deuxième guerre mondiale, d'André Bettencourt, époux de Liliane Bettencourt, actionnaire majoritaire du groupe, ne semble pas avoir provoqué de boycottage, ni même de recul des ventes. C'est notamment le cas aux Etats-Unis, où les plus importantes associations de la communauté juive américaine s'abstiennent désormais d'intervenir dans le conflit opposant, depuis des années, les frères Frydman à L'Oréal (*Le Monde* du 9 mars).

LA FIN D'UNE ANOMALIE

Enfin, la prise de contrôle des filiales américaines et japonaise constitue, aux yeux de Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal, autant d'événements majeurs : *« En même temps qu'il change de dimension, le groupe va pouvoir clarifier ses stratégies de développement »*, explique-t-il dans son message aux actionnaires. Cette prise de contrôle met, en effet, fin à une anomalie, le groupe ne gérant pas en direct, jusqu'ici, la vente de ses produits sur les deux plus grands marchés mondiaux de cosmétiques (17,6 milliards de dollars en 1994 pour les Etats-Unis, 14,3 milliards de dollars pour le Japon), après l'Europe (23,1 milliards de dollars). Un marché mondial en hausse de 10,4 % à 68,2 milliards de dollars...

L'intégration des filiales américaines modifie sensiblement la géographie du groupe, hissant le poids des cosmétiques à plus de 83 % du chiffre d'affaires, réduisant à 15,5 % seulement celui de Synthélabo, filiale pharmaceutique qui a réalisé un résultat net opérationnel, part du groupe, de 680 millions de francs pour 8,1 milliards de francs de chiffre d'affaires et que le groupe se défend toujours, malgré des rumeurs récurrentes, de vouloir vendre. De la même façon, Etats-Unis et Canada, qui ne représentaient que 2 % des ventes du groupe l'an dernier, pèsent plus de 21 % désormais, faisant baisser d'autant la part de l'Europe et de la France. Dans ce bouleversement, le poids de l'Asie et de l'Amérique latine ne bouge quasiment pas, les ventes y augmentant au rythme de 30 % l'an.

Les bouleversements induits par la création de la filiale japonaise sont moins importants dans l'immédiat. La nouvelle société, dont L'Oréal détiendra 60 % et Kose 40 %, n'entrera vraiment en activité que le 1er juillet 1996. Les perspectives s'annoncent d'autant plus intéressantes que le groupe ne réalise au Japon, après trente-deux ans de présence, que 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 1,5 milliard réalisé par Synthélabo. Le groupe se met ainsi en ordre de bataille pour concurrencer, sur son propre terrain, le géant nippon Shiseido.

Pierre-Angel Gay

Clarins va lancer un nouveau parfum

Le groupe français de cosmétiques Clarins compte réaliser cette année un résultat *« au moins aussi bon que celui de 1994 »*, en progression de 29,6 % (9,3 % hors éléments exceptionnels), à 179,4 millions de francs. Clarins table sur une poursuite du développement de ses deux nouvelles activités, le maquillage et le parfum, qui représentent désormais le quart de ses 2,21 milliards de francs de chiffre d'affaires. Lancée il y a deux ans seulement, la ligne de maquillage est déjà bénéficiaire. Quant à Angel, le parfum vedette de Thierry Mugler, il devrait réaliser 170 millions de francs de chiffre d'affaires en 1995, après 126 millions en 1994, et dégager des bénéfices pour la première fois. Sur sa lancée, Clarins est en négociation avec le couturier britannique Paul Smith pour lancer un nouveau parfum pour homme. De quoi, peut-être, redonner un peu de tonus à un cours de Bourse affecté par la baisse, à 13,3 %, de la marge opérationnelle du groupe, l'an dernier.

Pierre Suard ne sera pas remplacé avant l'élection présidentielle

Marc Viénot, le patron de la Société générale, assurera l'intérim du PDG d'Alcatel

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris devait se prononcer, vendredi 14 avril, sur le recours déposé par Pierre Suard contestant sa mise sous contrôle judiciaire et l'interdiction qui lui est faite de diriger du groupe Alcatel-Alsthom. A la veille de cet arrêt décisif, nul ne se faisait d'illusion. *« Il est très peu probable que la chambre d'accusation suive ce recours »*, estimait-t-on du côté des administrateurs du groupe. Le conseil d'administration d'Alcatel, prévu pour mardi 18 avril, s'apprête donc à *« en tirer les conséquences »* et à confier la présidence intérimaire du groupe à Marc Viénot, patron de la Société générale et premier actionnaire français d'Alcatel-Alsthom. *« Marc Viénot ne dirigera pas Alcatel. Il sera chargé de trouver un successeur dans les meilleures conditions possibles »*.

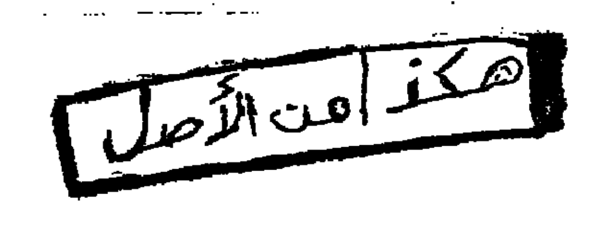
Ce successeur, les administrateurs du groupe ne l'ont pas. Il est donc très peu vraisemblable que le moindre nom soit avancé mardi 18 avril. L'affaire est compliquée. Le profil souhaité est celui d'un patron, ayant une vraie connaissance des télécommunications, l'activité reine d'Alcatel et celle qui aura le plus de défis à relever dans les années qui viennent. L'idéal, explique-t-on, serait qu'il ait également une sensibilité *« grand public »* pour engager plus franchement le groupe français dans la bataille des terminaux ou pour lui permettre de mener à bien une stratégie véritable dans les services. La recherche sera engagée avec une restriction forte. La tâche prioritaire du nouveau patron sera de rétablir des liens de confiance avec France Télécom ; et comme Alcatel est porteur d'intérêts nationaux, non seulement dans les télécommunications, mais aussi dans le nucléaire, le successeur de Pierre Suard ne sera pas trouvé à l'étranger.

« Le conseil d'administration se donnera probablement jusqu'au mois de septembre pour trouver une solution, explique t-on. *Et il va falloir sortir des sentiers battus. »*

Pris au dépourvu, certains administrateurs estiment désormais que M. Suard a fait une lourde erreur en décembre 1994. *« A l'époque, il lui avait été demandé de mettre en place un vrai comité exécutif opérationnel ainsi que des comités de conseil d'administration capables de diriger le groupe, en cas de détérioration de la situation. Il a mis en place un comité exécutif bidon et un comité de direction générale essentiellement composé de fonctionnels. Le coche a été loupé. »* Pierre Suard ne sera donc pas remplacé avant l'élection présidentielle et son groupe se trouve dans l'incapacité de mener tout mouvement stratégique majeur, pour de longues semaines.

C. M.

■ **JUSTICE : un réquisitoire supplétif visant Françoise Sampermans** et des faits relevant du recel d'abus de biens sociaux a été délivré, ces derniers jours, par le parquet d'Evry (Essonne) au juge Jean-Marie d'Huy, chargé d'instruire le dossier des escroqueries commises par Alcatel CIT aux dépens de France Télécom. Le magistrat est autorisé à prolonger ses investigations sur les travaux effectués au domicile de la directrice générale de la Générale occidentale, pôle médias du groupe Alcatel-Alsthom. Le 13 mars, le magistrat avait ordonné une perquisition chez Mme Sampermans à Vincennes (Val-de-Marne) pour vérifier la régularité des travaux payés par la société Intervox, filiale d'Alcatel, pour un montant de 70 000 francs, et dernièrement régularisés par la patronne de *L'Express* et du *Point* (*Le Monde* du 6 avril).



Les banques seront soumises en 1998 à une réglementation sur les risques de marché

Les établissements financiers devront respecter une nouvelle norme internationale de fonds propres

Le comité de Bâle sur le contrôle bancaire a présenté, mercredi 12 avril, un nouveau projet de réglementation des risques de marché. Les autorités de tutelle proposent de soumettre à des exigences de fonds propres les risques encourus par les banques sur les marchés financiers, à l'image de ce qui existe déjà pour les risques de crédit. Les grandes banques pourront continuer à utiliser leur propre système de contrôle interne.

LES AUTORITÉS DE TUTELLE n'ont pas attendu la défaillance spectaculaire de la banque d'affaires britannique Barings, au début du mois de mars, pour s'intéresser au contrôle des risques de marché dans les établissements financiers. Dès le mois d'avril 1993, le comité de Bâle, composé des gouverneurs des banques centrales du groupe des dix pays les plus industrialisés (G10), avait présenté un document sur le « Traitement prudentiel des risques de marché ». Ce texte proposait de soumettre à des exigences de fonds propres les risques encourus par les banques sur les marchés financiers, d'imposer à celles-ci un nouveau ratio « risques de marchés ». Celui-ci viendrait compléter le ratio Cooke, mis en place en 1992, qui concerne les risques de crédit et qui impose aux établissements financiers de respecter un rapport de 8 % entre leur capital et leurs engagements.

Après avoir tenu compte des commentaires des banquiers, le comité de Bâle vient de proposer une nouvelle version du projet. Celle-ci fera l'objet d'une ultime consultation avec les professionnels jusqu'à la fin du mois de juillet. La réglementation définitive pourrait être adoptée avant la fin de l'année et entrer en vigueur dès le 1er janvier 1998.

SYSTÈMES DE CONTRÔLE

La grande nouveauté du projet amendé est de laisser aux banques qui le souhaitent le soin de contrôler elles-mêmes les risques qu'elles prennent sur les marchés financiers, alors que le texte initial proposait une procédure unique et standardisée. M. Padoa-Schioppa, directeur général adjoint de la banque d'Italie et président du comité de Bâle, explique que *« certaines grandes banques disposent déjà de modèles sophistiqués de mesure des risques de marché. Les obliger à suivre une méthodologie standardisée reviendrait à obtenir un constat moins précis des risques qu'elles prennent et ajouterait à leurs coûts de fonctionnement »*. Au cours des dernières années, les établissements les plus actifs sur les marchés financiers ont investi massivement pour mettre au point des systèmes de contrôle très performants de leurs activités. Les banques américaines ont montré la voie, comme JP Morgan avec son système Risk Metrics ou encore Bankers Trust avec Raroc, procédures dont les autorités de tutelle ne cessent de vanter les mérites.

A la condition qu'ils soient « validés » par les autorités de tutelle du pays, ces modèles de contrôle interne pourront donc continuer à être utilisés. Les banques devront toutefois renforcer la sécurité de leur propre système. Le projet présenté par le comité de Bâle propose en effet de multiplier par trois le montant des fonds propres calculé par le modèle interne. Si par exemple celui-ci détermine un besoin de capital de 500 millions de francs pour couvrir les risques de marché, il sera exigé 1,5 milliard de francs. *« Cela pourrait entraîner une augmentation du besoin de fonds propres des banques mais dans des proportions raisonnables »*, estime un banquier.

Les établissements financiers de taille moyenne, incapables d'engager les sommes nécessaires pour mettre au point une procédure de contrôle interne fiable et « labélisable » par les autorités de tutelle, pourront, quant à eux, utiliser le système standard élaboré par le comité de Bâle. Le projet présenté a été bien accueilli par les professionnels. Le directeur des activités de marché d'une grande banque française reconnaît *« la qualité du travail accompli. L'autorisation laissée aux grandes banques de pouvoir continuer à utiliser leur système de contrôle interne est un point très appréciable »*. Les banquiers semblaient redouter par-dessus tout des procédures de contrôle *« tombées du ciel »*. En reconnaissant la fiabilité des systèmes de contrôle interne, le comité de Bâle permet également de « dédramatiser » le débat sur les risques de marché.

P.-A. D.

La Commission de Bruxelles ouvre une enquête sur le sauvetage du Crédit lyonnais

APRÈS PLUSIEURS MOIS d'interrogations sur le rôle de l'Etat français dans le renflouement du Crédit lyonnais, la Commission européenne a décidé, mercredi 12 avril, d'ouvrir une enquête sur le plan de restructuration de la première banque européenne. La Commission considère que les deux plans de sauvetage successifs, élaborés par le gouvernement français en 1994 et 1995, comportent des *« éléments d'aides d'Etat »*, qui pourraient être préjudiciables aux conditions de concurrence dans le secteur bancaire, a indiqué un porte-parole de la Commission.

« UNE PROCÉDURE TOUT À FAIT NORMALE »

« Ce n'est pas une déclaration de guerre contre le gouvernement français, mais une procédure tout à fait normale dans ce type d'affaire », a précisé le porte-parole de Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence. La Commission va tout de même adresser onze questions très précises, afin de rendre plus transparent le montage du plan de sauvetage de la banque nationalisée. La Commission européenne considère que *« l'injection en capital opérée par l'Etat français au bénéfice du Crédit lyonnais en 1994 contient un montant d'aide publique de quelque 4,9 milliards de francs »*. Elle juge aussi que le second plan de sauvetage, présenté au mois de mars par le ministre de l'économie, comporte *« un montant de quelque 50 milliards de francs de prise en charge par l'Etat de risques »* liés à la restructuration.

Deux concurrents français du Crédit lyonnais, la Société générale et la Banque nationale de Paris (BNP) ont déjà adressé des plaintes à la Commission pour protester contre le plan de sauvetage du Lyonnais, estimant que ce dernier entraînera des distorsions de concurrence. Le gouvernement français dispose d'un délai d'un mois pour répondre aux questions de la Commission, à partir de la publication officielle de l'ouverture de procédure.

Les actionnaires stables de Bull détiendront 35 % du capital

LA COMMISSION de privatisation qui planche sur la privatisation du constructeur informatique français a terminé ses travaux. Bull est désormais doté d'un noyau dur constitué par NEC à hauteur de 17 %, de Motorola à hauteur de 10 %, mais qui pourrait dans l'avenir monter jusqu'à 17 %, d'IPC, le constructeur informatique singapourien, et de Daï Nippon Printing, qui participent tous deux à l'opération à hauteur de 4 % chacun. S'y ajoute France Télécom, qui reste à 17 % du capital. Le ministère de l'industrie devait rendre public ce tour de table jeudi 13 avril dans l'après-midi. C'est la première étape. Dans un second temps, une partie du capital restant devrait être proposée aux salariés, au management voire introduit en Bourse.

■ **INTEL : le numéro un mondial des semi-conducteurs**, Oracle, premier éditeur de logiciels pour banques de données, et Sequent Computer Systems, groupe spécialisé dans la conception de serveurs, ont annoncé le 12 avril une alliance pour le marché multimédias. Les trois sociétés vont développer des solutions complètes alliant matériel et logiciels pour l'industrie naissante du multimédias interactif, ont-elles indiqué dans un communiqué.

■ **PIRELLI : le groupe pneumatique italien** a dégagé en 1994 un bénéfice net consolidé de 146 milliards de lires (400 millions de francs environ) après trois années consécutives de pertes, chiffrées à 96 milliards de lires en 1993. Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 6 % à 9 790 milliards de lires.

■ **JACQUES BENOIT : le PDG du leader français du marché des fruits secs** met, comme chaque année, son mandat en jeu. Par un vote à bulletin secret, les 150 salariés et les actionnaires, qui disposent d'un nombre de voix équivalent, se prononcent jeudi 13 avril sur son maintien ou non à la tête de l'entreprise. Pour la première fois depuis dix-neuf ans, Jacques Benoît n'a pas obtenu la confiance de ses salariés au cours de la notation préalable et un autre candidat, ancien directeur de l'usine, se présente aux suffrages des électeurs.

■ **STRAFOR-FACOM : le groupe français** (outillage, mobilier de bureau) a annoncé le 12 avril un résultat net part du groupe de 64 millions de francs pour 1994 contre une perte de 246 millions de francs en 1993. Le chiffre d'affaires s'est établi l'an dernier à 7,560 milliards de francs, en progression de 3,6 %. Par ailleurs, Manoir industries, filiale du groupe, et Sambre et Meuse (Trustmetal) vont fusionner en vue de constituer un groupe industriel leader européen dans la forge et la fonderie d'acier.

Le président de la BCP mis en examen et écroué

JACQUES VUILLIEME, président de la Banque commerciale privée (BCP), établissement en cessation de paiement, a été mis en examen et placé sous mandat de dépôt à Paris, sous les chefs d'abus de biens sociaux et de banqueroute. Les faits qu'on lui reproche porteraient sur le détournement de plusieurs millions de francs.

La BCP, entité autonome, est un petit établissement disposant d'une seule agence à Paris et de 1 200 clients. Son activité principale est orientée vers la distribution de crédit aux petites entreprises. Elle est également orientée vers l'immobilier et le marché de l'art. L'établissement bancaire a été déclaré officiellement en cessation de paiement le 5 décembre, mais dès le 18 novembre les comptes des déposants, dont la moitié sont des entreprises, avaient été gelés. – *(AFP)*

CARNET

DISPARITION

Annie Fischer

Le piano à la hongroise

ANNIE FISCHER, décédée mardi 11 avril à Budapest à l'âge de quatre-vingt-un ans, incarnait la liberté face à un clavier. Ses gestes étaient larges, et son approche des œuvres soumise à l'humeur du moment, parfois impétueuse, imprévisible, toujours péremptoire. Méconnue en France comme dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, cette interprète comptait parmi les grandes figures du piano d'après-guerre.

Les disques, dont un seul est à ce jour disponible ici (le *Troisième concerto* pour piano de Bartok avec, au pupitre, Ferenc Fricsay) rendront justice un jour à ce talent éclipsé, à son acmé dans les œuvres problématiques.

Née le 5 juillet 1914 à Budapest, Annie Fischer travaille avec Ernst von Dohnanyi et Arnold Szekely. En 1930, à l'âge de seize ans, elle remporte le prix Liszt. Réfugiée ensuite en Suède, elle ne regagne la Hongrie qu'après la guerre, en 1946, et entame une carrière internationale. Pendant les années d'après-guerre (1947-1950), la collaboration avec Otto Klemperer, alors directeur musical de l'Opéra de Budapest, est particulièrement fructueuse.

Walter Legge, tout-puissant directeur artistique de la firme EMI, rejoint les admirateurs de la pianiste. Des documents enregistrés sont engrangés dans les années 60. Lorsque Annie Fischer revient sur le devant des scènes britanniques en 1980, elle manifeste une éclatante maturité dans le répertoire classique et romantique, Mozart, Beethoven et Schumann en priorité.

Le retour d'Annie Fischer à Paris ne date pas de loin. C'était en mars 1989, salle Pleyel. Ce fut un moment de suspense rare, l'auditoire resta hésitant pour finalement basculer dans l'enthousiasme.

Quels interprètes savent encore, aujourd'hui, prendre cette part de risque ?

Anne Rey

NOMINATION

CONSEIL D'ÉTAT

Renaud Denoix de Saint Marc, actuel secrétaire général du gouvernement, a été nommé, lors du conseil des ministres du mercredi 12 avril, vice-président du Conseil d'Etat, en remplacement de Marceau Long, qui part à la retraite le 22 avril *(lire page 8)*.

[Renaud Denoix de Saint Marc est né le 24 septembre 1938 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. A sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, il entre au Conseil d'Etat, en qualité d'auditeur, en 1964, devient maître des requêtes en 1972 et conseiller d'Etat en 1986. Commissaire du gouvernement auprès de l'assemblée du contentieux à deux reprises (de 1974 à 1978 et de 1983 à 1986), il a été chef de la mission juridique à la direction générale de la protection de la nature du ministère de l'agriculture en 1970, puis chef du même service au ministère de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 1973. En 1978, il est nommé directeur adjoint du cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de la justice, puis, en 1979, directeur des affaires civiles et du sceau. Il réintègre le Conseil d'Etat en 1982. En mars 1986, Jacques Chirac, alors premier ministre, le nomme secrétaire général du gouvernement. Il est confirmé dans cette fonction par tous les premiers ministres qui se sont succédé depuis.]

AU CARNET DU MONDE

Naissances

M. et Mme Olivier DOUSSET,
et Thibaut,
sont heureux de faire part de la naissance de

Ariane,

le 10 avril 1995.

77, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

Décès

– Bénodet.

Le 12 avril 1995, dans sa quatre-vingt-dixième année, s'est éteint

Jean-Roger COULONJOU,
médecin,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique,
professeur honoraire des universités,
ancien médecin de la marine,
fondateur du collège
d'enseignement de la psychiatrie
de l'université
de Bretagne occidentale,
médaille du combattant
volontaire de la Résistance.

Le service d'action de grâce aura lieu le samedi 15 avril, à 14 heures, au temple de l'Eglise réformée de France, rue de Kergariou (Vieux-Quimper).

Il sera suivi de l'incinération à Carhaix.

Les cendres de Roger reposeront dans le caveau familial à Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne).

« Voici le jour que le Seigneur a fait ; qu'il soit notre bonheur et notre joie ! » (Psaume 118, verset 24).

De la part de
Son épouse, née Louise Kerlogot,
Ses filles, Hélène, Cécile, Isabelle et Marie,
Sa sœur Arlette Salvaing,
Toute la famille et ses amis.

Ni deuil, ni fleurs, ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue du Canvez,
29950 Bénodet.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence

– Alain t'Kint de Roodenbeke,
son époux,
Michel et Sylvine Thomassin,
Hubert et Virginie
t'Kint de Roodenbeke,
ses enfants,
Jean, Thibault, Diane et Niels,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Marie-Thérèse
t'KINT de ROODENBEKE,
née Noyart,

survenu le 12 avril 1995, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 avril 1995, à 14 h 30, en l'église Saint-Léger de Saint-Germain-en-Laye.

28, rue d'Alsace,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

– Les membres du Comité des anciens chefs de réseau des forces françaises combattantes ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Christian PINEAU,

fondateur et chef du réseau de renseignement Phalanx.

(Le Monde *du 7 avril.*)

– Après une longue et douloureuse maladie, est décédée, le 4 avril 1995, à l'âge de cinquante-sept ans,

Françoise ROCHOIS,
responsable du service juridique
de *La Vie ouvrière*,
rédactrice en chef
de la *Revue pratique de droit social*.

Les obsèques ont eu lieu le 10 avril, à Neuilly-Plaisance, où un hommage lui a été rendu devant une nombreuse assistance.

RPDS,
263, rue de Paris,
93516 Montreuil Cedex,
bureau 600.

– M. Richard Peduzzi, directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs,
Le personnel administratif et technique,
Les enseignants et les étudiants de l'école,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas TOURLIÈRE,
photographe et fils de Michel Tourlière,
ancien directeur de l'école,

survenu le jeudi 6 avril 1995, à Paris.

Anniversaires

– En souvenir de

Juliette BOUTONIER-FAVEZ

décédée le 13 avril 1994.

Famille Pacard.

– Le 14 avril 1992,

Jacqueline BENOIT

nous quittait. Que ceux qui l'ont connue et aimée, en particulier les camarades de ses deux orchestres angevins (« César Franck » – « ECA 3 ») qui partageaient sa passion pour la musique, aient pour elle, en ce jour, une fraternelle et « présente » pensée.

« Le vrai tombeau des morts est le cœur des vivants ! »
Edouard Herriot

39, rue du Quinconce,
49100 Angers.

Franklin

aurait cinquante ans aujourd'hui, 13 avril 1995.

– Il y a sept ans,

Jacques MOSZKOWICZ

rejoignait l'Orient éternel.
Son souvenir ne nous quitte pas.

Lucienne Moszkowicz et sa famille.

– Il y a onze ans, le 14 avril 1984, disparaissait le philosophe,

Noël MOULOUD.

Que tous ceux qui l'ont connu, admiré et aimé, se recueillent en ce jour dans son souvenir, et dédient leurs pensées à sa mémoire.

Mme N. Mouloud,
38 *bis*, avenue René-Coty,
Paris 14e.

Messes anniversaires

Colette LANGIGNON,
psychanalyste,

œuvrait au centre Etienne-Marcel, à la Maison Verte, aux Points Cardinaux et, jadis, aux Cazottes.

Elle est morte le 24 avril 1992.
Nous gardons vivant son souvenir.

Une messe en sa mémoire sera célébrée le lundi 24 avril 1995, à 12 h 15, en l'église Saint-Laurent.

68, boulevard de Strasbourg,
près de la gare de l'Est (Paris).

– Montréal (Canada) - Enghien-les-Bains.

Il y a un an, le 11 avril 1994,

Justine et Yves SERGENT

nous quittaient tragiquement.

Pour ce premier anniversaire de leur départ, une messe sera célébrée le jeudi 20 avril 1995, à 17 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, à Montréal.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

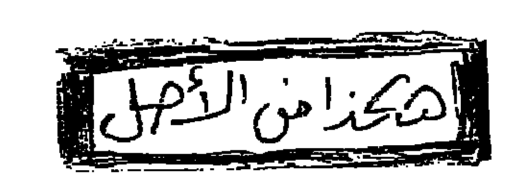
Mme Henriette Sergent.
Père François Rubeaux, OMI.

Communications diverses

Droits de l'homme
Dans le cadre de l'information citoyenne et de la recherche de la vérité contre l'exclusion, en référence aux droits des êtres humains, le Centre des droits de l'homme de Paris continue la distribution de son périodique : le **CANARD DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA FEMME**. Le n° 15 a pour titre : « **EMPLOI ET DROIT : épuisés ?** », le n° 16 : « **DROIT DE VIE : DROIT D'ARGENT** ». Ces imprimés sont envoyés gratuitement sur demande, y joindre une enveloppe timbrée.

CENTRE DES DROITS DE L'HOMME,
B.P. 16 – 75622 PARIS CEDEX 13

Information téléphonée continue 24 heures sur 24, au prix normal par le : (1) 45-82-77-77.



■ **LA BOURSE DE TOKYO a terminé, jeudi, en hausse de 0,57 % dans un marché calme. Les investisseurs attendent les mesures gouvernementales pour relancer la croissance.**

■ **LE DOLLAR a fini en baisse face à la devise japonaise, jeudi, sur les places asiatiques. Il s'échangeait à 83,40 yens, contre 83,80 yens la veille à New York.**

■ **L'OR a ouvert en légère hausse, jeudi, sur le marché de Hongkong. L'once s'échangeait à 390-390,30 dollars, contre 389,60-389,90 dollars mercredi en clôture.**

■ **LE TAUX DE RENDEMENT de l'emprunt d'Etat américain de référence à trente ans a légèrement reculé à 7,35 %, mercredi. Il s'établissait à 7,37 % la veille**

■ **LE PÈTROLE a clôturé en baisse, mercredi, à New York. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis échéance mai a terminé en baisse de 33 cents à 19,55 dollars.**

LES PLACES BOURSIÈRES

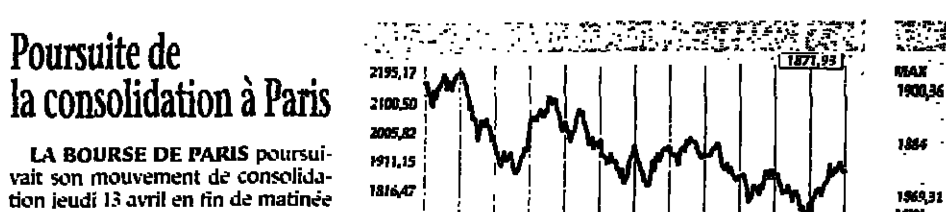
CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↗ 3 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Poursuite de la consolidation à Paris

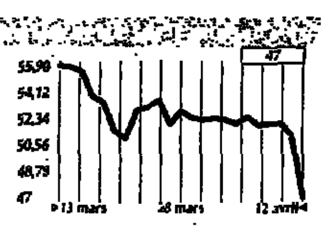
LA BOURSE DE PARIS poursuivait son mouvement de consolidation jeudi 13 avril en fin de matinée en affichant une légère hausse, dans un volume très réduit avant le long week-end pascal. Une heure après l'ouverture, l'indice CAC progressait de 0,14 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 0,34 %, à 1878,37 points après avoir ouvert sur une note quasi stable (+ 0,09 %). Sur le marché obligataire, le contrat notionnel progressait de 36 centièmes, à 113,34 points, après un repli technique la veille. Vers 12 h 30, un peu plus de 900 millions de francs étaient échangés sur le règlement mensuel.

Le titre Eurotunnel restait toujours très travaillé et poursuivait sa remontée après la hausse de la veille. Il s'agit d'une reprise technique après la forte baisse du début de la semaine, soulignent les analystes. En gagnant 5 % dans un volume de plus de 19 millions de titres échangés, la valeur s'inscrivait jeudi matin à 15,75 francs. GTM Entrepose, qui était en tête des hausses mercredi, était stable, gagnant 0,3 %, à 390 francs. La Générale des eaux progressait de 2,4 %, soutenue par l'annonce d'un joint-venture créé avec le consortium européen de télécommunications Unisource, en vue de fournir des services de télécommunications aux entreprises.



La Rochette, valeur du jour

LA ROCHETTE a enregistré, mercredi 12 avril, le plus fort recul pour terminer en tête des 15 plus fortes baisses des valeurs à règlement mensuel. Le titre a abandonné 8,20 %, à 47 francs, dans un volume étoffé de 205 100 pièces. Sans explication très probante, des intervenants ont fait état de ventes importantes émanant des sociétés de Bourse Warburg et Cholet. Des sources de marché font état de certaines rumeurs. Selon celles-ci, Bruxelles s'intéresserait aux conditions tarifaires des entreprises de ce secteur. Des ententes illégales auraient été décelées justifiant les prises de bénéfices.

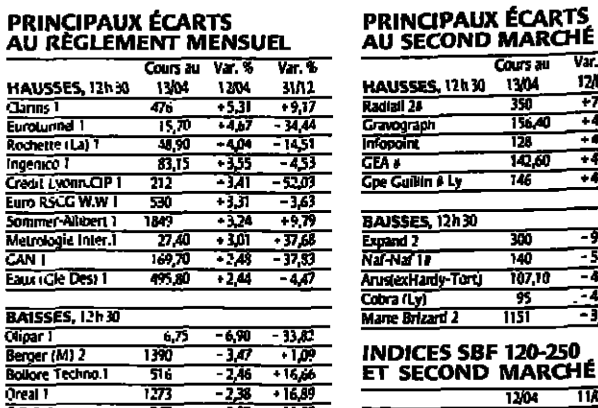


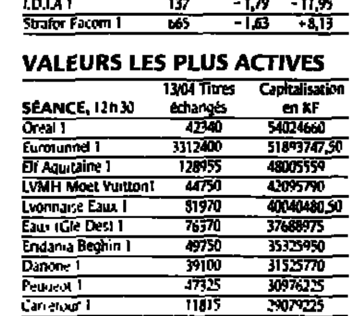
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

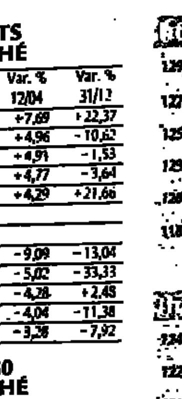
HAUSSES, 12h30	Cours au 13/04	Var. % 12/04	Var. % 31/12
Clarins 1	476	+5,31	+9,17
Eurotunnel 1	15,70	+4,67	-34,44
Rochette (La) 1	48,90	+4,04	-14,51
Ingenico 1	83,15	+3,55	-4,53
Crédit Lyonn.CIP 1	212	+3,41	-52,03
Euro RSCG W.W 1	530	+3,31	-3,63
Sommer-Allibert 1	1849	+3,24	+9,79
Metrologie Inter.1	27,40	+3,01	+37,68
CAN 1	169,70	+2,48	-37,83
Eaux (Gle Des) 1	495,80	+2,44	-4,47
BAISSES, 12h30			
Olipar 1	6,75	-6,90	-33,82
Berger (M) 2	1390	-3,47	+1,09
Bollore Techno.1	516	-2,46	+16,66
Oreal 1	1273	-2,38	+16,89
G.F.C. 1	347	-2,25	-11,92
Galeries Lafayet.1	2215	-2,08	-3,27
DMC (Dollfus Mi)	240	-2,04	-20,89
Plastic-Omn.(Ly) 1	518	-1,89	-10,06
I.D.I.A 1	137	-1,79	-11,95
Strafor Facom 1	665	-1,63	+8,13

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	13/04 Titres échangés	Capitalisation en KF
Oreal 1	42340	54024660
Eurotunnel 1	3312400	51893747,50
Elf Aquitaine 1	128955	48005559
LVMH Moet Vuitton1	44750	42095790
Lyonnaise Eaux 1	81970	40040480,50
Eaux (Gle Des) 1	76370	37688975
Eridania Beghin 1	49750	35325950
Danone 1	39100	31525770
Peugeot 1	47325	30976225
Carrefour 1	11815	29079225





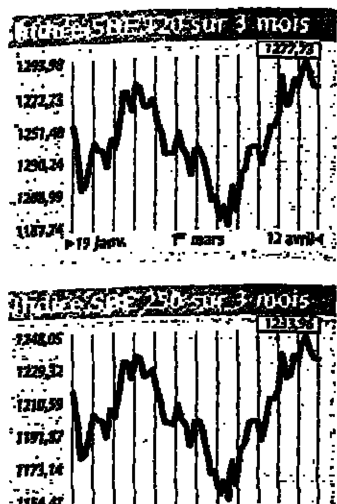


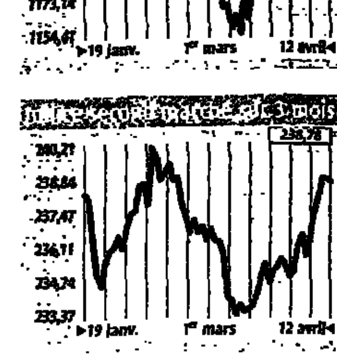
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

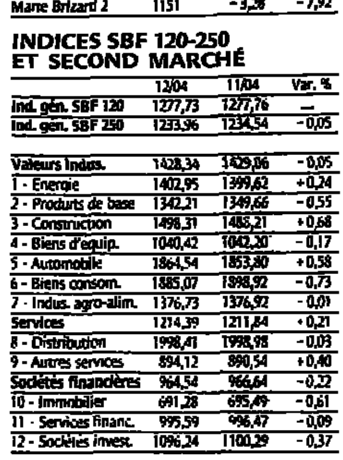
HAUSSES, 12h30	Cours au 13/04	Var. % 12/04	Var. % 31/12
Radiall 2#	350	+7,69	+22,37
Gravograph	156,40	+4,96	-10,62
Infopoint	128	+4,91	-1,53
GEA #	142,60	+4,77	-3,64
Gpe Guillin # Ly	146	+4,29	+21,66
BAISSES, 12h30			
Expand 2	300	-9,09	-13,04
Naf-Naf 1#	140	-5,02	-33,33
Arus(exHardy-Tort)	107,10	-4,28	+2,48
Cobra (Ly)	95	-4,04	-11,38
Marie Brizard 2	1151	-3,28	-7,92

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	12/04	11/04	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1277,73	1277,76	—
Ind. gén. SBF 250	1233,96	1234,54	-0,05
Valeurs Indus.	1428,34	1429,06	-0,05
1 - Energie	1402,95	1399,62	+0,24
2 - Produits de base	1342,21	1349,66	-0,55
3 - Construction	1498,31	1488,21	+0,68
4 - Biens d'équip.	1040,42	1042,20	-0,17
5 - Automobile	1864,54	1853,80	+0,58
6 - Biens consom.	1885,07	1898,92	-0,73
7 - Indus. agro-alim.	1376,73	1376,92	-0,01
Services	1214,39	1211,84	+0,21
8 - Distribution	1998,41	1998,98	-0,03
9 - Autres services	894,12	890,54	+0,40
Sociétés financières	964,54	966,64	-0,22
10 - Immobilier	691,28	695,49	-0,61
11 - Services financ.	995,59	996,47	-0,09
12 - Sociétés invest.	1096,24	1100,29	-0,37
Ind. Second Marché	238,78	238,91	-0,04







L'attentisme prévaut à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO et les contrats à terme ont fini soutenus jeudi à la fin d'une séance à l'activité plutôt stable, les investisseurs restant sur la réserve en attendant de prendre connaissance, vendredi, du plan du gouvernement japonais pour enrayer la hausse du yen.

L'indice Nikkei s'est adjugé 93,87 points, soit 0,57 %, à 16 438,79 points dans un volume estimé à 220 millions de titres. La veille, Wall Street s'est à nouveau rapprochée de la barre des 4 200 points, soutenue par un bond du titre Chrysler et par une légère baisse des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 10,73 points, à 4 197,81 points. Le titre Chrysler s'est envolé de plus de 12 dollars dès l'ouverture de sa cotation à Wall Street, pour terminer la journée en hausse de 9-3/4 dollars, à 49 dollars *(lire page 16)*. A Londres, le Stock Exchange a repris sa progression, soutenu par la stabilisation du dollar et des achats de couverture avant le long week-end de Pâques. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 18,9 points, soit 0,6 %, à 3 209,8 points. La Bourse de Francfort a, pour sa part, terminé en légère baisse mercredi, l'indice DAX abandonnant 0,26 %, à 1 988,47 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 12/04	Cours au 11/04	Var. en %
Paris CAC 40	1871,93	1869,31	+0,14
New-York/DJ indus.	4187,78	4187,08	+0,02
Tokyo/Nikkei	16344,90	16268,90	-0,46
Londres/FT100	3209,80	3190,90	+0,59
Francfort/Dax 30	1988,47	1993,73	-0,26
Frankfort Commer.	738,80	738,51	+0,04
Bruxelles/Bel 20	1539,54	1532,71	+0,44
Bruxelles General	1365,24	1359,18	+0,44
Milan/MIB 30	13841	13741	+0,72
Amsterdam/Ge. Cbs	272,50	272,20	+0,11
Madrid/Ibex 35	276,49	275,92	+0,21
Stockholm/Affarsal	1180,29	1171,44	+0,75
Londres FT30	2446,80	2433,50	+0,54
Hong Kong/Hang S.	8509,69	8514,60	-0,06
Singapour/Strait t	2062,50	2054,60	+0,38

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

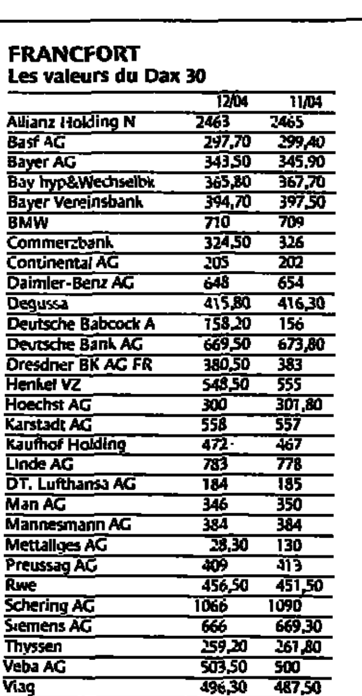
	12/04	11/04
Alcoa	42,62	43,12
American Express	35	35,12
Allied Signal	39,25	39,37
AT & T	51,37	51,75
Bethlehem	15,50	15,37
Boeing Co	55,87	53,87
Caterpillar Inc.	55,87	55,12
Chevron Corp.	45	45,12
Coca-Cola Co	58,37	57,87
Disney Corp.	55	54,87
Du Pont Nemours&Co	61,87	62
Eastman Kodak Co	52,12	52,12
Exxon Corp.	66,87	66,87
Gén. Motors Corp.H	40	39,62
Gén. Electric Co	54,75	54,75
Goodyear T & Rubbe	38,62	38,50
IBM	87,12	86,75
Intl Paper	75,37	75,75
J.P. Morgan Co	60,62	61,50
Mc Don Dougl	57,62	57,50
Merck & Co.Inc.	42,87	43
Minnesota Mng.&Mfg	57,62	57,12
Philip Moris	67,62	67,87
Procter & Gamble C	67,87	67,37
Sears Roebuck & Co	52,75	52,37
Texaco	65	65
Union Carb.	30,75	30,37
Utd Technol	68,87	67,75
Westingh. Electric	15,37	15,37
Woolworth	18,50	18,87

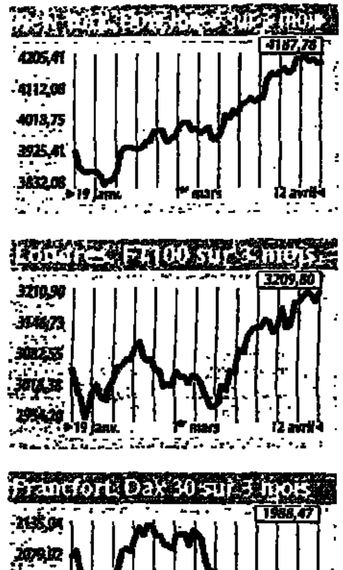
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	12/04	11/04
Allied Lyons	5,38	5,36
Barclays Bank	6,61	6,44
B.A.T. industries	4,51	4,47
British Aerospace	5,03	5,06
British Airways	4,05	3,99
British Gas	2,98	2,98
British Petroleum	4,40	4,34
British Telecom	3,88	3,82
B.T.R.	3,34	3,30
Cadbury Schweppes	4,40	4,39
Eurotunnel	1,88	1,87
Glaxo	7,21	7,24
Grand Metropolitan	4,06	4
Guinness	4,68	4,67
Hanson Plc	2,41	2,37
Great Ic	5,78	5,76
H.S.B.C.	7,31	7,23
Imperial Chemical	7,55	7,45
Lloyds Bank	6,29	6,24
Marks and Spencer	4,18	4,13
National Westminst	5,53	5,45
Peninsular Orienta	5,66	5,69
Reuters	4,86	4,88
Saatchi and Saatch	0,92	0,93
Shell Transport	7,15	7,10
Smithkline Beecham	5,21	5,10
Tate and Lyle	4,24	4,27
Univeler Ltd	12,35	12,30
Wellcome	10,62	10,60
Zeneca	8,89	8,97

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	12/04	11/04
Allianz Holding N	2463	2465
Basf AG	297,70	299,40
Bayer AG	343,50	345,90
Bay hyp&Wechselbk	365,80	367,70
Bayer Vereinsbank	394,70	397,50
BMW	710	709
Commerzbank	324,50	326
Continental AG	205	202
Daimler-Benz AG	648	654
Degussa	415,80	416,30
Deutsche Babcock A	158,20	156
Deutsche Bank AG	669,50	673,80
Dresdner BK AG FR	380,50	383
Henkel VZ	548,50	555
Hoechst AG	300	301,80
Karstadt AG	558	557
Kaufhof Holding	472	467
Linde AG	783	778
DT. Lufthansa AG	184	185
Man AG	346	350
Mannesmann AG	384	384
Mettallges AG	28,30	130
Preussag AG	409	413
Rwe	456,50	451,50
Schering AG	1066	1090
Siemens AG	666	669,30
Thyssen	259,20	261,80
Veba AG	503,50	500
Viag	496,30	487,50
Wellag AG	1020	1005



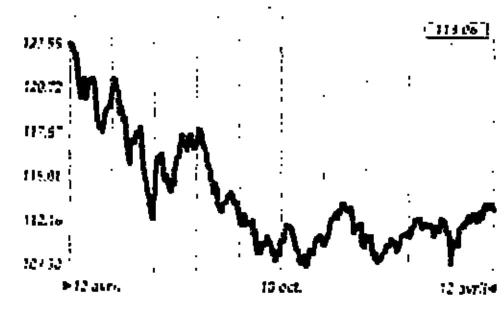


LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif a ouvert jeudi 13 avril pratiquement inchangé par rapport à ses cours de clôture de la veille. L'échéance juin gagnait quatre centièmes, à 113,02, après quelques minutes de transactions. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait à 7,81 %, soit un écart de 73 points de base (0,73 %) par rapport aux titres d'Etat allemand de même échéance. Les taux d'intérêt à court terme se détendaient légèrement grâce à la meilleure tenue du franc face à la monnaie allemande (3,4840 francs pour un mark contre 3,4918 la veille). Les taux à trois mois s'établissaient à 7,45 % et le taux de l'argent au jour le jour à 7,56 %. Les professionnels n'attendaient toutefois pas de baisse des taux directeurs de la Banque de France à l'occasion de l'appel d'offres lancé jeudi.



LES TAUX DE RÉFERENCE

TAUX 12/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,56	7,74	[illegible]	1,70
Allemagne	4,56	7,1[illegible]	[illegible]	2,42
Grande-Bretagne	5,75	8,44	[illegible]	2,60
Italie	[illegible]	12,3	12,[illegible]	5,50
Japon	2,20	3,53	4,75	0,20
États-Unis	5,94	7,11	7,40	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 12/04	Taux au 11/04	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,49	7,58	101,20
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,60	7,62	101,81
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,84	7,83	102,45
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,92	7,95	102,92
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,25	8,24	103,55
Obligations françaises	8,09	8,11	102,12
Fonds d'État à TME	-0,66	-0,55	99,87
Fonds d'État à TRE	-0,39	-0,35	99,27
Obligat. franç. à TME	-0,43	-0,37	99,27
Obligat. franç. à TRE	+0,12	+0,18	100,45

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 12/04	Vente 12/04	Achat 11/04	Vente 11/04
Jour le jour	7,68	...	...	—
1 mois	7,37	7,62	7,75	8
3 mois	7,25	7,50	7,75	8
6 mois	6,87	7,12	7,50	7,75
1 an	6,72	6,84	6,93	7,56
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	7,89	...	—	...
Pibor Francs 3 mois	7,70	....	—	—
Pibor Francs 6 mois	7,32	...	—	...
Pibor Francs 9 mois	7,23	....	....	—
Pibor Francs 12 mois	7,13	...	....	....
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	6,37	....	—	-
Pibor Écu 6 mois	6,47	...	—	...
Pibor Écu 12 mois	6,75	..	—	....

MATIF

Échéances 12/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	127539	113,06	113,08	112,72	112,98
Sept. 95	5564	112,44	112,44	112,22	112,40
Déc. 95	202	112,24	112,24	112,10	112,14
Mars 96	...	...	....	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	29495	93,24	93,24	93,02	93,14
Sept. 95	10546	93,55	93,56	93,42	93,55
Déc. 95	4778	93,45	93,46	93,38	93,45
Mars 96	1569	93,25	93,28	93,21	93,26
ECU LONG TERME					
Juin 95	2674	83,14	83,15	82,96	83,15
Sept. 95		—	..	...	83,12

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 12/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 95	15671	1878	1892	1871	1884
Mai 95	101	1875	1880	1867	1880,50
Juin 95	1109	1853	1863,50	1850	1861,50
Sept. 95	41	1877	1885	1877	1882,50

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,8860 | US/DM ↘ 1,4007 | US/Y ↘ 83,3000 | DM/F ↗ 3,4918 | £/F ↘ 7,7835

Baisse du dollar

LE DOLLAR s'échangeait jeudi matin 13 avril en légère baisse lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Le billet vert s'inscrivait à 83,45 yens contre 83,80 yens la veille en clôture à New York. Il était également en recul face à la monnaie allemande, valant 1,3993 mark (1,4055 mark mercredi soir). Les perspectives d'un resserrement de la politique monétaire américaine se sont encore éloignées mercredi après la publication d'un indice des prix à la consommation modéré de +0,2 % aux Etats-Unis en mars. Les professionnels ont été déçus par les résultats de l'opération de prises en pension à taux variable effectuée par la Bundesbank. Cette opération a fait ressortir un taux de 4,50 %, identique à celui des prises en pension précédentes, alors que les marchés espéraient une légère détente des taux allemands.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 12/04	% 11/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	349,1800	+0,25	337	361
Écu	6,4255	+0,24	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,8860	-0,41	4,6000	5,2000
Belgique (100 F)	16,9845	+0,21	16,4000	17,5000
Pays-Bas (100 fl)	311,7900	+0,24	....	—
Italie (1000 lir.)	2,8285	-0,44	2,5500	3,1200
Danemark (100 krd)	88,9400	+0,44	83	93
Irlande (1 iep)	7,8950	-0,21	7,5000	8,2500
Gde-Bretagne (1 L)	7,7835	-0,57	7,4000	8,2500
Grèce (100 drach.)	2,1515	+0,14	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	66,6400	-0,30	61	71
Suisse (100 F)	424,1700	+0,27	410	434
Norvège (100 k)	78,0100	+0,12	73	82
Autriche (100 sch)	49,6140	+0,24	48	51,1000
Espagne (100 pes.)	3,9000	-0,08	3,6000	4,2000
Portugal (100 esc.	3,3100	+0,15	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5375	-0,72	3,2500	3,8500
Japon (100 yens)	5,8118	-0,25	5,6500	6
Finlande (mark)	113,2900	-0,36	108	119

PARITES DU DOLLAR	13/04	12/04	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4007	1,4023	-0,11
TOKYO : USD/Yens	83,3000	83,7500	-0,54

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,8970	4,9000	4,8220	4,8270
Yen (100)	5,7987	5,8057	5,5300	5,5421
Deutschemark	3,4820	3,4830	3,4940	3,4950
Franc Suisse	4,2299	4,2362	4,2466	4,2585
Lire ital. (1000)	2,8454	2,8522	2,8149	2,8261
Livre sterling	7,8156	7,8253	7,8010	7,8139
Peseta (100)	3,9113	3,9200	3,7998	3,8098
Franc Belge	16,933	16,955	16,979	17,014

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	8	8,58	8,11
Eurodollar	5,15	6,18	6,25
Eurolivre	6,58	6,31	6,58
Eurodeutschemark	5	4,13	4,15

L'OR

	cours 12/04	cours 11/04
Or fin (k. barre)	61200	61300
Or fin (en lingot)	61900	61850
Once d'Or Londres	389,10	389,90
Pièce française(20f)	355	355
Pièce suisse (20f)	355	353
Pièce Union lat(20f)	354	354
Pièce 20 dollars us	2300	2275
Pièce 10 dollars us	1185	1432,50
Pièce 50 pesos mex.	2290	2285

LE PÉTROLE

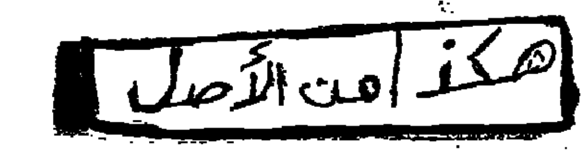
En dollars	cours 12/04	cours 11/04
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	17,27	17,29
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	12/04	11/04
Dow-Jones comptant	191,80	192,06
Dow-Jones à terme	273,39	273,29
Moody's	—	—

METAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2945,50	2958
Cuivre à 3 mois	2919	2917
Aluminium comptant	1835	1851
Aluminium à 3 mois	....	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5816	5820
Etain à 3 mois	5830	5855
Zinc comptant	1050,50	1049,50
Zinc à 3 mois	1070	1072
Nickel comptant	7290	7395
Nickel à 3 mois	7290	7395

METAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENRÉES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1366	1361
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLÉAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 13 AVRIL

Liquidation : 21 avril
Taux de report : 7,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,34 %
CAC 40 : 1878,33

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	7330	7300	- 0,41	6100
B.N.P. (T.P)	971	971	—	985
Cr.Lyonnais(T.P.)	837	850	+ 1,55	840
Renault (T.P.)	1840	1840	—	1804
Rhone Poulenc(T.P)	2020	2020	—	1975
Saint Gobain(T.P.)	1190	1161	- 2,44	1150
Thomson S.A (T.P)	1074	1074	—	1051
Accor 1	536	546	+ 1,87	565
Air Liquide 1	786	787	+ 0,13	750
Alcatel Alsthom 1	455,20	455,70	+ 0,11	415
Alcatel Cable 1	350	352,80	+ 0,80	360
Alspi 1	307	—	—	335
AGF-Ass.Gen.France	166	165,80	- 0,12	154
Axa 1	240	242,20	+ 0,92	255
Bail Invest. 1	809	810	+ 0,12	800
Bancaire (Cie) 1	519	525	+ 1,16	530
Bque Colbert C2#	65,25	—	—	71
Bazar Hot. Ville 2	527	525	- 0,38	515
Berger (M) 2	1440	1390	- 3,47	1400
BIC 1	822	821	- 0,12	735
BIS 1	360	358,10	- 0,53	340
B.N.P. 1	239,10	238	- 0,46	225
Bollore Techno.1	529	516	- 2,46	460
Bongrain 1	2680	2680	—	2670
Bouygues 1	551	557	+ 1,09	525
Canal + 1	617	622	+ 0,81	590
Cap Gemini Sogeti1	172	175	+ 1,74	165
Carnaudmetalbox 1	175,10	176,20	+ 0,63	176
Carrefour 1	2462	2460	- 0,08	2320
Casino Guichard 1	143,90	142,80	- 0,76	143
Casino Guich.ADP 1	119	119	—	114
Castorama Dl (Li)1	776	776	—	770
C.C.F. 1	213,50	213,80	+ 0,14	205
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52,60	52,90	+ 0,57	53
Cegid (Ly) 1	449	446	- 0,67	415
CEP Communication1	520	514	- 1,15	470
Cerus Europ.Reun 1	81,90	81	- 1,10	81
Cetelem 1	1010	995	- 1,49	975
CGIP 1	1125	1134	+ 0,80	1060
Chargeurs 1	933	932	- 0,11	1060
Christian Dior 1	446,50	445	- 0,34	430
Ciments Fr.Priv.B1	238,10	238,10	—	215
Clarins 1	452	476	+ 5,31	400
Club Mediterranee1	489	495,50	+ 1,33	425
Coflexip	285	285	—	275
Colas 1	866	883	+ 1,96	765
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	219
Comptoir Moder. 1	1484	1497	+ 0,88	1510
CPR 1	348,90	345	- 1,12	330
Cred.Fon.France 1	605	602	- 0,50	495
Credit Local Fce 1	422,20	423	+ 0,19	395
Credit Lyonn.CIP 1	205	212	+ 3,41	230
Credit National 1	390	392,70	+ 0,69	350
CS(ex.CSEE)1	301	302	+ 0,33	310
Damart 1	4660	4750	+ 1,93	4600
Danone 1	807	806	- 0,12	790
Dassault-Aviation1	413	415	+ 0,48	370
Dassault Electro 1	341,40	345,50	+ 1,20	305
De Dietrich 1	2584	2575	- 0,35	2550
Degremont 1	372,10	380	+ 2,12	340
Dev.R.N-P.Cal#Li 2	71	71	—	68
DMC (Dollfus Mi)1	245	240	- 2,04	250
Docks France 1	760	760	—	750
Dynaction 1	144	143	- 0,69	125
Eaux (Gle Des) 1	484	495,80	+ 2,44	485
E.B.F 1	954	950	- 0,42	945
Ecco 1	680	674	- 0,88	600
Eiffage 1	821	817	- 0,49	770
Elf Aquitaine 1	370	372,50	+ 0,68	365
Eridania Beghin 1	717	710	- 0,98	750
Essilor Intl 1	850	850	—	755
Essilor Intl ADP 1	583	587	+ 0,69	560
Esso 1	592	585	- 1,18	615
Eurafrance 1	1459	1463	+ 0,27	1410
Euro Disney 1	12,70	12,80	+ 0,79	12
Euro RSCG W.W 1	513	530	+ 3,31	490
Europe 1-1	1380	1372	- 0,58	1290
Eurotunnel 1	15	15,70	+ 4,67	19
Filipacchi Medias1	725	721	- 0,55	650
Finextel 1	65	64,70	- 0,46	84
Fives-Lille 1	451	449	- 0,44	405
Fromageries Bel 1	4350	4340	- 0,23	4590
Galeries Lafayet.1	2262	2215	- 2,08	2170
GAN 1	165,60	169,70	+ 2,48	153
Gascogne (B) 1	497	495	- 0,40	495
Gaz et Eaux 1	1789	1822	+ 1,84	1720
Geophysique 1	303	302	- 0,33	270
G.F.C. 1	355	347	- 2,25	345
Groupe Andre S.A.1	435	430	- 1,15	430
Groupe De La Cite1	861	860	- 0,12	770
GTM-Entrepose 1	389	390	+ 0,26	350
Guilbert 1	455	452,30	- 0,59	420
Guyenne Gascogne 1	1385	1390	+ 0,36	1320
Havas 1	403	404,50	+ 0,37	350
I.D.I.A 1	139,50	137	- 1,79	136
Imetal 1	520	522	+ 0,38	475
Immeubl.France 2	346	352	+ 1,73	335
Immob.Phenix 1	50,15	—	—	48
Ingenico 1	80,30	83,15	+ 3,55	78
Interbail 1	341,10	345,90	+ 1,41	335
Intertechnique 1	550	550	—	570
Jean Lefebvre 1	336,50	341	+ 1,34	300
Klepierre 1	570	575	+ 0,88	585
Labinal 1	789	790	+ 0,13	765
Lafarge Coppee 1	362	366,10	+ 1,13	350
Lagardere (MMB) 1	116	114,80	- 1,03	110
Lapeyre 1	312	310,50	- 0,48	295
Lebon 2	244	242	- 0,82	230
Legrand 1	7130	7200	+ 0,98	6800
Legrand ADP 1	4800	4797	- 0,06	4420
Legris Indust. 1	351	352	+ 0,28	365
Locindus 1	800	804	+ 0,50	790
LVMH Moet Vuitton1	944	939	- 0,53	895
Lyonnaise Eaux 1	491,30	490,10	- 0,24	430
Marine Wendel 1	381	385	+ 1,05	345
Matra-Hachette 1	111	110,80	- 0,18	105
Metaleurop 1	59,80	59,50	- 0,50	60
Metrologie Inter.1	26,60	27,40	+ 3,01	26
Michelin 1	209,80	212	+ 1,05	197
Moulinex 1	117	116,50	- 0,43	115
Navigation Mixte 1	975	970	- 0,51	960
Nord-Est 1	137,70	140	+ 1,67	135
Nordon (Ny) 2	325,10	325,10	—	375
NRJ # 1	398	392	- 1,51	355
Olipar 1	7,25	6,75	- 6,90	6,50
Oreal 1	1304	1273	- 2,38	1250
Paribas 1	301,90	303,50	+ 0,53	290
Pechiney CIP 1	310,90	311,60	+ 0,23	320
Pechiney Intl 1	128,50	127	- 1,17	119
Pernod-Ricard 1	346	345	- 0,29	335
Peugeot 1	652	656	+ 0,61	630
Pinault-Prin.Red.1	1100	1110	+ 0,91	1070
Plastic-Omn.(Ly) 1	528	518	- 1,89	495
Poliet 1	440	435	- 1,14	400
Primagaz 1	910	912	+ 0,22	905
Promodes 1	1181	1183	+ 0,17	1090
Publicis 1	411,20	414	+ 0,68	335
Radiotechnique 1	489	489	—	560
Remy Cointreau 1	156	156,70	+ 0,45	165
Renault 1	166	165,70	- 0,18	162
Rexel 1	775	765	- 1,29	730
Rhone Poulenc A 1	112,40	114,10	+ 1,51	110
Rochette (La) 1	47	48,90	+ 4,04	55
Roussel Uclaf 1	726	719	- 0,96	700
Rue Imperiale(Ly)1	3500	3505	+ 0,14	3460
Sade (Ny) 1	172,20	172,50	+ 0,17	170
Sagem 1	2878	2870	- 0,28	2710
Saint-Gobain 1	610	617	+ 1,15	580
Saint-Louis 1	1492	1499	+ 0,47	1450
Salomon (Ly) 1	1920	1940	+ 1,04	1850
Salvepar (Ny) 2	428	438	+ 2,34	395
Sanofi 1	283,80	283,60	- 0,07	275
Sat 2	1999	1990	- 0,45	1960
Saupiquet (Ns) 1	1180	1175	- 0,42	1190
Schneider 1	352,70	356	+ 0,94	325
SCOR S.A 1	109	109	—	113
S.E.B. 1	517	516	- 0,19	500
Sefimeg 1	295,80	292,10	- 1,25	285
SEITA 1	138,60	138,10	- 0,36	126
Selectibanque 1	139,50	139	- 0,36	140
SFIM 2	877	876	- 0,11	880
SGE 1	159,50	158	- 0,94	153
Sidel 1	1340	1333	- 0,52	1290
Simco 1	414,80	409	- 1,40	400
S.I.T.A 1	659	658	- 0,15	605
Skis Rossignol 1	1380	1370	- 0,72	1430
Sligos 1	405	402	- 0,74	390
Societe Gale A 1	532	536	+ 0,75	520
Sodexho 1	917	915	- 0,22	760
Sommer-Allibert 1	1791	1849	+ 3,24	1690
Sophia 1	424,50	423,10	- 0,33	405
Sovac 1	350	348	- 0,57	365
Spie Batignolles 1	231,50	231	- 0,22	230
Spir Communic. 1	486	485,50	- 0,10	450
Strafor Facom 1	676	665	- 1,63	625
Suez 1	247	247	—	240
Synthelabo 1	255	253	- 0,78	240
Technip S.A. 1	283,80	284	+ 0,07	265
Thomson-CSF 1	132	133,50	+ 1,14	123
Total 1	302,50	302,30	- 0,07	280
UAP 1	122,60	124,80	+ 1,79	116
UFB Locabail 1	340	340	—	340
UGC DA (M) 1	153,10	155	+ 1,24	150
Ugine S.A 1	334,80	334,90	+ 0,03	310
UIC 1	97	99,10	+ 2,16	85
UIF 1	442	442,90	+ 0,20	415
UIS 2	192	193	+ 0,52	196
Uniball 1	461,80	464	+ 0,48	455
Union Assur.Fdal 1	480	476	- 0,83	530
Valeo 1	272,20	273,30	+ 0,40	255
Vallourec 1	227,50	228	+ 0,22	240
Via Banque 1	293	289	- 1,37	310
Worms & Cie 1	246,50	243	- 1,42	240
Z Gr.Zannier #Ly 1	117,80	117	- 0,68	124
Zodiac 1	575	577	+ 0,35	540
Elf Gabon 1	950	950	—	945

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Compensation (1)
ABN Amro Holding 1	182,10	183,10	+ 0,55	173
American Express 1	170,10	170	- 0,06	165
Anglo American 1	271	275,90	+ 1,81	275
Amgold 1	437,10	454	+ 3,87	435
Arjo Wiggins App.1	20,80	20,75	- 0,24	20
A.T.T. 1	257,80	252,60	- 2,02	260
Banco Santander 1	175	178	+ 1,71	162
Barrick Gold 1	120,20	119,80	- 0,33	118
B.A.S.F. 1	1044	1021	- 2,20	1000
Bayer 1	1201	1201	—	1200
Blenheim Group 1	16,75	17,15	+ 2,39	15,50
Buffelsfontein 1	32,50	34,40	+ 5,85	35
Chase Manhattan 1	200	197	- 1,50	172
Cordiant PLC 1	7,10	7,10	—	7
Daimler Benz 1	2290	2220	- 3,06	2160
De Beers 1	126	127,10	+ 0,87	119
Deutsche Bank 1	2332	2327	- 0,21	2320
Dresdner Bank 1	1320	1319	- 0,08	1360
Driefontein 1	65,90	67,20	+ 1,97	65
Du Pont Nemours 1	309,10	—	—	290
Eastman Kodak 1	253,40	252,10	- 0,51	255
East Rand 1	5,30	5,25	- 0,94	5,50
Echo Bay Mines 1	49,90	50	+ 0,20	48
Electrolux 1	223	235	+ 5,38	240
Ericsson 1	313	312	- 0,32	295
Exxon Corp. 1	325,30	325	- 0,09	325
Ford Motor 1	138	135	- 2,17	125
Freegold 1	59,70	60,10	+ 0,67	58
Gencor Limited 1	15,95	16	+ 0,31	16,50
General Electric 1	265	264,70	- 0,11	270
General Motors 1	220	215	- 2,27	210
Generale Belgique1	353,60	361	+ 2,09	325
Grd Metropolitan 1	30,95	31,10	+ 0,48	31
Guinness Plc 1	35	36,80	+ 5,14	35
Hanson Plc 1	18,75	18,70	- 0,27	19
Harmony Gold 1	42,10	41,30	- 1,90	42
Hewlett-Packard 1	600	592	- 1,33	615
Hitachi 1	49,45	50	+ 1,11	46
Hoechst 1	1050	1040	- 0,95	1020
I.B.M 1	420,20	423,10	+ 0,69	415
I.C.I 1	60	60	—	58
I.T.T. 1	497	484,20	- 2,58	500
Ito Yokado 1	255	256,30	+ 0,51	230
Matsushita 1	80,70	82,60	+ 2,35	70
Mc Donald's 1	166,50	169	+ 1,50	173
Merck and Co 1	209,10	208,20	- 0,43	215
Minnesota Mining 1	277,70	—	—	285
Mitsubishi Corp. 1	59,80	59	- 1,34	55
Mobil Corporat. 1	437,50	—	—	440
Morgan J.P. 1	300	—	—	300
Nestle SA Nom.1	4701	4695	- 0,13	4840
Nippon MeatPacker1	68	—	—	65
Norsk Hydro 1	180,80	183	+ 1,22	182
Petrofina 1	1450	1490	+ 2,76	1400
Philip Morris 1	330,50	329,20	- 0,39	330
Philips N.V 1	167,60	168,10	+ 0,30	160
Placer Dome Inc 1	114,20	114	- 0,18	113
Procter Gamble 1	332,50	333,50	+ 0,30	340
Quilmes 1	219	—	—	220
Randfontein 1	27,85	28,45	+ 2,15	32
Rhone Poul.Rorer 1	204,30	203,10	- 0,59	205
Royal Dutch 1	577	577	—	580
R T Z 1	64,10	65,50	+ 2,18	63
Sega Enterprises 1	237	—	—	235
Saint-Helena 1	44,40	44,90	+ 1,13	45
Schlumberger 1	290	286,80	- 1,10	290
SGS Thomson Micro.	153	151	- 1,31	153
Shell Transport 1	56,30	56,50	+ 0,36	57
Siemens 1	2326	2308	- 0,77	2340
Sony Corporation 1	247,80	247,80	—	225
Sumitomo Bank 1	103,70	103,70	—	93
T.D.K 1	229,50	—	—	215
Telefonica 1	60,05	60,05	—	60
Toshiba 1	33,50	33,55	+ 0,15	31
Unilever 1	634	632	- 0,32	630
Unit.Technologie 1	330,50	335	+ 1,36	330
Vaal Reefs 1	331	330,50	- 0,15	345
Volkswagen A.G 1	1288	—	—	1200
Volvo (act.B) 1	90,05	92	+ 2,17	85
Western Deep 1	169,80	166,40	- 2	154
Yamanouchi 1	109,20	109,90	+ 0,64	108
Zambia Copper 1	2,96	2,95	- 0,34	3,05

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 13 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	106,10	3,945 ↓
CEPME 8,5% 88-97CA	102,60	6,660
CEPME 9% 89-99 CA#	105,52	5,844
CEPME 9% 92-06 TSR	104,58	7,249
CFD 9,7% 90-03 CB	110,20	1,781
CFD 8,6% 92-05 CB	104	1,461
CFF 10% 88-98 CA#	107,74	4,740
CFF 9% 88-97 CA#	103,83	4,734
CFF 10,25%90-01CB#	111,52	0,812 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	105,27	7,803 o
CLF 9%88-93/98 CA#	104,21	1,751
CNA 9% 4/92 CB	—	8,482 d
CRH 8,6%92/93/94CB	103,15	6,786 ↑
CRH 8,5% 87-88 CA#	103,70	0,906 ↑
EDF 8,6% 88-89 CA#	104,19	1,343 o
EDF 8,6% 92 CA#	104,80	0,094
Em.Etat10,26%86 CA	102,81	0,897
Emp.Etat 6%7/93 CA	98,05	4,455 ↓
Finansder 9%91CB#	105,60	3,403 o
Finansd.8,6%92 CA#	104,20	1,791
Floral9,75% 90 CA#	107,98	7,025 ↓
OAT 8,7%5/88-95CA#	100,18	7,699
OAT 9,8% 1/96 CA#	102,17	1,960
OAT 8,50% 6/97 CA#	103,15	6,800
OAT 9,90%85-97CA#	106,64	3,282 d
OAT 88-98 TME CA	100,30	1,569
OAT 9/1998 TRA	—	3,552 d
OAT 9,50%88-98 CA#	106,47	7,600
OAT TMB 01/99 CA	99,46	1,427
OAT 8,125% 99 CA#	103,04	7,190
OAT 8,50%90/00 CA#	104,67	0,372 d
OAT 85/00 TRA CA	101,66	4,384
OAT 10%-5/2000 CA#	111,02	8,795 ↓
OAT 01 TME CA	99,21	1,569
OAT 8,5% 11/02 CA#	104,80	3,237
OAT 8,50% 2019 CA#	102,60	3,959
OAT 8,50%92-23 CA#	102,30	8,221
PTT 11,2%85-95 CB#	—	3,839
SNCF 8,8% 87-94CA	—	1,688
Lyon.Eaux 6,5%90CV	835	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	371	360,10
Bains C.Monaco 2 ◆	681	681
B.N.P.Intercont.2	265	261
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	12,80	12,20
Cambodge	800	792
Carbone Lorraine 2	629	626
CBC 1	205	203
Centenaire Blanzy	250	249
Ceragen Holding ◆	36,90	36,90
Champex (Ny) ◆	15,25	15,25
CIC Un.Euro.CIP 1	307	301
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt Lyon Alem.2	370	367
Concorde-Ass Risq2 ◆	725	725
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,85
Credit Gen.Ind. ◆	24	24
Darblay ◆	480	480
Didot Bottin	615	615
Eaux Bassin Vichy	2730	2800
Ecia 1	685	675
Ent.Mag. Paris ◆	3865	3865
Eridania Beghin CI	738	710
Fidei(exImmofice)2	115	116
Finalens ◆	330	330
F.I.P.P. ◆	115	115
Fonciere (Cie) ◆	521	521
Fonciere Euris	182	180
Foncina #	453	453
France I.A.R.D. ◆	640	640
France S.A 1	710	697
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	280	271
Genefim	169,50	166
Gevelot	1090	1077
G.T.I (Transport)2	410	405
Immobail 2	276	276
Immobanque 2	802	802
Im.Marseillaise 2	5060	5110
Invest.(Ste Cie.)	1400	1400
Lille Bonnieres	1710	1790
Locafinanciere	454,90	391,50
Louvre 1	197,80	195
Lucia	73,50	75
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	180	180
Metal Deploye	458	458
Mors 2 #	13,50	13,50
Navigation (Nle) ◆	76	76
Origny-Desvroise ◆	1360	1360
Paluel-Marmont ◆	330	330
Pap.Clairefont(Ny) ◆	820	820
Parfinance 2 ◆	172	172
Paris Orleans ◆	246,20	246,20
Piper Heidsieck ◆	950	950
Porcher ◆	190	190
Promodes (CI)	849	850
PSB Industries 2Ly ◆	390	390
Rochefortaise Com	185	185
Rosario 2 ◆	209	209
Rougier #	797	790
S.A.F.I.C Alcan	299	285,10
Saga	254	253,90
Salins du Midi 2	377	375
Savoisienne M. ◆	149,90	149,90
Silic 2	670	677
S.I.P.H.	204	204
Sofal ◆	300	300
Soffo	291	291
Sofitam act.a reg. ◆	73,35	73,35
Sofragi	3410	3850
Soudure Autogene ◆	923	923
Sovabail ◆	400	400
Taittinger 1	2453	2453
Tour Eiffel ◆	293	293
Elyo 2	274	270
Vicat 2	525	528
Virax ◆	123	123

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	428,80	428,80
Bayer.Vereins Bank	1332	1332
Commerzbank AG	1121	1121
Fiat Ord.	20	20
Gevaert	226,20	226,20
Gold Fields South	125,10	107,50
Johannesburg Cons.	119,20	119,20
Kubota Corp.	33	33
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	43,70	43,70
Ottomane(cie Fin.)	175,20	175,30
Robeco	321,30	320,10
Rodamco N.V.	140,10	140,10
Rolinco	330	332,50
Solvay SA	2427	2427
Wagons Lit.	1520	1519

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 13 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	52,50	54
AFE 2 #	450	459
Aigle 2	274	274,10
Alain Manoukian(Ly)2#	99	96
Albert S.A (Ns) ◆	126,80	126,80
Altran Techno 1 #	520	515
Arnault Associes ◆	500	500
Axime (ex.Segin)	275	272
B.A.C ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li) ◆	620	620
Bque Sofirec (M) ◆	479	479
Bque Tarneaud(B)#	208,50	209
Bque Vernes	635	635
Beneteau #	395	395
B I M P ◆	77,50	77,50
Boiron (Ly) 1 #	453	453
Bousset (Ly)#	270,80	270,90
Brioche Pasq.(Ns)1	554	543
But S.A. 1	930	929
Cardif SA 1	565	570
CDA-Cie des Alpes2	141,10	141,50
C.E.E 2#	480,50	481
CEGEP #	165,90	165,80
Cermex 2 # (Ly)	302	302
CFPI	268	270
Change Bourse (M)	230	235
Christ.Dalloz 2 #	749	760
Cipe France Ly 2 #	679	679
CNIM CA#	223	225
Codetour	301	301
Comp.Euro.Tele-CET	163	163
Conflandey S.A. ◆	317,40	317,40
C.A. de la Brie 2	359	359
C.A.Gironde (B)	436	435
C.A.Haute Normand	396,90	398,80
C.A.Ille & Vilaine	327	326,90
C.A.Indre et Loire	305,50	305,50
C.A. Paris IDF 1	734	720
C.A.de l'Isere Ly# ◆	376	376
C.A.Loire Atl.(Ns) ●	354,60	355
C.A.Loire/H.Loire# ◆	810	810
C.A.du Loiret CCI#	465	460
C.A.Morbihan (Ns)	348	348
C.A.du Nord (Li)	430	430
C.A. Oise CCI ◆	235,80	235,80
C.A.Pas de Calais	414	413,80
C.A. Somme CCI 2	238,70	237
C.A.Toulouse (B)	336,50	336
CFJPE(exGAN part#2	96,50	98,90
Chaine et Trame #	265	271
C.A. Midi CCI#(Ly) ●	214,20	215
Credit de l'Est ◆	426	426
Creeks	105	106
Dapta-Mallinjoud 2	128,50	128,50
Darnal Expansion#2	50	51,30
Dauphin OTA	246	250
Delta Prot.# C2 Ly	304	304,80
Desquenne Giral ◆	126	126
Devanlay 2	795	810
Deveaux(Ly)	583	580
Devernois (Ly)	450	450
Ducros Serv.Rapide	70	69,90
Ecco Trav. Tempo 1	327	330
Elysee Inv. 1	32	32
Emin-Leydier# (Ly)	613	611
Eramet 2	321,10	330,80
Europ.Extinc.(Ly)#	279	279
Europ Propulsion 2	322	322
Expand 2	330	300
Factorem	463	460
Faiveley #2	264	262
Finabail 2	128,90	128,90
Finacor 2	150,70	151,50
Fininfo	445	446
Fructivie 1	500	505
Gautier France 2#	348	348
Gel 2000 2	115	119
GFI Industries #	344	338
Girodet # (Ly)	65	67,50
GLM S.A.	380	380
Grandoptic.Photo #	395,10	391
Gpe Guillin # Ly	140	146
Kindy #	173	178
Guerbet 2 ◆	319,50	319,50
Hermes internat.1#	638	637
Hurel Dubois	390	390
ICBT Groupe # 2	189	190
I.C.C. 2	188	185
Idianova ◆	64	64
Immob.Hotel. 2 #	86,90	85
Installux (Ly)2	498,50	498,50
Int. Computer #	144	144
Invest.Paris 1	131	131
IPBM 2 ◆	62	62
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	411,20	411,20
M6-Metropole TV 2	325	327
Manitou 2#	470	470,10
Manutan	465,80	465
Marie Brizard 2	1190	1151
Maxi-Livres/Profr.	430	423
Mecadyne	171	171
Mecelec 2 (Ly)	120	117,20
MGI Coutier 2#	525	525
Michel Thierry# 2	695	700
Monneret Jouet #	98,05	98,05
Naf-Naf 1#	147,40	140
Norbert Dentres.2#	436	438
N.S.C Schlum.2 Ny	954	955
OGF Omn Gest.Fin.1 ◆	775	775
Onet	880	880
Paul Predault #	185	183
P.C.W. 2	80	80
Petit Boy # ◆	99,80	99,80
Pier Import	96	96,50
Pochet 2 ◆	1170	1170
Poujoulat Ets (Ns)	209,90	209,10
Radiall 2#	325	350
Rallye(Cathiard)Ly	150	151
Reydel Indust.Li 2	1154	1150
Robertet #	1145	1150
Rouleau-Guichard 2 ◆	509	509
Securidev 2 #	129	126,50
Sedriver 2 #	194	193
Seribo 2	426	425
Siparex (Ly) #	81,90	81
Smoby (Ly) 2	542	542
Sofco (Ly)	133,90	133,90
Sofibus ◆	418	418
Sogepag 2 #	125	126
Sogeparc (Fin) 1	584	595
Sopra 2	298,40	295,50
Steph.Kelian #	99,95	99,95
Sylea 2	517	519
Teisseire-France ◆	201	201
TF1-1	458	458,70
Thermador Hold(Ly)	460	460
Trouvay Cauvin 2# ■	135,70	140
Unilog 2	326	326
Union Fin.France 1	410	420
Via Credit(Banque) ◆	136,10	136,10
Viel et Cie #	140,90	142
Vilmorin et Cie#2	360	360
Virbac	525	515

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 12 avril

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	34851,78	34851,78
Actimonétaire D	31264,12	31264,12
Amplia ◇	109195,83	109195,83
Amplitude Monde D ◆	658,90	639,71
Antigone Trésorerie	804138	804138
Arbitr. Court Terme	8886,67	8886,61
Asie 2000	611,39	593,58
Associ Première	35334,55	35334,55
Associc	1092,95	1092,95
Atout Amérique	102,14	99,65
Atout Asie	91,01	88,79
Atout Futur C	526,78	513,93
Atout Futur D	512,26	499,77
Autovic	1394,06	1353,46
Avenir Alizés	1813	1777,45
Axa Valeurs PER	142,92	138,76
Cadence 1	1024,37	1014,23
Cadence 2	1031,47	1021,26
Cadence 3	1019,50	1009,41
Capimonétaire	7586,55	7578,97
Capiobli	7534,86	7460,26
Capitacic	1549,68	1526,78
Cicamonde	1132,81	1099,82
Conventions	1600,31	1570,47
Coeur	2152,11	2148,89
Comptavalor	1504,71	1475,21
Crédit Mutuel Capital		
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	798,59	798,59
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	92,28	89,81
Créd.Mut.Ep.Ind.Dis	90,06	87,65
Créd.Mut.Ep.J	21174,56	21174,56
Créd.Mut.Ep.long.T.	203,68	198,23
Créd.Mut.Ep.Monde	1053,69	1025,49
Créd.Mut.Ep.Quatre	1071,04	1042,37
Dieze	1586,51	1556,93
Ecocic	1157,11	1123,41
Ecupar	124,69	121,06
Ecur. Actions futur	186,01	180,59
Ecur. Distrimonétaire	10240,83	10240,83
Ecur. Expansion	298848,90	297658,27
Ecur. Géovaleurs	2629,61	2553,02
Ecur. Investissement	156,05	151,50
Ecur. Monepremière	10308,93	10908,93
Elanciel D ◆	119,72	116,23
Elicash ◇	864763,54	864763,54
Emergence Poste D ◆	93,87	91,14
Eparcic	4455	4455
Eparcourt-Sicav	188,30	187,83
Epargne-Unie	1429,51	1394,64
Eufi Cash capi ◆	9414,25	9414,25
Eurco Solidarité	1183,01	1171,30
Eurocic Leaders	1190,42	1155,75
Eurodyn	1363,25	1330
Fonsicav	17880,42	17844,73
France Garantie	269,69	269,15
France Obligations	443,75	439,36
Francic	490,25	475,97
Francic Pierre	109,53	106,34
Francic-Régions	1390,78	1350,27
Gestilion	18176,46	18176,46
HLM Monétaire	17169,75	17169,75
Indicia ◆	1088,12	1061,39
Intensys D	104,62	104,36
Interoblig	5503,76	5449,27
Intersélection Fce	518,11	507,95
Japacic	171,13	166,15
Jeunepargne	338,38	333,38
Latitude C ◆	2735,47	2731,37
Lion 20000	15846,81	15846,81
Lion Association	10839,18	10839,18
Lion Institution	37019,95	36927,63
Lionplus	1215,92	1192,08
Lion Trésor	2107,50	2086,63
Livret Bourse Inv.	573,70	556,99
Livret Portefeuil.	745,24	723,53
Méditerranée	202,45	196,55
Mensuel CIC	10125,22	10024,97
Moneden	84120,91	84120,91
Moné-Dis ◇	10241,59	10241,59
Mone.J. ◇	10961,11	10961,11
Monévalor	50530,10	50530,10
Mutualité dépôts	16743,16	16709,74
Natio Court Terme	12917	12917
Natio Court Terme2	351398	351398
Natio Epargne	20654	20449,50
Natio Ep. Capital	13500,19	13366,52
Natio Ep. Croissance	1895,98	1858,80
Natio Ep. Obligations	197	193,14
Natio Epargne Retraite	128,79	126,26
Natio Epargne Trésor	9532,89	9513,86
Natio Epargne Valeur	460,61	451,58
Natio France Index	998,77	979,19
Natio Immobilier	1151,02	1128,45
Natio Inter	1671,23	1638,46
Natio Monétaire	5075,76	5070,69
Natio Opportunités	139,30	136,57
Natio Patrimoine	1349,87	1323,40
Natio Perspectives	1130,23	1108,07
Natio Placements	72287,46	72287,46
Natio Revenus	1026,74	1016,57
Natio Sécurité	11587,13	11587,13
Natio Valeurs	894,59	877,05
Nord Sud Dévelop.	1865,22	1861,50
Oblicic-Mondial	3001,38	2957,02
Oblicic-Régions	1088,41	1072,33
Oblifutur	3405,54	3342,04
Oblig. ttes caté.	208,76	205,67
Oblifion	1643,70	1627,43
Oblisécurité Sicav	5305,28	5305,28
Oblitys D ◆	515,21	507,60
Oraction	1420,77	1386,12
Pervalor	585,74	574,25
Plénitude D ◆	143,31	139,14
Poste Croissance C ◆	3316,53	3313,22
Poste Gestion C ◆	40599,54	40599,54
Première Oblig. C	11994,07	11994,07
Première Oblig. D	11163,93	11158,35
Proficius	949,96	932,25
Rentacic	160,43	158,06
Revenus Trimestr.	5198,69	5147,22
Revenu-Vert	1142,44	1121,14
St-Honoré Pacifique	711,13	678,88
St-Honoré Réal.	18323,04	18250,04
Sécuricic	2106,46	2106,46
Sécuritaux	1692,47	1692,47
Sensivalor	32469,93	32469,93
SEVEA ◆	104,03	101,49
SFI-CNP Assur	693,73	673,52
S.G. France opport. C	1415,72	1387,96
S.G. France oppor. D	1382,91	1355,79
S.G. Monde opport. C	922,95	904,85
S.G. Monde opport. D	922,95	904,85
Sicav Associations	2237,87	2237,87
Sicav 5.000	476,81	467,46
S.I. Est	1182,85	1148,40
Silvafrance	767,93	752,87
Silvam	407,32	399,33
Silvarente	219,74	215,43
Silvinter	494,60	484,90
Sogenfrance C	1294,05	1268,68
Sogenfrance D	1209,62	1185,90
Sogépargne	302,43	299,44
Sogevar	1077,04	1055,92
Soginter	1546,19	1515,87
Solstice D	2273,65	2267,98
State Street Act. Eur ◆	11721,26	11435,38
State Street Act. France ◆	11263,62	10988,90
State Street Act. Japon ◆	1375,67	1342,12
State Street Act. Monde ◆	931,33	908,61
State Street Activ.Asie ◆	1265,41	1222,20
State Street Alloc.Franc. ◆	1017,68	1007,60
State Street Amér.Latine ◆	566,79	547,44
State Street Emer. Mts ◆	1294,66	1250,45
State Street États-Unis ◆	1221,31	1191,52
State Street OAT Plus ◆	12806,92	12680,12
State Str. Oblig. Monde ◆	963,88	954,34
State Street Spinnaker2 ◆	1168,38	1139,88
State Street Trésorerie ◆	12651,16	12651,16
Stratégie Actions	928,98	893,25
Stratégie Rendement	1615,49	1564,64
Synthesis	13459,22	13195,31
Thésora D	805,38	797,41
Trésor Plus	1588,45	1572,72
Trésor Trimestriel	1015,81	1005,75
Trésoricic	161075,03	161075,03
Trilion	5082,70	5017,47
Uni-Associations ◇	120,67	120,67
Uni-Foncier	1221,39	1191,60
Unifrance	586,98	572,66
Uni-Garantie C	1464,55	1437,24
Uni-Garantie D	1271,27	1247,57
Uni Régions	1375,41	1341,86
Univar ◇	283,87	283,87
Univers Actions	1518,89	1481,84
Univers Obligations	1959,80	1923,26
Valorg	2313,71	2311,40
Valreal	32584,77	32568,49
Winterthur St-Honoré ◆	241,68	230,72

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE

AUJOURD'HUI

SPORTS

PROMOTION Les responsables de la Fédération française de football, avec le soutien de sociétés de matériels sportifs, ont décidé de commencer une campagne itinérante pour sensibiliser les jeunes à la pratique du ballon rond. ● CETTE DÉMARCHE doit permettre aux clubs amateurs de mieux se faire connaître et d'accueillir un nombre plus grand de joueurs. Une mesure qui favoriserait la compétition et, donc, le championnat et la Coupe de France. La demi-finale de cette dernière épreuve a permis, mercredi 12 avril, au Racing-Club de Strasbourg de se qualifier en éliminant le Football-Club de Metz (1-0). ● L'AVENIR des Strasbourgeois passe par le Parc des Princes, où ils doivent rencontrer, le 13 mai, le PSG. Celui des joueurs de l'OM est scellé ; le conseil municipal de Marseille a voté, mercredi, la création d'une société d'économie mixte.

Le « foot de rue » chasse sur le terrain du basket

Lancées en avril et prévues pour l'été, deux opérations, parrainées par de grandes marques commerciales veulent donner aux jeunes la possibilité de pratiquer leur sport préféré au pied des immeubles

« IL N'Y A PLUS de lieux où les enfants puissent jouer au football librement. Les terrains vagues, les parkings, les portes de garage, c'est terminé. » Ce n'est pas un jeune de banlieue qui se plaint, mais Gérard Houiller, directeur technique national à la Fédération française de football (FFF). Tant il est vrai que les images de gosses tapant dans la balle sur des aires improvisées tendent à disparaître de notre paysage urbain et à prendre les allures surannées de clichés à la Doisneau.

Obnubilés par le souci de former une élite, les dirigeants ont mis quelque temps à prendre conscience que la rue n'assurait plus sa fonction de vivier. Même les petits clubs locaux n'arrivent plus à répondre à l'afflux de gamins privés d'espaces naturels de jeu. Les éducateurs, débordés, devant s'occuper parfois jusqu'à cinquante enfants, se voient obligés de procéder à une sélection parmi les plus motivés et de renvoyer les autres à leur désœuvrement et à ses conséquences.

Afin de compenser cette lacune, les responsables sportifs ont décidé de mener une opération de promotion du football de rue. Ou plutôt deux, car même une aussi noble cause ne saurait être exempte de querelles publicitaires. Adidas, Coca-Cola et la FFF d'une part, Puma, Orangina et un certain nombre de clubs de l'autre vont mettre en place, pendant six mois, une série de tournois dans différentes grandes villes et leur banlieue. « Kids Foot Challenge » (Adidas) s'adresse aux enfants de 9 à 12 ans et « Street Soccer » (Puma) vise des jeunes de 10 à 16 ans. Les règles sont sensiblement les mêmes *(lire ci-contre)*.

OPÉRATIONS DE COMMUNICATION

Puma estime avoir touché trente-deux mille jeunes, en 1994, en Allemagne et en Autriche, où l'expérience a été inaugurée avec la caution des internationaux Lothar Matthäus et Rudi Völler. Devant le succès, la marque a étendu l'opération, en 1995, à vingt-cinq pays. En France, où elle a investi avec ses partenaires 2 millions de francs, elle espère interesser, la première année, plus de six mille jeunes dans dix-neuf villes. Le coup d'envoi sera donné le 15 avril, place Stalingrad, à Paris. Thomas Marko, le responsable de la logistique en France, est pourtant un peu amer. *« Il est scandaleux que la fédération refuse de s'associer avec nous sous prétexte qu'elle est en contrat avec une autre marque, car elle a une mission de quasi service public. »*

Feignant de ne pas se mêler de cette querelle, Adidas a initié doucement son projet dans huit villes. La première a eu lieu à Lens, le 5 avril. Les responsables souhaitent attirer environ trois mille participants, en 1995, avec un investissement comparable à celui de leur concurrent. Mais, dès 1996, le budget devrait passer à 6 millions de francs et le programme s'étendra à trente villes. *« Notre objectif est d'attirer cent mille jeunes en 1996 »*, affirme Pierre Arcens, directeur de la communication de la firme d'articles de sport.

Avec, sous-jacent pour la FFF, le désir de mettre en place une structure pyramidale. *« Le secteur de la formation, entre quinze et vingt ans, est aujourd'hui bien fait,* explique Gérard Houiller. *Nous avons également beaucoup amélioré la préformation, entre douze et quinze ans, au moment où les jeunes acquièrent la technique. Il nous restait à développer l'accueil de masse des six-douze ans, qui est en fait l'âge du jeu, où l'enfant apprend les principes du football. »*

Ce premier acquis spontané, celui qui fait l'inépuisable richesse du football brésilien par exemple, tendait à disparaître en France, pour des raisons sociologiques et urbanistiques. Michel Platini aime à raconter qu'il s'est forgé dans la rue, au long de parties acharnées avec les copains, exercices improvisés qui se prolongeaient jusque dans les escaliers du domicile familial, qu'il montait et descendait en jonglant. Une initiation qui décida de sa carrière et qui fait parfois défaut à ses successeurs, élevés dans le sérail de clubs structurés et dont les observateurs critiquent souvent le manque d'imagination et de valeur individuelle.

PAS D'ARBITRES

Mais n'est pas Platini qui veut, sauf dans des rêves d'enfant. La finalité des deux projets est avant tout, comme le résume Claude Simonet, président de la FFF, que *« les gosses puissent jouer et y trouver du plaisir ». « On a de plus en plus le sentiment que les jeunes découvrent le football à la télévision et non plus dans la rue,* analyse le dirigeant. *Il faut leur démontrer que c'est un sport qui peut encore se faire avec peu de moyens et hors de la pratique organisée des clubs. C'est là une façon d'offrir à ceux qui n'ont pas été accueillis ailleurs le moyen de participer à ce jeu. »*

Claude Simonet ne dissimule pas une autre préoccupation, plus intéressée, pour la fédération : *« Si on ne veut pas perdre des adeptes, il faut être aussi présent dans la rue. »* Le développement du basket dans les banlieues, observé d'abord avec désinvolture, commence aujourd'hui à troubler. Les deux opérations, dans la dimension des terrains, mais aussi, surtout, dans la totale liberté laissée aux joueurs – il n'y aura pas d'arbitres, seulement des animateurs –, s'inspirent directement des recettes qui ont fait le succès de ce sport qu'il faut bien appeler rival.

Reste que « Kids Foot Challenge » comme « Soccer Street » ne sont, pour l'heure, que des campagnes itinérantes qui s'achèveront en septembre. Quand le grand cirque commandité par les marques ira planter sa tente ailleurs, les jeunes se retrouveront démunis. Puma et Adidas assurent pourtant vouloir très rapidement mettre en place des infrastructures stables et distribuer aux municipalités, aux clubs, aux écoles ou aux associations des équipements à l'année longue. De son côté, Claude Simonet aura très prochainement une réunion avec le directeur des écoles, au ministère de l'éducation nationale, afin de lui faire quelques propositions dans le but de développer la pratique du football dans les enceintes scolaires.

Tous ces projets devraient arriver à maturité en 1998, année où la France accueillera la Coupe du monde. Alors, peut-être, le football aura réussi à reconquérir cet endroit qui lui est indispensable : la rue.

Benoît Hopquin

Les règles du jeu

Les terrains feront environ vingt mètres sur quinze. Puma les a ceints d'une palissade de 80 centimètres de haut pour éviter les temps morts des sorties de jeu. Les buts seront réduits. Les matches dureront dix minutes. Chaque équipe se composera de 3 joueurs et un gardien (Puma) ou de quatre joueurs sans gardien (Adidas).

Les joueurs sont répartis en deux catégories : 10-13 ans et 14-16 ans (Puma) ; 9-10 ans et 11-12 ans (Adidas). L'inscription est gratuite pour l'opération d'Adidas et coûte quarante francs pour celle de Puma. Dans les deux cas, l'objectif n'est pas de développer l'esprit de compétition, mais de permettre à l'enfant de toucher le plus possible le ballon. Il n'y aura pas d'élimination des perdants.

Strasbourg se qualifie pour la finale de la Coupe de France

LE CLUB DE STRASBOURG a sauvé sa saison, mercredi 12 avril, à la soixante-quinzième minute de la demi-finale de Coupe de France. Grâce à un but exorciste de Yvon Pouliquen contre Metz, le club alsacien se retrouve débarrassé d'une partie de ses problèmes. Donné comme l'une des « grosses » équipes de la D1, eu égard à son budget et à son recrutement, le Racing Club a donné l'impression d'être un peu à la traine en championnat.

De petites prestations en grosses colères, le club alsacien partageait avec Bordeaux et Monaco le titre de déception de l'année. Avec tous les symptômes afférents : angoisse existentielle des joueurs, mise en cause de l'entraineur, tergiversations du président, incompatibilités d'humeur des protagonistes.

En point d'orgue, il y eut l'inévitable licenciement de l'entraineur, Daniel Jeandupeux, et son remplacement par Jacky Duguépéroux (*Le Monde* du mercredi 12 avril). Même la maladie ne semblait pas devoir épargner l'équipe. Privé de Franck Sauzée et d'Ali Bouafia, cloués au lit par la grippe, Strasbourg abordait sa demi-finale diminué.

En face, les joueurs de Metz arrivaient au stade de La Meinau particulièrement motivés. Cyrille Pouget et Robert Pirès se voyaient offrir une première occasion de jouer une finale au Parc des Princes ; Sylvain Kastendeuch et Philippe Vercruysse se doutaient qu'il s'agissait là de leur dernière chance d'y retourner. Mais, à l'issue de ce match, dont la seconde mi-temps fut aussi mortifiante que la première fut trépidante, les Alsaciens l'ont finalement emporté sur les Lorrains. Ils affronteront, le samedi 13 mai, le Paris-Saint-Germain pour un match de gala qui sera celui du dernier rachat.

B. H.

La municipalité de Marseille doit « garantir l'existence » de l'OM

Le principe d'une société d'économie mixte a été approuvé

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le conseil municipal de Marseille a approuvé, mercredi 12 avril, le principe de création d'une société d'économie mixte (SEM) à objet sportif *« pour garantir l'existence de l'Olympique de Marseille et en assurer la gestion »* (*Le Monde* du 13 avril). La délibération proposée par le sénateur (RDE) et maire de Marseille, Robert Vigouroux, a été votée par l'ensemble des groupes, à l'exception de celui du PS et apparentés qui s'est abstenu. Les trois élus communistes, quant à eux, n'ont pas pris part au vote.

Le capital de la nouvelle société a été fixé à 40 millions de francs. Il sera détenu à 50 % par la ville de Marseille, le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et le conseil général des Bouches-du-Rhône, à 1 % par l'association à objet sportif de l'Olympique de Marseille et à 49 % par des partenaires privés. Par souci de confidentialité, le maire s'est refusé à révéler l'identité des sociétés qui ont été pressenties.

CONTRAT D'ASSOCIATION

Dans un premier temps, la totalité du capital apporté par les trois collectivités locales sera souscrit par la seule ville de Marseille, dont la part sera ensuite réduite lorsque les deux autres auront voté leur participation. La ville propose, par ailleurs, d'associer à la gestion du club les représentants des joueurs et des autres salariés, des clubs de supporteurs et des abonnés. La délibération adoptée lors du conseil municipal précise qu'un budget prévisionnel sera élaboré – sans en fixer le niveau – et propose que les collectivités locales maintiennent leurs accords de partenariat (qui étaient globalement, en dernier lieu, de 35 millions de francs).

« S'agissant de ce capital de départ, il va de soi, est-il indiqué, *qu'il pourra, à tout moment, faire l'objet d'une augmentation, si l'estimation initiale apparaissait insuffisante. »* L'ensemble des intervenants ont souligné qu'il n'était pas dans la vocation des collectivités locales de gérer un club de football mais les partisans de la SEM ont admis qu'il y avait urgence à agir. *« Quand quelqu'un se noie,* a déclaré M. Vigouroux, *on n'attend pas son corps sous le prochain pont. »*

Favorable à une solution privée, Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, a espéré que la SEM *« ne soit pas utilisée »*. De son côté, Guy Hermier, député (PC) a exprimé ses craintes *« que l'on mette le doigt dans un engrenage dont on ne sortira pas facilement »*. Par ailleurs, la plupart des orateurs ont plaidé pour que l'OM bénéficie d'une *« confusion des peines »* et reste en première division si le club se donne les moyens, sur le plan sportif, de reprendre sa place parmi l'élite.

G. P.

La Flèche wallonne, dixième victoire de Jalabert

A L'ISSUE d'une étonnante démonstration, Laurent Jalabert a remporté, mercredi 12 avril, la Flèche wallonne, sa dixième victoire depuis le début de la saison cycliste, au mois de février. *« Dans un fauteuil »*, le coureur français a battu au sprint l'Italien Maurizio Fondriest. Avec une égale aisance, déjà, il avait battu le même homme dans le final de Milan – San Remo le 18 mars, remporté Paris – Nice le 5 mars et le Critérium international les 25 et 26 mars.

Mercredi, dans les Ardennes, trois hommes s'étaient détachés à 25 kilomètres de l'arrivée, dans la côte de Bohisseau : Maurizio Fondriest, le Russe Evgueni Berzin et Laurent Jalabert. Ils ont parfaitement collaboré jusqu'à environ 500 mètres de l'arrivée, où l'Italien a alors lancé le sprint. Le Français parvenait à rester dans son sillage, alors que le Russe lâchait prise, et après que l'Italien, épuisé, eut fait un écart, Laurent Jalabert le passait à 30 mètres de la ligne, comme il l'avait déjà fait dans Milan – San Remo.

Le Français mettait ainsi un terme à cinq années de suprématie italienne sur la course et apportait un septième succès français dans cette épreuve. Il succède à Raymond Poulidor (1963), Michel Laurent (1978), Bernard Hinault (1979, 1983), Laurent Fignon (1986) et Jean-Claude Leclercq (1987) pour les vainqueurs français de l'épreuve.

Tant de facilité déconcerte, tant d'assurance agace. L'homme serait donc imbattable ? Lui l'affirme et ses adversaires ne sont pas loin de le penser. *« Je ne pouvais rien faire. Il était vraiment le plus fort »*, admettait Maurizio Fondriest qui ajoutait : *« Je suis fier d'être deuxième derrière un coureur de sa classe. »* Exactement ce que disaient à l'arrivée les adversaires de Fausto Coppi ou Eddy Merckx...

Et l'on reparle d'Armentières, de cette chute le 3 juillet 1994 dans un sprint du Tour de France, qui a peut-être décidé de la naissance d'un champion. Mâchoire et clavicule cassées, à vingt-six ans, il dut pour la première fois réfléchir à une carrière qui avait failli s'arrêter prématurément. Un champion serait né ? Bernard Hinault le pense, qui confiait à *L'Equipe* : *« Laurent a compris, ce jour-là, qu'en cyclisme on pouvait tout perdre en un seul jour, qu'une carrière pouvait se finir en deux secondes. Alors il a mesuré son bonheur d'être encore là, capable de faire son métier. »* Et d'ajouter : *« C'est la victoire d'un très grand. Maintenant, c'est clair, il peut tout gagner. »* Ou presque, car il reste encore au Mazamétain, pour prétendre aux grands tours, à démontrer sa capacité à passer les grands cols et à figurer dans les contre-la-montre.

Laurent Jalabert pense maintenant à l'autre classique ardennaise, Liège – Bastogne – Liège, qui se disputera le dimanche 16 avril. Une victoire lui permettrait de rattraper le Belge Johan Museeuw en tête de la Coupe du monde. Le coureur flamand, facile vainqueur du Tour des Flandres, et sa formation Mapei-GB, qui a dominé Paris – Roubaix, seront présents. Ce sera là un nouveau test pour le coureur français.

B. H.

Manchester et l'Inter de Milan démentent le transfert de Cantona

LES INFORMATIONS publiées mercredi 12 avril par le quotidien britannique *Daily Mirror*, selon lesquelles le footballeur français Eric Cantona aurait décidé de signer pour l'Inter de Milan (*Le Monde* du 13 avril), ont été démenties par les deux clubs. De son côté, Me Bertrand, l'avocat d'Eric Cantona, a affirmé le 13 avril : *« Il y a des contacts entre les dirigeants de Manchester et de l'Inter de Milan mais, pour l'heure, notre seule préoccupation est de savoir de quoi sera fait l'avenir d'Eric en Angleterre à partir du mois d'octobre. Sa préférence de cœur, c'est l'Angleterre, mais la raison doit également intervenir. »*

DÉPÊCHES

■ **COUPE D'ANGLETERRE : Manchester United s'est qualifié pour la finale de la Cup** en battant Crystal Palace (2-0) lors de la demi-finale rejouée mercredi 12 avril.

■ **VIOLENCES : un supporter parisien a été blessé** dans les tribunes du Parc des Princes au cours du match qui opposait Paris-Saint-Germain à l'Olympique de Marseille, mardi 11 avril (*Le Monde* du 13 avril). La demi-finale de la Coupe de France a été marquée par de nombreux incidents entre supporteurs des deux équipes. La police a procédé à 146 interpellations, et cinq membres des forces de sécurité ont été blessés sans gravité. Parmi les personnes interpellées, cinq étaient maintenues en garde à vue mercredi et devaient être jugées en procédure de flagrant délit.

■ **ÉQUITATION : deux cavaliers français** sont qualifiés pour la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles, qui se dispute à Göteborg (Suède), jusqu'au dimanche 16 avril. Hervé Godignon et Roger-Yves Bost figurent parmi les 42 cavaliers sélectionnés.

■ **ATHLÉTISME : sept villes ont déposé leur candidature à l'organisation des championnats du monde 1997**, qui devaient avoir lieu initialement à Mexico. Il s'agit de Athènes, Helsinki, Rome, Split, Madrid, Barcelone et Séville. La Fédération internationale fixera son choix lors de son conseil, qui doit avoir lieu du 21 au 23 mai à Göteborg.

■ **TENNIS : Monica Seles a indiqué** qu'elle désirait voir son agresseur envoyé en prison, en expliquant qu'elle restait *« toujours prisonnière de la peur d'avoir été poignardée dans le dos »*, selon un communiqué diffusé par son agent, IMG, à la suite de la confirmation le 4 avril de la condamnation de Guenther Parche à deux ans de prison avec sursis. L'ex-championne du monde, âgée 21 ans, n'a donné aucun signe d'un possible retour à la compétition, vivant la plupart du temps recluse dans sa résidence de Sarasota (Floride).

■ **OMNISPORTS : le président du Comité international des Jeux méditerranéens** (CIJM), Claude Collard, a annoncé mercredi 13 avril, à Montpellier, que les Jeux méditerranéens de 2001 auraient lieu à Tunis. Il participait à l'assemblée générale du comité d'organisation des jeux de 1993, qui s'étaient tenus du 16 au 27 juin en Languedoc-Roussillon. M. Collard a par ailleurs indiqué que les 21 pays membres du CIJM avaient voté à l'unanimité le principe d'une modification des statuts qui pourrait amener l'intégration d'Israël et de la Palestine.

RÉSULTATS

CYCLISME

LA FLECHE WALLONNE

Classement :

1 L. Jalabert (Fra)	4 heures 51 min.
2 M. Fondriest (Ita)	à 2 s.
3. Evgeni Berzin (Rus)	à 26 s.
4 F Casagrande (Ita)	à 50 s
5 M Gianetti (Sui) même temps	

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

Demi-finale

Strasbourg – Metz	1-0

COUPE D'ALLEMAGNE

Demi-finales

FC Cologne (D1) – Wolfsburg (D2)	0-1
Borussia Moenchengladbach (D1) – FC Kaiserslautern (D1)	1-0 (après prolongations)

La finale Wolfsburg-Moenchengladbach aura lieu le 24 juin à Berlin

COUPE D'ANGLETERRE

Demi-finale

Manchester United – Crystal Palace	2-0

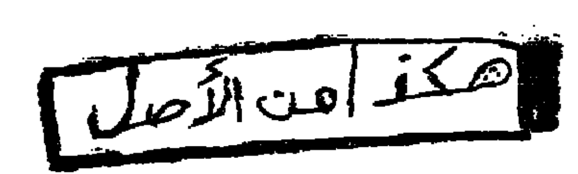
La finale Manchester United – Everton aura lieu le 20 mai à Wembley

COUPE D'ITALIE

Demi-finales retour

Juventus – Lazio	2-1
(aller : Lazio 0 – Juventus 1)	
Parme – Foggia	3-1
(aller : Foggia 1 – Parme 1)	

La finale Juventus-Parme aura lieu les 4 et 11 juin.



هكذا من الأصل

Peut-on mesurer l'intelligence dès le stade fœtal ?

PEUT-ON raisonnablement, aujourd'hui, prédire dès le stade fœtal ce que seront les capacités intellectuelles d'un individu ?

Si l'on en croit les travaux que le professeur Peter Hepper, du Queen's University Center de Belfast, vient de présenter devant la très sérieuse Société britannique de psychologie, la chose est possible, scientifiquement démontrée. Ce psychologue, bien connu dans le petit *cénacle* international des spécialistes de sensorialité fœtale, explique en substance qu'il a pu établir une méthode permettant *de révéler dès le sixième* mois de grossesse les futures performances cognitives et scolaires des enfants.

Cette méthode se fonde sur l'« *habituation* » des fœtus humains aux stimuli sonores auxquels ils sont soumis. Le professeur Hepper explique ainsi que les premières réactions fœtales (mouvements, modifications du rythme cardiaque) à ces stimuli s'estompent plus ou moins vite, tout se passant comme si les fœtus « *assimilaient* » plus ou moins rapidement ce type d'information.

Selon ce spécialiste irlandais, les fœtus de sexe féminin auraient dès la vingt-quatrième semaine de gestation des « *capacités* » supérieures, une « *avance* » de deux semaines par rapport à celles des fœtus masculins.

Ce type de tests prédictifs, pratiqués sur les fœtus atteints de trisomie 21, permettraient de la même manière de déceler dès le sixième mois de grossesse le niveau de handicap dont les enfants mongoliens seront ultérieurement victimes.

Ces conclusions et ces extrapolations sont l'objet d'un vif intérêt en Grande-Bretagne. Elles irritent quelque peu, dans le même temps, les spécialistes tenant d'une approche plus classique, plus scientifique, de la sensorialité fœtale.

QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES

La démarche du professeur Hepper ne s'inscrit toutefois pas en dehors d'une telle approche scientifique. Elle soulève pourtant une série de questions d'ordre méthodologique. Elle postule que les phénomènes d'habituation permettent de prédire les performances « *intellectuelles* » à venir des individus.

« *Ce postulat, qui ne repose que sur certains travaux de psychologie comportementale du jeune enfant, fait l'objet d'une très vive controverse dans le milieu de la psychologie*, nous a expliqué Jean-Pierre Lecanuet, spécialiste au CNRS de psychobiologie du développement et de sensorialité fœtale. *D'autre part, ce travail concerne non plus des nouveau-nés de quelques semaines mais des fœtus, normaux ou trisomiques, ce qui impose une restriction méthodologique supplémentaire de taille quant à l'analyse ou aux extrapolations qui peuvent être faites des résultats obtenus.* »

Il apparaît d'autre part que les résultats que le professeur Hepper vient de publier devant la Société britannique de psychologie sont le prolongement d'autres travaux, datant initialement de 1992, qui avaient soulevé quelques vives critiques et plusieurs réserves chez ses pairs. De tels travaux s'inscrivent dans un courant, aussi puissant qu'irrationnel, qui fait du fœtus humain une personne à part entière et qui transforme un éventuel contact-réflexe en une possibilité d'amélioration *in utero* des capacités intellectuelles de l'enfant à naître.

On perçoit sans mal les limites et les dangers de cette tendance, d'autant plus séduisante que l'on a longtemps cru, contre toute évidence, que le contenu intra-utérin était totalement isolé, insensible à toute forme de stimulation externe.

Jean-Yves Nau

Le carême des manchots passionne les biologistes

La physiologie très particulière de ces grands oiseaux antarctiques est riche d'enseignements pour l'étude de l'obésité

Bien qu'ils vivent sur la banquise ou sur les îles proches de l'Antarctique, les manchots sont sans conteste *les animaux sauvages les plus* « appareillés » par les chercheurs. Grâce aux multiples capteurs, enregistreurs et émetteurs dont ils sont équipés, plusieurs centaines d'entre eux sont devenus des auxi*liaires très efficaces pour l'étude de ces ré*gions désolées. Français et Américains collaborent pour observer ainsi les fluctuations des ressources en poissons des mers antarctiques, mais aussi pour des études biolo*giques plus fondamentales. Le métabolisme* très particulier de ces oiseaux nageurs, capables de jeûner pendant quatre mois, intéresse au plus haut point les scientifiques, soucieux de comprendre comment ils brûlent *leurs réserves* pour en tirer d'éventuelles applications en biologie animale et même en médecine.

C'EST « *un modèle animal exceptionnel* », affirme Yvon Le Maho, directeur du Centre d'écologie et de physiologie énergétiques (CNRS, Strasbourg). Il ne craint pas l'homme, se laisse même attraper comme un cobaye de laboratoire. Il se laisse donc étudier de très près, moyennant quelques précautions, « *plus facilement que le cobaye de laboratoire derrière les barreaux de sa cage* ». Il ne faut donc pas s'étonner que ces drôles d'oiseaux que sont les manchots soient devenus, depuis 1991, les animaux sauvages les plus « appareillés » par les scientifiques.

Cinq cents à six cents d'entre eux, des « royaux » des îles Crozet (sud-ouest de l'océan Indien) ont été équipés d'une puce électronique permettant de les identifier. En terre Adélie, les « empereurs » sont suivis par satellite. Ils portent sur le dos un appareillage électronique *qui enregistre leur vitesse de* déplacement, la profondeur (jusqu'à 500 m) et la durée (5 à 18 minutes) de leurs plongées, leur température corporelle et celle des eaux dans lesquelles ils évoluent.

Les chercheurs leur ont même fait avaler une sonde thermique stomacale grâce à laquelle ils savent à quel rythme ils absorbent leurs proies.

« JEÛNEURS PROFESSIONNELS »

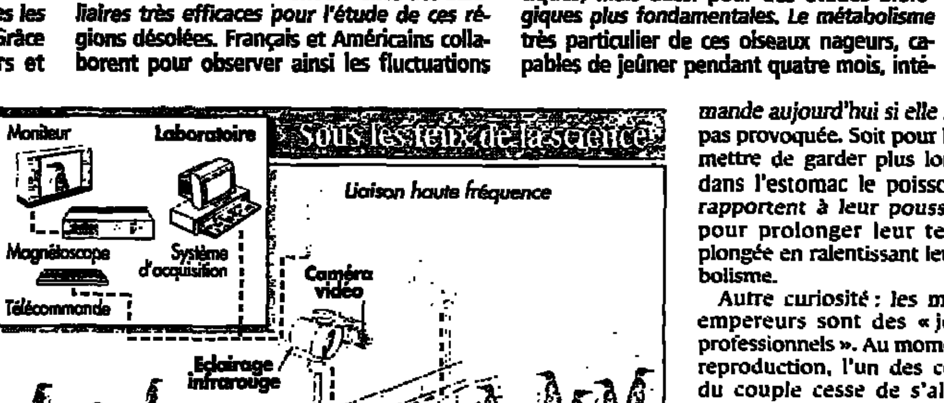
Ces recherches, menées par l'équipe d'Yvon Le Maho, en coopération avec les Terres australes et antarctiques françaises, le Centre d'études biologiques de Chizé (Beauvoir-sur-Niort, Deux-Sèvres) et la Scripps Oceanographic Institution de l'université de San Diego (Californie), permettent d'envisager d'utiliser des manchots pour mener des études *océanographiques et pélagiques* dans ces contrées difficiles (*Le Monde* du 23 juin 1993).

Grâce aux manchots et à leur appareillage, *il est devenu possible* d'évaluer avec une bonne précision, et presque « en temps réel », les fluctuations des ressources en *poisson des mers antarctiques. On* peut localiser et étudier les caractéristiques écologiques des remontées d'eau froide où ils pêchent. *Mais les particularités anatomiques et les mœurs de ces* curieux animaux en font aussi des modèles de choix pour des études biologiques plus fondamentales.

C'est ainsi, explique Yvon Le Maho, que l'implantation des sondes corporelles a permis de *constater que la température de* leur estomac chute de 38 degrés à moins de 25 degrés quand ils pêchent. Cela est tout à fait lo*gique dans la mesure où ils avalent* des proies très froides (2 degrés environ).

Mais cette baisse thermique *semble se prolonger longtemps* après l'ingestion et l'on se demande *aujourd'hui si elle ne serait* pas provoquée. Soit pour leur permettre de garder plus longtemps dans l'estomac le poisson qu'ils *rapportent à leur poussin* ; soit pour prolonger leur temps de plongée en ralentissant leur métabolisme.

Autre curiosité : les manchots empereurs sont des « jeûneurs professionnels ». Au moment de la reproduction, l'un des conjoints du couple cesse de s'alimenter pendant 90 à 120 jours afin de couver et d'élever le poussin. Durant cette période, l'oiseau reste actif et, en dépit des rudes conditions climatiques auxquelles il est soumis, sa température corporelle ne chute pas, contrairement à celle de ces autres grands jeûneurs que sont les hibernants. Les comportements exceptionnels permettant d'élucider des mécanismes biologiques fondamentaux, une étude s'imposait donc. Les premiers résultats sont étonnants.



Ce dispositif est installé sur l'île Crozet pour mesurer la pêche des manchots royaux. Chaque animal étudié possède une puce électronique implantée sous la peau qui permet son identification quand il passe sur la balance.

DES APPLICATIONS MÉDICALES

On savait que, durant les périodes où ils cessent de s'alimenter, les animaux consomment les réserves de graisse (lipides) *qu'ils ont constituées auparavant.* En fait, explique Yvon Le Maho, la contribution des lipides à la dépense énergétique est de 90 %, et *celle des protéines (muscles) de* 10 %. La proportion reste stable durant tout le jeûne.

Au bout d'un certain temps, cependant, *la part de consommation* protéique augmente brusquement, pour atteindre 30 ou 40 % en quelques jours. Quand il arrive *à ce stade, l'animal cesse immédia*tement le jeûne, abandonnant, s'il le faut, son poussin. « *Nous avons pu vérifier, à notre grande stupéfaction, que cette balance dans la consommation de lipides-protéines durant le jeûne était commune à tous ces animaux, quelle que soit leur activité* », dit Yvon Le Maho.

Jeûne et abstinence

Chez les oiseaux des régions subantarctiques, capacité de jeûne et fonction de reproduction sont intimement liées. Si les manchots, nageurs et marcheurs, peuvent emmagasiner d'importantes quantités de graisse afin d'affronter l'élevage du jeune, les planeurs, ne pouvant se permettre qu'un faible embonpoint, sont incapables d'affronter un jeûne aussi prolongé. Pierre Jouventin et Henri Weimerskirch, du centre d'études biologiques de Chizé (CNRS), ont observé des albatros des îles Crozet déserter le nid après cinquante jours de couvaison. Chez ces oiseaux très longévifs – certains vivent jusqu'à soixante-dix ans – « *l'investissement dans la reproduction est moindre que chez d'autres espèces, qui ont une faible espérance de vie* », explique Henri Weimerskirch. Cas extrême, le pétrel bleu peut ne pas entamer un cycle de reproduction si ses réserves énergétiques sont insuffisantes. Mais les mécanismes endocrinologiques qui commandent cette abstinence restent à explorer.

Elle s'observe aussi chez les hibernants comme le hérisson, ou chez les oiseaux migrateurs, même les plus petits : le colibri, par exemple, dépense 1 gramme de graisse pour *traverser les 500 kilomètres du* golfe du Mexique, la fauvette en brûle 15 pour franchir le Sahara. En cas de mauvais temps qui l'em*pêche de se nourrir*, le canard commence par ne pas bouger pendant dix jours et ne se décide à chercher des cieux plus cléments que quand il atteint ce « *pic de consommation protéique* ».

L'analyse et la compréhension de ce mécanisme physiologique inattendu représente « *un champ de recherche nouveau* », estime Yvon Le Maho. Des recherches qui s'étendent aux grands mammifères et à l'homme, chez qui le même phénomène peut être observé « *avec quelques bémols* ». Le Centre d'écologie et de physiologie énergétiques, affilié à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg et à l'Institut national de la recherche médicale (Inserm), les applique déjà à l'étude de la cachexie (amaigrissement) liée à l'apparition du cancer.

Jean-Paul Dufour

Les insecticides se mettent à l'heure de l'écologie

FICHÉES dans le minuscule cerveau de la mouche, de fines électrodes *sont reliées à une* batterie d'enregistreurs. Plus loin, des molécules sont dessinées en trois dimensions sur ordinateur, des échantillons sont analysés par résonance magnétique nucléaire (RMN). Au rez-de-chaussée, les laboratoires fourmillent de chenilles et de larves. « *Une bonne partie du personnel est occupée par la culture des plantes nécessaires à la nourriture des insectes* », explique-t-on au centre de recherche Rhône-Poulenc de Raleigh, en Caroline du Nord.

Ces locaux, à deux pas d'un centre d'IBM, font partie du Research Triangle Park (RTP), un technopôle qui emploie 130 chercheurs et 75 techniciens de laboratoire. Rhône-Poulenc les occupe depuis son rachat de l'agrochimie d'Union Carbide, en 1986. Longtemps considéré comme fauteur de pollution, le groupe tente aujourd'hui de retourner cette critique à son avantage. Jean-René Fourtou, son président, estime que le souci écologique est un facteur de développement du marché : « *La substitution des produits anciens par des produits plus doux pour l'environnement est l'un des facteurs majeurs de stimulation de la demande.* »

« *L'action cumulée des insectes, des maladies et des mauvaises herbes détruit chaque année près de 50 % du riz, 35 % du maïs et 25 % du blé cultivé dans le monde* », explique Jean-Pierre Decor, directeur général adjoint du secteur Agro et directeur de la R&D. *La firme a intensifié ses re*cherches dans le secteur des herbicides, insecticides et autres fongicides. Cela a permis, par exemple, de mettre au point la molécule de phenyl pyrazole, qui a donné naissance au fipronil.

Cette molécule, découverte en 1981 au centre de recherche d'Ongar, au Royaume-Uni, brevetée en 1985, a été lancée en 1993 en Colombie et en Indonésie sous la marque Regent. Actuellement, elle est testée en Thaïlande contre les termites et dans le Sahel pour la lutte contre les sauterelles. « *Ces insectes ont détruit 400 000 tonnes de céréales dans le Sahel en 1987* », indique Henri Bonnafoux, directeur stratégie et business des matières actives insecticides et régulateurs de croissance. Les test du fipronil montrent qu'il détruit 95 % de la population des sauterelles avec une dose de 10 grammes par hectare. L'originalité du produit réside dans l'étendue de son spectre. Il protège le riz des cicadelles, le coton ou la banane des *charançons, le maïs des taupins ou les pommes* de terre des doryphores. Sur les grandes cultures, les doses appliquées varient de 25 à 120 grammes par hectare. Les produits précé*dents étaient utilisés à 1 120 g/ha. Rhône-Pou*lenc a également vérifié l'efficacité du fipronil sur les tiques, les puces, les cafards et les fourmis. Cela ouvre des perspectives sur le marché domestique.

Les investissements en conception devenant très élevés, les nouveaux pesticides sont condamnés à multiplier leurs applications. Cette contrainte privilégie les cultures les plus répandues sur le globe (riz, coton, maïs...). Le caractère mondial des activités de l'industriel influence aussi sa vision : « *La réduction des intrants (produits chimiques pénétrants dans le sol) est un problème qui ne concerne que l'Europe* », déclare Jean-Pierre Decor, qui ajoute : « *Au niveau mondial, les surfaces cultivées ne peuvent s'agrandir, et des pays comme le Vietnam sont condamnés à l'intensification des cultures pour faire face à la croissance de la population.* »

Michel Alberganti

Des vestiges de bains publics découverts à Marseille

LES PREMIERS bains publics grecs de la Gaule viennent d'être mis au jour à Marseille. Cet édifice, daté du IIIe siècle av. J.-C., collectionne les « premières ». C'est l'un des plus grands de ce type jamais découvert, le premier trouvé en France et le quatrième en Europe occidentale, les trois autres étant situés en Sicile. Il s'agit enfin du premier édifice public illustrant la *période hellénistique de la cité* phocéenne, où les principaux vestiges grecs repérés jusqu'à présent sont des installations portuaires et des *zones d'habitation* ou d'activité artisanale.

Comme tous les bains publics grecs connus, l'édifice de Marseille est *composé d'une rotonde* – exceptionnellement grande ici, avec ses 13 mètres de diamètre – inscrite dans un espace quadrangulaire et se développant autour d'une aire bétonnée de 8,55 m de diamètre, concave, bordée d'une rigole et décorée de bandes concentriques rouges. Cette aire devait être entourée de « baignoires » dont seuls quelques fragments ont été retrouvés, où les habitués se faisaient asperger par le personnel. De la rotonde, on accédait à la salle chaude (étuve ou bassin) dont *subsistent* l'emplacement du foyer et des conduits.

Cette fouille de sauvetage, me*née par Frédéric Conche, de l'As*sociation pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), a livré d'autres vestiges importants : un *four à amphore du Ve siècle avant* J.-C. – un des plus anciens connus pour la Gaule –, des ateliers de métallurgistes du Ier siècle après J.-C. ayant fabriqué des monnaies, une grande maison urbaine *(domus)* aux enduits peints d'un type inédit.

Tous ces vestiges se trouvent sur le même site que le « charnier de la grande peste » découvert en 1994. Ils permettent de suivre le développement du quartier du Panier, *au cœur de Marseille, depuis* la création de la ville par les Grecs en 600 av. J.-C. jusqu'à l'épidémie qui tua la moitié de sa population en 1722.

Catherine Chauveau

■ **BIOLOGIE : des chercheurs français, russe et ukrainien** *ont* réussi, pour la première fois, à féconder des ovules d'esturgeon avec du sperme congelé. Cette *première scientifique a été réalisée* à la station de recherche aquacole du Cemagref, à Saint-Seurin (Gironde), dans le cadre du programme *Sturio, dont le but est* d'éviter la disparition de l'esturgeon européen *Acipenser sturio*. Mais il ne s'agit là que d'une pre*mière étape* : l'expérience, qui doit être renouvelée l'an prochain, n'a été menée que sur l'esturgeon sibérien *Acipenser baeri*, une espèce qui, elle, n'est pas menacée.

■ **ESPÈCES PROTÉGÉES : le gouvernement de Pologne** a décidé de limiter sévèrement la chasse aux escargots, menacés de disparition en raison de leur exportation massive vers la France. Une décision du ministère de l'environnement polonais, entrée en vigueur le 1er avril, limite dorénavant la cueillette de ces gastéropodes au seul mois de mai et aux spécimens dont la coquille possède un diamètre supérieur à 30 millimètres. Les Polonais, qui sont eux-mêmes peu consommateurs, exportaient *vers la France, jusqu'à ce jour*, entre 200 et 300 tonnes d'escargots par an.

VOYAGES

La reddition de Reims

En mai 1945, l'Allemagne est vaincue. Fallait-il encore qu'elle l'avoue et signe sa défaite



REIMS
de notre envoyé spécial

L'oeil halluciné derrière son monocle, c'est Keitel, à Berlin, dans la nuit du 8 au 9 mai 1945 ; l'homme blême rendu aux fatales évidences de la défaite – et, comme le précédent, voué à la corde des gibets de Nuremberg –, c'est Alfred Jodl, à Reims, quarante-huit heures auparavant. On se souvient de l'acte de capitulation des troupes allemandes, signé dans la capitale du Reich tombée aux mains des Soviétiques, moins de celui dont Eisenhower eut la charge et qu'il conclut au siège de son quartier général, le 7 mai, à l'issue de délicats pourparlers. Il faut savoir arrêter une guerre. Celle-ci le fut deux fois. Elle le méritait.

Ainsi peut-on voir dans la ville l'un des signaux les plus singuliers parmi ceux que les administrations compétentes réservent aux lieux de mémoire. Fléchage directionnel sans détour, sec et terrible dans son injonction à suivre le bon cheminement : « Salle de reddition ». Ça sonne comme « chambre ardente », on croit lire sur le panneau, « acte d'accusation » suivi de « sans rémission ». Il y a de quoi hésiter ou passer son chemin. Ce que généralement l'on fait.

Cet endroit fut pourtant celui où se joua le premier acte qui devait amener à la fin des combats en Europe et à la mise sous scellés de cette apocalypse qui n'en finirait cependant pas de nous tourmenter. Endroit studieux saisi dans son appareillage de guerriers appliqués ; chapelle de commandement laissée dans la stricte ordonnance des quelques minutes durant lesquelles, sous l'encre, allait s'éteindre l'un des incendies les plus criminels jamais allumés par l'homme. 2 h 33 du matin, 2 h 41. En cinq paragraphes lapidaires et des grincements rentrés, l'affaire, ou presque, était jouée. Concédant tout, n'avouant rien, les vaincus s'en remettaient – l'insane expression est de Jodl – à la « *générosité* » des vainqueurs. A ce moment, le silence des vainqueurs ressemblait davantage à une prière qu'à une quelconque tentation d'acte de pardon : les camps de concentration venaient de livrer leur secret et de rendre caducs des mots comme armistice ou traité de paix. La victoire se faisait payer au prix fort. Révolté, déprimé, Eisenhower avait choisi de ne pas assister à la remise du drapeau blanc à croix encore gammée. Pour qu'on en finisse vite, il laissait sur la table ses deux seuls stylos et attendait la signature du verdict dans son bureau.

Coïncidence ou volonté des Allemands de s'adresser à une vieille connaissance, connu pour être difficile en affaires, mais reputé bon « parrain » dans la profession, c'est vers Montgomery que s'étaient tournés les premiers négociateurs. Le bousculeur de Rommel à El Alamein est en train de moissonner avec appétit les divisions du nord, obtenant la capitulation de plus d'un million d'hommes, au moment où lui sont faites des propositions de reddition. On imagine qu'il devait se sentir en partie responsable de cette nouvelle, mais comme il n'était pas seul a gagner la guerre, il fit suivre l'offre des plénipotentiaires à son chef direct, Dwight D. Eisenhower, le généralissime. Le 5 mai, le porte-parole de la débâcle, l'amiral von Friedeburg, était à Reims.

Un endroit studieux saisi dans son appareillage de guerriers appliqués

Il commence par gauchir son propos, l'amiral von Friedeburg. Parle d'une paix séparée avec les Occidentaux, évoque le sort des unités sur le point de tomber aux mains des Soviétiques, de bolchévisation, d'esclavage probable. Il agace. Au point qu'on lui demande ses papiers. Pas de papiers. Rien d'officiel, rien de sérieux. Emissaire de paille. Câbles circonspects entre Reims, Washington, Londres et Moscou. La défaite battait son plein, Hitler s'était suicidé le 30 avril, le IIIe Reich ne durerait pas « *mille ans* » comme son Führer l'avait annoncé, mais Dönitz tenait toujours les rênes de la déroute. Un traité de guerre ne se signe qu'avec les battus les plus anciens dans le grade le plus élevé.

Encore chef d'état-major d'une armée qui n'existe plus, c'est le général Jodl *qui finit* par arriver avec ses lettres de créance. En face de lui, attentif et sans pitié, le général Bedell Smith, bras droit d'Eisenhower. Jodl tergiverse, cherche à gagner du temps, à sauver l'honneur et la face. L'Américain ne desserre pas sa prise d'un cran. Une proposition, une seule : la capitulation sans conditions. Et vite. Il était inutile d'impatienter les Russes et de ne pas les laisser profiter de leur succès – eux aussi, eux surtout, avaient le droit à leur part du butin et de fanions à l'aigle nazi. Il n'était pas question d'attendre plus longtemps et de voir le reste des troupes vaincues venir se réfugier chez les conquistadors de l'Ouest. En fond de décor, les accords de Yalta ne rendaient pas l'ambiance des plus sereines.

A Reims, voici le table de réunion des professeurs de ce lycée technique où est installé le QG. On appelle l'endroit, la « salle des cartes ». Rien ne manque au décor du lundi 7 mai, sinon les cendriers, témoins du moment historique et pièces à conviction dérobées par des amateurs de reliques. Aux murs, figés à l'heure de la reddition, l'état des différents fronts et les données logistiques du moment. Trois Américains, quatre Anglais, deux Soviétiques, un Français et trois Allemands. Ils sont treize sous les projecteurs et les flashs des correspondants de guerre dépêchés à Reims pour couvrir l'événement. Le texte de la capitulation, rédigé à la hâte, et qui ne semble pas avoir tenu compte d'un projet plus élaboré mis au point par la Commission interalliée, est néanmoins signé et fait acte de l'arrêt officiel des combats. Jodl rencontre Eisenhower durant quelques instants. Champagne !

Staline fit rapidement savoir qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que l'on en reste là. Reims était la « générale » ; la « première » se déroulerait à Berlin. On changerait même les acteurs. C'est Joukov, en personne, qui ferait passer sous les fourches caudines un galonné plus haut en ignominie sanglante que ce second rôle de Jodl : l'illustre et redoutable maréchal Keitel. Malgré leur prudence, les alliés s'étaient sans doute fait prendre au piège d'un peu trop de précipitation, d'un peu trop de candeur. Ce ne fut pas du champagne qui pétilla, au cours de la nuit du 8 au 9 mai dans un faubourg de Berlin, mais de la vodka. L'image que l'Histoire retiendrait.

Jean-Pierre Quélin

★ 1945 : *L'Allemagne capitule à Reims*, Daniel Pellus, imprimerie Matot-Braine, Reims, 1985.
***8 mai 1945, la victoire en Europe*, actes du colloque international de Reims, 1985, sous la direction de Maurice Vaïsse.**
★ Musée de la Reddition, 12, rue Franklin-Roosevelt 51100 Reims. Tél. : 26-47-84-19. A l'occasion de l'anniversaire de la capitulation, le musée annexe à la salle historique a été entièrement réaménagé et ouvrira ses portes dans les premiers jours de mai. A Reims, le 6 mai, parmi les manifestations, notons une soirée avec bal et spectacle franco-américain, place Drouet-d'Erlon. Entre 19 heures et 2 h 41 du matin.

PHILATÉLIE

Les Rouletabille de 1996

FANTOMAS, Belphégor, Arsène Lupin, Rouletabille, Maigret et Nestor Burma, réunis dans une série de six timbres à surtaxe consacrés à des héros de romans policiers – mais dans laquelle on ne trouve pas le policier Lecocq, héros précurseur créé par Gaboriau –, marquent de leur empreinte la première partie du programme d'émission de timbres pour 1996. Arman, auteur d'une sculpture philatélique pour le Salon du timbre en octobre 1994, apparaît dans ce programme, douze ans après *L'Hommage au cinéma* de César. Un timbre est dédié à la maison natale de Jeanne d'Arc à Domremy – le neuvième de cette thématique en France –, ce qui ne va pas manquer de satisfaire le sénateur Albert Voilquin qui le réclamait depuis des années.

● **Timbres à surtaxe.** Journée du timbre : la *Semeuse* ; Croix-Rouge : fêtes de fin d'année ; personnages célèbres : héros de romans policiers.

● **Timbres sans surtaxe.** Série artistique : bronze gallo-romain du trésor de Neuvy-en-Sullias (Loiret), Bernard Moninot, Arman ; série « Europa » : femmes célèbres, thème retenu par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications, Mme de Sévigné ; série « Nature de France » : parc naturels nationaux, la Vanoise, les Cévennes, le Mercantour ; série touristique : Bitche (Moselle), cathédrale de Chambéry (Savoie), les îles Sanguinaires (Corse), abbaye cistercienne du Thoronet (Var) ; commémoratifs divers : congrès de la Fédération française des associations philatéliques (Clermont-Ferrand), 100e anniversaire des premiers Jeux olympiques d'Athènes, 50e anniversaire de la fondation de l'Unesco, 50e anniversaire de la création du Festival de Cannes, 20e anniversaire de la commission Ramoge sur la protection de l'environnement en Méditerranée occidentale, Jacques Rueff (1896-1978), centenaire de la mise en service du train Ajaccio-Vizzavona, Jacques Marette (1922-1984), la Guadeloupe « sur les traces des Arawaks », Coupe du monde de football 1998 (quatre timbres), maison natale de Jeanne d'Arc.

MONACO

Monaco a ouvert le feu, le 3 janvier 1995, avec un timbre à 2,80 F sur le Festival international du cirque. Ont suivi, le 13 février, une vignette à l'effigie du prince Albert, président du 35e Festival de télévision (8 F) et, le 3 avril, quatre commémoratifs : Année européenne de la conservation de la nature (2,40 F), Exposition canine de Monte-Carlo (4 F), 27e Concours international de bouquets (5 F) et Congrès européen du bonsaï (6 F).

Le solde de la première partie du programme philatélique monégasque 1995, qui totalise 144 F, est fixé au 8 mai : centenaire de la naissance du prince Pierre de Monaco (10 F), assemblée générale de l'Association mondiale des amis de l'enfance, portrait de Caroline (7 F), Marcel Pagnol (6 F), Jean Giono (5 F), « Europa », paix et liberté (2,80 F et 5 F), bloc-feuillet Musée des timbres et des monnaies (10 F × 3), bimillénaire du trophée d'Auguste à La Turbie (8 F), finale du Grand Prix d'athlétisme (7 F), assemblée générale du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (6 F), convention internationale du Rotary (4 F), International Special Olympics, New Haven, Connecticut, Etats-Unis, JO des handicapés (3 F), bloc-feuillet *Les quatre saisons du jujubier* (4, 5, 6 et 7 F).

P. J.

EN FILIGRANE

● ***Centenaire du CIO en Géorgie.*** Mise en vente en Géorgie, le 10 février, de quatre timbres sur le centenaire du Comité international olympique, dont un 15 kopeks reprenant le logo de la manifestation, l'arche de la Défense et la tour Eiffel entrecroisés.



● **Maurice Gouju au Touquet.** Le Musée du Touquet accueille jusqu'au 4 juin une rétrospective de plus de quatre-vingts clichés de l'oeuvre photographique de Maurice Gouju. *Le Monde* avait accueilli fin 1992, à Ivry-sur-Seine, « Métaphoriques », la précédente exposition de photos de cet artiste, par ailleurs dessinateur de timbres, dont la prochaine création – le 50e anniversaire des Nations unies – est prévue pour l'automne prochain (« Maurice Gouju, photographe, rétrospective 1955-1995 », tous les après-midi, de 14 heures à 18 heures, sauf les lundis et mardis).

● **L'émission de la série des timbres « régions et départements »** semi-permanents, annoncée dans *Le Monde* du 7 avril, a été reportée à une date ultérieure en raison d'une grève à l'Imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires, à Périgueux. Pour leur part, les sept émissions du mois de mai sont maintenues.

VENTES

Des Nevers à Nevers

A LA FIN du XVIe siècle, le mariage du duc Louis de Nevers avec Henriette de Clèves attire dans le Nivernais des céramistes italiens qui créent les premières faïences françaises. De cette période datent des pièces polychromes ou en camaïeu bleu qui restent toutefois très influencées par les faïences d'Urbino ou Faenza, avec des paysages et des scènes mythologiques traités « en plein », c'est-à-dire décorés sur toute la surface de l'assiette ou du plat, ailes comprises, et les sujets de chasse d'après les œuvres du graveur florentin Tempesta (1555-1630). Mais peu à peu s'élabore un style original qui se libère, vers le milieu du XVIIe siècle, de l'influence italienne. Apparaissent alors les fameux bleu persan, profonds et soutenus, inspirés des céramiques d'Orient, qui ornent des pièces d'apparat, rehaussés de motifs blancs ou jaunes. Parallèlement s'imposent à cette époque des thèmes bien français, comme les bergeries et autres scènes bucoliques exécutées d'après *L'Astrée*, un roman d'Honoré d'Urfé.

Dans le cadre de la Biennale de la faïence qui se déroule à Nevers, une vente propose environ cent pièces de « Nevers ». Les plus anciennes sont de la fin du XVIIe siècle, avec décors en camaïeu bleu de personnages, bouquets de fleurs, branchages, animaux, paysages. Un plat de forme « cardinal » (presque plat avec un léger creux au centre rappelant la calotte d'un cardinal) présente des personnages chinois en plein et des motifs stylisés en revers, signe de grande qualité qui lui vaut une estimation de 10 000 à 12 000 F. Un autre plat cardinal de la même époque, de dimension moindre, mais offrant des décors similaires, est estimé 5 000 à 6 000 F. Toujours de la fin du XVIIe, un vase ovoïde orné de personnages orientaux est annoncé de 8 000 à 10 000 F.

La première partie du XVIIIe siècle correspond à une période de déclin. Pour séduire une clientèle nouvelle, les Nivernais ont l'idée de fabriquer des pièces populaires, ornées de sujets familiers : faïences patronymiques à l'effigie d'un saint patron, évocation de l'actualité, par exemple l'envol de la première montgolfière en 1783 et, plus tard, la Révolution, thèmes humoristiques, commémorations, anniversaires, sans négliger les paysages, animaux et autres compositions purement décoratives. Cette production, qui constitue la deuxième grande période des faïences de Nevers, se perpétue jusqu'à la fin du XVIIIe et pendant le XIXe siècle dans les nombreuses petites fabriques de la région. On trouvera à cette vente des assiettes du XVIIIe, décoratives, patronymiques ou révolutionnaires, estimées entre 1 500 F et 4 000 F, et des saladiers, pièces de forme courante à Nevers, dont les prix tournent ici autour de 1 500 F, sauf pour un modèle de commande daté du 10 mars 1814, à décor d'un temple entouré de symboles, dont on attend 15 000 à 20 000 F.

Catherine Bedel

★ Théâtre de Nevers, samedi 15 avril à 18 heures, exposition la veille de 14 heures à 18 heures, et avant la vente de 10 heures à 17 h 30. Etude Vivier, 61, rue de la République, 89100 Sens. Tél. : 86-65-15-37. Expert : Mme Finaz de Villaine, 7, rue Eugène-Manuel, 75116 (tél. : 40-72-72-51).
★ Cinquième Biennale de la faïence au palais ducal : du 14 au 17 avril.

■ **Foires et Salons.** Biarritz : du 13 au 25 avril; Bayeux, Bernay, Barjac (30), Obernai, Cogolin, Orange : du 14 au 17 avril; Rumilly-lès-Vaudes (10), Auxonne (21), Bergerac, Sillières (39), Sauxillanges (63) : du 15 au 16 avril ; Guerlesquin (29), Mauvezin (32), Arcachon, Saint-Malo, Montrichard (41), Cerdon-du-Loiret (45), Quiberon, L'Aigle (61), Salies-de-Béarn, Mulhouse, Blandy-les-Tours (77), Egreville (77), Thouars (79), L'Isle-sur-la-Sorgue (84), Limoges et Royaumont (95) : du 15 au 17 avril ; Antibes : du 15 avril au 1er mai.

هكذا من الأصل

Ensoleillé sauf sur la façade est

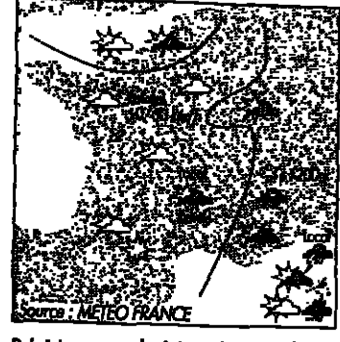
DES HAUTES PRESSIONS centrées sur les îles britanniques maintiennent un temps globalement bien ensoleillé sur notre pays ; toutefois, les régions les plus à l'est n'échapperont pas à l'influence d'une dépression centrée sur le nord de l'ex-Yougoslavie.

Vendredi matin, sur les Vosges, l'Alsace, le Jura, l'ensemble des Alpes, la Côte d'Azur et la Corse, le temps sera incertain, avec des passages nuageux qui masqueront assez souvent le soleil ; ces nuages deviendront menaçants l'après-midi, et pourront donner ça et là une averse, voire même un orage sur le relief des Alpes ainsi qu'en Corse. Sur le Languedoc, après une matinée très bien ensoleillée, des nuages se développeront ; ils pourront donner une petite averse en fin d'après-midi. Sur la Lorraine, le Nord, la Picardie, la Normandie et le Massif Central, le soleil devra composer avec quelques nuages. Sur tout le reste du pays, le soleil brillera du matin jusqu'au soir.

Les températures seront juste de saison : les minimales seront comprises entre 4 et 6 degrés sur le Nord et le Nord-Est, entre 6 et 8 degrés ailleurs, jusqu'à 10 degrés sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximales, elles seront voisines de 13 degrés sur le Nord, le Nord-Est et la régiou Rhône-Alpes, 15 ou 16 degrés sur le reste de la moitié nord, tandis qu'elles seront comprises entre 16 et 19 degrés sur la moitié sud. Il soufflera sur la majeure partie du pays un vent de nord-est sensible, qui atteindra 50 à 60 km/h en pointe ; la région lyonnaise et la moyenne vallée du Rhône subiront également un vent de nord assez fort (60 km/h en rafales).

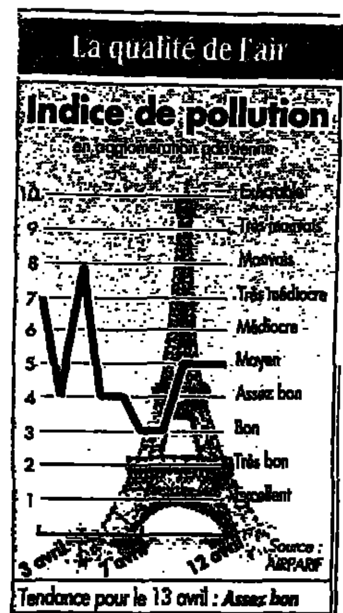
Samedi, l'ensemble des régions de la façade est subira encore un temps incertain, avec des averses parfois orageuses l'après-midi. Sur les régions situées au nord de la Loire, des nuages envahiront le ciel en cours de journée. Sur les autres régions, le beau temps se maintiendra. Les températures seront sans grand changement.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

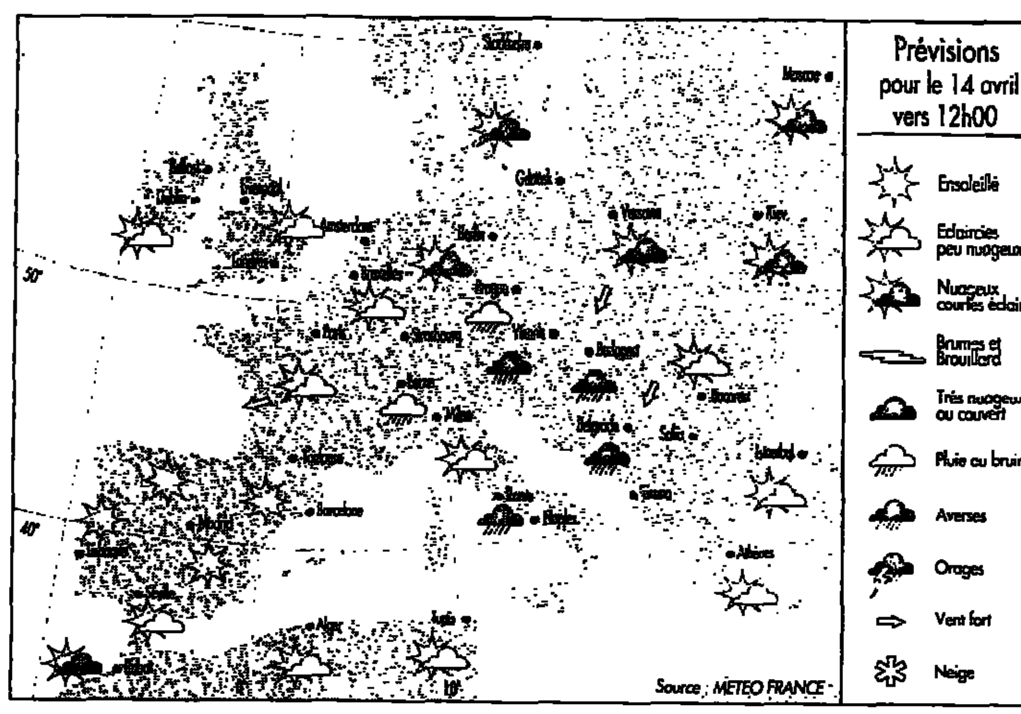


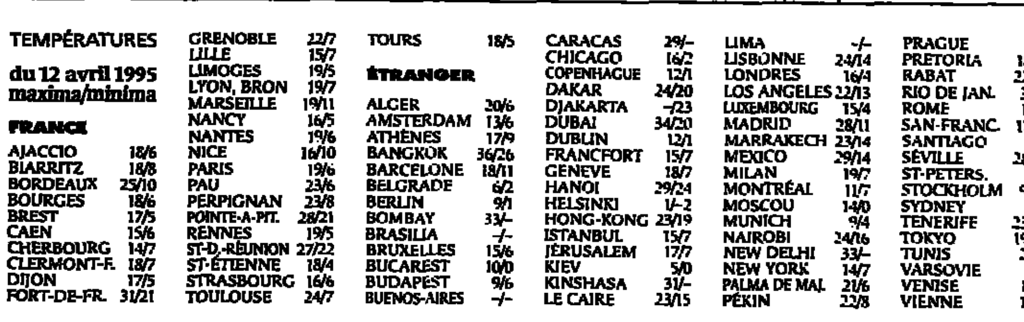
Prévisions pour le 14 avril vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 13 avril : *Assez bon*





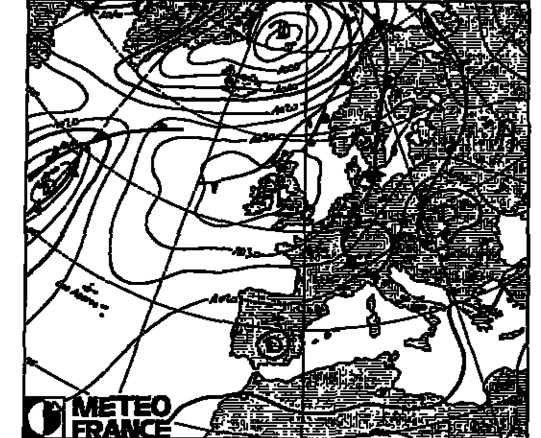
TEMPÉRATURES du 12 avril 1995 maxima/minima

FRANCE

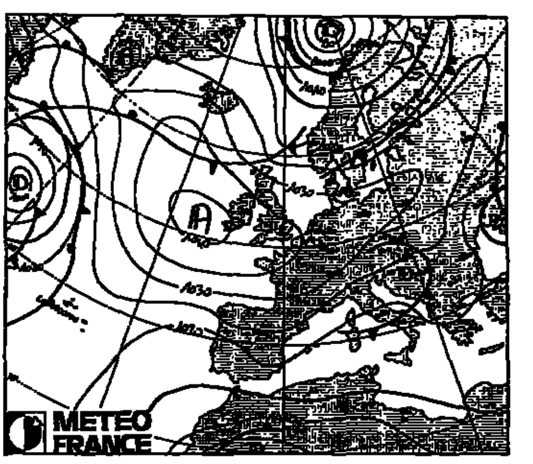
AJACCIO	18/6
BIARRITZ	18/8
BORDEAUX	25/10
BOURGES	18/6
BREST	17/5
CAEN	15/6
CHERBOURG	14/7
CLERMONT-F.	18/7
DIJON	17/5
FORT-DE-FR.	31/21
GRENOBLE	22/7
LILLE	15/7
LIMOGES	19/5
LYON, BRON	19/7
MARSEILLE	19/11
NANCY	16/5
NANTES	19/6
NICE	16/10
PARIS	19/6
PAU	23/6
PERPIGNAN	23/8
POINTE-A-PIT.	28/21
RENNES	19/5
ST-D.-RÉUNION	27/22
ST-ÉTIENNE	18/4
STRASBOURG	16/6
TOULOUSE	24/7
TOURS	18/5

ÉTRANGER

ALGER	20/6
AMSTERDAM	13/6
ATHÈNES	17/9
BANGKOK	36/26
BARCELONE	18/11
BELGRADE	6/2
BERLIN	9/1
BOMBAY	33/–
BRASILIA	–/–
BRUXELLES	15/6
BUCAREST	10/0
BUDAPEST	9/6
BUENOS-AIRES	–/–
CARACAS	29/–
CHICAGO	16/2
COPENHAGUE	12/1
DAKAR	24/20
DJAKARTA	–/23
DUBAI	34/20
DUBLIN	12/1
FRANCFORT	15/7
GENÈVE	18/7
HANOI	29/24
HELSINKI	1/–2
HONG-KONG	23/19
ISTANBUL	15/7
JÉRUSALEM	17/7
KIEV	5/0
KINSHASA	31/–
LE CAIRE	23/15
LIMA	–/–
LISBONNE	24/14
LONDRES	16/4
LOS ANGELES	22/13
LUXEMBOURG	15/4
MADRID	28/11
MARRAKECH	23/14
MEXICO	29/14
MILAN	19/7
MONTRÉAL	11/7
MOSCOU	14/0
MUNICH	9/4
NAIROBI	24/16
NEW DELHI	33/–
NEW YORK	14/7
PALMA DE MAJ.	21/6
PÉKIN	22/8
PRAGUE	7/0
PRETORIA	18/11
RABAT	22/14
RIO DE JAN.	30/–
ROME	19/7
SAN-FRANC.	17/11
SANTIAGO	–/–
SÉVILLE	26/15
ST-PETERS.	4/2
STOCKHOLM	9/–4
SYDNEY	–/–
TENERIFE	23/15
TOKYO	19/10
TUNIS	20/8
VARSOVIE	4/1
VENISE	14/5
VIENNE	10/6



Situation le 13 avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 15 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

La mort de Roosevelt

LES NATIONS alliées et leurs soldats, près d'atteindre la victoire, ne pouvaient apprendre une nouvelle plus douloureuse que celle de la mort de Franklin Roosevelt. Les hommes d'Etat qui tiennent une grande place dans l'histoire ne sont pas toujours aimés des peuples qu'ils servent. Mais celui-là avait su joindre à l'estime des connaisseurs une popularité de bon aloi, qui dépassait largement les limites de son pays.

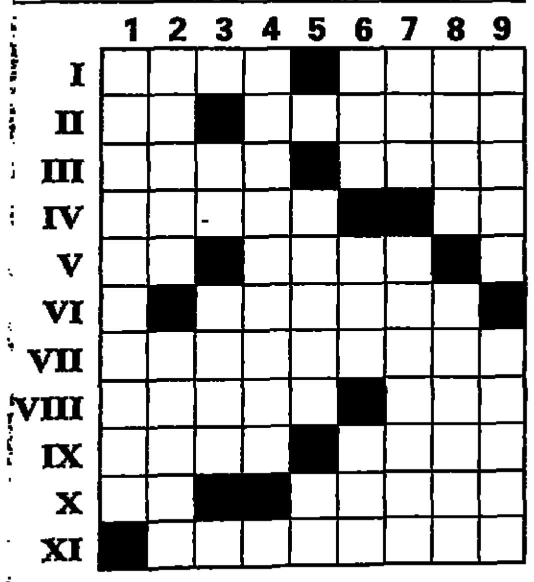
Cet aristocrate qui, dès sa jeunesse, prend parti pour le peuple, ce sportif qui, frappé d'un terrible accident, le surmonte à force d'énergie, sans jamais se départir de sa bonne humeur, était destiné à conduire la nation américaine à travers les crises les plus graves. On a dit qu'il était totalement dépourvu de sens du tragique : c'est peut-être pour cette raison qu'il put jouer un tel rôle dans deux drames successifs. Il n'y avait pas de situation, à ses yeux, qu'on ne pût maîtriser par le courage et la ténacité. Cousin et neveu par alliance d'un président qui portait son nom, il fut sénateur, puis sous-secrétaire d'Etat et gouverneur de l'Etat de New York.

Ses débuts à la présidence, en 1933, trouvent l'Amérique en pleine crise. Sa politique du New Deal a connu des vicissitudes diverses : on lui reconnaît généralement ce mérite d'avoir amélioré le standard de vie des travailleurs et ramené une certaine prospérité. Elle lui valut l'appui des masses, indispensable pour lui assurer trois réélections : fait sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Cette prolongation de son mandat était la condition *sine qua non* de la grande œuvre qu'il devait accomplir : l'entrée de l'Amérique dans la guerre aux côtés des alliés et la conduite de cette guerre jusqu'à une fin victorieuse.

(14 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6540



HORIZONTALEMENT

I. Se place toujours en tête. Fait peser une menace de châtiment proverbial. – II. En marge. Etendre après avoir fait sécher. – III. Fut une beauté à ravir, dans tous les sens du terme. Bénéficiaires d'une campagne ayant porté ses fruits. – IV. Trois pour neuf. Symbole. – V. Quelque chose de plat. On les agite au moment de s'en servir. – VI. Très bien gardées. – VII. Sont incontestablement victimes du devoir. – VIII. Réunissent tous les suffrages. Animal. – IX. La grande presse. Engendre un mécontentement. – X. Pronom. Très poli. – XI. Ils auraient bien voulu perdre le Nord.

VERTICALEMENT

1. Des singes ou des perroquets. – 2. Manière de marcher. Manifestations débordantes. – 3. Article. Il a besoin d'une directrice pour sa formation. – 4. Trop souvent absente. – 5. Eclaboussés. Lettre. – 6. Peut accompagner une assiette anglaise. A moitié ruinée. Le signe du verso. – 7. Eau douce. Rangent. – 8. Déplace. Tout le monde se lève en même temps qu'elle. – 9. Eléments de gréements. Airs manquant de fraîcheur.

SOLUTION DU N° 6539

HORIZONTALEMENT

I. Chevaline. – II. Hématome. – III. Austérité. – IV. Omit. – V. Bleui. Ace. – VI. Rapt. Star. – VII. Ers. Saisi. – VIII. Troutrous. – IX. Tombe. Née. – X. En. Ale. Lé. – XI. Scènes.

VERTICALEMENT

1. Chambrettes. – 2. Heu ! Larron. – 3. Ems. Epsom. – 4. Vatout. Ubac. – 5. Atémi. Stèle. – 6. Lori. Sar. En. – 7. Imitation. – 8. Net. Casuels. – 9. Emerisée.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Samedi 15 avril

■ **L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 55 F), 10 h 15, sortie du métro Assemblée nationale (Paris et son histoire).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (50 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Cité (Elisabeth Romann).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les antiquités grecques, 11 h 30 ; la peinture française du XIXe siècle, 14 h 30 (Musées Nationaux).

■ **L'ASSEMBLÉE NATIONALE** (carte d'identité, 60 F), 14 h 30, sortie du métro Assemblée-Nationale (Isabelle Hauller).

■ **LE COLOMBARIUM DU PÈRE-LACHAISE** : la crémation (60 F), 14 h 30, devant l'entrée rue des Rondeaux (Vincent de Langlade).

■ **GRAND PALAIS** : exposition Chefs-d'œuvre du Musée de Lille (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sous la rotonde (Tourisme culturel).

■ **JARDINS ET HÔTELS** de la rue du Bac (45 F), 14 h 30, sortie du métro Rue-du-Bac (Paris pittoresque et insolite).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE VIEUX BELLEVILLE** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pyrénées devant Twenty (Christine Merle).

■ **NOTRE-DAME-DE-PARIS** (55 F), 15 heures, devant le portail principal (Paris et son histoire).

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (37 F), 15 heures, angle de la rue Saint-Charles et de la rue Balard (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul, côté escalier roulant (Claude Marti).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : les nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la Pyramide, devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris).

PÂQUES : SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

■ **Presse** : les quotidiens paraîtront normalement lundi 17 avril.

■ **Bureaux de poste** : ils seront fermés du samedi 15 à midi au mardi matin 18 avril.

■ **Banques** : elles seront fermées samedi 15 et lundi 17 avril.

■ **Grands magasins** : ils seront fermés lundi 17 avril.

■ **Assurance-maladie, assurance-vieillesse, allocations familiales** : les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 14 avril au mardi 18 avril, à 8 h 30.

■ **Archives nationales** : le Caran sera fermé samedi 15, dimanche 16 et lundi 17 avril. Le Musée de l'histoire de France sera ouvert samedi 15 et dimanche 16, fermé lundi 17 avril (sous réserve de fin du mouvement de grève).

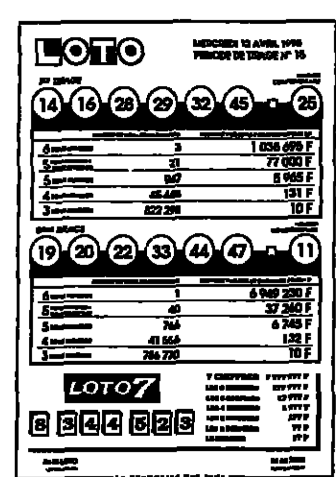
■ **Bibliothèque nationale** : les salles de lecture seront fermées samedi 15, dimanche 16 et lundi 17 avril. Le Musée des médailles et l'exposition « Jean Cassou, un musée imaginé » seront ouverts.

■ **Hôtel national des Invalides** : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Armée, Dôme royal (tombeau de l'Empereur), Plans-Reliefs et l'église Saint-Louis, seront ouverts.

■ **Institut de France** : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

■ **Musées** : la plupart des musées nationaux seront ouverts. A Paris, le Musée des arts asiatiques-Guimet et le Musée d'Ennery, le Musée du Louvre et le Musée des monuments français seront fermés dimanche 16 avril ; le Musée Gustave-Moreau, le Musée Hébert, le Musée Jean-Jacques-Henner, le Musée d'Orsay et le Musée des monuments français seront fermés lundi 17 avril. En région parisienne, le Musée des granges de Port-Royal sera fermé dimanche 16 et lundi 17 avril ; le Musée de la céramique de Sèvres et le Musée des châteaux de Versailles et de Trianon seront fermés lundi 17 avril. Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert. La Cité des sciences et le Palais de la découverte, ouverts dimanche 16, mais fermés lundi 17 avril.

JEUX



LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et *microfilms* :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel :	3615 LE MONDE accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province :	(1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

BRANCUSI Sculpteur français d'origine roumaine, Constantin Brancusi a marqué le siècle. Ce n'est qu'aujourd'hui, près de quarante ans après sa mort, en 1957, que le Musée national d'art moderne présente, au Centre Georges-Pompidou, la première grande rétrospective de son œuvre jamais organisée en France. Elle regroupe une centaine de sculptures. Du vivant de l'artiste, l'Etat français ne s'était porté acquéreur que de trois. ● LE CONFLIT sur les archives personnelles de Brancusi et sur des œuvres posthumes rebondit à l'occasion de cette exposition *(lire page 27)*. ● EN ROUMANIE, un grand projet de réhabilitation de son ensemble monumental de Tîrgu Jiu a vu le jour *(lire page 27)*.

La consécration tardive d'un immense sculpteur

Le Musée national d'art moderne présente, pour la première fois en France, une grande rétrospective consacrée à Constantin Brancusi. Une centaine de sculptures retracent l'aventure profondément originale de cet artiste

CENTRE GEORGES-POMPIDOU, grande galerie, 5e étage. Tél. : 44-78-49-81. Du lundi au samedi de 12 heures à 22 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures, fermé le mardi. Du 14 avril au 21 août. Entrée 45 F. Catalogue établi par Margit Rowell, Ann Temkin, Teja Bach. 590 illustrations, 400 pages. 390 F.

On aura attendu longtemps ce grand hommage à Brancusi, sculpteur inclassable d'origine roumaine, parisien d'adoption, reconnu comme un des phares de la sculpture moderne et de tous les temps, par les artistes eux-mêmes, qui savent de quoi ils parlent, et pourtant si peu connu du grand public, en particulier français. Curieusement. Car Paris recèle le plus formidable ensemble d'œuvres de Brancusi : son atelier d'où proviennent bien sûr nombre de pièces réunies au cinquième étage du centre Pompidou.

L'exposition est belle et surprenante, riches de pièces et de regroupements inédits. Elle a été conçue par Margit Rowell pour qu'une fois, peut-être la dernière, on puisse voir un maximum de pièces librement, sans cordons de protection sans murets. A l'architecte Lorenzo Piqueras le soin de trouver un système invisible de sécurité. La plupart des pièces sont regroupées au milieu des salles, sur des dalles de béton creusées dans le parquet et dotées d'un dispositif de sécurité extrêmement sophistiqué, qui déclenche l'alarme si le moindre pied s'y commet (on est prévenu dès l'entrée). On peut tendre la main vers les pièces pour les caresser de loin, à défaut de pouvoir plonger la main dans le sac noir qu'Henri-Pierre Roché avait fabriqué pour la *Sculpture pour aveugle*, de 1916, qui pourrait avoir inspirée Giacometti lorsqu'il grave une main sur une forme polie (*Caresse malgré les mains*).

Le dispositif permet de tourner autour des œuvres et de découvrir les dos, celui de la *Sagesse* si brutalement fendu, les nuques infléchies, les cous allongés, les chignons torsadés de *La Muse*, ceux déclinés de *Mademoiselle Pogany* dont on peut suivre d'une tête à l'autre le déroulement des arcs en plein cintre dont cette figure ronde est pleine, ainsi que le mouvement splendide de ses mains coupées, réunies, appuyées sur la joue, dont le relief finit en douceur dans la chevelure, et la forme en bout d'aile caressant. On peut aussi découvrir tous les galbes qu'une seule forme fuselée, apparemment simple peut retenir.

Le parcours proposé – est-ce délibéré ? – est à l'image de l'œuvre. En tresse depuis quatre salles en boucle, il est chronologique et respecte le rythme de la production, l'apparition des thèmes et les traitements simultanés des matériaux différents, pierre, marbre, plâtre, bronze.... Sans emphase, heureusement. Sans pression évidente sur la lecture sauf à un moment, où dans deux salles en vis-à-vis sont réunis, dans l'une des torses de jeunes filles et de jeunes garçons de différentes périodes, et de l'autre des bois tenus en rang serrés, celle-ci tirant l'œuvre du côté de l'aspiration à la pureté essentielle des formes, celle-là la ramenant à des forces plus instinctives, plus sauvages.

Cela à mi-parcours, une fois passé le cap des années au cours desquelles Brancusi s'est progressivement détaché du naturalisme et de tous les primitivismes alors en vigueur, pour tirer d'on ne sait quelle culture archaïque des formes plus belles encore que cette hélice d'avion, devant laquelle en 1912, Marcel Duchamp, Fernand Léger et lui s'étaient arrêtés en visitant le salon de l'aéronautique. Cette confrontation thématique suggérant que c'est entre ces deux pôles qu'il faut comprendre Brancusi, une figure duelle, en quête d'unité, qui se saisit des fragments humains les plus féconds, la tête et le ventre, pour les couler dans une forme unique, primordiale, détachée des contingences terrestres. Mais aussi les ramène à la réalité, en les posant sur des socles lourds ou larges, en forme de plateau, de table, de tabouret.

On peut tendre la main vers les pièces pour les caresser de loin

Au total une centaine de sculptures sont réunies, soit le quart des pièces répertoriées comme indubitables, c'est à dire finies par les mains du sculpteur. Quinze viennent du Musée de Philadelphie qui possède le plus grand ensemble de Brancusi (vingt-deux sculptures), après celui du Musée national d'art moderne, grâce au legs de l'atelier. D'autres viennent de New York, du Japon, de Roumanie (Musées de Craiova et de Bucarest). Le choix s'est porté systématiquement sur les pièces abordant pour la première fois un thème, et sur la possibilité d'en confronter les métamorphoses à travers différents matériaux. Cela commence avec la *Maïastra*, un oiseau de légende, dont les deux premières versions, l'une en marbre, l'autre en bronze, sont côte à côte posés haut sur des socles différents. Cela finit avec les *Oiseaux dans l'espace*, dont on regrette que les deux marbres très purs (un blanc, un noir) du musée de Canberra ne soit pas là.

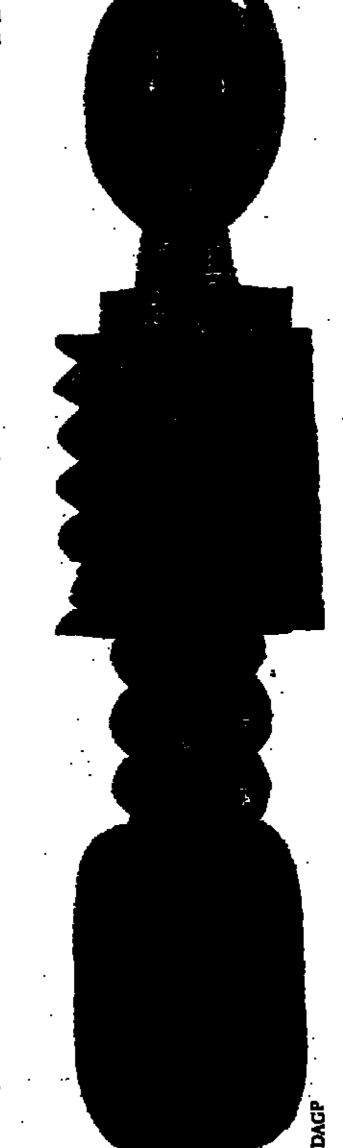
Cinquante-cinq photographies et trente-huit dessins accompagnent les sculptures. Ils n'y font pas figure d'activité autonome ou majeure. Le dessin, on le sait, chez Brancusi, était plutôt rappel de la sculpture et servait à faire des cadeaux. Sa présence permet toutefois de faire le lien entre Brancusi et Modigliani, ou entre Brancusi et Matisse, et de comprendre que le portrait ne saurait être chez lui qu'anonyme. Parmi ces dessins, on remarque celui de *Premier pas*, la première sculpture en bois et en pied réalisée par Brancusi en 1913, et dont il n'a gardé que la tête, cette tête fendue, présentée couchée sur la joue, qui ainsi perd ses liens avec les arts africains, auxquels il pense sûrement quand il commence à travailler le bois.

Les photographies sont là aussi plus pour documenter les sculptures qu'en tant qu'œuvres d'art autonomes. Comme la pratiquait Brancusi, tout au moins à ses débuts dans la chambre noire : comme un moyen de montrer son travail de sculpteur, comme il l'entendait, de l'intérieur. Ce que même Steichen ne pouvait faire. En fait, le fonds de photographies a plutôt servi à conduire une recherche sur les socles travaillés par Brancusi, qui parfois étaient livrés avec les sculptures, mais pas toujours. Ils faisaient l'objet de toutes sortes de combinaisons de formes et de matériaux empilés sur lesquels étaient promenés les bébés, têtes, oiseaux ou phoques, pour les photographier.

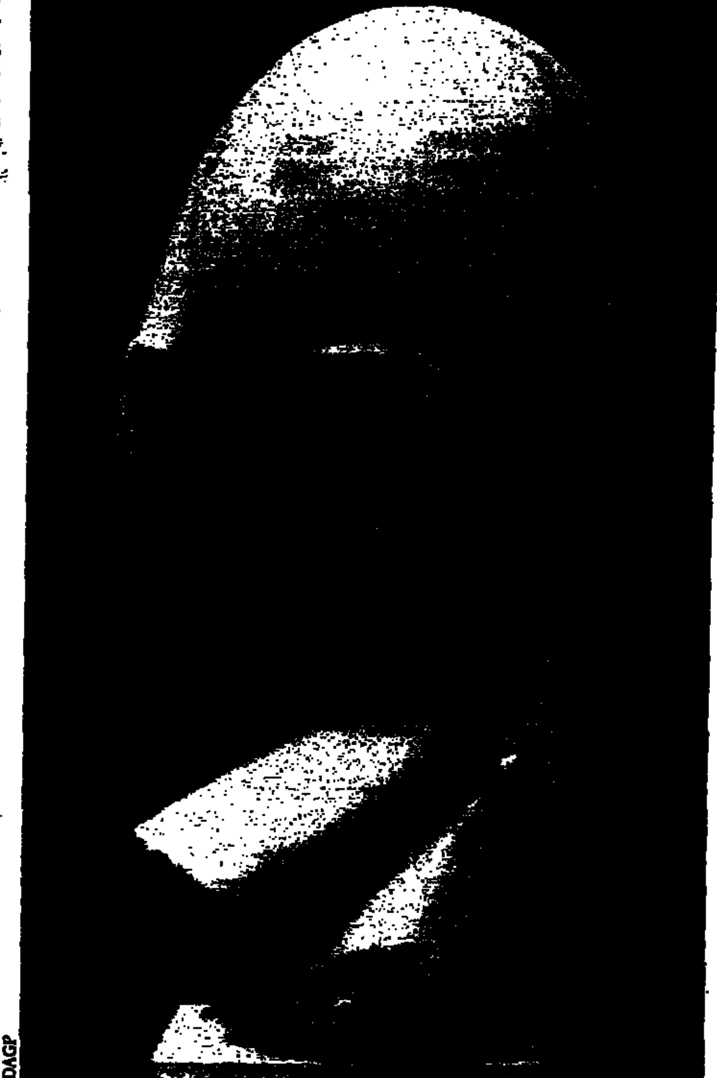
Pour l'exposition, on est allé chercher dans l'atelier des socles (le fonds en comprend une soixantaine) que l'on pouvait assortir avec des pièces venues de l'étranger, qui n'en avaient pas, de sorte qu'un maximum soit présenté comme Brancusi a pu le faire à un moment ou à un autre. Faute de documents, des socles neutres en béton, comme la dalle, ont été moulés. On doit pouvoir discuter de ces reconstitutions, mais c'est l'apport nouveau de cette exposition, qui pèse sur l'approche de Brancusi.

De cette recherche sur les socles qui n'avait encore jamais été faite, découle un éclairage différent de l'œuvre. Alors que les photographies, au travers desquelles, marché aidant, Brancusi a surtout été montré ces dernières années, renforçaient le processus de dématérialisation de la sculpture, les socles restitués le replacent dans son contexte terrien. On est invité à les englober dans la démarche créatrice, comme l'élément bas qui tend vers le haut, et auquel Brancusi accorde tantôt un statut de sous-objet tantôt un statut de sculpture à part entière. Et quelle sculpture ! N'est-ce pas de la taille des tabourets et des socles en dents de scie ou annelés qu'est née la *Colonne sans fin* qui, lancée dans l'espace, à Tîrgu Jiu, enchaîne la voûte céleste à la terre ?

Geneviève Breerette



ADAGP



ADAGP



ADAGP

En haut : « Le Roi des rois », chêne, vers 1930.
Au milieu : « Mademoiselle Pogany », 1912.
En bas : « Le Sommeil », marbre, 1908.

Le parcours dans le siècle

● **1876-1898 : l'enfance au pays.**

Constantin Brancusi naît en 1876 à Hobitza, au pied des Carpathes. Son père administre les terres du monastère voisin. Ses frères, nés d'un premier lit, le maltraitent tant qu'il quitte la maison à l'âge de onze ans. Garçon de café à Craiova, un client remarque, en 1893, son habileté à travailler le bois et l'aide à entrer à l'école des Arts et métiers de Craiova.

● **1898-1904 : de Bucarest à Paris.**

Aux Beaux-Arts de Bucarest, son buste d'après le Laocoon lui vaut une première médaille. Diplômé en 1902, il part pour Paris au printemps 1904. Il n'a pas le sou et voyage le plus souvent à pied. Il arrive à Paris le 14 juillet.

● **1905-1907 : du modelage à la taille directe.**

Brancusi s'inscrit à l'école des Beaux-Arts, dans la classe d'Antonin Mercié. Il y rencontre Modigliani avec qui il se lie d'amitié. Rodin, qui a remarqué son envoi au salon d'Automne, lui propose de travailler chez lui comme praticien. Mais Brancusi n'y fera pas long feu, le temps, cependant, de rencontrer le photographe Edward Steichen qui jouera un grand rôle dans la promotion de Brancusi aux Etats-Unis. De cette période datent les *Têtes d'enfants*, tendres et dramatiques à la fois. Et les sculptures pour une tombe du cimetière de Buzau en Roumanie : *La Prière*, un nu féminin agenouillé, simplifié, irréel et le buste du défunt, qui ne l'est pas encore. Il commence à sculpter en taille directe. Premier résultat : *Le Baiser*.

● **1908-1915 : des Muses aux Nouveaux-nés.**

Si *Le Sommeil* (1908) taillé dans un bloc de marbre reste tributaire de Rodin, la *Muse endormie* (1909-1910) qui en découle, tend vers une forme essentielle. Entre 1908 et 1915, la plupart des thèmes de Brancusi sont pratiquement fixés : *L'Oiseau dans l'espace*, les *Torses*, le *Nouveau-né*... Il a approché presque tous les matériaux qu'il travaillera inlassablement : marbre, pierre, plâtre, bronze, bois enfin avec *Premier pas* en 1913, une sculpture inspirée des arts africains dont il ne gardera que la tête. A Montparnasse, il se fait de nouveaux amis : Matisse, Léger, le Douanier Rousseau à partir de 1908, Marcel Duchamp et Henri-Pierre Roché en 1910, qui vont promouvoir son œuvre aux Etats-Unis où il se fait remarquer en 1913, à l'exposition new yorkaise de l'Armory Show.

● **1913-1920 : succès à New York, scandale à Paris.**

En 1914, Brancusi expose à la galerie d'avant-garde du photographe Stieglitz. L'avocat-collectionneur John Quinn s'intéresse à lui. Le sculpteur entreprend de photographier lui-même ses œuvres, pour les présenter à ses clients. En 1916, il réalise sa deuxième exposition à New York, à la Modern Gallery. En 1920, au Salon des indépendants, à Paris, il est prié de retirer *Princesse X*, jugée scandaleuse. Compensation, il peut installer une *Colonne sans fin* taillée dans un tronc d'arbre, dans le jardin des Steichen, à Voulangis. Quand le couple quittera la villa, en 1927, elle sera sciée pour la faire entrer dans l'atelier de l'impasse Ronsin. Le vent dadaïste ne lui déplait pas. Il devient un ami de Satie, Picabia, Tzara, Cocteau, Pound, puis de Man Ray, qui l'aide à installer un laboratoratoire de photographie dans son atelier en 1921.

● **1920-1939 : des socles au monument de Tirgu Jiu.**

Au début des années 20, Brancusi accomplit un important travail sur les socles en bois, développe le thème de l'*Oiseau dans l'espace*, sculpte des *Colonnes*, introduit *le Coq crénelé* à son répertoire. En 1927, il déménage au 11, impasse Ronsin. Il y accumulera des pièces à vocation monumentales. Un événement inhabituel marque cette année : un *Oiseau dans l'espace* acheté par Steichen n'est pas reconnu par les douanes américaines comme étant une œuvre d'art. Un procès épique s'en suit, que gagne Brancusi. Il réalise deux autres *Oiseaux*, l'un en marbre blanc, l'autre en marbre noir pour le maharadjah d'Indore, qui en a déjà acheté un en bronze. En 1935, il reçoit commande de l'ensemble monumental de Tirgu Jiu, en Roumanie.

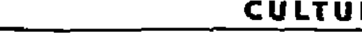
● **1940-1957 : « l'ermite » de l'impasse Ronsin.**

Pendant la guerre Brancusi est très isolé. Il produit de moins en moins, peaufine, déplace, empile, photographie. En 1946, l'Etat français lui achète enfin des pièces : un *Coq* et un *Phoque*, grâce au directeur du Musée national d'art moderne, Jean Cassou, qui lui évite d'être chassé de son atelier menacé de destruction en 1952. Deux jeunes peintres roumains, Alexandre Istrati et Natalie Dumitresco, deviennent en 1948 ses voisins et ses assistants. Brancusi obtient la nationalité française. Aux Etats-Unis, Duchamp s'active pour mettre en place la donation Arensberg au Musée de Philadelphie, qui compte vingt-deux sculptures de Brancusi. Duchamp lui sert aussi d'intermédiaire pour la rétrospective de 1955 au Musée Guggenheim. En 1956, sa santé se dégrade. Il rédige son testament. Il lègue à l'Etat français, pour le Musée national d'art moderne, la totalité du contenu de son atelier et demande que celui-ci soit reconstitué. Ce qui fut fait, plus ou moins bien. Brancusi meurt en 1957. Il est enterré au cimetière de Montparnasse.

G. B.

Bibliographie

● *Brancusi* (catalogue de l'exposition), de Margit Rowell, Ann Temkin et Teja Bach, Centre Pompidou-Gallimard (400 p., 590 ill., 390 F).
● *Brancusi contre les Etats-Unis. Un procès historique*, Adam Biro (144 p., 120 F jusqu'au 31 août, 144 F ensuite). L'intégralité du procès que Brancusi intente, en 1927, au gouvernement américain. Objet du litige : un oiseau en bronze poli dans lequel les douanes n'ont vu qu'un morceau de métal, d'où la demande d'une taxe sur les métaux de 240 dollars. Au procès, il y fut débattu du statut de l'œuvre d'art et du problème de l'original par rapport à un multiple. Brancusi obtint gain de cause.
● *Brancusi, l'inventeur de la sculpture moderne*, de Marielle Tabard, Découvertes/Gallimard et Centre Pompidou (128 p., 73 F).
● *Sur les pas de Brancusi*, de Serge Fauchereau, Cercle d'art (208 p., 60 ill., 129 F).
● *Brancusi photographe*, d'Elizabeth A. Brown, Assouline (80 p., 99 F).
● *Brancusi*, de Pontus-Hulten, Natalia Dumitresco-Alexandre Istrati, réédition (ni revue ni corrigée), Flammarion (336 p., 245 F). Un ouvrage contesté par les spécialistes de Brancusi.
● CD-ROM *Brancusi par Brancusi*, de Philippe Degeorges, mis au point par François Nemer, Centre Pompidou, Les Films d'ici, RMN et la société Arborescence (350 F).





Les pratiques contestables de la légataire universelle de Brancusi

Natalia Dumitresco confisque les archives et fabrique des sculptures posthumes

IL Y A L'EXPOSITION Brancusi et il y a les « affaires Brancusi ». Une série de conflits entre l'Etat et les légataires universels du sculpteur rebondit à l'occasion de la rétrospective du Centre Pompidou. Prenons le catalogue. Selon Margit Rowell, commissaire de l'exposition, *« il aurait été meilleur si nous avions eu accès aux archives personnelles de Brancusi »*. Or ces archives sont jalousement gardées par Natalia Dumitresco. *« Dans un coffre-fort »*, répond en riant, cette peintre d'origine roumaine âgée de quatre-vingts ans qui nous a reçus dans son appartement-atelier du 14e arrondissement. En 1956, Brancusi l'a choisie – avec son mari, le peintre Alexandre Istrati, mort en 1991 – comme légataire universel. Le couple s'était occupé du sculpteur durant les dix dernières années de sa vie.

Les archives personnelles sont indispensables pour bien connaître un artiste. On y trouve des milliers de papiers, depuis la note de blanchisserie jusqu'à sa correspondance, fort instructive. Généralement, un héritier les dépose dans une bibliothèque à l'attention des chercheurs. Brancusi échappe à la règle, et pour Margit Rowell : *« Brancusi n'est pas reconnu à sa juste valeur tant nous manquons d'informations »*. La plupart des chercheurs ont reconstitué tant bien que mal le parcours de l'artiste – le Centre Pompidou a récupéré l'année 1927 – mais il reste d'importantes zones d'ombre. Brancusi était discret sur sa vie privée, mais il gardait tout, *« même ses tickets de cinéma »*. On sait qu'il existe un important échange de lettres avec Duchamp, Tzara, le photographe Stieglitz, John Quinn (son premier collectionneur), mais aussi des dessins, des gouaches,des photographies originales. Et pourquoi n'y aurait-il pas des informations sur sa famille en Roumanie, dont on ne sait rien ?

Ces archives font fantasmer au point que certains se demandent si elles existent vraiment. Natalia Dumitresco affirme qu'elle va les publier, en 1996, aux éditions Cercle d'art : 1 600 pages en deux volumes, confirme l'éditeur. Pourquoi avoir attendu près de quarante ans pour les diffuser ? *« J'ai consacré beaucoup de temps à rédiger un livre sur lui avec mon mari »*, répond-elle – livre fortement contesté par les spécialistes. Plus mystérieux, pourquoi personne n'a jamais pu voir ces archives qui ont une valeur plus historique que financière ? *« Il n'y a que mon mari et moi qui connaissions Brancusi. J'avais un devoir moral »*, confie le peintre qui préfère rappeler ses dix ans de souvenirs avec Brancusi, impasse Ronsin.

Le conflit des archives, il faut le lier à celui, plus ancien et sévère, entre les Istrati et l'Etat français. Dès la mort de Brancusi, le couple légataire universel a posé deux conditions au legs à l'Etat des sculptures de Brancusi : que son atelier soit reconstitué et qu'ils puissent réaliser des tirages posthumes de sculptures. Or les musées français se sont toujours opposés à ce qu'ils appellent des *« copies »*. Il n'empêche : le couple Istrati-Dumitresco a fait réaliser par la fonderie Susse (Arcueil) – que Brancusi faisait déjà travailler de son vivant – plusieurs bronzes. L'enjeu est de taille quand on sait qu'une édition s'est vendue jusqu'à 1 million de francs. *« Bien plus »*, selon la rumeur. Natalia Dumitresco en identifie certaines : *« Un grand coq à la Fondation Giannada de Martigny (Suisse), un grand poisson au musée de Manheim, un autre dans un musée de Berlin. »* Mais des spécialistes en ont repéré beaucoup au Japon, au Musée de Pasadena... Combien en tout ? *« Je ne me souviens plus »*, répond Natalia Dumitresco. A la fonderie Susse, on répond *« deux ou trois par an, depuis la mort du sculpteur »*, les plus demandées étant *« L'Oiseau, Le Coq, Les Têtes »*. Ce qui donnerait une cinquantaine de nouvelles sculptures en quarante ans.

Débat passionnant : une sculpture coulée après sa mort, est-elle encore un Brancusi ? Pour les Istrati, il s'agit de *« tirages d'après le moule original, que nous n'avons vendus qu'aux musées »*. Mais le milieu muséal justement, dans sa grande majorité, qualifie ces pièces de copies, de reproductions, de fontes non authentiques. Un texte de 1992, signé par des spécialistes affirme que tout tirage posthume de Brancusi *« doit être considéré comme un faux »*. Et Margit Rowell d'avancer un argument-choc : *« Brancusi polissait lui-même chacune de ses sculptures, modifiait le galbe, choisissait des alliages différents, montait les pièces sur des socles différents... Chaque œuvre de Brancusi est unique. Ce qui le différencie de nombre de sculpteurs. »*.

Mais quelle était la volonté de l'artiste ? *« Nous ne faisons que l'appliquer*, assure Natalia Dumitresco. *Quand il ne voulait pas de tirages, il détruisait les moules en plâtre »*. Pourtant, en 1960, la Direction des musées de France a recueilli vingt-six témoignages d'artistes, amis, personnalités qui l'ont connu. Tous affirment que Brancusi aurait été violemment opposé à ces éditions. Qui a raison ? A l'issue de sept années de procès, de 1964 à 1971, la justice a fini par donner raison aux Istrati. Contre l'avis des spécialistes, français comme étrangers. Le bras de fer ne s'arrête pas là : l'Etat ne reconnaît aucun bronze nouveau. Il s'est opposé, en 1988, à l'idée de fondre *Un grand coq* qui devait être installé sous la pyramide du Louvre. Et en 1991, après la mort d'Alexandre Istrati, il a refusé des *« copies »* de Brancusi en dation. Du côté des légataires, on n'est pas en reste. En 1991, Natalia Dumitresco créait l'Association des amis de Constantin Brancusi, où l'on remarque trois personnalités qui font beaucoup parler : Claude Pompidou, Robert Bordaz, ancien président du Centre Pompidou et Pontus Hulten, ancien directeur du musée du même centre. Et chacun de s'interroger : Brancusi sera-t-il l'objet d'une guerre entre le Centre et les anciens du Centre ?

Michel Guerrin

La reconstruction de l'atelier

A la mort de Brancusi, en 1957, et selon son testament, l'atelier de l'impasse Ronsin a été reconstitué – avec ses sculptures – au Musée national d'art moderne, d'abord au Palais de Tokyo, puis sur le parvis du Centre Pompidou, à partir de 1977. La dégradation du bâtiment a provoqué des polémiques : inondations, humidité, brûlures au-dessus des radiateurs, fortes différences de température... Au point d'être fermé au public depuis 1990. A l'occasion de l'exposition, les sculptures ont été restaurées. L'atelier sera reconstruit sur le parvis et devrait ouvrir en 1997 pour le vingtième anniversaire du Centre. Le nouvel atelier s'inscrit dans la rénovation de la Piazza et des abords, menés par l'architecte Renzo Piano.

L'ensemble monumental de Roumanie va être restauré



MIS À PART quelques passionnés de Brancusi, peu de gens ont fait le voyage à Tîrgu Jiu, loin de tout, à plus de trois heures de mauvaises routes de Bucarest, pour saluer l'ensemble monumental conçu par le sculpteur entre 1935 et 1938 à la demande d'Aretta Tatarescu. Celle-ci était présidente de la Ligue nationale des femmes de Gorj, région où est situé Tîrgu Jiu, d'où justement Brancusi était originaire. Elle lui commanda donc un monument à la gloire des jeunes héros de la région, morts pendant la grande guerre.

Elle aurait voulu un coq. Mais déclarant qu'il réservait les coqs pour la France, Brancusi lui offrira une *Colonne sans fin* de près de cent mètres de haut, à laquelle il adjoindra une *Porte du baiser* et une *Table du silence*, disposées selon un axe traversant la ville. *La Table du silence*, ronde, en pierre, entourée de douze bancs également en pierre, est placée au bord de la rivière Jiu. Elle donne à méditer sur le temps. *La Porte du Baiser*, en travertin, qui n'a rien de triomphal, ouvre sur la ville. Brancusi y reprend le face-à-face stylisé des deux figures scellées l'une à l'autre par l'œil transformé en un grand cercle partagé en deux, dont l'interprétation symbolique est sans fin, comme celle de l'ensemble monumental à parcourir (plus égyptien pour les uns, plus bouddhique pour les autres).

Le parcours mène à l'autre bout de la ville, où *la Colonne sans fin*, en fonte métallisée, a été érigée, à plus d'un kilomètre à vol d'oiseau, dans l'axe de *La Table* et de *La Porte*. Une église construite une dizaine d'années avant l'intervention de Brancusi se trouvait au beau milieu de la perspective, ce qui donne à penser que sa présence ne dérangeait pas forcément le sculpteur. Mais celui-ci avait-il prévu les horreurs qui allaient environner son grand œuvre ? Et qu'aujourd'hui on envisage, en partie tout au moins, d'éliminer.

L'historien et critique d'art Radu Varia, auteur d'une monographie sur Brancusi (Gallimard, 1989) mène une campagne pour le réaménagement du site et la restauration des œuvres de Brancusi. Ce Roumain de Paris voit grand. Plus grand que d'autres experts, Margit Rowell notamment, qui trouvent l'ensemble en assez bon état. Le projet qu'il conduit à travers The Constantin Brancusi International Foundation de New York et son équivalent de Bucarest devrait permettre au visiteur de faire le chemin en paix, en allant droit de *La Table* à *La Colonne*. Pour y arriver, il faut détourner des rues et une voie de chemin de fer (ou bien les faire passer dans des tunnels), éliminer des poteaux électriques, peut-être abattre des immeubles en béton construits dans les années 80 au détriment des petites maisons paysannes avec jardinet que Brancusi a connues ; et, qui sait, déplacer l'église de quelques dizaines de mètres...

Les pouvoirs publics roumains acceptent l'idée du plan, qui doit être financé par plusieurs ministères, et ont récemment donné leur accord pour une partie des travaux : la construction de tunnels pour faire passer la voie ferrée, et deux rues, le détournement de trois autres, des plantations d'arbres. La barrière de béton qui borde la rivière sur plus de deux cents mètres et surplombe de plusieurs mètres *La Table du silence* va être abattue dans les mois prochains et les abords de *La Colonne* et de *La Table* traités comme Brancusi le voulait : entourés d'arbres. On a d'ailleurs retrouvé les plans de l'architecte paysagiste qui travaillait avec lui. Restent en suspens le projet de déplacement de l'église et deux immeubles en béton. Le projet paraît un peu fou et fort coûteux, mais ses défenseurs affirment que la ville pourrait ainsi devenir un haut lieu de pèlerinage culturel.

> Le projet devrait permettre au visiteur de faire le chemin en paix, en allant droit de *La Table* à *La Colonne*

Quant à la restauration des œuvres elles-mêmes, c'est la fondation qui s'en charge. *La Table*, les sièges et *La Porte* doivent être traités selon les méthodes utilisées pour la restauration de la basilique Saint-Marc de Venise (pompes à rotation pour le nettoyage ; silicones et silicates fournis par Rhône-Poulenc pour boucher les trous). Et *La Colonne sans fin* doit être démontée pour être remise en état. L'opération délicate a été programmée après consultation d'experts, notamment de l'Institut de restauration du Musée Getty (Californie).

Démonter *La Colonne* ? Mais pourquoi, alors qu'on devrait pouvoir la toiletter comme cela a déjà été fait ? Parce qu'elle penche, paraît-il, dangereusement de 7 degrés... et que le soubassement aurait sans doute besoin d'être changé, ainsi que l'axe sur lequel les modules de fonte sont empilés et boulonnés. Il est vrai que l'érection de la colonne (96,33 mètres) avec des modules de 90 cm de diamètre dans la partie large, de 45 cm dans la partie étroite demandait des précautions. Cette inclinaison ne serait d'ailleurs pas le résultat de mauvais calculs d'un ingénieur, mais le produit du mauvais traitement que le gouvernement communiste a infligé à cette grande chaîne lancée entre terre et ciel : en 1951, on a voulu l'abattre avec des câbles et des tracteurs pour récupérer le métal. En vain.

Une fois la colonne démontée, chaque module doit être nettoyé et protégé. Un nouveau revêtement est à l'étude à l'Institut de la corrosion de Stockholm, de nouvelles fondations sont prévues. Coût de l'opération : 500 000 dollars (2,5 millions de francs). 1 million de dollars (5 millions de francs) pour la restauration de l'ensemble des sculptures. D'où la recherche de fonds par la fondation.

G. B.



ADAGP

En haut : « L'Oiseau », marbre jaune, 1919.
Au milieu : « Mademoiselle Pogany III », bronze poli, 1933.

bonté, l'hospitalité tient chaud
Monique Petillon | Seuil, « Fiction & Cie », 150 p., 89 F.

Bien le bonjour du théâtre anglais !

Les Bouffes du Nord reçoivent « The Three Lives of Lucie Cabrol », nouveau spectacle du Théâtre de complicité, l'une des meilleures troupes indépendantes britanniques

Après avoir reçu en début d'année la belle production de « As You Like It », de Shakespeare, par la compagnie anglaise Cheek by Jowl, Peter Brook accueille dans son théâtre des Bouffes du Nord l'autre fleuron du théâtre indépendant d'outre-Manche, le Théâtre de complicité, dirigé depuis 1983 par un auteur et acteur talentueux, Simon McBurney. Formé à l'école de Jacques Lecoq à Paris au début des années 80, cet homme jeune, turbulent, inventif, préfère au service du répertoire la création de spectacles inspirés de textes contemporains, comme ici le recueil de nouvelles de John Berger, *La Cocadrille*, qui est devenu en scène *The Three Lives of Lucie Cabrol*. Cet auteur anglais, installé en Savoie, a lui-même participé à l'écriture de ce spectacle marquant autant par l'engagement de ses interprètes que par l'inventivité de sa mise en scène.

DANS UN WEST END londonien essentiellement voué à la célébration des vedettes de la télévision et au culte de la comédie musicale, les succès récents de deux des meilleures compagnies dramatiques indépendantes anglaises, Cheek by Jowl et le Théâtre de complicité – en français dans le texte –, ont un relief particulier, comme un petit coin d'art enfoncé dans le mur du commerce.

Les Français connaissent désormais Cheek by Jowl, après l'accueil très chaleureux réservé aux Bouffes du Nord à leur production de *As You Like It*, de Shakespeare, au début de cette année. Le Théâtre de complicité est moins connu ici, même si le spectacle *The Street of Crocodiles*, invité l'an passé au Festival Théâtre en mai de Dijon, a permis de rencontrer cette troupe menée depuis sa création en 1983 par l'acteur et auteur Simon McBurney.

Dans une série d'articles consacrés au « Théâtre de l'an 2000 », l'*Independent* s'interrogeait le mois dernier sur les chances de survie du spectacle vivant à Londres. La journaliste Georgina Brown notait la baisse régulière de la fréquentation des salles (2 % entre 1993 et 1994), l'augmentation des coûts de production et le vieillissement des publics (les 16-24 ans ne représentent plus que 22 % de l'audience du West End contre 34 % il y a dix ans).

PARIS, LA RÉFÉRENCE

Dans ce paysage désolant, Cheek by Jowl et Complicité font figure pour de nombreux professionnels de planches de salut. Nica Burns, qui dirige la société de production Stoll Moss, propriétaire de onze théâtres du West End, confiait à l'*Independent* qu'« *il est important que ces compagnies aient du succès à Londres. Le Théâtre de complicité de Simon McBurney est certainement la troupe la plus proche de ce que fait Peter Brook, et, si on leur fait bon accueil ici, il n'y a pas de raison que cette compagnie aille s'installer à Paris* ».

La capitale française, qui a reçu dignement Peter Brook, reste pour beaucoup d'artistes anglais la référence, le havre même où, grâce à la politique volontariste de l'Etat, le théâtre d'art a de bonnes chances de perdurer. Simon McBurney, formé à Paris à l'école de Jacques Lecoq après des études à Cambridge, n'exclut d'ailleurs pas de franchir un jour le pas : « *Jamais comme aujourd'hui la Grande-Bretagne n'a mérité son surnom de « nation de boutiquiers ». Depuis mes études chez Lecoq, depuis ma rencontre avec Jérôme Deschamps au début des années 80, j'ai souvent pensé que je pourrais vivre un jour à Paris.* »

Le directeur artistique du Théâtre de complicité est un homme jeune, vif, remuant, combatif. Son goût du théâtre lui est venu du vaudeville, la forme la plus populaire du théâtre britannique dans laquelle, dit-il, « *les acteurs expriment beaucoup avec rien* ». Il fut aussi très impressionné par un roi de la pantomime, Max Wall, « *acteur vulgaire devenu l'un des interprètes favoris de Samuel Beckett* ». Simon McBurney se dit aussi très influencé, comme beaucoup des gens de théâtre aujourd'hui, par la lecture de Grotowski, le fondateur du Théâtre Laboratoire.

Le Théâtre de complicité, c'est un long travail au service de la création contemporaine, même si par deux fois la troupe a servi des pièces du répertoire, *La Visite*, de Dürrenmatt, et *Le Conte d'hiver*, de Shakespeare. Mais elle préfère s'atteler à ses propres travaux d'écriture, même quand ils s'inspirent de textes non dramatiques comme ceux de Bruno Schulz pour *The Street of Crocodiles*, ou celui de John Berger pour *The Three Lives of Lucie Cabrol*, qui a lui-même participé à l'écriture du spectacle. Commencent ensuite de longues heures de répétitions, de discussions et de recherches scéniques. Un souci d'orfèvre qui est chaque fois menacé par la pauvreté des ressources de la troupe.

UN CHOIX POLITIQUE

« *Ici, chaque production est un combat*, affirme Simon McBurney. *Nous ne disposons que de 120 000 livres par an versées par l'Arts Council* (soit environ 920 000 francs), *ce qui ne couvre pas nos charges, essentiellement le salaire de cinq permanents, soient un directeur artistique, deux directeurs associés et deux personnes en charge de l'administration.* »

Chaque projet doit donc être cofinancé avec des partenaires et les tournées internationales sont vitales pour le Théâtre de complicité : « *Elles permettent d'entretenir un groupe d'acteurs que nous voudrions plus assuré*, explique Simon McBurney. *La troupe, c'est avant tout un langage commun, notre seul trésor, à l'opposé de la philosophie mercantile aujourd'hui triomphante. Dans notre société hautement capitaliste, le seul discours qui vaille est : « J'ai un budget, j'achète. » Dans un tel contexte, le théâtre est bien faible qui relève d'une tout autre conception de la dépense et s'invente dans une autre temporalité.* »

Pourtant, le Théâtre de complicité a collaboré avec le National Theater de Londres ; il a été reçu dans des salles prestigieuses, y compris celles du West End. « *Notre troupe veut investir le centre-ville. C'est un choix politique. Nous voulons montrer que notre théâtre peut y vivre. Mais il faut être « balèze », comme vous le dites en français.* ». Balèze, le Théâtre de complicité ? Sans l'ombre d'un doute.

Olivier Schmitt

Qui a peur de la Cocadrille ?

INSPIRÉ d'une courte nouvelle de l'auteur anglais installe en Savoie John Berger, *The Three Lives of Lucie Cabrol* est une œuvre forte, autant par le soin de l'adaptation dramatique et les qualités spectaculaires du dispositif scénique que par l'engagement d'une troupe bigarrée, à l'énergie sauvage.

Née coiffée, Lucie Cabrol (interprétée par la Suissesse Lilo Baur, exceptionnelle) est une petite fille minuscule, chétive, qui deviendra une jeune fille délurée, bientôt rejetée par ses frères, qui lui reprochent seulement d'être « différente ». Ses tentatives pour séduire le rustaud et timide Jean (Simon McBurney) échoueront dans cette vie-ci, mais triompheront dans un au-delà qu'elle quittera furtivement pour le rejoindre...

Avec Lucie Cabrol, nous partagerons l'initiation d'une vie de paysanne dans ce siècle, nous éprouverons les rudesses et les drôleries d'une micro-société montagnarde, l'horreur de la seconde guerre mondiale, la réassurance de la supériorité de l'esprit, du sentiment, sur l'adversité.

Dans un décor fantasmatique où une table n'est jamais longtemps une table, non plus que les objets ne le restent longtemps, transformés par la mise en scène en personnages ou lieux insoupçonnés, huit acteurs, menés magistralement par Simon McBurney, de héros humains deviendront animaux, ou plantes, hommes malgré tout, le plus souvent, et de ceux qu'on écoute, qu'on comprend et que l'on aime. Le Théâtre de complicité est reçu pour la première fois et pour quelques jours à Paris. C'est un bonheur de belle saveur.

O. S.

★ Théâtre des Bouffes-du-Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris. Tél. : 46-07-34-50. Jusqu'au samedi 15 avril et du mardi 18 au samedi 22 avril à 20 h 30. Matinées 15 et 22 avril à 15 heures. De 60 F à 130 F.

Les chroniques amoureuses de Jean-Louis Murat

Le chanteur vient de terminer une tournée, un film et un disque

CHEVEUX LONGS aux épaules, yeux bleus, jeans déchirés, chemise à carreaux et T-shirt à petits boutons, Jean-Louis Murat arrive en courant, paysan urbain attentif aux modes et aux valeurs terriennes.

Le chanteur a terminé sa tournée – la première de sa carrière – il y a quelques mois déjà : un cauchemar délicieux et nécessaire. A l'occasion, il réinvente la rubrique « people », qui traite en principe des questions de divorce, des coups de foudre et autres banalités que les vedettes taisent avant de se laisser surprendre par les *paparazzi*.

Rien de tout cela. Murat est offert. Crucifié par volonté propre. Autocritique – mais le mot est trop stalinien –, analytique – mais le mot est trop fort –, il organise la mise en scène amusée de son narcissisme avec un naturel désarmant, un chic provincial et une culture littéraire qui le protègent de la niaiserie.

Sans le support du vécu personnel, une tournée ne serait qu'anecdotes. Et Jean-Louis l'Auvergnat ne saurait s'en contenter. Il avait mis à son exhibition scénique une condition : le tournage d'un film, réalisé par Pascale Bailly. Une fiction documentaire : une jeune fille, dont le rôle est tenu par Elodie Bouchez, suit le chanteur qui la suit. En poursuivant sa propre existence, et son double, sur les routes, il a, dit-il, « *risqué sa peau* ». Gagné et perdu. Changé, puisque « *pendant la tournée la vie continue* ».

Murat est un garçon à la libido joyeuse, convaincu cependant que le chagrin tue aujourd'hui aussi sûrement qu'à l'époque de Marguerite Gautier. « *Ce que je fais est très proche de ma vie*, dit-il. *Mes chansons sont des feuilles de journal intime. Chaque soir, je devais me relire. Certains jours, je me suis lamentablement fracassé, et pour oublier je parlais, je parlais, c'était assommant. Le public était de miel, il me guettait comme une bonne mère, j'ai tout d'un coup eu peur d'être « lalannisé »* [conjugaison sans joie du rôle de prophète de pacotille tenu par Francis Lalanne].

« *La chanson* La Fin du parcours *me sortait par les yeux. Parfois, je mélangeais tout, quel micmac ! Je n'ai jamais pu apprendre le texte correctement. Tous les soirs, je pensais : « Là, je suis dans un taudis. » Je m'empêtrais dans un bric-à-brac de sentiments. Il fallait que ça éclate.* » A Lyon, par exemple, le 23 décembre 1993, où l'album *Murat Live* a été enregistré, « *lors de ce qu'on croyait être le dernier concert de la tournée* » (qui se poursuivit jusqu'en juillet 1994). Mais ce soir-là le tournage du film, *Mademoiselle Personne*, s'arrêtait. « *Je me suis prêté au jeu du film pour enregistrer un état de décomposition du couple. Je vivais depuis quinze ans avec la même personne, nous étions dans l'impasse, je le pressentais, il fallait évacuer tout cela. La tournée a été un révélateur, et un garde-fou. J'ai vu le film une cinquantaine de fois, j'avais toujours mon mot à dire.* »

Mademoiselle Personne aurait dû accompagner le disque. Il n'était pas prêt. « *Les vendeurs de galettes* », Virgin, habitués à sortir les enregistrements publics dans la foulée des concerts, s'impatientaient. Les marchands de « *bobines* » ont d'autres impératifs. « *C'est un film d'auteur*, explique-t-on chez Why Not ?, la maison de production. *Il ne fallait pas le montrer ainsi, fragile, aux distributeurs : le montage a été long, des formats très différents ont été utilisés, 16 mm, 35 mm, super-8, vidéo. Le sujet est peu attendu, difficile.* » On sait Murat bon acteur (*La Vengeance d'une femme*, de Jacques Doillon), mais il faudra attendre le joli mois de mai, Cannes peut-être, et sa sélection Un certain regard, pour le voir en chanteur.

Pour l'heure, il y a le disque. En version standard, dix titres-fleuves, témoins de la volonté première de Murat : « *Chanter en public des faces B, des chansons peu connues, une soixantaine peut-être, dans un style complètement country. Mais cela a dégénéré.* » Au menu donc, les thèmes étirés de *Vénus* et les exercices intello-bucoliques du précédent album, *Le Manteau de pluie*. Des raretés et des inédits : *Saint-Ex* ; *Johnny Frenchman* ; *Suicidez-vous, le peuple est mort*. La deuxième version discographique – un double CD en coffret dépliable – est réservée aux maniaques (comme Gérard Manset, Murat affectionne les surprises pour initiés). Tirage confidentiel (3 000 exemplaires) et prime à la consommation : la BOF (bande originale du film) de *Mademoiselle Personne*. Même ambiance (guitares déliées, mélodies lentes et torturées), mêmes interrogations (quelques titres : *Tu te plais dans le film ? Amour zéro, Quel salaud !*, dit par Elodie Bouchez, etc.). Rien n'est simple.

Mais que fait un chanteur quand sa vie a « *basculé* » ? Il prépare son prochain album, « *avec un producteur anglais. C'est dur. D'abord, parce que Marie, ma compagne, était mon directeur artistique, le meilleur de France. Elle écoutait tout. Quel vide ! Je n'ai plus d'oreille* ». Que fait un auteur quand l'inquiétude est en passe de devenir sa plus fréquente définition ? Il décrit « *des moments de bonheur* » – « *sinon, je vais encore faire des textes plombés qui vont emmerder tout le monde* » –, travaille « *après le cauchemar de la nuit, quand le soleil se lève* » sur sa ferme de la vallée d'Orcival, dans le Puy-de-Dôme.

Véronique Mortaigne

★ Un CD Virgin 7243 8403482.

Journaux intimes

Tourner de salle en salle serait-il fastidieux ? Pour lutter contre cette forme améliorée du travail à la chaîne, certains, tels Jean-Louis Murat ou Stephan Eicher, soignent les à-côtés : films, albums quasitestamentaires. Ainsi un documentaire intimiste, *Guarda e passa* (diffusion sur Canal + le 13 mai), carnet de route de Stephan Eicher, complète le double album, abondamment commenté, paru début 1995 : *Non ci badar... Guarda e passa* (*Ne pas s'arrêter, regarder et continuer*, chez Barclay). De la vie privée d'Eicher, nous ne saurons rien, mais tout des chocs émotifs ou du spleen de l'autobus. De ses rencontres musicales, dans les coulisses, dans les cafés, dans les hôtels. Des Gitans, des joueurs de blues, des chanteurs de rue, qui mettent du sel dans l'ordinaire.

À Caen, l'Opéra se met au temps de la Passion

SEMAINE SAINTE, Festival baroque en Basse-Normandie, Caen, jusqu'au 15 avril. Prochain concert : *Repons pour le vendredi saint*, de Gesualdo, Lassus, Zelenka... Il Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction), le 14 avril, 20 h 30. Tél. : 16-31-30-76-20.

Le sacré fait fureur : les magasins Fnac se sont équipés de cierges et de croix, les maisons de disques rhabillent leurs *Stabat Mater* à la mode psychédélique, Sony lance le son *Requiem* venu d'un tréfonds lointain à coups de spots télévisuels figurant un skieur sur piste noire : les glissements sémantiques de cette fin de siècle sont troublants, d'autant qu'ils s'accompagnent d'une méconnaissance des textes liturgiques. Qui a à cœur aujourd'hui de saisir le sens exact du moindre verset d'une Lamentation de Jérémie ? Peu importe le sens, pourvu qu'on ait l'ivresse...

RÉPERTOIRE RICHE

En cette période pascale, les concerts spirituels affluent. Dieu soit loué, les organisateurs misent sur la qualité musicale avant le coup de « bluff ». L'abbaye de Fontevraud propose une belle programmation (jusqu'au samedi 15 avril, tél. : 16-41-51-73-52) tandis que l'Opéra de Caen, dirigé par François-Xavier Hauville, organise depuis quatre saisons une semaine sainte en musique.

Ce répertoire est riche, particulièrement expressif – l'affliction a toujours libéré l'imagination harmonique et doloriste des compositeurs – et recèle encore des inédits de taille. Pour preuve, *La Passione di nostro Signore* d'Antonio Caldara (1670-1736), sur un livret de Métastase, donnée dimanche 9 avril dans la superbe église baroque de Notre-Dame de la Gloriette.

Il ne s'agit pas d'une Passion au sens strict du terme, fondée sur le texte des Evangiles, mais d'une glose superbe signée Métastase, mettant en scène Marie-Madeleine, Jean, Pierre et Joseph. La musique de Caldara s'affiche résolument archaïque, d'une densité rare, faisant fréquemment appel au contrepoint. Les figures musicales suivent de près les suggestions littéraires. Ainsi, dans l'air de la seconde partie, « *Ai passi erranti* », confié à Marie-Madeleine, l'harmonie se fait errante quand le texte évoque des « *pas peu sûrs* ».

BELLES PROMESSES

L'ensemble Le Parlement de Musique, que dirige le claveciniste et organiste Martin Gester, rassemble quelques cordes autour d'une basse continue ; quatre solistes et quatre choristes complètent les effectifs.

Le contralto américain Jennifer Lane possède un timbre d'une grande beauté, elle est simple et émouvante ; Delphine Collot, en excellente forme, chante à ravir les airs de Marie-Madeleine ; Jérôme Corréas campe d'une voix solide les interventions de Joseph. On remarquait une jeune chanteuse au nom encore inconnu : Chimène Seymen possède un timbre superbe et fruité, une belle présence, malgré quelques hésitations et un décalage dans l'un de ses airs (elle remplaçait une autre chanteuse prévue initialement).

Martin Gester n'a pas encore l'expérience d'un chef d'orchestre : sa battue est parfois approximative, mais sa présence et le soin de sa préparation, déjà très remarqués dans les différents disques qu'il a gravés pour le label Opus 111, rendent pleinement service à cette partition, qu'on espère voir bientôt enregistrée.

Renaud Machart

Banlieue au féminin

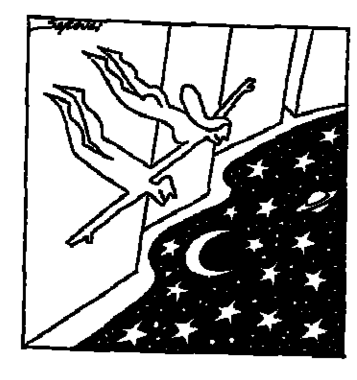
UNE SOIRÉE À PARIS

CINÉMA

هكذا من الأصل

Banlieue au féminin

Avec des habitantes de Stains et des comédiennes, Marjorie Nakache montre la souffrance des immigrées



ÉCHOUÉES dans la grande cité HLM du Clos-Saint-Lazare de Stains, des femmes de multiples nationalités se sont regroupées dans une association. Elles ont publié *Femme dans la cité* en 1993, recueil de photos et de récits de leur vie : Amia, arrivée en France pour rejoindre un mari inconnu qui ne lui permet pas de sortir de chez elle ; Milla, Africaine chaleureuse qui l'aide à briser sa solitude ; Kris, Asiatique mariée à un Africain, en butte à un double racisme... Marjorie Nakache met en scène ce texte, dans un décor de sable et d'eau, avec des comédiennes professionnelles. Quatre femmes de la cité sont sur la scène, dont une chanteuse malienne. À la fin du spectacle, elles offrent les gâteaux qu'elles ont préparés le jour même.

★ Studio-Théâtre, 19, rue Carnot, 93240 Stains. Réservation obligatoire au 48-23-06-61. Les jeudis, vendredis et samedis à 20 h 45. Navette à 20 h 15 de la porte de la Chapelle. De 40 F à 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Alain Chamfort, Princess Erika, Zaniboni, Théâtre Alep, Marc Robine
Des vedettes de la chanson offrent une soirée à l'enfance défavorisée. Chamfort et ses douceurs, Princess Erika et ses franchises, le festif Théâtre Alep, de la tribu Barouh, et le musicien traditionnel Marc Robine : un joli bouquet contre l'exclusion.
Espace Reuilly, 21, rue Hénard, Paris 12e. Mo Montgallet. 20 h 30, le 13. Tél. : 44-75-90-77. 90 F.

Beetova Obas
Haïtien, chanteur balancé aux accords latino-américains, tendance bossa-nova, Beetova Obas est fils de peintre, opposant au chaos régnant sur une île malade de ses tontons macoutes. Jolies chansons, belles mélodies, mots percutants.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 13. Tél. : 42-00-14-14. Location FNAC. 100 F.

Mashu
Un trio étrange dans la lignée du « jazz-avant-gardisto-rock » britannique de la fin des années 60. Aux percussions, Shamal Maitra (Didier Malherbe, Going), à la basse, l'un des fondateurs de Soft Machine, Hugh Hopper, et à la guitare, un actif détourneur des six cordes, Mark Hewins, à découvrir à cette occasion.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 21 heures, le 13. Tél. : 36-68-03-32. 100 F.

Concerts Radio-France
Mourad Beleksir
Un trajet confidentiel mais constant, inspiré du cinéma. Mourad Beleksir a dansé chez Carolyn Carlson et Odile Duboc, avant de créer, en 1988, sa compagnie Red Star. Dans *Les Noms*, il confronte cinq danseurs à leur mémoire, aux noms qui nomment les choses et les font exister. Une occasion de découvrir l'imaginaire d'un chorégraphe à part.
Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. 21 heures, les 13 et 14. Tél. : 42-71-26-16. De 60 F à 80 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

A corps et à raison
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mo Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 14 avril au 4 juin. 25 F.

Constantin Brancusi (1876-1957)
Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 14 avril au 21 août.

Marc Chagall, les années russes 1907-1922
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 17 septembre. 40 F.

Les heures chaudes de Montparnasse
Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7e. Mo Sèvres-Babylone. Tél. : 42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Du 14 avril au 23 juillet. 20 F.

La photographie stéréoscopique sous le Second Empire
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mo Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre, bus 39, 48, 67, 74, 85. Tél. : 47-03-81-10. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 mai.

PARIS

Affiches géantes peintes des cinémas d'Athènes (1950-1975)
Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 40-27-05-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 avril.

Les archives des tsars
Archives nationales, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 40-27-62-18. De 13 h 45 à 17 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 27 juin.

Arte povera 1965-1972
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 mai.

L'Art et le 7e art
Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti, Paris 6e. Mo Odéon, Saint-Michel, Pont-Neuf, bus 24, 27, 58, 70. Tél. : 40-46-55-35. Du mardi au vendredi de 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 18 juin. 30 F.

Bieth, Ruppersberg, Smithson, Ernest, Willats, Wodiczko
Galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-03-97. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 mai.

Carthage, l'histoire, sa trace et son écho
Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F.

Jean Cassou (1897-1986)
Bibliothèque nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mo Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 juin. 22 F.

Le centenaire de la Biennale de Venise
Centre Georges-Pompidou, grand foyer, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 avril.

C'est à vous Monsieur Gasiorowski !
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 mai. 27 F.

Eduardo Chillida
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 mai.

Combas
Fondation COPRIM, 112, avenue Kléber, Paris 16e. Mo Trocadéro. Tél. : 47-55-61-64. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 9 juin.

Cremonini
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 mai.

Dogon
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16e. Mo Victor-Hugo. Tél. : 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 20 F, gratuit le mercredi.

Dominique Evrard
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 mai.

Philippe Favier
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 mai.

Gaumont, cent ans de cinéma
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16e. Mo Trocadéro, Iéna. Bus 22, 30, 32, 63, 72, 82. Tél. : 45-53-21-86. De 10 heures à 18 heures. Visites guidées à 10 heures et 11 heures ; jeudi, vendredi de 14 heures à 17 heures ; du mercredi au dimanche toutes les demi-heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 14 mai. 25 F.

George Grosz
Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 42-78-61-79. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 juin.

Jeux de nappes
Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1er. Mo Châtelet-les-Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 30 F.

Henri Larrière
Galerie Claude Samuel, le Viaduc des arts, 69, avenue Daumesnil, Paris 12e. Mo Gare-de-Lyon. Tél. : 53-17-01-11. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 6 mai.

Lille, chefs-d'œuvre d'un grand musée européen
Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, place Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau, bus 28, 42, 49, 72, 73, 80, 83, 93. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F, lundi : 29 F ; billet jumelé avec l'exposition Zoran Music : 63 F.

Annette Messager
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Ateliers pour enfants les 19 ; 20 et 21 avril ou les 26, 27 et 28 avril à 14 h 30. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 mai. 27 F.

Micromégas
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mo Bercy ; bus : 24, 62, 87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lun et mardi. Jusqu'au 4 juin.

Sarah Moon, Kasimir Zgorecki
Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mo Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 mai. 30 F.

Zoran Music
Grand Palais, av. W.-Churchill, place Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau, bus 28, 72, 73, 83. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F, lundi : 29 F.

Noces tissées, noces brodées
Musée national des Arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil, Paris 12e. Mo Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F.

L'Opéra côté costumes
Palais Garnier, 8, rue Scribe, Paris 9e. Mo Opéra, bus : 20, 21, 22, 27, 29, 31, 39. Tél. : 40-01-22-63. De 10 heures à 17 heures. Fermé le 1er mai. Jusqu'au 30 septembre. 30 F, visite guidée : 60 F.

Le Paris de Cendrars
Centre culturel suisse, salle Jean-Jacques-Rousseau, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 42-71-38-38. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 21 mai.

Le Photographe et l'architecte Baldus, Lefuel et le nouveau Louvre
Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Fermé dimanche 16 avril. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 40 F de 9h à 15 h, 20 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les-de 18 ans

Riera I Arago
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1er. Mo Tuileries. Tél. : 42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 mai.

Le Rijksmuseum d'Amsterdam et la peinture néerlandaise
Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7e. Mo Assemblée-Nationale, bus : 63, 83, 84, 94. Tél. : 47-05-85-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 mai.

Ettore Spalletti
Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 43-55-36-90. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 juin.

La Tour Eiffel et les débuts du cinéma français (1889-1929)
Tour Eiffel, premier étage, Champ-de-Mars, Paris 7e. Mo Iéna. Tél. : 44-11-23-23. De 9 h 30 à 23 heures. Jusqu'au 25 juin. 20 F (accès au premier étage), escaliers : 12 F.

Whistler (1834-1903)
Musée d'Orsay, place Henry-de-Montherland, quai Anatole-France, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; jeudi nocturne jusqu'à 21 h 45 ; dimanche à part. de 9 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 36 F, dimanche : 24 F. Billet jumelé avec visite du musée : 55 F.

ILE-DE-FRANCE

Baumgarten, Gee, Kitahara, Lévénez, Oppenheimer, Horacio
La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 heures à 18 h 30 ; mardi de 13 h 30 à 21 heures et les soirs de spectacle jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1er mai.

Hélène Reimann styliste de l'ombre (1893-1987)
L'Aracine-musée d'art brut, château Guérin, 39, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Neuilly-sur-Marne. Tél. : 43-09-62-73. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi, mercredi. Jusqu'au 11 juin.

Xe Bourse d'art monumental d'Ivry
Centre d'art contemporain, galerie Fernand Léger, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivité et des reprises

NOUVEAUX FILMS

ALERTE
Film américain de Wolfgang Petersen, avec Dustin Hoffman, René Russo, Morgan Freeman, Cuba Gooding Jr, Patrick Dempsey, Donald Sutherland (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LA CONQUÊTE DE CLICHY
Film français de Christophe Otzenberger, avec Didier Schuller, Gilles Catoire (1 h 30).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

HAUT BAS FRAGILE
Film français de Jacques Rivette, avec Marianne Denicourt, Nathalie Richard, Laurence Côte, André Marcon, Bruno Todeschini, Anna Karina (2 h 49).
Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; L'Arlequin, dolby, 6e (45-44-28-80) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LES JOINTS DES MINES SONT PLUS ÉTANCHES
Film français d'Isabelle Quignaux, (1 h 15).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE PETIT CIRQUE ET AUTRES CONTES
Dessin animé français de Pascal Le Nôtre, Jacques-Rémy Girerd, Laurent Pouvaret, Jean-Loup Felicioli, Sylvain Vincendeau, Michel Ocelot, Michaël Dudok de Wit (50).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le République, 11e (48-05-51-33).

PRÊTRE
Film britannique d'Antonia Bird, avec Linus Roache, Tom Wilkinson (1 h 45).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

STREET FIGHTER
Film américain de Steven E. De Souza, avec Jean-Claude Van Damme, Raul Julia, Kylie Minogue, Ming-Na Wen, Damian Chapa, Byron Man (1 h 40).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES TROIS PALMIERS
Film portugais de Joao Botelho, avec Pedro Hestnes, Teresa Roby, Rita Lopes Alves, Alexandra Lencastre, Diogo Infante, Canto e Castro (1 h 08).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

SÉLECTION

A LA CAMPAGNE
de Manuel Poirier,
avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Commelin.
Français (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerhard Hahn,
dessin animé allemand (1 h 24).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

BEFORE SUNRISE
de Richard Linklater,
avec Ethan Hawke, Julie Delpy.
Américain (1 h 41).
VO : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10).

CALENDAR
d'Atom Egoyan,
avec Arsinée Khanjian, Ashot Adamian, Atom Egoyan.
Canadien (1 h 12).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

CASA DE LAVA
de Pedro Costa,
avec Inès Medeiros, Isaach de Bankolé, Edith Scob, Pedro Hestnes, Sandra Do Canto Brandao, Cristiano Andrade Alves.
Portugais-français (1 h 50).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

CHANG, A DRAMA OF THE WILDERNESS
de Merian C. Cooper,
Ernest B. Schoedsack,
avec Kru, Nantui, Nah, Ladah, Bimbo le singe.
Américain, noir et blanc (1 h 10).
Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34).

CHUNGKING EXPRESS
de Wong Kar-Wai,
avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow.
Hong Kong (1 h 37).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE CRI DU CŒUR
d'Idrissa Ouedraogo,
avec Richard Bohringer, Saïd Diarra, Félicité Wouassi, Alex Descas, Clémentine Célarié.
Franco-burkinabé (1 h 26).
VO : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA JEUNE FILLE ET LA MORT
de Roman Polanski,
avec Sigourney Weaver, Ben Kingsley, Stuart Wilson, Krystia Mova, Jonathan Vega, Rodolphe Vega.
Franco-britannique (1 h 45).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

JLG/JLG
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LÉGENDES D'AUTOMNE
d'Edward Zwick,
avec Brad Pitt, Anthony Hopkins, Aidan Quinn, Julia Ormond, Henry Thomas, Karina Lombard.
Américain (2 h 13).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

LES MISÉRABLES
de Claude Lelouch,
avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié, Philippe Léotard.
Français (2 h 50).
14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

MON ENFANCE
de Memduh Un,
avec Emre Akyildiz, Menderes Samancilar, Günay Girik, Meric Basaran, Elif Inci.
Turc (1 h 25).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE MONSTRE
de Roberto Benigni,
avec Roberto Benigni, Michel Blanc, Nicoletta Braschi, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy.
Franco-italien (1 h 48).
VO : Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; George-V, 8e (36-68-43-47).
VF : UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS
d'Eric Rohmer,
avec Clara Bellar, Antoine Basler, Mathias Megard, Aurore Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft.
Français (1 h 40).
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

VIVE L'AMOUR
de Tsaï Ming-Liang,
avec Yang Kuei-Mei, Chen Chao-Jung, Lee Kang-Sheng.
Chinois (1 h 58).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

VOYAGE INTERROMPU
de Sandip Ray,
avec Soumitra Chatterji, Sadhu Meher, Shubhalakshmi Munshi, Bina, Minakshi Goswami.
Indien (1 h 22).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

REPRISES

LA FOLLE INGÉNUE
d'Ernst Lubitsch,
avec Jennifer Jones, Charles Boyer, Peter Lawford, Helen Walker, Reginald Gardiner, Reginald Owen.
Américain, 1945, noir et blanc (1 h 40).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

UNE VIERGE SUR CANAPÉ
de Richard Quine,
avec Tony Curtis, Natalie Wood, Henry Fonda, Lauren Bacall, Mel Ferrer, Edward Everett Horton.
Américain, 1964 (1 h 45).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

bonté, l'hospitalité tient chaud

Monique Pétillon | Seuil, « Fiction & Cie », 150 p., 89 F.

Les journaux satiriques s'emparent de la campagne

L'ENVELOPPE ÉLECTORALE des « Guignols de l'Info » ; *Le Guide du collabo* de *Charlie-Hebdo* ; les vrais-faux *Dossiers secrets des renseignements généraux* édités par Michel Lafon ; *Cactus*, un nouvel hebdomadaire ; l'album de Willem, *Odeurs de campagne*, et, enfin, *Elysée Massacre*, supplément de *National-Hebdo* : la proximité de l'élection présidentielle, est propice à l'éclosion de publications satiriques.

Volés sur le bureau de Charles Pasqua, ou du moins le revendiquant, *Les Dossiers secrets des renseignements généraux* sont dus à Jalons, groupe loufoque mené par son président, Basile de Koch, déja responsable de plagiats satiriques de certains journaux – *Le Monstre*, *L'Abherration*, *Le Cafard acharné*, etc. –, et associé à la société de Jean Schalit, JSI, spécialiste de l'infographie et de la production d'images. Parus fin mars, ces dossiers publiés par les éditions Michel Lafon ont été tirés à 20 000 exemplaires *(lire page 14 la chronique d'André Laurens)*.

Pour célébrer les trois ans de sa reparution et ses 52 000 exemplaires vendus chaque semaine, l'hebdomadaire *Charlie-Hebdo* vient de publier un supplément intitulé *Devenez collabo*, et propose une méthode Assimil du *« beauf de droite »*. En couverture, figure le portrait retouché de Che Guevara, casqué, ventru, armé d'une baguette et accompagné d'un berger allemand, qui éructe *« Vive la droite ! »*. L'hebdomadaire *« bête et méchant »*, dont les ventes en 1994 avaient déjà augmenté de 4 %, devrait atteindre, pour ce spécial élections, les 70 000 exemplaires.

Nouveau-né de la presse satirique, *Le Cactus* se définit comme *« l'autre journal satirique »*. Sa directrice, Anne Carpentier, rêvait de travailler au *Canard enchaîné*. Elle a créé à Villeneuve-sur-Lot, il y a dix-huit ans, *La Feuille*, un hebdomadaire qui tire à 6 000 exemplaires (*Le Monde* du 10 septembre 1993). Aujourd'hui, elle lance *Le Cactus*, tiré à 10 000 exemplaires et réalisé par la même équipe que *La Feuille* – dix journalistes comptables-typographes-secrétaires – avec la volonté d'agrandir sa zone de diffusion à la France entière, par vente au numéro dans son département natal et par abonnement dans le reste du pays.

■ **PRESSE.** Le magazine financier *Investir* vient de créer avec les quotidiens régionaux *La Voix du Nord* et *Le Républicain lorrain* une société destinée à développer le supplément mensuel *Argent-Régions* déjà diffusé par neuf quotidiens. 51 % du capital d'*Argent-Régions* est détenu par les deux journaux et Jean-Charles Boudier (directeur de la rédaction du *Républicain lorrain*) et 49 % par *Investir*, qui réalise *Argent-Régions*, un supplément de quatre pages consacré à la gestion du patrimoine. *Le Républicain lorrain* et *La Voix du Nord* publient ce supplément depuis novembre 1993. Sept autres quotidiens régionaux le diffusent également depuis 1994.

Le CSA protège les radios associatives

En dépit de concessions aux grands réseaux, la nouvelle doctrine de l'instance de l'audiovisuel préserve le « sanctuaire » des stations locales

C'ÉTAIT la priorité d'Hervé Bourges. Avec le strict respect des temps de parole pendant la campagne présidentielle, le nouveau président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait compris, à son arrivée, l'urgence de réguler le paysage radiophonique. Des dossiers de radios locales en difficulté, ou demandant à changer de programme et de « format », s'entassaient sur son bureau ; régulièrement consultés, les reponsables des grands réseaux radiophoniques – la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), le groupe Europe, NRJ, RMC –, lui expliquaient, de leur côté, la nécessité de les laisser développer leur troisième ou quatrième réseau, comme le prévoit la loi sur la communication du 1er février 1994, dite « loi Carignon ».

Avec notamment Roland Faure et Philippe Labarde, chargés des dossiers radiophoniques, le président du CSA a tranché. Dans un long communiqué publié mercredi 12 avril, l'instance de régulation offre ainsi aux grands opérateurs des assouplissements à la politique actuelle. Le CSA annonce que *« les contraintes qui pèsent actuellement sur la structure du capital »* des radios de catégorie C (radios abonnées ou affiliées à des réseaux nationaux, comme Fun, Chérie FM, Europe 2, Skyrock) pourront être, *« au cas par cas, allégées »*, pour permettre aux réseaux d'entrer dans leur capital ou d'y augmenter leur participation.

Au fond de lui-même, M. Bourges est persuadé qu'en matière radiophonique la « loi Carignon » n'est pas bonne. *« La présomption de renouvellement des autorisations d'émettre gèle sensiblement le paysage radiophonique pour quinze ans, en rendant les radios quasi propriétaires de leurs fréquences, alors qu'elles appartiennent au domaine public »*, explique le président du CSA. Mais, en tant qu'ancien chef d'entreprise, il sait aussi que ni RTL, ni Europe 1, ni NRJ, ni RMC ne peuvent vivre dans l'attente d'un hypothétique changement de législation : la CLT souhaite développer RTL 2, NRJ Rire et chansons et RMC Montmartre FM.

Le CSA n'en réaffirme pas moins son souci de *« garantir l'expression du pluralisme radiophonique »*, dont il est garant depuis sa création, en 1988. Les radios de catégorie B (stations commerciales locales indépendantes, comme Scoop, Vibration, RVS, etc.) doivent pouvoir maintenir leur *« stricte indépendance »*. Réclamés par les groupes RMC et NRJ, les passages de catégorie B en catégorie C restent impossibles, sauf *« à titre tout à fait exceptionnel »*, précise Roland Faure.

Le CSA encourage enfin le regroupement de radios locales, par exemple sous forme de réseaux régionaux. Il réaffirme aussi son souci de *« protéger »* les radios associatives (A), dont M. Bourges, comme son prédécesseur, Jacques Boutet, fait un véritable *« sanctuaire »*. En cas de réattribution après la « mort » de l'une d'elles, leurs fréquences ne pourront être accordées à des radios d'autres catégories. D'une manière générale, *« si certains opérateurs se trouvent incapables de remplir leurs obligations, ils seront invités à rendre leurs fréquences, quitte à se représenter dans une autre catégorie »*.

Ce « pot commun des fréquences », qui place les opérateurs locaux devant leurs responsabilités – ils ne sont pas sûrs de récupérer lesdites fréquences –, apparaît comme l'idée la plus originale de cette nouvelle politique.

Ar. Ch.

La presse italienne perd sa « Voix »

ROME
de notre correspondante

A l'image de sa dernière « une », mercredi 12 avril, qui représentait une photographie de son directeur empêché de parler par un bâillon, le quotidien *La Voce* (« La Voix ») risque d'être réduit au silence. Dommage, car en un an d'existence à peine, Indro Montanelli, ce vieux maître du journalisme italien, avait quitté le confort de la direction d'*Il Giornale*, pour créer, à quatre-vingt-cinq ans, un nouveau quotidien afin d'échapper aux pressions de son ex-patron entré en politique, Silvio Berlusconi.

L'indépendance de *La Voce* faisait des envieux. Mais cette voix – dont certains critiques disaient qu'en réaction à une droite que Montanelli jugeait *« dénaturée »* elle s'était rangée trop à gauche – était assourdie : manque de publicité, coût élevé, chute des ventes (40 000 exemplaires, alors qu'il eût fallu le double), et croche-pieds politiques.

La parution est suspendue jusqu'au 29 avril, date du conseil d'administration. L'éditeur, la Piemmei, l'arrêtera si une nouvelle recapitalisation ne s'esquisse pas, ou si l'hypothétique coopérative créée par les rédacteurs pour sauver le titre échoue. Seule certitude : même si *La Voce* se fait entendre à nouveau, Indro Montanelli lâchera la direction, fatigué qu'il est, écrit-il dans son dernier éditorial, de *« fouiller sans cesse ce marécage qu'est devenue la politique italienne, dans lequel on ne peut faire un pas sans s'éclabousser de boue »*.

M.-C. D.

■ **LANCEMENT DE « TELEGIORNALE ».** Un nouveau quotidien italien doit naître en Italie, mercredi 3 mai, dont le tirage devrait être de 500 000 exemplaires. Lancé par l'ex-directeur de l'hebdomadaire *TV Sorrizie canzoni* (groupe Berlusconi), il aura pour « garant des lecteurs » et éditorialiste l'ex-juge Antonio Di Pietro, héros de la campagne « Mani Pulite ».

JEUDI 13 AVRIL

TF 1

13.00 Journal et Météo.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.10).
19.50 Le Bébête Show (et 1.55).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Avec Robert Hue.
20.38 Tiercé, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.

20.50 Série : Les Cordier, juge et flic. Bébé en cavale, de Pierre Joassin.
22.35 Sans aucun doute. Les cartes bancaires ; Les dépannages à domicile
23.55 3 000 scénarios contre un virus (et 1.50).
0.00 Sport : Hockey sur glace. Finale retour du Championnat de France à Rouen (rediff.).
2.00 Journal et Météo.
2.10 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05) ; 3.05, TF 1 nuit (et 4.05, 4.40), 3.15, Histoire de la vie ; 4.15, Série : Passion, 4.50, Musique

FRANCE 2

13.00 Journal. Invité : Lionel Jospin.
13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Chirac, Dominique Voynet, Jacques Cheminade, Jean-Marie Le Pen (5 min. chacun).
13.55 Bourse. Météo.
14.10 Série : Inspecteur Derrick.
15.15 Série : L'Enquêteur.
16.05 Tiercé à Auteuil.
16.25 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.35).
17.15 Des chiffres et des lettres.
17.45 ▶ Série : Code Lisa.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
19.55 America's Cup.
19.59 Journal. Invitée : Arlette Laguiller.
20.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Lionel Jospin, Arlette Laguiller, Robert Hue, Edouard Balladur, Philippe de Villiers (2 min. chacun).
20.45 Météo. Point route.

20.55 ▶ Magazine : Envoyé spécial. La Voix de l'ange ; Travailleurs fantômes
22.35 Cinéma : Nous sommes tous des assassins. ■ ■ Film français d'André Cayatte (1952).
0.25 Magazine : Plateau.
0.35 Journal, Météo, Journal des courses.
1.00 Le Cercle de minuit.
2.20 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Chirac, Jacques Cheminade (15 min. chacun).
2.50 Programmes de nuit.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.52 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Lionel Jospin, Arlette Laguiller, Robert Hue, Edouard Balladur, Philippe de Villiers (2 min. chacun) (et 18.00).
15.10 Documentaire : Les Hauts Plateaux d'Ethiopie.
15.35 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikeums.
17.20 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.47 Un livre, un jour. *Et qu'un seul soit l'ami, La Boétie*, de Jean-Michel Delacomptée.
18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Philippe de Villiers, en duplex du Mans.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.55 Cinéma : César. ■ ■ Film français de Marcel Pagnol (1936).
23.15 Météo et Journal.
23.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Chirac, Dominique Voynet, Jacques Cheminade, Jean-Marie Le Pen (5 min. chacun).
23.55 Les Dossiers de l'Histoire. Wolfram ! La montagne noire.
0.30 Magazine : L'Heure du golf.
1.25 Sport : Voile.
1.30 Musique Graffiti. *Quatuor pour piano et cordes KV 493*, de Mozart, par le Quatuor Keller (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Musique : Boulevard des clips (et 1.45, 6.05).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Nick Mancuso.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Sport : Rallye de Tunisie (et 0.45).
20.05 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1935 : les débuts de la télévision française. *Considérée, selon un récent sondage de l'IFOP, comme l'invention du siècle, la télévision existe depuis soixante ans en France.*

20.50 Cinéma : Mission. ■ ■ Film britannique de Roland Joffé (1986).
23.05 Téléfilm : Seule dans la tour de verre. De Fred Walton.
0.50 Magazine : Culture rock. La saga (et 3.50).
2.30 Rediffusions. Rock express ; 2.55, Jazz 6 ; 4.45, Sports et découverte (8), 5.40, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Les Tortues Ninja 3. □ Film américain de Stuart Gillard (1992).
15.10 Documentaire : Il es était une fois la Polynésie. D'Antoine.
16.05 Cinéma : Raining Stones. ■ ■ ■ Film britannique de Ken Loach (1993).
17.35 Magazine : L'Œil du cyclone (rediff.).
18.05 Canaille peluche. Crocs malins.

— En clair jusqu'à 20.35 —

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Zérorama. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Délit mineur. □ Film français de Francis Girod (1993).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Sport : Basket-ball. En différé. Finale du championnat d'Europe des clubs à Saragosse : Real Madrid-Olympiakos Le Pirée.
0.05 Cinéma : La Prédiction. ■ ■ Film franco-russe d'Eldar Riazanov (1992).
1.59 Pin-up.
2.00 Concert : Lenny Kravitz.
2.55 Surprises (5 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Défi. Vocations tardives : l'appel à l'humanitaire. Invités : Alain Michel, Jean Christophe Rufin.
14.00 L'Esprit du sport (rediff.).
15.00 Magazine : Emploi.
15.30 Qui vive.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain ; Allô ! la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Au fil des jours (rediff.). Langues : espagnol et anglais.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Karlstein.
18.30 Le Monde des animaux. Etranges animaux d'Australie : l'impact de l'homme.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Documentaire : Marcel, prêtre. De Jean Gaumy.
20.15 Documentaire : Voisins. D'Enrique Colina.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Imken, Anna et Maria. De Gunther Scholz [1/3].
22.05 Documentaire : Le Vendeur de bibles. D'Albert Maysles.
23.35 Cinéma : La Veillée. ■ Film espagnol de José-Maria Martin Sarmiento (1983, v.o.).
1.25 Documentaire : Musiques de films. Georges Delerue, de Jean-Louis Comolli (rediff.).
2.25 Rencontre. Avec Doris Dörrie et Peter Schneider (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Souvenirs souvenirs. ■ Film français d'Ariel Zeitoun (1984). 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 La Marche du siècle. Invités : Paul Quilès, Pierre Gadonneix, Michel Crozier, Marc Blondel, Guy Sorman. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Edition de Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.15 Dai Boje. De Jean Bojko et Guy Chanel. 19.50 BD : Peyo. De Christophe Heil. 20.05 Valérian et Laureline. De Jean-Loup Martin. 20.35 Force brute. De Robert Kirk [8/65]. Bombardiers. 21.25 Adoption : les enfants noirs de la Creuse. De Vincent Liger et Amélie Develay. 22.15 L'Assassinat de Reinhard Heydrich. De Jan et Krystyna Kaplan. 23.00 Deux sœurs. D'Alejandra Rojo. 23.25 ▶ La Maison de la rue Arbat. De Marina Goldovskaja et Marina Zvereva. 0.30 Les Kennedy : Destin tragique d'une dynastie. De Phillip Whitehead et James A. Devinney [3/3]. Nous sommes tous mortels (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.25). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 22.25). 21.00 C'est arrivé demain. ■ ■ Film américain de René Clair (1943, N., v.o.). 22.55 Concert Mahler. 0.55 Aux arts et caetera (25 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino : C'est comme moi ; 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien et la « Mary-Morgane » ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Mes femmes américaines. ■ Film franco-italien de Gian Luigi Polidoro (1965). 21.55 Road Test. 22.15 Chronique du front. 22.20 Petulia. ■ ■ Film britannique de Richard Lester (1968, v.o.). 0.00 Souvenir : A bout portant Dalida. 0.40 Série : Monty Python's Flying Circus (35 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Soirée Chantal Nobel. 20.50 Série : Salut champion (et 0.10). Moto story. Avec Jacques Charrier. 21.40 Chantal Nobel : mes séries télé (et 1.00). 22.10 Série : L'Aventurier. 22.35 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Equalizer.

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. Nirvana. 23.00 Radio mag. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Concert : Live ! With Therapy ? 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (60 min).

EUROSPORT 20.30 Eurosportnews. 20.55 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe des clubs : finale à quatre à Saragosse. Finale. 22.30 Rallye de Tunisie. 4e jour. 23.00 Boxe. Championnat du monde IBF des poids super-moyens. Roy Jones (E-U) - Antoine Byrd (E-U). 0.00 Golf. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 The Phantom Light. ■ Film britannique de Michael Powell (1934, N., v.o.). 20.30 Faubourg Montmartre. ■ ■ Film français de Raymond Bernard (1931, N.). 22.00 Charlie Chan à Shanghai. □ Film américain de James Tinling (1935, N., v.o.). 23.15 La Loi du Nord. ■ ■ Film français de Jacques Feyder (1939, N.). 0.55 Quand se lève la lune. ■ Film irlandais de John Ford (1957, N., v.o., 75 min).

CINÉ CINÉMAS 19.00 La Nuit déchirée. □ Film américain de Mick Garris (1992). 20.30 Le Grand Défi. ■ Film américain de David Anspaugh (1986, v.o.). 22.20 L'Amour avec des gants. ■ Film italien de Maurizio Nichetti et Guido Manuli (1991, v.o.). 23.55 Le Grand Carnaval. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1983, 135 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Stan Rougier (Nomade de l'éternel). 19.30 Perspectives scientifiques. Coraux et plantes sous-marines. 4. Applications du corail en médecine. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Parsifal et l'Enchantement du vendredi saint. 4. Un échange de fluide. 20.30 Fiction. Le Métier à tisser, d'Elisabeth Huppert (4). 21.28 Poésie sur parole. 21.32 Profils perdus. Marcel Paul (1900-1982). 1. Du pitau au ministre. 22.40 Les Nuits magnétiques. Trinidad, la dernière des îles sous le vent. 3. Another Day in Paradise. 0.05 Du jour au lendemain. Hubert Lucot (Sur le motif). 0.50 Coda. Hélène Delavault. 4. Histoires contemporaines. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). In memoriam : Jim Morrison ; 1.48, L'Œuf de Colomb : Les Sources profondes ; 1.58, Max Jacob, le plus inconnu des connus ; 3.30, Jacques Michaut-Paterno (Praga Magica) ; 3.59, Le Bon Plaisir de Theodore Zeldin.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Carrère, écrivain. 20.00 Concert. Donné le 19 janvier, au Musée national du Moyen Age, thermes de Cluny, par le Boston Camerata, dir. Joël Cohen : La Passerelle sacrée. Les Chants de l'exil, La Passerelle sacrée, Ménestrel juifs au Moyen Age, Les Juifs de la Méditerranée, Chants de l'Espagne mythique. 22.00 Soliste. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Requiem : Libera me, de Fauré, par le chœur du Festival d'Edimbourg et l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboïm ; La Création : air de Raphaël, duo d'Adam et Eve, de Haydn, par le chœur et l'Academy of Saint Martin in the Fields, dir. Neville Marriner. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Sviridov, Keuris. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Piston, Porter, Thomson. 0.00 Tapage nocturne. Musiciens d'images, images de musiciens. Maurice Jarre. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de d'Indy, Schmitt, Britten, Vaughan-Williams, Rosenberg, Nystroem, Schwarz, Prokofiev, Miaskovski, Zemlinski, Grieg, Hummel, Mozart, Rameau, Lejeune, Farina, Vivaldi.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Les interventions à la radio

Radio Soleil 88.6 FM, 18 heures : Yves Cochet.
Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : François Léotard (« Le Grand Débat »).
RMC, 18 h 30 : Robert Hue (« Spéciale présidentielle RMC-*Le Figaro* »).
RTL, 18 h 30 : Dominique Voynet (« Grand Jury Spécial présidentielle »).
O'FM 99.9, 19 heures : Bruno Mégret (« Grand'O O'FM-*La Croix* »).
France-Inter, 19 h 20 : Edouard Balladur, en direct de Lille (« Le téléphone sonne »).

Kobé n'en finit pas de faire son bilan

« Thalassa » évoque la reconstruction du port japonais après le séisme qui l'a détruit. Des questions restent dans l'ombre

IMMEUBLES EFFONDRÉS, routes lézardées, quais défoncés, carcasses de véhicule démantibulées : ces images de désolation, retransmises par toutes les télévisions du monde, sont le résultat du séisme qui a ravagé, au petit matin du 17 janvier, le port de Kobé, deuxième infrastructure portuaire japonaise après Yokohama. Le bilan est lourd, note le reportage de « Thalassa » consacré à l'après-catastrophe et à la reconstruction : le séisme a fait quelque 5 000 morts et plus de 200 000 sinistrés. Mais au-delà de cette comptabilité macabre, Kobé craint surtout de perdre à jamais son trafic maritime.

Deuxième port du Japon, il est considéré comme l'un des ports où transitait la majeure partie des échanges avec l'étranger. C'est même l'un des fers de lance de l'économie nippone, puisqu'il accueillait surtout les cargos porte-conteneurs qui acheminent dans l'île les produits à forte valeur ajoutée – semi-conducteurs, électronique, équipements industriels, etc.

Les effets de la catastrophe ont été immédiats. La paralysie de Kobé a fait fondre l'excédent commercial japonais, dès janvier – de 6,03 milliards de dollars (soit un peu plus de 30 milliards de francs) il y a un an, il s'établit à 2,88 milliards aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le *Toba*, premier cargo à avoir franchi le chenal du port après le séisme, a été salué comme un signe de meilleur augure par les dockers. Aux images de désolation succèdent toutefois d'autres images, de solidarité cette fois-ci,



comme celle de ce prêtre angevin, aumônier du port et animateur du Foyer des marins de Kobé, voire celle du syndicat des marins, qui a réuni des fonds permettant d'allouer 5 000 francs aux plus touchés des habitants.

MÉPRIS DES NORMES

Il reste que les images de « Thalassa » ne font qu'effleurer le problème de la reconstruction et restent à la surface des choses. L'enquête ne fait pas référence, par exemple, au rôle joué par les *yakusas*, le syndicat du crime japonais, dans la chaîne de solidarité ainsi construite (*Le Monde* du 18 février).

Plus globalement, « Thalassa » oublie que, en matière de séismes, les mêmes causes – la corruption ou l'absence de respect des normes en vogue dans le bâtiment –, produisent souvent les mêmes effets. Le tremblement de terre de Mexico, en septembre 1985, a causé la mort de 4 000 personnes selon les sources officielles (au moins 30 000 selon les experts) et des dégâts chiffrés à quelque 160 milliards de francs (*Le Monde* du 27 décembre 1985). A Kobé, les victimes sont plus nombreuses. Elles eussent sans doute été moindres si la corruption avait été jugulée. A Mexico, dès 1985, plusieurs voix s'étaient élevées pour dénoncer l'impéritie de l'Etat et des édiles, incapables – ou peu soucieux... – d'imposer aux entreprises de travaux publics les normes et les règles de construction qui auraient pu éviter un tel drame. Trois ans plus tard, en 1988, des manifestations avaient toujours lieu dans la capitale mexicaine, pour protester contre *« l'irresponsabilité »* dont ont fait preuve les autorités, en matière d'infractions au code du bâtiment.

Le procès est identique à Kobé, où la volonté de restreindre les coûts ont incité les entreprises à négliger les normes et à accumuler erreurs de conception et d'exécution (*Le Monde* du 18 février). Le secteur du bâtiment japonais a été le théâtre d'affaires de corruption, qui ont entraîné l'arrestation de parlementaires, de fonctionnaires et de chefs d'entreprise.

La reconstruction de Kobé est donc une aubaine pour les entreprises. A double titre : d'une part, elles peuvent bénéficier d'un nouvel afflux de commandes, alors que le secteur sommeillait depuis les années 1990-1991. D'autre part, elles comptent sur ces chantiers pour redorer un blason singulièrement sali. Mais il serait étonnant que l'ampleur et les conséquences du séisme de Kobé les convainquent de rompre avec des habitudes criminelles.

Yves-Marie Labé

★ **France 3 : *Thalassa*, vendredi 14 avril à 20 h 50.**

La femme d'Achille

par Agathe Logeart

ELLE L'A VU DE DOS, d'abord. Elle a vu les épaules larges et les hanches étroites, comme elle en avait le goût. C'était il y a vingt ans, un soir de réveillon. Et quand, aujourd'hui, cette femme raconte cette première rencontre, ses yeux disent encore le bonheur du coup de foudre, comme si sa seule évocation le faisait revivre, malgré le temps qui a passé et la mort qui le lui a enlevé. C'est à ce moment précis, sûrement, quand il s'est retourné, qu'elle est devenue la femme d'Achille. Elle avait vingt-sept ans et était banquière. Il était clown et aurait pu être son père. Il s'appelait Achille Zavata et vivait dans une caravane.

A-t-elle *« tout quitté par amour »*, comme le demandait avec insistance Mireille Dumas ce soir-là à ses invités de « Bas les masques » ? La question même a-t-elle un sens, et que veut dire ce « *tout* », qui paraît résonner dans le vide ? Bien sûr, Annick, pour être la femme d'Achille, a rangé ses plans de carrière dans un tiroir, où elle les a à jamais oubliés. Elle a froissé des parents qui rêvaient pour elle d'une autre vie. Elle a tourné le dos à son éducation de bourgeoise sage élevée dans un internat pour suivre l'homme qu'elle aimait, tout au long des routes du cirque, vingt ans durant. Ensemble, ils ont fait un fils, devenu jongleur. Elle s'est mise au trapèze aussi, jusqu'au moment où elle s'est écrasée sur la piste. Si, après six mois d'hôpital et de fauteuil roulant, elle s'était avisée de recommencer, son Achille l'avait assurée qu'il l'aurait attendue au bout de son fusil. La vie n'était pas facile tous les jours, avec le cirque qui démarrait le matin à 5 heures, avec les roulottes sans électricité et sans eau, qu'il fallait aller tirer aux fontaines. Mais les yeux d'Annick Zavata disaient assez que l'on ne quitte rien, lorsqu'on rencontre, avec la certitude de ne pas se tromper, l'homme de sa vie. Son nez se plissait alors en une moue de jeune fille, et c'était un bonheur tout simple de voir une femme parler ainsi d'amour.

Elle ne demandait rien, ne faisait pas de théorie, n'essayait pas de convaincre qui que ce soit d'imiter son exemple. Car il n'y a pas d'exemple, il n'y a que des histoires d'amour uniques, qui mènent leur petit bonhomme de chemin. Il n'y avait rien d'insolite dans l'histoire d'Annick et d'Achille, et il leur arrivait même de se casser des assiettes sur la tête, dans des scènes que l'on imaginait volontiers volcaniques. Il n'y a ni héros, ni héroïne. Juste des gens qui s'aiment, et ce n'est déjà pas si mal. Contrairement à l'habitude de ce genre de récit intime, nous n'étions voyeurs de rien. Complices, sans ressentir le malaise d'être importuns, et jaloux - qui sait ? - peut-être un peu...

Quand, vingt ans après leur rencontre, Achille Zavata est mort de ne plus vouloir vivre une vie de malade, sa femme est, dit-elle, restée trois mois assise sur une chaise à fumer des cigarettes. Puis elle s'est levée, pour continuer autant qu'il serait possible, à vivre une vie sans lui.

VENDREDI 14 AVRIL

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.05).
19.50 Le Bébête Show (et 0.55).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Invitée : Arlette Laguiller.
20.38 La Minute hippique, Météo, Trafic infos.

20.45 Téléfilm : Avocat d'office. De Gabriel Aghion.
22.30 Magazine : Télé-vision. Invités : Claude Lelouch, William Leymergie ; Les Duos de la télé. Avec Thierry Roland et Jean-Michel Larqué, Philippe Gildas et Antoine de Caunes, Jean-Pierre Coffe et Jonathan Lambert, Ophélie Winter et Yves Noël ; La Chronique de Joëlle Goron ; Rentrée télé : les Inconnus.
0.00 3 000 scénarios contre un virus (et 0.45).
1.00 Journal et Météo.
1.15 Programmes de nuit. Millionnaire ; 1.45, Histoires naturelles (et 5.05) ; 2.35, TF 1 nuit (et 3.45, 4.50) ; 2.45, Le Vignoble des maudits ; 3.55, Histoire de la vie ; 5.00, Musique.

FRANCE 2

13.00 Journal. Avec Dominique Voynet.
13.45 Série : Inspecteur Derrick.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.55).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 ▶ Série : Code Lisa.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Que le meilleur gagne (et 3.50).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 1.55).
19.55 America's Cup.
19.59 Journal. Invité : Jacques Cheminade.
20.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle Avec Dominique Voynet, Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac, Jacques Cheminade (2 min chacun).
20.45 Météo, Point route.

20.50 Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Du Grand Louvre à la Bibliothèque nationale, diffusion d'un entretien avec François Mitterrand, à propos des grands travaux de ses deux septennats et à l'occasion de la sortie de son livre (Mémoire à deux voix) écrit en collaboration avec Elie Wiesel.
22.20 Téléfilm : Le Grand Tremblement de terre à Los Angeles. De Larry Elikann.
0.00 Variétés : Taratata.
1.25 Les Films Lumière.
1.30 Journal, Météo, Journal des courses.
2.10 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jean-Marie Le Pen, Dominique Voynet, Lionel Jospin (15 min chacun).
2.25 Programmes de nuit.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.52 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Dominique Voynet, Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac, Jacques Cheminade (2 min chacun) (et 18.00).
15.10 Documentaire : Cités océanes.
15.40 Série : Simon et Simon.
16.35 Les Minikeums.
17.20 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.00 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *L'Avant*, de Philippe Raulet.
18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Jean-Marie Le Pen.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.

20.50 Magazine : Thalassa. La Vengeance du poisson-chat.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Gérald Messadié. Maroc : le clan des fauconniers. France : la Passion de Burzet. Russie : les Morses de la Neva.
22.55 Météo et Journal.
23.25 Magazine : Pégase.
0.20 Court métrage : Libre court. Fausse Noce, de François Cadel.
0.30 Musique Graffiti. *Portrait du Cid*, par Los Divinos (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Boulevard des clips (et 1.10, 6.05).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Nick Mancuso.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Sport : Rallye de Tunisie (et 1.05).
20.05 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain. Comment ont-ils fait fortune ?

20.45 Téléfilm : Dans la gueule du loup. De Jim Goddard.
22.35 Série : Aux frontières du réel. Un fantôme dans l'ordinateur.
23.25 Magazine : Secrets de femme.
23.55 Dance Machine Club.
3.00 Rediffusions. Culture rock (La saga) ; 3.25, Fidae 1992, Chili ; 4.50, Coup de griffes (Gianfranco Ferré) ; 5.15, E = M 6 ; 5.40, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Proposition indécente. □ Film américain d'Adrian Lyne (1992).
15.30 Documentaire : National Geographic. Merveilles des Caraïbes.
16.20 Cinéma : Cœur sauvage. □ Film américain de Tony Bill (1993).
18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Zérorama. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.

20.15 Sport : Football. En direct. Match de la 33e journée du championnat de France de D1 : Le Havre-Cannes ; 20.30, coup d'envoi.
22.30 Magazine : Les KO de Canal. Spécial boxe à Las Vegas.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Passager 57. □ Film américain de Kevin Hooks (1992).
0.24 Pin-up.
0.25 Cinéma : Benny et Joon. ■ Film américain de Jeremiah Chechik (1993, v.o.).
2.00 Cinéma : Seule avec toi. □ Film espagnol d'Eduardo Campoy (1990).
3.30 Cinéma : Intimes Confessions. □ Film américain de Christopher Crowe (1992).

LA CINQUIÈME

13.30 Défi. Vocations tardives : la passion des instruments anciens.
14.00 Découvertes. Le cerveau [2/5] (rediff.).
15.00 Magazine : Emploi.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô ! la Terre ; Les Grandes Inventions ; Question de temps : Langues : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Guerriers des temps anciens. Les Spartiates.
18.30 Le Monde des animaux. Etranges animaux d'Australie : les protégés de la plate-forme.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Documentaire : Passion et résurrection. De Danièle Delorme et Marie Robert.
20.05 Documentaire : Darshan, un studio photographique itinérant en Inde. De Stéphane Diss (rediff.).
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Imken, Anna et Maria. De Gunther Scholz [2/3].
22.10 ▶ Documentaire : Cent ans de cinéma [1]. Typically British, le cinéma britannique par Stephen Frears.
23.05 Courts métrages. Charlot chez l'usurier ; 23.30, Charlot chef de rayon ; 23.50, Charlot patine, de Charlie Chaplin, avec Charlie Chaplin, Edna Purviance.
0.15 Magazine : Velvet Jungle. Jeff Buckley : Nantes en rades (rediff.).
1.35 Série : Johnny Staccato. 14. Le Retour, de James Hogan, avec John Cassavetes (v.o., rediff.).
2.10 Court métrage : Eternelles. D'Erick Zonca (rediff., 35 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents. (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Passe-moi les jumelles. 21.00 Faits divers. 22.00 Journal de France 2. Edition du 20 heures. 22.40 Le Grand Jeu de TV5. 22.45 Taratata. 0.00 Intérieur nuit. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.40 Les Pétroliers de la honte, la loi du silence. De Patrick Benquet et Thomas Laurenceau. 20.35 Dai Boje. De Jean Bojko et Guy Chanel. 21.10 BD : Peyo. De Christophe Heili. 21.25 Une vie de couleurs. De Jean-Claude Jean. 21.50 Force brute. De Robert Kirk [8/65]. Bombardiers. 22.40 Adoption : les enfants noirs de la Creuse. De Vincent Liger et Amélie Develay. 23.30 L'Assassinat de Reinhard Heydrich. De Jan et Krystyna Kaplan. 0.20 Deux sœurs. D'Alejandra Rojo (25 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.50). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.25). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Concert : Salomé. Enregistré au Royal Opéra House de Covent Garden, opéra de R. Strauss. (115 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le bus magique ; 18.20, Futé-rusé , 18.25, Sébastien et la « Mary-Morgane » ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro.

CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invitée : Pearl Bayley. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.25 Série : Au nom de la loi. 21.50 Le Meilleur du pire. 22.20 Chronique moscovite. 22.25 Série : Dream On. 22.55 Série : Seinfeld. 23.20 Top bab. 0.05 Série : New York Police Blues. 0.50 Série : Michel Vaillant (30 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : Les Twist. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Code Quantum. Singe et astronaute. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'Invité de marque. Invité : Alain Bashung. 21.30 Autour du groove. 22.00 MCM Dance club. 0.30 Rave On (90 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Snooker. Championnats du monde de trick shots 1995. 21.30 Rallye de Tunisie. 5e journée. 22.00 Boxe. En direct. Championnat continental WBO des poids super-welters. Damien Denny (Irl)-Paul Jones (G-B). 0.00 Body-building. Championnats du monde 1994 (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.50 Pygmalion. ■ ■ Film britannique d'Anthony Asquith (1938, N., v.o.). 20.30 La Loi du Nord. ■ ■ Film français de Jacques Feyder (1939, N.). 22.10 L'Epopée dans l'ombre. ■ Film irlandais de Michael Anderson (1959, N., v.o.). 0.00 Sylvia Scarlett. ■ ■ Film américain de George Cukor (1935, N., v.o., 90 min).

CINÉ CINÉMAS 18.50 Téléfilm : Le Scénario défendu. De Michel Mitrani avec Jean Rochefort. 20.30 Hollywood 26. 21.00 S.O.S. Fantômes 2. □ Film américain d'Ivan Reitman (1989). 22.45 Lacenaire. ■ ■ Film français de Francis Girod (1990). 0.50 Passion criminelle. □ Film américano-canadien de James Kaufman (1990, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. Le tabagisme (3). 20.00 Le Rythme et la Raison. Parsifal et l'Enchantement du vendredi saint. 5. Une compassion empoisonnée. Œuvres de Wagner, Mendelssohn, Liszt, Korngold. 20.30 Radio archives. Années noires (1). 21.28 Poésie sur parole. Le Tibet des poètes (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Voyage au pays du blues. Avec Jacques Demetre et Jacques Perin. 22.40 Les Nuits magnétiques. Trinidad, la dernière des îles sous le vent. 4. The Good Old Time. Un après-midi à Blanchisseuse. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Cournot. 0.50 Coda. Hélène Delavault. 5. Schoenberg au Cabaret. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Un naïf aux Caraïbes ; 2.23, Le Gai Savoir : Véronique Nahoum-Grappe ; 3.04, Le Piment ; 4.26, Hippocrate, serviteur de l'art et des hommes ; 5.48, Edgar Morin.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand (Emis simultanément sur Saarländischer Rundfunk). Donné le 12 avril, au Neues Gewandhaus de Leipzig, par le Chœur d'enfants et le Chœur de la radio de Leipzig, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Enoch zu Guttenberg, Edith Lienbacher, soprano, Ulrik Helzel, mezzo-soprano, Ludwig von Gijsegem et Jonas Kaufmann, ténors, Thomas Quatsthoff, basse, Dietrich Hanschel, basse (Jésus) : La Passion selon saint Mathieu, BWV 244, de Bach. 22.25 Dépêche-notes. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dohnanyi, Kodaly, Distler. 0.00 Jazz club. En direct du Hot Brass, à Paris, par le saxophoniste James Carter, avec Graig Taborn, piano, Jaribu Shahid, contrebasse, Tani Tabbal, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Les interventions à la radio

BFM 96.4, 7 h 35 : Arlette Laguiller (« 3 décisions pour un président »).
Sud-Radio, 7 h 47 : Robert Hue.
RCJ, 8 h 15 : Edouard Balladur.
RMC, 8 h 15 : Jean-Jacques Peretti (« Crible »).
France-Inter, 8 h 20 : Robert Hue (« Questions par A + B »).
Radio Soleil 88.6 FM, 18 heures : Hervé Mecheri.
France-Info, 18 h 15 : Edouard Balladur (« L'Invité »).
RMC, 18 h 30 : Philippe de Villiers (« Spéciale Présidentielle RMC-*Le Figaro* »).
O'FM 99.9, 19 heures : Dominique Voynet (« Grand'O O'FM-*La Croix* »).

Le Monde
VENDREDI 14 AVRIL 1995

Enfin seuls !

par Pierre Georges

DANS TROIS JOURS, allons, dans quatre, plus de sondages ! Du moins, plus de sondages rendus publics. Cela nous fera des vacances ! Enfin seuls avec nous-mêmes pour réfléchir, ou ne pas réfléchir d'ailleurs, à la question. Enfin libéré de cette astreinte quotidienne à la courbe des températures et des élégances. Enfin détaché du prêt-à-voter. A partir de dimanche, la France ne pensera plus par panel, par tranche d'âge, par catégorie de population, par échantillon représentatif. Elle pensera seule comme une grande, seule en son propre isoloir, seule à l'avenir de la France. Elle sera débranchée enfin de ses propres sautes d'humeur. Elle pensera individuellement en ignorant, une semaine, ce qu'elle pense collectivement.

Le législateur, en sa sagesse, a ainsi estimé que les campagnes électorales devaient, dans les quelques jours qui précèdent l'acte de vote, faire retraite au couvent des électeurs. Silence et méditation pour tout le monde. Sondez-vous vous-même ! Plus de pensée en kit !

C'est plutôt une bonne chose. Non pas qu'on ait l'envie ici de briser des lances rituelles et vaines contre les maitres sondeurs. Autant partir en guerre, à cheval sur Rossinante, contre les moulins à opinion ! Les sondages existent. Et il faut faire avec.

Mais le moment arrive où il faudra faire sans. Un moment rare et riche, un moment républicain de restitution à l'individu de sa qualité citoyenne, de son autonomie de pensée. Car, c'est une évidence, les sondages influencent le jugement. Ils guident les choix, altèrent les stratégies. Les candidats adaptent leurs programmes et leurs discours aux attentes et aux aléas des courbes. Et les électeurs sont fort tentés d'adapter leur choix à la dictature des pourcentages et des pronostics. Tout citoyen devient ainsi par force ou lassitude son propre stratège du café des sondages. Il se fait son propre parieur au PMU présidentiel. Il connait les cotes, les casaques, les favoris, les outsiders. Il vote ou croit voter, gagnant ou placé, utile ou vain.

Dominique Voynet, en sa lutte écologique contre les candidats « *mammouths* », les trois de l'escadron, Chirac, Balladur, Jospin, qui prônent évidemment le vote utile au premier tour, a eu un mot très juste : « *Voter utile, c'est voter pour des idées auxquelles on croit* ». Il ne s'agit pas, en relevant le propos, de pratiquer l'incitation au vote vert, mais de souligner une évidence oubliée. L'idée de voter pour des idées auxquelles on croit et pour le candidat qui semble le mieux les représenter n'est pas des plus stupides. Elle serait même l'expression la plus approchante d'un idéal démocratique. Voter pour ses idées et selon elles, voter comme bien et bon nous semble, c'est déjà faire acte d'autonomie et de rébellion contre cette fameuse et fumeuse dictature de la « *pensée unique* » que tous les candidats ont dénoncée à l'envi. Etant entendu d'ailleurs que la pensée unique c'était l'autre, tous les autres.

Voter, c'est choisir. Et la vraie seule question qui se pose à l'électeur en retraite des sondages est celle-ci. Il lui faudra choisir ou confirmer son choix. Seul comme un grand, comme un citoyen. Et même si cette campagne un peu étrange, bien décevante, a elle-même semblé osciller constamment entre embarras du choix et choix de l'embarras.

M. Mitterrand est actuellement soigné par un médecin homéopathe

Des produits mis au point par Mirko Beljanski lui auraient été prescrits

LE PRÉSIDENT de la République est-il actuellement soigné par des produits mis au point par Mirko Beljanski, un ancien chercheur de l'Institut Pasteur, qui prétend avoir découvert des substances actives contre certaines formes de cancer et contre le sida ? C'est ce que croit savoir *InfoMatin* du 12 avril, qui, citant des déclarations d'Ange Seno, un proche de M. Beljanski, indique que François Mitterrand se verrait prescrire par un médecin homéopathe de Versailles, le docteur Philippe de Kuyper, des gélules de PB 800, de BG 8 et de Ginkgo Biloba. Selon *InfoMatin*, les premières commandes de ces produits auraient eu lieu début octobre 1994. L'affaire n'a d'intérêt que parce qu'il s'agit du président de la République et que ces substances ont, depuis des années, soulevé nombre de polémiques pour n'avoir pas eu d'autorisation de mise sur le marché.

C'est à la lecture de *Paris Match* daté 6 avril qu'on a appris que le chef de l'Etat était soigné, entre autres médecins, par le docteur Philippe de Kuyper. L'hebdomadaire publiait une lettre du chef de l'Etat répondant à un article paru la semaine précédente et consacré à l'un des médecins de M. Mitterrand, le docteur Jean-Pierre Tarot. Après avoir rendu hommage au docteur Tarot, le président de la République écrivait ceci : « *Le mal dont je souffre* [un cancer de la prostate] *exige des soins multiples et le choix d'un traitement approprié. Je crains donc que votre article ne soit involontairement injuste pour le docteur Philippe de Kuyper, de Versailles, qui, après m'avoir vivement recommandé la radiothérapie, me donne depuis lors les prescriptions médicales que j'observe chaque jour et qui jouent un rôle décisif dans mon rétablissement. Je tiens à souligner ses qualités rares de savoir et de réflexion, dont je lui suis très reconnaissant* (...). »

Joint par téléphone, le docteur de Kuyper nous a indiqué que les informations publiées par *InfoMatin* étaient « *n'importe quoi* ». « *Certes*, a-t-il ajouté, *je connais M. Beljanski depuis longtemps. Je l'estime beaucoup. Je connais ses travaux. Et si ses produits n'ont pas eu jusqu'à présent une autorisation de mise sur le marché, c'est essentiellement pour des motifs d'ordre financier. Comment voulez-vous qu'un simple particulier comme lui finance de telles procédures ?* » Interrogé sur le fait de savoir s'il prescrit des « *produits Beljanski* », il nous a répondu : « *Je ne prescris que des choses non toxiques, naturelles, dont je suis absolument sûr de l'inocuité.* » Les « *produits Beljanski* » répondent-ils à cette définition et en a-t-il prescrit au président de la République ? « *Que je sache,* répond le docteur de Kuyper, *les produits Beljanski sont faits à partir de substances naturelles. A vous d'en tirer les déductions que vous voulez...* »

CHERCHEUR MARGINAL

Jusqu'à présent, aucun communiqué officiel n'avait mentionné le fait que M. Mitterrand – « *produits Beljanski* » ou pas – était suivi par un médecin homéopathe. Le dernier bulletin de santé, publié par l'Elysée le 21 décembre 1994, indiquait simplement le fait que, les traitements associant hormonothérapie et agents cytolytiques ayant occasionné des effets secondaires très importants, il avait été décidé de mettre en œuvre une radiothérapie classique et locale, associée à l'hormonothérapie.

Le fait que M. Mitterrand se verrait prescrire des produits mis au point par M. Beljanski conduit à reparler de ce chercheur d'origine yougoslave, qui, dès les années 60, eut, le premier, l'intuition que l'ARN pourrait, grâce à une enzyme, être transcrit en ADN. Un chercheur « *pas comme les autres* », qui, accusé de ne pas travailler avec suffisamment de rigueur, fut contraint, le 30 mars 1978, de quitter l'Institut Pasteur. Par la suite, M. Beljanski commença à se marginaliser et à s'entourer de personnages pas toujours recommandables, plus attirés par les profits financiers que pourraient engendrer ses travaux que par leur originalité.

Fin 1993, le ministère de la santé avait ordonné à l'association Cobra, qui soutient M. Beljanski, « *de cesser toute propagande en faveur des produits de M. Beljanski* » et avait « *mis en demeure les sociétés et quelques officines, qui en effectuent la fabrication et la distribution, de mettre fin à ces activités* ». Le 10 mars 1994, le tribunal correctionnel de Saint-Etienne avait reconnu M. Beljanski coupable d'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie. Parallèlement, la direction générale de la santé avait demandé à l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) d'expertiser l'un des produits mis au point par M. Beljanski, le PB 100, utilisé en France par des centaines de patients atteints de sida (*Le Monde* du 25 juin 1994). L'ANRS avait conclu qu'« *aucun argument virologique ne justifie l'usage thérapeutique du PB 100, au moins en tant qu'agent antiviral vis-à-vis du VIH, seul domaine concerné par cette expérimentation* ».

Franck Nouchi

Le Front national fait de la propagande dans les casernes

LA DIRECTION de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), l'ancienne Sécurité militaire, a ouvert une enquête après la distibution de tracts, dans les armées, en faveur des propositions du Front national pour la campagne présidentielle. Dans plusieurs villes de garnison, mais aussi à bord de bâtiments de la marine ou dans des sites de la Délégation générale pour l'armement (DGA), des appelés du contingent ont eu la surprise de voir les thèses du FN sur la défense nationale affichées sur des panneaux réservés aux notes de service.

Cette propagande a l'apparence d'une circulaire rédigée à l'intention des personnels d'active et intitulée – sous le tampon « *Pour information à diffuser et à copier* » en date du 3 mars 1995 – « Propositions pour reconstruire la défense nationale ». Outre « *un constat alarmant* » de la situation de la défense, il est prescrit « *un redressement* » et « *un nouvel esprit de défense* » pour éviter que le budget militaire continue à être « *sacrifié* » comme l'affirment « *plusieurs officiers généraux* ».

Cette propagande rappelle que Jean-Marie Le Pen a été sous-lieutenant en Indochine et lieutenant en Algérie. Il y est indiqué tout à la fois que la France a procédé à « *un désarmement nucléaire feutré* », que l'armée de terre a reçu « *des chars au compte-gouttes* », qu'il n'y a « *pas assez d'avions* » dans l'armée de l'air, que « *la marine est sinistrée* » et que « *la logistique* [des armées] *est insuffisante* ».

Qu'est-il imaginé sous le chapitre intitulé « Les solutions proposées par Jean-Marie Le Pen » ? Le programme stipule, entre autres exemples, que les essais nucléaires seront repris « *sans autre limitation que nos stricts besoins* », que « *les unités dissoutes* [dans l'armée de terre] *seront reconstituées* », qu' « *un deuxième porte-avions nucléaire sera mis en chantier* » et que « *les arsenaux privés seront utilisés à plein temps pour fabriquer les bâtiments modernes nécessaires* », et encore qu'« *un système capable de détecter et de détruire les missiles que développent certains pays riverains de la Méditerranée sera étudié* ».

D'une façon générale, « *plus une vie de soldat français ne sera risquée au profit d'intérêts anti-français* ». En outre, « *les états-majors devront étudier les moyens capables de s'opposer au danger multiforme représenté par l'installation sur notre sol de populations étrangères inassimilables* ». En conclusion, il est indiqué que le budget de la défense sera porté de 3 % aujourd'hui à 5 % du produit intérieur brut « *pendant toute la durée du septennat* ».

Dans la quasi-totalité des cas, les circulaires ont été retirées dès que leur présence sur des panneaux porteurs de notes de service a été signalée au commandement. Mais, à cette occasion, la DPSD a découvert un fait plus grave : de nombreux officiers et sous-officiers ont directement reçu un tel tract à leur domicile. L'envoi a été nominatif. Le « listing » semble émaner de l'Action sociale des armées, une institution chargée – sous la houlette du Secrétariat général pour l'administration des armées (SGA) – de distribuer des secours ou des prêts individuels, et des aides collectives à la restauration, aux vacances ou à l'éducation.

Jacques Isnard

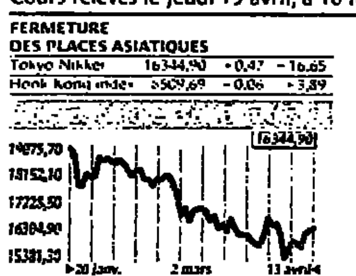
SOMMAIRE

BOURSE

Cours relevés le jeudi 13 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16344,90	+ 0,47	– 16,65
Hong Kong index	8509,69	– 0,06	+ 3,89



OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES

	Cours au 12/04	Var. en % 11/04	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1871,93	+ 0,14	– 0,49
Londres FT 100	3209,80	+ 0,59	+ 4,70
Zurich	1200,47	– 0,06	– 3,21
Milan MIB 30	937	—	– 8,58
Francfort Dax 30	1958,47	– 0,26	– 5,60
Bruxelles	1365,24	+ 0,45	– 1,75
Suisse SBS	1011,96	– 0,33	– 2,52
Madrid Ibex 35	276,45	+ 0,21	– 2,98
Amsterdam CBS	272,50	+ 0,11	– 1,97

DEMAIN dans « Le Monde »

LES MALADES DU TÉLÉPHONE MOBILE : le « portable » se répand en France, modifiant la vie quotidienne de ses utilisateurs. Il a envahi les trains, les cafés. Certains restaurateurs l'interdisent. La SNCF l'encourage. La Sécurité routière s'inquiète.

Tirage du *Monde* daté jeudi 13 avril 1995 : 473 754 exemplaires

DANS LA PRESSE

Grèves et élection

LE FIGARO

À observer le spectacle de la France en grève, on est en droit de se demander si ce pays est capable d'être vertueux en dehors des temps de malheur. (...) Personne n'aura à gagner à une cure d'austérité qui pourrait freiner la croissance. Ni les entreprises, ni les salariés, ni les chômeurs. Faut-il rappeler qu'ils sont déjà cinq millions à être exclus du travail ?

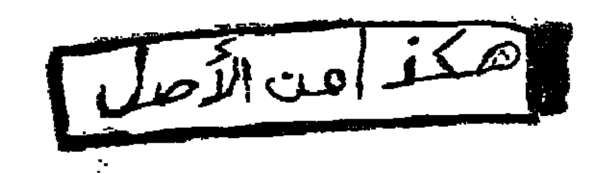
Antoine-Pierre Mariano

LIBÉRATION

Balladur, responsable en titre de la politique française, peut essayer d'inventer à chaud une sortie de Matignon flamboyante et généreusement sociale. Il est à craindre qu'agissant ainsi, il ne convainque pas plus ses adversaires qu'il ne confortera ses partisans. Le mieux qu'il ait à faire, c'est sans doute de faire le gros dos. Quitte à laisser Chirac, expert en promesses élastiques, engranger à la fois les voix de ceux qui se laissent attraper à son discours « social » et les votes de ceux qu'énervent traditionnellement les grèves (notamment celles que n'a pas empêchées Balladur).

Gérard Dupuy

■ **AFFAIRE des Girondins de Bordeaux** : le tribunal de grande instance de Bordeaux, siégeant au civil, a décidé, jeudi 13 avril, d'« *inviter* » le procureur et le représentant des créanciers à « *mettre en cause Jacques Chaban-Delmas* ». Dans son jugement, le tribunal précise que cette mise en cause du maire de la ville doit permettre « *de statuer sur sa qualité de gérant de fait de l'association des Girondins de Bordeaux et sur l'existence de fautes de gestion qui justifierait que les dettes de l'association soient mises à sa charge en tout ou en partie* ». Les débats au fond sont renvoyés au 21 septembre. – (*AFP*)



هكذا من الأصل

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 14 AVRIL 1995

Machado de Assis au rythme du cœur

Manière de testament, l'ultime roman du grand écrivain brésilien est une variation sur la vanité des sentiments, l'amère méditationd'un homme qui prend congé des passions



COLLECTION A.-M. MÉTAILIÉ

Joaquim Maria Machado de Assis observateur sarcastique des travers humains

CE QUE LES HOMMES APPELLENT AMOUR (Memorial de Aires)
de Joaquim Maria Machado de Assis.
Traduit du portugais (Brésil) par Jean-Paul Bruyas.
Ed. Métailié, 198 p., 110 F.

Pas plus que la Normandie de Flaubert, le faubourg Saint-Honoré de Proust ou le Kensington d'Henry James, Rio de Janeiro ne fut, pour Machado de Assis, un espace humain dont il eût d'abord été urgent de souligner les particularismes. Une autre tâche, plus haute, moins étroitement régionale, requérait le romancier. Et d'ailleurs, la bonne société brésilienne de la fin du siècle dernier n'est pas un terrain beaucoup plus – ou beaucoup moins – exotique que la bourgeoisie britannique ou parisienne de la même époque. Si Machado de Assis était né un peu plus au nord du continent américain ou de ce côté-ci de l'Atlantique, la question de l'identité de son univers romanesque se serait assurément posée en termes moins restrictifs et celle de la valeur universelle de son œuvre eût été plus vite entendue. Au même titre que son contemporain le Portugais Eça de Queiros Machado est incontestablement, tous horizons confondus, l'un des grands noms du roman moderne. Affirmer cette universalité ne doit pas, pour autant, amener à négliger l'identité brésilienne de l'écrivain. En 1839, année de sa naissance à Rio – ville qu'il ne quitta pratiquement jamais et où il mourut en 1908 –, le Brésil est encore un empire. Pedro II, qui accède au pouvoir en 1840, en est le souverain éclairé ; c'est sous son règne que l'esclavage est aboli, en 1888, au scandale des grands propriétaires terriens. L'année suivante, l'empereur est contraint d'abdiquer et le Brésil devient un Etat fédéral, aux mains d'une oligarchie. Métis et lui-même descendant d'esclaves, issu de parents très modestes, orphelin dès l'âge de douze ans, Machado de Assis joint à ces handicaps une santé et des nerfs fragiles : il est bègue et épileptique. Les premiers commentateurs auront d'ailleurs tendance à accentuer ces traits et à en tirer des conclusions psychologiques un peu hâtives, au détriment d'une autre image, moins spectaculaire, celle d'un homme doué qui ne semble pas avoir souffert outre mesure de ses origines, gravissant au contraire allègrement l'échelle sociale : jeune typographe, puis journaliste et critique littéraire reconnu, fonctionnaire, protégé par une épouse portugaise cultivée, écrivain célèbre enfin, notable à col dur, fondateur et premier président de l'Académie des lettres brésiliennes, gloire nationale... Dans un premier temps, on fait de lui l'émule de Paul Bourget et d'Anatole France ; vision singulièrement étroite, qui sera heureusement rectifiée à la hausse.

> *« Surtout quand on est vieux, c'est un rude métier que de vivre. »*

Des trente et un volumes des œuvres complètes dans l'édition brésilienne, il convient de détacher les grands romans de la maturité publiés à partir de 1880 : *Mémoires posthumes de Bras Cubas, Quincas Borbas, Dom Casmurro, Esaü et Jacob* (1). A la même hauteur, il faut aussi mettre les contes et les nouvelles, dont le magnifique *Aliéniste* (2). Avec la traduction de *Memorial de Aires*, dernier roman de Machado, publié l'année même de sa mort, l'essentiel de l'œuvre est désormais accessible aux lecteurs français. Il est temps d'en prendre la mesure.

« Surtout quand on est vieux, c'est un rude métier que de vivre. » Cette réflexion, placée par Machado de Assis sous la plume de son narrateur, le conseiller Aires, donne la tonalité du roman. A n'en pas douter, elle est conforme à l'état d'esprit qui est celui de l'écrivain vieillissant, proche de sa fin. *« Mes jours sont comptés ; de tout ce que je laisserai se perdre, rien ne me sera rendu »*, fait-il encore dire à son héros. L'observateur sarcastique et impitoyable des travers humains, l'ironiste inspiré qui s'étaient manifestés avec bonheur dans les précédents romans ont laissé à la veine mélancolique une place bien plus grande : envahissante, elle donne au roman les couleurs assourdies d'un testament. L'observation n'en devient pas moins aiguë ; simplement, elle est tempérée, comme filtrée par le désenchantement.

Memorial de Aires – titre dont on comprend bien qu'il était difficile de le conserver en français – se présente comme le journal intime d'un diplomate, revenu à Rio après trente années de service en Europe. Ces notes couvrent une période allant de janvier 1888 à juillet 1889 ; période importante où l'esclavage est enfin aboli au Brésil. L'événement est présent en filigrane dans le roman. Il marque, du moins en apparence, la fin d'un monde ; tout comme l'intrigue est le signe, intérieur celui-là, d'une autre fin, celle des affections humaines et du temps des passions.

La jeune et séduisante Fidélia, qui, deux ans plus tôt, a perdu son époux bien-aimé, semble avoir fait vœu de perpétuel veuvage. Elle vit dans une tristesse consentie et digne, polie par les conventions sociales. Elle est chérie par ses amis et protecteurs, les Aguiar, couple vieillissant dont le bonheur conjugal est obscurci par l'absence d'enfant. Attiré par Fidélia, le narrateur rêve sombrement autour d'un vers de Shelley – *« I can give not what men call love »* (je ne peux donner ce que les hommes appellent amour). Songe-t-il à offrir lui-même à la belle une occasion de faire mentir le poète ? Mais cette situation convenue, mise en scène au début du roman, où l'homme mûr séduit la jeune femme sans défense, est un leurre. Pour Aires, l'époque de la séduction est révolue. Il faut désormais vivre par procuration, déléguer. *« Les ultimes fanfaronnades du tempérament ne seront bientôt qu'un souvenir. Me reste aujourd'hui, tout au plus, un intérêt d'ordre esthétique et, de ce point de vue, il est indubitable que la veuve retient mon attention, mais seulement quand elle est devant moi. »* Le cynisme ou l'amertume n'ont jamais guéri de la tristesse ni du dépit.

Un autre « fils » du vieux couple, le jeune Tristan, revenu après une longue absence dans le giron de sa famille putative, jouera sans le savoir ce rôle de délégué chargé d'appliquer les *« plans d'avenir »* projetés par les *« vieux »*. Il relancera ainsi, dans les bras de la veuve, l'inusable machine amoureuse. Quant à Aires, devenu l'ami de Tristan et dont celui-ci fera son confident, il se contentera de *« prêter une oreille complaisante à tout ce qui vient d'un cœur épris »*. Machado de Assis a tracé une ligne bien visible séparant deux mondes étanches. Il y a d'abord celui de la vieillesse, c'est-à-dire celui du conseiller, de sa sœur, des Aguiar. Là, il n'est d'autre recours, d'autre joie et d'autre amertume que d'assister, immobile, à la scène amoureuse qui se déroule de l'autre côté de la vitre, dans la vraie vie : *« Je n'appartiens déjà plus à ce monde, mais il n'est pas mauvais de s'éloigner de la rive le regard tourné vers ceux qui y restent »*, écrit Aires, qui ajoute, quelques jours plus tard : *« Nous nous projetons sur les choses qui nous entourent, leur prêtant une âme amère ou douce qui est le reflet de la nôtre, de ses états passagers ou durables – et les lettres de Fidélia sont toute douceur. »*

Sur la rive opposée, c'est la loi toute-puissante des affections et du désir qui agit. Elle anime les cœurs, fait rougir et frémir les jeunes filles, transgresse tous les voeux pieux : *« Si fermement qu'on la refuse, on ne laisse pas de savourer la passion qu'on inspire »*, observe le conseiller.

Memorial de Aires est moins le roman d'un clinicien détaché que celui d'un moraliste, ou d'un psychologue méditatif qui aurait lu – et sans doute l'a-t-il fait – Schopenhauer et Leopardi pour se convaincre de la vanité et de l'inconstance des sentiments humains. Avec un art consommé, un style vif et sans lourdeur, une construction narrative à la fois très libre et savante, Machado de Assis se penche sur cet abîme. Il en montre toute la mélancolique profondeur.

Patrick Kéchichian

(1) Tous chez A.-M. Métailié.

(2) *L'Aliéniste* et *La Montre en or*, chez A.-M. Métailié.

★ Signalons également l'éclairante étude de l'essayiste brésilien Antonio Candido sur Machado, qui a servi de préface au recueil *La Montre en or* en 1987 et qui vient d'être reprise dans le volume *L'Endroit et L'Envers. Essais de littérature et de sociologie* (Métailié/Unesco, 260 p., 130 F).

Fin de l'embargo sur Qumrân

Les manuscrits de la mer Morte étant devenus accessibles en 1991, une série de publications relance aujourd'hui le conflit des interprétations

Tout commence sur les rives de la mer Morte, un jour de printemps 1947. Une brebis égarée entraîne un pasteur bédouin vers les grottes de Qumrân. Il y trouve des jarres contenant des parchemins couverts d'inscriptions en hébreu et en araméen. Préservés par l'aridité du désert de Juda durant deux millénaires, ces manuscrits suscitent rapidement d'intenses débats historiques, qui masquent mal des conflits théologico-académiques.

L'embargo s'installe. Les manuscrits sont conservés jalousement par quelques spécialistes et ne sont publiés qu'avec une extrême parcimonie, sous la responsabilité de l'Ecole biblique de Jérusalem, par une équipe internationale que dirige d'abord le Père Roland de Vaux. Nous sommes alors dans les années 50, à Jérusalem-Est, en territoire jordanien. Lorsqu'en 1967, après la guerre de six jours, Jérusalem est unifiée, les autorités israéliennes respectent ce *statu quo* et laissent persister la mainmise des dominicains. Ces rouleaux, devenus célèbres, demeurent invisibles, même aux regards des spécialistes, à l'exception bien entendu des quelques membres du club des « qumrânologues ».

Il aura fallu près d'un demi-siècle, et le coup de force d'un homme, pour que soit enfin levé cet embargo sur les manuscrits de la mer Morte. Robert Eisenman lance une campagne, à la fois académique et médiatique, culminant dans un article du *New York Times*, le 9 juillet 1989, pour dénoncer le scandale des archives confisquées et provoquer ainsi un puissant mouvement d'impatience. Il s'adresse à ses collègues, mais aussi au public, avide de nouveaux récits d'origine pour une histoire du christianisme qui va bientôt fêter son bimillénaire.

> *Des inscriptions en hébreu et en araméen*

Dans son combat en faveur d'un libre accès aux archives de la mer Morte, Eisenman fut épaulé notamment par Hershel Shanks, président de la Société d'archéologie biblique de Washington et éditeur de la *Biblical Archaeology Review*. Dès l'automne 1991, une course contre la montre s'engage entre Eisenman et les autorités des institutions « bibliques » qui, à Jérusalem, Oxford et Los Angeles, détiennent les microfilms de l'ensemble des manuscrits inédits. La concurrence favorise la transparence et on voit fleurir rapidement plusieurs publications en fac-similé ou en microfiches des célèbres manuscrits. Sous la pression académique croissante, les responsables de l'Office des antiquités d'Israël ne seront pas en reste puisqu'ils lèveront officiellement l'embargo sur la communication des clichés de l'ensemble du corpus de Qumrân le 27 octobre 1991, quelques jours à peine avant qu'Eisenman et Robinson ne publient, en deux volumes, la *Facsimile Edition of the Dead Sea Scrolls*, par les soins de la Société d'archéologie biblique, à Washington. Eisenman en a conclu que la *« libre compétition »* prouvait par là son efficacité, jusques et y compris dans le monde académique.

Mais si la communauté scientifique salue l'énergie mobilisée par Eisenman et son efficacité éditoriale, elle le suit moins dans ses analyses, dont il propose aujourd'hui une synthèse dans un livre, signé avec Robert Wise, *Les manusrits de la mer Morte révélés*. Il y sollicite, en effet, les écrits de Qumrân, et les date comme bon lui semble, afin de pouvoir y reconnaître l'expression achevée de sa vision d'une première communauté chrétienne. Reste que désormais, grâce à cette entreprise têtue, les spécialistes vont pouvoir éclairer le public non plus en se querellant à propos d'archives soustraites aux regards indiscrets, mais en s'affrontant sur le terrain fécond des interprétations.

Maurice Olender

★ Voir notre dossier p. XI

bonté, l'hospitalité tient chaud

Monique Petillon | Seuil, « Fiction & Cie », 150 p., 89 F.

L'ÉDITION

■ **Belfond rejoint les Presses de la Cité/Solar.** A la suite du rachat du groupe Masson-Belfond par le Groupe de la Cité, les éditions Belfond rejoignent la filiale Les Presses-Solar, présidée par Georges Leiser. Selon un communiqué du Groupe, Fabienne Delmote, jusqu'à présent directeur général adjoint de Belfond, *« conservera la direction »* de la maison et *« assurera le développement de la ligne éditoriale engagée à ce jour »*. Fabienne Delmote et Georges Leiser soulignent ensemble que la situation de Belfond – dont les comptes seraient équilibrés en 1994 – n'a *« rien à voir »* avec celle de Julliard, une autre maison de littérature du Groupe de la Cité, qui vient de passer sous la coupe de Laffont-Fixot (*Le Monde* du 13 avril). Par ailleurs, Belfond devrait prochainement quitter le boulevard Saint-Germain pour rejoindre physiquement Les Presses-Solar, avenue d'Italie, à Paris.

■ **Réouverture de la fondation Elsa Triolet-Louis Aragon.** Inaugurée le 15 octobre 1994, la fondation Elsa Triolet-Louis Aragon, fermée pour l'hiver, vient de rouvrir au public. Installée à Saint-Arnoult-en-Yvelines, dans le moulin de Villeneuve qui fut la demeure du couple, cette fondation abrite un musée, une librairie et diverses expositions temporaires. Elle est entourée d'un parc de cinq hectares où reposent les deux écrivains. Renseignements : (1) 30-41-20-15.

■ **Réorganisation chez Lattès.** L'arrivée d'Isabelle Laffont à la direction générale des éditions Lattès (« Le Monde des livres » du 10 février) s'accompagne d'une réorganisation de l'équipe éditoriale. Laurent Laffont, qui était auparavant directeur de l'édition chez Robert Laffont, a rejoint sa sœur comme directeur littéraire, tandis que Joan Peguillan-Schlottenmeier et Sabine Fontaine, deux anciennes de Robert Laffont également, entrent respectivement au service étranger et au service des droits. Le service de presse est lui aussi remanié.

■ **Naguib Mahfouz décoré.** Le ministre de la culture et de la francophonie Jacques Toubon a décerné les insignes de commandeur de l'ordre des Arts et lettres à l'écrivain égyptien Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature 1988. Agé de quatre-vingt-trois ans, celui-ci a précisé que son œuvre avait été influencée par de nombreux romanciers français, parmi lesquels Émile Zola et Anatole France.

■ **Les Relais H se lancent** dans le multimédia. Après un test positif à Orly Ouest, le réseau des Relais H a décidé de développer un rayon multimédia (CD-ROM, logiciels et accessoires informatiques). Le livre, dont le chiffre d'affaires, dans ce canal de distribution, a progressé en 1994 de 6 %, ne devrait pas en subir de désagrément.

■ **Prix littéraires.** L'écrivain argentin Alfonso Bioy Casares a reçu le prix Roger Caillois (attribué une année sur deux à un auteur latino-américain). Cyrille Cahen remporte le Goncourt de la nouvelle pour *Le Frôleur* (éd. Le Castor Astral), Jean-Philippe Colonna le prix de la Ville de Saint-Quentin pour *Des jours en angles* (inédit) et la romancière Janine Boissard le prix du « Cœur de la France » décerné au cours de la Fête du livre de Limoges. Le prix Max Jacob est décerné à Jean-Luc Sarré pour *Embardées* (Ed. Dogana). Le prix de la Légion d'honneur récompense *Paris libéré, ils étaient là*, de Philippe Ragueneau (France-Empire). Le prix du premier roman de l'Université d'Artois revient à Éric-Emmanuel Schmitt pour *La Secte des égoïstes* (Albin Michel), et le prix littéraire de la mer à Daniel Charles pour *Le Mystère Caillebotte* (Glénat).

■ **Condamnation de l'éditeur de *Suicide, mode d'emploi*.** Alain Moreau, l'éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, a été condamné, mardi 11 avril, par la seizième chambre du Tribunal correctionnel de Paris devant lequel il était poursuivi pour *« provocation au suicide »*, mais les deux auteurs Yves Le Bonniec et Claude Guillon, ont été relaxés. M. Moreau devra payer 40 000 F d'amende pour avoir réédité ce livre en 1989, postérieurement à la loi de 1987, qui a créé, *« spécialement pour lui »*, selon son avocat Mᵉ Francis Teitgen, le délit de *« provocation au suicide »*. Le tribunal ayant décidé de ne pas les rendre publics, les motifs sur lesquels il a fondé la condamnation et les relaxes demeurent inconnus. Le livre avait paru pour la première fois en 1982.

Les rendez-vous de Bologne

La trente-deuxième Foire internationale a confirmé l'extraordinaire vitalité du livre pour la jeunesse

Avec son sens de la provocation habituel, Tomi Ungerer, invité d'honneur de la trente-deuxième foire de Bologne (Italie), marmonnait dans un coin : *« Trop de livres. Il faudrait supprimer les enfants ! Trop de talents. Ça vous tourne l'estomac ! »* Tout ce que l'édition mondiale pour la jeunesse compte de graphistes, de maquettistes, de directeurs artistiques – et bien sûr d'éditeurs et de spécialistes des droits étrangers – se retrouvait en effet, comme chaque année, dans la ville des frères Carrache et de Morandi, pour la grande *Fiera del libro per Ragazzi* – laquelle, depuis sa création, en 1964, met traditionnellement l'accent sur l'illustration et sur l'image.

Premier constat : la créativité se porte bien. En témoignent les univers puissamment oniriques de l'Allemand Aljoscha Blau, les machines infernales de l'Italien Maurizio Olivotto, les décors urbains, hyperréalistes et fascinants, du Suisse Jörg Müller, ou encore les croquis farceurs du Brésilien Ziraldo, dont le pays était à l'honneur. Et la France n'est pas la moins inventive. Trois prix sur cinq couronnaient, cette année, les éditions Syros – pour *Incommodités*, de Dominique Braye et Véronique Deiss, dans la collection « Les petits carnets », ainsi que pour *Enfants prostitués en Asie*, de Franck Pavloff et Marcelino Truong, dans la collection « J'accuse » – et Gallimard Jeunesse – pour sa collection « Racines du savoir » (« Le Monde des livres » du 31 mars).

A coup sûr, c'est une école, ou mieux une *« touche française »*, que le jury a voulu récompenser. Celle-là même que l'on pouvait admirer aussi au Palazzo d'Accursio, où huit artistes – Nicole Claveloux, Jean Claverie, Henri Galeron, Nicole Lambert, Lorenzo Mattoti, Pef, Claude Ponti et Grégoire Solotareff – sont présentés au public italien (1).

Bologne est d'ailleurs l'occasion idéale pour mesurer, sans triomphalisme, le rayonnement de la production française. Le seul exemple de Gallimard Jeunesse est éloquent. Une collection comme « Mes Premières Découvertes », lancée en 1990, totalise déjà treize millions d'exemplaires vendus dans le monde, et la liste des langues couvertes est impressionnante (catalan, croate, finnois, sarde...) Quant aux nouveaux livres-objets de la collection « Secrets » – qui sortiront finalement en septembre, mais que Pierre Marchand, PDG de Gallimard Jeunesse, présentait en avant-première –, l'éditeur promet qu'il seront *« encore plus interactifs et novateurs »*. Et une douzaine de partenaires étrangers participeraient déjà à leur coédition.

Reste qu'il est difficile de rivaliser de front avec les géants anglo-américains. Les stands de Reed, HarperCollins, Penguin ou Random House en disent long sur la puissance de ces mastodontes, qui, non seulement, contrôlent un fonds d'auteurs-illustrateurs ancien et prestigieux, mais, surtout, se sont taillé la part du lion sur le marché des *« living books »* ou livres électroniques.

Dans ce domaine, c'est le Britannique Dorling Kindersley qui continue de mettre au point les « produits » les plus étonnants. Après avoir, en quelques mois, vendu les droits de ses cinq premiers CD-Roms dans douze pays, l'éditeur Peter Kindersley – qui répète que *« le multimédia est le moyen d'apprentissage le plus proche de l'intelligence instinctive des enfants »* –, a commencé à transférer sur disques la magnifique collection documentaire « Eyewitness », et entend bien ne pas s'arrêter là.

La foire aura donc confirmé l'extraordinaire vitalité de l'édition pour la jeunesse. Sans doute est-ce ce bouillonnement créatif qui continue d'attirer les éditeurs. On murmure qu'Actes Sud serait sur le point d'ouvrir un domaine destiné aux enfants, tandis qu'Harlin Quist, l'Américain mythique qui révolutionna la production dans les années 70, préparerait son retour, à Paris et à New York. Tomi Ungerer n'a pas fini de pester...

Florence Noiville

(1) Une autre exposition présentant cinquante-quatre jeunes illustrateurs européens, et réalisée par le Centre de promotion du livre de Jeunesse-Seine-Saint-Denis, se tient jusqu'au 19 avril, à l'Association culturelle italo-française : « Six personnages en quête d'images », Via De'Marchi 4, Bologne.

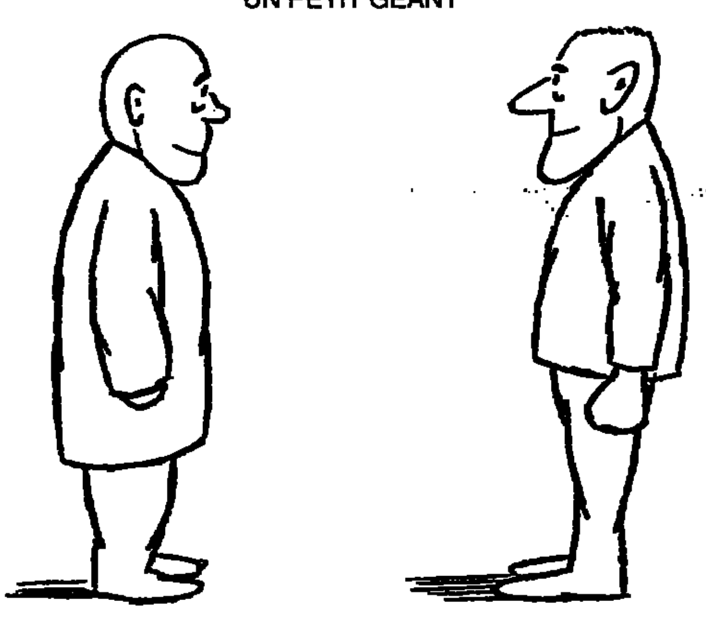
Le vertige Chaval

Une fois qu'on a dit que Chaval était un dessinateur pessimiste, un écrivain de la famille de Vialatte et qu'il s'est suicidé au gaz en 1968, on croit avoir fait le tour de la question. Pourtant, son trait va bien au-delà. Père du dessin intellectuel (dont Glen Baxter est issu), Chaval, d'un graphisme volontairement plat, fait surgir l'absurde, le non-sens. Qu'il soit ou non accompagné d'un texte, c'est toujours d'un décalage, d'un faux-pas, d'un « à côté de la plaque » que naît le rire. A gorge déployée, mais pas sans arrière-pensée. L'abîme est au bout de la page. Vingt-sept ans après la publication, dans différents journaux, de ces dessins réunis pour la première fois en album, le vertige reste intact.

J.-P. Cagnat

▶ ***Chaval inconnu*, Le Cherche Midi éditeur, 168 p., 128 F.**

GRAND NAIN RENCONTRANT
UN PETIT GÉANT



Angleterre : to be Shakespeare

Peut-on véritablement parler du *« vrai Shakespeare »*, sans risquer quelques commentaires acerbes ? C'est le risque qu'a pris un amateur passionné, Eric Sams, qui vient de publier sous le titre *The Real Shakespeare, Retrieving the Early Years, 1564-1594* (Yale University, 256 p., 19,95 £) un ouvrage qui a fait sourire – dans le meilleur des cas – et plutôt grincer des dents, singulièrement du côté des doyens des universités de Cambridge et d'Oxford. Sams s'intéresse surtout aux premières pièces, son objectif étant principalement de retracer ce qui a permis à un auteur peu connu dans les années 1580 de devenir « Shakespeare ». Son livre s'inscrit dans un débat qui a lieu actuellement pour recadrer les premières années de la carrière du Barde. La première référence connue à la carrière d'auteur de Shakespeare date de 1592 – il a ving-huit ans –, dans un pamphlet de Robert Greene. Sams suggère que les attaques de Greene ont pu être à l'origine du retrait momentané de Shakespeare de la scène théâtrale. Il s'éloigne de la plupart des universitaires à propos des premiers textes imprimés, notoirement d'ailleurs sujets à controverse. La polémique tourne, par exemple, autour du *Hamlet* de 1603, beaucoup plus court que les deux autres versions connues. On l'explique communément par le fait que des acteurs se basant sur leurs souvenirs auraient reconstitué la pièce de mémoire lors de tournées en province, procédé couramment utilisé en Espagne à la même époque. Sams rejette cette suggestion, faute de preuve, et soutient, dans le même temps, que loin d'être indifférent à sa réputation, Shakespeare en aurait été, au contraire, obsédé : il aurait ainsi veillé à ce que les textes révisés remplacent les plus anciens, ce qui expliquerait, notamment, les différentes versions de *Hamlet*.

■ **GOLDING POSTHUME.** Le dernier roman de William Golding, *The Double Tongue*, va être publié par l'éditeur anglais Faber en juin. Il s'agit d'un roman inachevé, assez court (moins de 200 pages) qui a pour particularité d'avoir été rédigé du point de vue d'une femme, à la demande, semble-t-il, de l'épouse de l'écrivain décédé en 1993.

■ **RUSSIE.** Dietskaïa Literatoura, longtemps l'unique éditeur de littérature pour enfants depuis sa fondation en 1933, avait été relégué dans l'ombre ces dernières années, écrasé par la concurrence née de la perestroïka et par les effets de la crise économique, surtout depuis 1990. Pour reprendre son rang, il lui a fallu appliquer des mesures drastiques en réduisant, notamment, ses effectifs (200 salariés au temps de sa splendeur) de moitié. Mais aujourd'hui, le directeur de Dietskaïa Literatoura, Vladimir Jarkov, est particulièrement fier de son dernier succès, déjà en rupture de stock : une série en dix tomes des *Contes populaires du monde entier* dans la collection « Bibliothèque des littératures du monde pour enfants ». Un concept qui n'avait encore jamais été développé en Russie.

■ **ESPAGNE.** Surpris par l'inattendu succès du Dictionnaire de la Real Academia Espanola (255 000 exemplaires vendus en huit mois), les éditeurs espagnols n'ont pas tardé à investir un nouveau marché aussi prometteur. Et les libraires se voient aujourd'hui proposer des encyclopédies en tous genres : du jazz au cinéma, en passant par la Bible ou les femmes célèbres...

■ **ITALIE.** Le prix des Editore Donna (femmes éditeurs) se diversifie pour sa quatrième édition en créant une récompense attribuée à une éditrice ou directrice de collection d'un pays de l'Union européenne qui aura publié la traduction d'un livre d'une femme italienne (les maisons d'édition intéressées peuvent se mettre en rapport avec Premio Editore Donna, via Matteo Pescatore, 2. – 10124 Turin. Italie.)

■ **LE CD-ROM D'ECO.** Umberto Eco a présenté à Milan la première encyclopédie européenne sur CD-ROM, *Enciclomedia*. Le premier volume, qu'il a dirigé, porte sur le XVIIᵉ siècle et permet toutes sortes d'approches et d'entrées (par concepts, noms, idées, repères chronologiques) dans de multiples domaines : ce petit CD-ROM, conçu par Olivetti en deux ans, pour un coût de 1,5 billion de lires (environ 4,5 millions de francs) contient la valeur d'une bibliothèque de 200 volumes et se présente en six chapitres : art, histoire, littérature et théâtre, musique, philosophie, sciences et techniques.

L'aventure à Limoges

Des milliers de visiteurs à la fête du livre... et un petit éditeur remarquable

« L'aventure et ses passions », c'était, cette année, le thème de la fête du livre de Limoges, durant laquelle fut largement distribué un supplément spécial du « Monde des livres » réalisé en collaboration avec des élèves et un groupe d'enseignants d'un établissement local, le collège André-Maurois. Quelque 70 000 visiteurs auront, durant trois jours, les 7, 8 et 9 avril, rencontré plus de 230 auteurs – parmi lesquels Yves Berger, Edmonde Charles-Roux, Jacques Lanzmann et Yves Courrière – et éditeurs.

L'un de ceux-ci, une petite maison limousine, illustrait exemplairement le thème à l'ordre du jour. Car qu'est-ce que Le Bruit des autres – qui doit son nom à un vers d'Antoine Vitez, parrain lointain de l'entreprise –sinon une aventure et le fruit d'une passion ? Son animateur, Jean-Louis Escarfail, cheminot, est allé jusqu'à lâcher son métier de « roulant » – le plus prestigieux de la corporation – pour un poste sédentaire en gare de Limoges afin de mieux satisfaire son « vice ». La maison, qui accueillait, lors de la fête, son dernier auteur, l'acteur-poète Bernard Montini (*La Petite Sirène de Copenhague*), a démarré en novembre 1991 sous forme associative, avec un petit emprunt (au Crédit municipal de Limoges) et un coup de flair littéraire, *Après l'amour*, de Daniel Soulier. Depuis, dix-sept autres ouvrages ont paru : recueils de poésie (*Voix nègres*, de Jean Metellus), pièces de théâtre (*Les Chutes du Zambèze*, de Daniel Soulier (1), *La Byzance disparue*, de Dominique Paquet, présentée l'an dernier à Thonon-les-Bains et en Avignon), nouvelles (*l'Afrique en morceaux*, du Guinéen Williams Sassine).

Le Bruit des autres travaille avec une centaine de librairies en France et, pour le théâtre, avec les éditions Emile Lansman, à Bruxelles. L'éditeur a également développé une fructueuse collaboration avec le Festival des francophonies du Limousin, qui lui a permis d'enrichir son fonds d'œuvres du Togolais Kangni Alem, du Tchadien Koulsy Lamko ou de l'Algérien Abderrahmane Lounes.

Ce travail de fourmi lui a attiré l'estime d'un réseau de bibliophiles qui permet un tirage d'un millier d'exemplaires par ouvrage. *« On n'y gagne rien, mais on n'y perd rien »*, dit Jean-Louis Escarfail. Sauf du temps, de l'énergie et quelques angoisses périodiques. La rançon de l'aventure...

Georges Chatain

(1) En cours d'impression au Bruit des autres, cette pièce est programmée à partir de la mi-mai, au Théâtre de Chaillot, à Paris.

BULLETINS, COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ **AMIS DE SAMIVEL. Une association s'est constituée pour regrouper toutes celles et tous ceux qui sont attachés à l'œuvre de Samivel, l'écrivain de la montagne, également dessinateur, décédé en 1992. Elle entend contribuer au « maintien et à la diffusion » de cette œuvre par l'organisation de manifestations et de conférences (Association des amis de Samivel, BP 183, 38004 Grenoble Cedex 1).**

■ **NATHALIE SARRAUTE, portrait d'un écrivain. La Bibliothèque nationale de France propose, depuis le 13 avril à la Galerie Colbert, une exposition sur l'auteur de *Tropismes* qui sort un nouveau livre dans les prochains mois. Un livre-catalogue d'Annie Angremy accompagne la présentation de manuscrits, photographies et éditions rares. Parallèlement à cette exposition qui se prolonge jusqu'au 27 mai, des projections de films sur l'écrivain sont organisées à l'auditorium (Galerie Colbert, 2, rue Vivienne-6, rue des Petits-Champs, 75002 Paris, du lundi au samedi, de 12 heures à 19 heures).**

■ **« HISTOIRE, RAISON ET DÉRAISONS DU SPORT ». Un colloque sur ce thème, organisé par l'Institut finlandais, aura lieu jeudi 20 et vendredi 21 avril. La première journée se déroulera au Musée national du sport (Parc des Princes, 24, rue du Commandant-Guilbaud, 75016 Paris) et la seconde à l'Institut finlandais (60, rue des Écoles, 75005 Paris (Rens. (1) 40-51-89-09).**

■ **ATELIERS D'ÉCRITURE. Une conférence-débat est organisée autour de la question des ateliers d'écriture, lundi 22 mai à Marseille, par la bibliothèque municipale Saint-Charles, au Palais du Pharo (58, bd Charles-Livon, 13007 Marseille. Rens. Viviane Lascombe, (16) 91-55-39-68).**

■ **BERNARD DORNY, ET LE LIVRE D'ARTISTE. « Les mots miroités » : sous ce titre une exposition des travaux de Bernard Dorny, qui travaille depuis plusieurs années avec de nombreux poètes contemporains dont il utilise les textes pour accompagner les textes, est présentée à la galerie de la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, du 26 avril au 12 juin. Un cycle de trois débats aura lieu sur le thème du livre d'artiste, lundi 15, mercredi 17 et lundi 22 mai, à 18 h 30 dans la Salle Jean-Renoir du Centre Pompidou.**

■ **MUSIQUE ET LITTÉRATURE. L'Association française des professeurs de chant organise, les 20, 21, 25 et 26 mai, un colloque sur « La mélodie française ». Cette manifestation originale, dont la conception a été confiée à Vincent Vivès, spécialiste des relations entre musique et littérature française, souhaite rendre compte des pratiques qui se cristallisent autour de la mélodie française, qu'il s'agisse de recherche musicologique, littéraire ou linguistique, de pédagogie du chant, d'interprétation ou de création contemporaine (Entrée libre, Conservatoire de Paris, Cité de la musique, 209 av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Programme détaillé : tél. (1) 42-78-22-24, fax. 42-78-75-45).**

■ **L'ÉCOLE LACANIENNE DE PSYCHANALYSE tiendra son troisième congrès samedi 13 et dimanche 14 mai à Paris (4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris). Intitulé « Un style « passe », il sera consacré à la « passe », ce processus d'habilitation à la fonction de psychanalyste inventé par Jacques Lacan (Inscription auprès de l'École lacanienne de psychanalyse, 29, rue Madame, 75006 Paris.)**

■ **LOUIS-RENÉ DES FORÊTS ET SES DESSINS. Deux expositions sur les œuvres graphiques de l'auteur du *Bavard* se tiennent jusqu'au 23 avril à Nimègue (Pays-Bas) sous l'égide de l'université catholique de cette ville, au Musée communal « Commanderie de Saint-Jean » (3, Franse Plaats) et à la bibliothèque de l'université (36, Erasmuslaan). Rens. 19-31-80-61-30-83.**

■ **PREMIER PRINTEMPS D'ISRAËL. A Bordeaux, du 4 au 13 mai, l'association « Le Monde autour du livre » organise une série de manifestations autour de plusieurs écrivains israéliens – David Grossman, Yehoshua Kenaz... –, dans le cadre du Carrefour international des littératures (Rens. 56-44-92-40).**

RECTIFICATIF

La photographie qui illustrait l'article de Philippe-Jean Catinchi sur l'ouvrage de Philippe Forest *Histoire de Tel Quel* (« Le Monde des livres » du 7 avril) est l'œuvre de Gilles Ehrmann, agence TOP pour *Réalités*.

Michel Rio, le rêve et le savoir

Un recueil d'essais analyse l'œuvre d'un écrivain qui s'attache à analyser les intersections entre savoir et littérature. Recherche qui se poursuit dans son dernier roman, « Manhattan Terminus »

MANHATTAN TERMINUS
de Michel Rio.
Seuil, 124 p., 75 F.

MÉLANCOLIES DU SAVOIR
Essais sur l'œuvre
de Michel Rio.
Sous la direction
de Margery Arent Safir,
Seuil, 220 p., 130 F.

Avec un titre qui fait rêver à un beau film, *Manhattan Terminus*, voici donc le nouveau roman de Michel Rio. Accompagné d'un recueil d'essais sur l'œuvre de cet écrivain, rassemblés sous un titre – *Mélancolies du savoir* – non moins séduisant. *Manhattan Terminus*, dans lequel Rio déploie son humour en toute férocité, est bien le « terminus » de quelque chose : c'est « le bout du chemin » pour un personnage très important, Leonard Wilde, bibliothécaire, érudit, protagoniste de plusieurs romans de Rio. *Manhattan Terminus* est en quelque sorte la fin du « cycle de Wilde ».


Un souci « d'exactitude et de musique »

DANIEL BARRACO

Cette simple mention pose immédiatement la question : « comment parler du dixième roman de Michel Rio à ceux qui n'en ont lu aucun ? » Plus le temps passe, plus l'exercice devient complexe, car Rio, comme tout écrivain attaché à construire une œuvre, écrit *un* livre, une recherche fragmentée en plusieurs volumes. Chacun peut, certes, se lire de manière autonome, mais il ne prend tout son sens que remis en perspective dans l'ensemble.

On retrouve dans *Manhattan Terminus* le trio d'*Archipel* (1987) et de *Tlacuilo* (1992) : le narrateur, son ancien condisciple Alan Stewart et le vieux professeur Wilde. Ce dernier a invité ses amis – pour ce qui sera, les convives le comprendront très vite, sa dernière nuit – dans un club new-yorkais. The 3 Ws (nom de l'établissement, dont la « clé » est dans le roman), passage obligé du tout New York intellectuel – et de l'intelligentsia du monde entier – est la propriété de Hugo Usher (Rio lui a donné comme prénom le nom d'un de ses écrivains favoris), qui choisit soigneusement sa clientèle. Wilde est un familier de Usher et il a décidé de quitter la vie chez lui, après une ultime conversation avec les personnes qu'il estime. Le narrateur se rend donc au rendez-vous, traversant une partie de Manhattan, « *monument élevé à l'homme par une idée déréglée de lui-même, monument dont on ne savait s'il était un hommage de l'argent à l'esprit, ou l'inverse (...). Et cette ville absolue, cet artifice à la puissance, avait une sorte de beauté de jungle, que j'aimais. Elle était aussi éloignée des rythmes classiques, presque provinciaux, des grandes cités de l'Europe que la nature la plus libre et la plus sauvage.* » Ce bref extrait devrait suffire à appâter les vrais amoureux de New York, « *un composé de fiction et d'histoire, de noblesse et de vulgarité, d'invention et de plagiat* ». Comme toujours, Michel Rio parle au plus juste de ce qu'il voit et travaille « au plus près », avec une précision jubilatoire, ses descriptions. La « dernière nuit de Wilde », sera, comme il se devait pour une telle intelligence alliée à tant d'étrangeté – physique et mentale –, un festival de sérieux et de drôlerie, d'assertions et de provocations, dont l'un des grands moments est une conversation avec un écrivain que l'on identifie sans peine sous le pseudonyme transparent de Roger Rabbit : John Updike. Rabbit connaît les livres du narrateur, qui l'intéressent, mais il reproche à leur auteur de ne pas jouer son rôle « *moral et social, donc historique* ».

Rien de tel que ce propos pour faire sortir le Rio combattant : « *Toute littérature digne de ce nom est utile par nature, puisqu'elle vise à l'élucidation. Pas à la leçon, à l'élucidation. Et en cela je la rapproche bien davantage de la science que de la morale. Son utilité est donc intellectuelle, pas fondamentalement sociale.* » Inutile d'insister sur le caractère dérangeant de ce genre de phrases en un temps où il est convenu – entre les prétendues instances de légitimation – que littérature et bien-pensance sociale doivent aller de pair. Avec Rio, la bien-pensante, la niaiserie et la convention (qui s'exhibent, en cette fin de XXe siècle, comme des titres de gloire) peuvent toujours se préparer à passer de sales quarts d'heure. C'est le cas, et dans la joie, tout au long de ce récit. On n'en signalera ici que l'instant le plus provocant, celui du strip-tease d'une femme magnifique, de corps comme d'intelligence, venue elle ausi rendre à Wilde un ultime hommage. La très belle Mary-Olivia Milton Ambrose monte sur scène et veut « *essayer, pour le professeur Wilde, de traduire le sublime en obscène. Après tout, cette nuit tourne autour de la matière et de l'idéal. Ma bouche est un fruit rouge et ourlé, d'un dessin parfait, mes lèvres un bel oiseau de mer déployé se posant au sommet de la vague. Notez au passage l'emploi libéral de la métaphore. Je traduis : superbe machine à faire des pipes* ».

« Un homme qui ne sait rien est un piètre rêveur »

Le jeune femme commence à se déshabiller, et, à chaque étape, commente. Un exemple : « *Mes jambes et mes cuisses sont longues, fuselées et d'un galbe superbe, ma taille fine et mes hanches épanouies ont l'élégance de l'amphore antique, mes fesses sont des sphères veloutées, tendres lobes d'une pêche paradisiaque, mon pubis est un triangle magnétique, le centre universel, la flèche indicatrice du sacré et du fécond. Je traduis : ces objets de vénération sont des objets de pénétration. A bas la métaphore !* » Qui dit mieux ? Le professeur Wilde peut mourir en paix, n'est-ce pas ?

Il était temps que le travail de Michel Rio – commencé en 1982 avec *Mélancolie Nord*, heureusement couronné en 1992 par un prix Médicis attribué à *Tlacuilo*, mais toujours mal connu – fasse l'objet d'un travail sérieux. Margery Arent Safir, qui dirige le département de littérature comparée de l'American University of Paris, a réuni autour d'elle sept chercheurs, de disciplines et de nationalités diverses, qui analysent, chacun du point de vue de sa spécialité, l'œuvre de Michel Rio. On retrouve donc, dans ces *Mélancolies du savoir*, Stephen Jay Gould (géologie, biologie et histoire des sciences), Michel Pastoureau (histoire), James Ritter (physique, histoire et philosophie des sciences), James Swenson (littérature française), Jean-Michel Rabaté (littérature, philosophie et psychanalyse), Joaquin Galarza (anthropologie) et Christian Metz (sémiolinguistique) – mort en septembre 1993, juste après la rédaction de sa contribution à ce livre.

Ce travail pluridisciplinaire est le prolongement logique de celui de Rio, qui s'attache à trouver les intersections entre littérature et savoir, à en discuter, romanesquement, la pertinence. A travers les romans de Rio, les essais rassemblés dans ce volume explorent les voies par lesquelles la théorie et le savoir se transforment en matière romanesque *(voir l'entretien avec Michel Rio dans « Le Monde des livres » du 12 novembre 1993)*. Ce livre est donc complexe, mais passionnant de bout en bout pour qui s'intéresse à ces questions. Et le regard des scientifiques, dans son acuité et son absence de complaisance, consacre Rio comme le romancier de sa génération (les 40-50 ans) ayant le mieux échappé à la futilité, à la facilité, à ce qu'un de ses aînés nomme joliment le « *populisme précieux* », la littérature qui récuse l'intelligence pour glorifier la déploration, le malheur, le misérabilisme.

« *Au cœur de ce recueil d'essais est la question suivante*, écrit Margery Arent Safir en introduction : *Est-ce que le roman peut, dans un monde de sciences sociales et exactes, retrouver une place centrale dans le discours intellectuel ?* » « *Un homme qui ne sait rien est un piètre rêveur*, a déjà répondu Rio dans *Les Jungles pensives. Tout au moins son rêve court-il le risque de manquer de cette exactitude matérielle qui lui est nécessaire pour devenir une œuvre d'art.* » *Les Jungles pensives*, roman publié en 1985, est le point de départ de la réflexion de Stephen Jay Gould sur Rio, « Hors du temps dans les jungles pensives ». Gould étudie la manière dont le romancier traite, dans ce livre, de l'évolution, « *par le biais de ce procédé littéraire qu'est l'emploi de l'anachronisme* ».

Il serait vain et réducteur de vouloir résumer en quelques mots tous ces essais, qui donnent la mesure de la rigueur de Rio, de son souci d'« *exactitude et de musique* », donc de savoir, et de sa certitude qu'« *on ne peut pas décrire l'univers avec les deux mille mots usuels et leur musique disco* » (comme il le précise dans *Manhattan Terminus*). On aurait plutôt envie de terminer sur cette phrase de Cézanne, qui fera toujours grincer bien des dents : « *Il y a savoir-faire et faire savoir. Quand on sait faire, ça finit toujours par se savoir.* » Mais il convient de laisser à Christian Metz, qui fut le directeur de recherches de Michel Rio, le dernier mot. Son texte, qui clôt le recueil, étudie « le je et le jeu » chez Michel Rio. Metz y trace un magnifique portrait intellectuel de cet écrivain. Il dit aussi son plaisir de lecture devant cette œuvre « *classique* », avec « *cette étonnante puissance d'écriture (...). Pour le lecteur habitué de force aux journaux qui lui parlent de « délocalisations » ou de* turn over, *l'immersion dans un roman de Michel Rio procure la joie inattendue et brusque d'entendre de nouveau du français. Classique également (en un sens) est la hauteur du ton, hauteur parfois presque hautaine, dont le texte ne se départ jamais, que ce soit dans les passages d'humour (très nombreux) ou à plus forte raison dans les moments de gravité* ».

« *Qui connaît Metz*, écrivait Roland Barthes, *est toujours frappé par ce paradoxe qui n'est qu'apparent : d'une exigence radicale de précision et de clarté naît un ton libre, comme rêveur (...), là règne une exactitude enragée.* » N'est-ce pas ce qu'on peut dire de plus juste sur... Michel Rio ?

Josyane Savigneau

Père et fils

Paul Fournel dit avec drôlerie le charme des voyages « entre hommes »

LE JOUR QUE JE SUIS GRAND
de Paul Fournel.
Gallimard, coll. « Haute enfance », 130 p., 85 F.

Espérant ainsi le convier à un voyage dans le temps, Paul Fournel a emmené son fils Valentin, âgé de dix ans, à Botiza, en Roumanie. Mais Valentin, trop ancré dans le présent, se contente d'exister et c'est Paul qui recule dans sa propre mémoire. Ainsi Botiza lui rappelle son enfance à Bas-en-Basset, non loin du mont Gerbier-de-Jonc : l'époque où seule sa petite sœur était plus petite que lui, le temps de la chasse au lézard, du premier vélo à trois vitesses et des blessures recousues par le docteur Christophle, avec l'impitoyable commentaire : « *Ça t'apprendra à faire l'andouille.* »

Cette relation d'une « décade roumaine », à l'occasion des Pâques orthodoxes d'avril 1993, n'a rien d'un récit ordonné : ce sont, rythmés par des photos, des bribes et des fragments, alternativement des choses vues et des « je me souviens » à la manière de Perec (n'oublions pas que Fournel a été secrétaire provisoirement définitif de l'Oulipo). Souvent, la pauvreté de ce que Valentin appelle un « *pays à retardement* » lui rappelle, sans excessive nostalgie, la Haute-Loire d'autrefois.

C'est peut-être surtout la mine de Botiza, son « *odeur de Zola* », qui ravive, pour Fournel, le respect nuancé de crainte qu'on avait, dans le vieux Saint-Etienne, pour les « *hommes du fond* ». Dans la maison du pope, qui rayonne de bonté, l'hospitalité tient chaud aux visiteurs qui se succèdent. Les gens sourient à l'étranger de passage, ce « *moustachu au physique familier dans un trop long imperméable des villes, comme on en voit aux policiers dans les films, flanqué d'un gamin en anorak vert* ».

Et puis, soudain, devant une télé floue qui parle une langue opaque, Fournel découvre le sens réel de son aventure : refaire avec son fils le voyage que trente-cinq ans plus tôt son père – ce père qui aimait lui faire « *devancer le temps* », le laissant conduire en solo et même précipiter la 203 dans un fossé – a fait avec lui à Paris : deux jours qui l'ont fait devenir grand, et surtout deux soirées, embrasées, l'une par les lumières de Pigalle, l'autre par les feux de la rampe.

Avoir dix ans en avril 1958, et voir Rosy Varte et Georges Wilson jouer *Ubu roi* au TNP, c'est un de ces bonheurs inespérés qu'on a parfois dans l'enfance : « *Un monsieur et une dame déguisés, sur la plus grande scène du plus grand théâtre de Paris, capitale de la France, gesticulaient et criaient « merdre » en toute liberté. Ce n'était pas du tout l'idée du théâtre que l'on m'avait donnée à l'école primaire de la rue des Francs-Bourgeois entre 1952 et 1958. Quelque chose d'énorme faisait soudain irruption en moi qui était sans doute le sentiment de la liberté.* »

Cette jubilation, encore intacte, donne un charme irrésistible à ce livre qui, à travers ces voyages inattendus « entre hommes », parcourt à rebours, avec une drôlerie tendre, le double itinéraire de la paternité et de la filiation.

Monique Petillon

POÉSIE

Ce « métier d'ignorance »

Jean-Marie Gleize ne fait pas de la théorie poétique, ou de la réflexion sur la poésie, un territoire autonome, séparé de l'exercice poétique lui-même. « *Il n'y a d'expérience d'écrire qu'extrême, il n'y a qu'écrire à l'extrémité de soi, de sa possibilité d'écrire, et d'être* », écrit Gleize dans une belle étude qui vient de paraître sur Anne-Marie Albiach (1).

Ce *Principe de nudité intégrale* est l'inventaire des refus et des violences qu'une certaine idée de la radicalité poétique suscite en l'auteur : « *On ne peut plus revenir. Il n'y a plus ni profondeur ni distance. (...) La nudité commence où le mouvement devient la forme de cet instant. La forme, celle qui est touchée en devenir. (...) Pas un seul vrai livre n'a de commencement.* » Le livre de Gleize est moins une démonstration spéculative de cette idée que sa manifestation.

« *... Au début, il y a le noir.* » C'est de là qu'il faut partir. Les images, jusqu'aux plus intimes, naissent comme d'une absence d'origine. La poésie, de la même façon, revendique cette source obscure. Est-ce pour s'y perdre ?

« *La poésie est (donc) interrompue* », écrit-il au début du livre ; et à la fin : « *Je me prépare à* sortir *dans la prose.* » Mais la question, comme souvent, importe davantage que la réponse. Et la poésie n'est-elle pas encore et toujours, selon la formule de Claude Royet-Journoud reprise par Jean-Marie Gleize, un « *métier d'ignorance* » ?

P. K.

(1) *Le Théâtre du poème. Vers Anne-Marie Albiach* (Belin, « L'Extrême contemporain », 124 p.).

LE PRINCIPE DE NUDITÉ INTÉGRALE, Manifestes, de Jean-Marie Gleize, Seuil, « Fiction & Cie », 150 p., 89 F.

Marguerite Yourcenar, femme de lettres

On publie la première anthologie épistolaire de l'écrivain
Une découverte en forme de retrouvailles

LETTRES A SES AMIS ET QUELQUES AUTRES
de Marguerite Yourcenar.
Édition établie, présentée et annotée par Michèle Sarde et Joseph Brami,
Gallimard, 736 p. 190 F.

Voilà sans doute le dernier rendez-vous important avec Marguerite Yourcenar écrivain. Depuis sa disparition en décembre 1987, les publications posthumes (1), les rééditions programmées ou non, ont complété un corpus contrôlé par l'auteur avec une vigilance exceptionnelle. La parution de cette première anthologie épistolaire vient à son heure. Priée dès 1965 de publier une missive (admirable) sur son séjour en URSS, Yourcenar prévenait : *« Il me semble que tout fragment de correspondance n'a sa place que dans une édition posthume. »* C'est chose faite aujourd'hui grâce à deux universitaires établis aux États-Unis qui ont dépouillé quelque deux mille lettres, dont le fonds Yourcenar d'Harvard constitue la provenance essentielle. Le travail de bénédictin de Grace Frick – le volume lui est dédié –, qui recopia, résuma, archiva, avec la minutie et la rigueur que l'on pouvait prévoir, le courrier de sa compagne, explique les déséquilibres du legs : presque rien avant l'exil américain, la quasi-totalité du corpus pour les quarante années que Grace et Marguerite partagèrent, un parcours elliptique et lacunaire des années 80 enfin.

Voici dont trois cents lettres qui livrent le regard autorisé, légitimé par les sélections successives, sur une écriture au quotidien, sorte de mise en scène de l'écrit intime. Josyane Savigneau suggérait naguère (2) d'y lire une vision autobiographique composée, contrôlée, retouchée qui en ferait une version originale de journal, intermittent. La méthode employée semble lui donner raison : *« La difficulté n'est pas d'écrire un journal, mais de ne pas jeter au panier, par irritation ou dégoût, ce qu'on a écrit quelques années plus tôt. »* Toute trace laissée derrière soi dit une vulnérabilité à assumer, comme cette photo d'enfance qu'il faut récupérer avant qu'elle ne circule (*« Je sens que je prendrais froid »*).


GISELE FREUND

A Desert Island en 1976

LE MOI ET LE MONDE

Parmi les correspondants, attendus, des parents (Georges de Crayencour, Louise de Borchgrave), des amis (Jacques Kayaloff, Jean Chalon, Yannick Guillou), des confrères – des grands aînés (Jules Romains, Thomas Mann, Montherlant) aux débutants avides de conseils –, d'autres interlocuteurs professionnels – éditeurs (Charles Orengo), traducteurs (Lidia Storoni Mazzolani), correcteurs (Jeanne Carayon) –, dont certains deviennent au fil des échanges des confidents privilégiés, Yourcenar ayant érigé dans l'absolu de sa jeunesse l'amitié au rang de mystique primordiale. Plus tard, l'auteur de *L'Œuvre au noir* définira ce roman comme, *« en un sens, le livre de l'amitié »*, par *« l'importance de l'altruisme, de la solidarité, de l'affection humaine »* qui l'anime. Cette correspondance entre le moi et le monde, cette symbiose entre l'individuel et l'universel, est l'autre grâce de l'écrivain qui a déjà *« pour privilège d'échapper à la servitude du milieu social »*.

Cette implication dans le siècle surprendra ceux qui perçoivent Monts-Déserts comme un refuge, une échappée hors du temps. Le jour même de l'attaque sur Pearl Harbor, Yourcenar confesse qu'*« il est difficile d'établir un programme de musique de chambre au milieu d'un cyclone »*. L'époque est là, brûlante, qui marque l'écrivain. Hiver 1956, celui de Budapest, de Suez : *« Je vous avoue que l'état du monde m'a jetée dans une crise de désespoir dont je ne suis pas encore sortie. »* Celle qu'on s'est complu à peindre en bouddha serein, dépris du bruit du monde, s'avoue *« sereine »*, si cela signifie *« découragée avec calme »*. L'image de Cassandre conviendrait mieux à celle qui saute à pieds joints dans 1939 *« comme dans un précipice »*. Le pessimisme noir ne se démentira plus : *« Tout nous avertit aujourd'hui de l'universalité du mal (...). Rien ne peut justifier complètement l'atrocité foncière de l'aventure humaine. »* Son projet de roman sur les camps, abandonné par crainte de n'y être pas « vrai », comme son enthousiasme devant le courant estudiantin de mai 68 (*« La France est très intéressante ces temps-ci »*, et le spectacle de Paris *« extraordinaire »*) font raison de la vision de Monts-Déserts comme retraite hyperboréenne.

Les combats de Yourcenar ne sont pas là où on les lit trop souvent. Elle rejette *« ce stupide humanisme moderne et technocratique dont nous voyons autour de nous les hideux résultats, fruit d'une sorte de chauvinisme de la condition humaine »*. Quoique *« sympathisant en principe avec tous les mouvements (...) qui tendent à améliorer la condition féminine et à réaffirmer la dignité de la femme »*, elle se découvre une *« foncière misogynie »* devant celles qui s'enferment *« si souvent dans leur petit monde étroit, prétentieux, pauvre »*. L'homosexualité ? Il faut dire les choses (*« Rien n'est plus avilissant que les sous-entendus »*), mais de là à revendiquer ou à théoriser... *« Ses aspects sont trop variés pour qu'on puisse généraliser à son sujet. »*

Si l'image et le pouvoir des médias l'intéressent dès les années 60, époque où l'Académie l'amuse avec ses *« vieillards chancelant sous leurs chamarures »*, dignes d'*« un beau Goya »*, il reste peu de chose de la vision stéréotypée que les dernières années ont imposée de la première élue du quai Conti.

Restent les combats essentiels, ceux que l'indignation et la vigilance seules commandent. La défense de l'environnement (et Yourcenar d'apostropher le président Pompidou pour préserver la Vanoise), des animaux (elle sollicite Brigitte Bardot pour dénoncer le massacre des jeunes phoques et stigmatise la femme en fourrure qui *« promènera sur soi ou clouera sur ses murs un cimetière »*). Bourreau de la nature, (*« il s'est pour ainsi dire fait la main »*), l'homme exploitant son semblable n'est pas épargné. Seule l'écologie réconcilie. Les États-Unis, *« Europe plus pauvre et plus dure, privée de toutes les grâces »*, sont sauvés par *« des îlots de civisme »*, *« une volonté de progrès »*, *« une nature extraordinairement belle »* surtout.

Bien sûr, tout au long des pages, on retrouve le souci obsédant de l'œuvre en chantier. La documentation recherchée, la négociation avec l'éditeur, la critique des bévues des premières éditions, le contrôle des traductions, tout indique une suspicion envers le milieu qui ne se dissipe pas. La dame sait être mordante, voire féroce en affaires. C'est que l'écriture tient à l'éthique. Le pseudonyme, nouveau baptême, est clairement comparé à la nouvelle identité de la novice, lors de sa prise de voile. L'ami de Fraigneau qui crut voir une *« sœur laïque »* dans le Paris des années 30 n'était pas loin du vrai...

Car il ne faudrait pas oublier l'essentiel : la prose inimitable de Yourcenar dont quelques lettres restituent même le timbre. L'évocation de Léningrad en 1962 où Lénine, vision obsédante du Christ Pancrator byzantin, dit la liturgie politique qui confisque le sacré ; la vision géologique qui disqualifie le marbre des cimetières, pour célébrer le *« paysage d'éternité »* où tomba Garcia Lorca (*« On ne pourrait imaginer pour un poète un plus beau tombeau »*), annonce l'ouverture magique d'*Archives du Nord*.

UN LABORATOIRE

La correspondance est donc aussi un laboratoire de l'œuvre. Pour l'anedocte, on relèvera, plus inattendus que les bulletins de santé, les conseils de Yourcenar contre la cataracte ou la vive critique des thermomètres américains. Les néologismes et les anglicismes abondent, de la rage d'*« émuler »* au soin de *« garager »* ses livres.

L'ensemble restitue une femme à la fois proche et réservée, tour à tour altière et spontanée, ni conforme ni surprenante au vu de sa légende. On saura gré aux deux éditeurs de cette découverte qui ressemble à des retrouvailles, tant la voix est inchangée entre l'œuvre littéraire et ce *« journal intermittent »*. On s'étonnera quand même de certains vides (aucune lettre à Roger Caillois !) comme de certaines sélections (qu'apporte, aussi isolé, le billet à Pierre de Boisdeffre ?). Mais tout travail pionnier encourt ce genre de reproches. Ne boudons pas, donc, le plaisir qu'il nous propose pour préciser le profil d'une femme qui n'en finit plus de contrôler son image.

Philippe-Jean Catinchi

(1) *Quoi ? L'Éternité* (1988), *En pèlerin et en étranger* (1989), *Le Tour de la prison* (1991), tous publiés chez Gallimard.
(2) *Marguerite Yourcenar, l'invention d'une vie*, Gallimard, 1990.

Portrait d'une voix

VOUS, MARGUERITE YOURCENAR
La passion et ses masques
de Michèle Sarde.
Robert Laffont, 432 p., 149 F.

Depuis longtemps, Michèle Sarde s'intéresse en universitaire à l'œuvre de Marguerite Yourcenar (1). Aujourd'hui la romancière change de plume pour proposer un portrait impressionniste et personnel déguisé en adresse à l'écrivain. Moins biographie qu'évocation spirite, ce portrait d'une voix – puisque l'abondance et l'astucieux agencement des citations donnent à entendre souvent la diction lente, à la fois traînante et allègre, de Yourcenar – reprend à son compte l'objectif des mémoires familiaux du *Labyrinthe du monde* : *« boucher les trous de la tapisserie »*, *« rejointoyer les fragments de verre brisé »*, mais ici pour *« chercher* [Marguerite Yourcenar] *toute crue dans les pages de* [ses] *ouvrages »*.

L'évocation des années de jeunesse surprend par deux partis pris si insistants qu'ils dérangent souvent. Michel de Crayencour, déjà largement flatté dans le portrait qu'en a laissé sa fille, devient ici un *« être exceptionnellement doué »*, *« à mi-chemin entre Merlin et Pygmalion »*, *« inspirateur de tout »* – de l'œuvre à naître comme de ce *« dégoût de la chair féminine »*, ce *« mépris de la féminité »*, de cette *« sévérité »* affichée par l'écrivain pour ce qui relèverait de *« strates inférieures »*. Cette radicalisation du propos yourcenarien a toutefois le mérite de bousculer le lecteur, témoin de cette recherche du profil perdu. L'œuvre du poète nécromant appelle moins de réserve lorsqu'il s'agit d'évoquer la femme des années 30, amoureuse, nomade et malheureuse, dans le labyrinthe de la passion où André Fraigneau et Andréas Embirikos, avant Grace Frick, l'égarent et la sauvent, puisqu'ils inspirent et accompagnent toute la production littéraire de ces années blanches, gommées de la chronologie douteuse que Yourcenar en a elle-même donnée. (A ce propos, pourquoi faire un tel crédit à des assertions peu sûres ou – pis – destinées à manipuler les futurs chercheurs ?)

L'image du travesti; du masque, comme l'élan de la haute voltige qui dit le péril et la grâce, conviennent bien à cette évocation séduisante, imaginaire mais plausible. C'est là que Michèle Sarde s'affirme le mieux, nécromancienne à rebours, capable de reconstruire les *« murs écroulés »*, d'éclairer les *« pans d'ombre »*. Cette magie blanche fera oublier les entorses à l'Histoire (la Belgique confondue avec la Pologne en septembre 1939) comme à la stricte biographie (l'invention de la malle d'où resurgit le fantôme d'Hadrien n'a pas lieu dans l'île des Monts-Déserts). Le parti pris est autre. Donner une vision intime de l'auteur, peindre une passion dont Michèle Sarde comprend l'urgence et célèbre peut-être la nécessité.

Ph.-J. C.

(1) Sous le titre *L'Universalité dans l'œuvre de Marguerite Yourcenar*, la Société internationale d'études yourcenariennes (SIEY, 7, rue Couchot, 72200 La Flèche) publie les actes du colloque de Tenerife de novembre 1993, où figure une contribution de Michèle Sarde (2 vol., 300 F). La même Société édite également un essai de bibliographie chronologique, *Réception de l'œuvre de Marguerite Yourcenar*, de Françoise Bonali Fiquet (272 p., 150 F).

Proust trahi

Où il apparait que l'exégèse autour de « La Recherche » et de son auteur peut dépasser les limites de l'acceptable

LE JARDIN D'HIVER DE MADAME SWANN
de Claude Meunier.
Grasset, 138 p., 86 F.

L'IMPOSSIBLE MARCEL PROUST
de Roger Duchêne.
Robert Laffont, 841 p., 198 F.

PROUST ET LES ÉCRIVAINS DEVANT LA MORT
de François-Bernard Michel.
Grasset, 201 p., 100 F.

Longtemps nous avons participé d'un leurre. Captifs et bernés, nous avions pris *La Recherche* pour la *« transcription d'un univers à redessiner tout entier »*, et nous plongions, émus sans fin, dans l'œuvre de Marcel Proust comme en des mondes qui donneraient accès aux exactitudes secrètes, intraitables et mouvantes de la réalité. Benêts que nous étions ! L'imposture ne pouvait plus durer ! Claude Meunier vient aujourd'hui – mais est-il encore temps ? – mettre fin au scandale, reléguant et l'homme et l'œuvre à leur place : des plus inférieures !

Le saviez-vous ? *« Dans* La Recherche, *contrairement à la rumeur, pas de richesse psychologique, pas plus que de personnage intelligent et maître de lui-même, mais une série de révélations réductrices qui font des destins aplatissants... Un arrière-pays sans morale, dessiné à gros traits, toujours les mêmes, d'où se détachent les portraits brutaux de gens écrasés. »* Quant à l'auteur de ce regrettable fiasco : *« Un écrivain monomaniaque que sa manie fait loucher »* ; un *« romancier homosexuel »*, chez qui l'on est *« sûr de relever un manque à connaître, une tache dans l'œil qui l'empêche de voir la partie du monde qui se reflète sur la peau des filles »*. Sur quoi Claude Meunier étaye t-il ses jugements ? Nous n'en saurons rien. Quels commentaires lui inspirent-ils ? Aucun. D'ailleurs, *Le Jardin d'hiver de Madame Swann* n'est même pas un pamphlet contre Marcel Proust. Alors, de quoi s'agit-il ? Mystère. Il est très simple, M. Meunier. Il a des idées, des impressions, il nous les dit comme elles lui viennent, en passant, sans perdre de temps à s'expliquer, mais certain de *« couper court à toutes les spéculations sur l'inspiration de Proust, sur les clefs de* La Recherche... *et toutes sortes d'idioties qui empêchent de voir clair dans le roman : le passé du Narrateur est celui de Swann, rien d'autre »*. Les perles abondent, mais Claude Meunier garde pour la fin le joyau de ses méditations et nous confie, tout de go : *« Sans la mort de l'écrivain, il semble qu'il n'y ait rien, ou alors quelques goujateries de bon sens. »* (On demande un traducteur !) *« Sans la mort de Proust, sans le spectacle de son agonie, sans son masque mortuaire, que resterait-il du vertige de* La Recherche *? »* Hélas ! aux dépens d'une œuvre où Marcel Proust croyait exprimer *« bien de l'expérience morale, de la pensée et de la douleur »*, autour de cette exploration des *« mathématiques de l'esprit et du sentiment »*, autour de ce texte qui nous révèle tels que nous sommes, ancrés dans la disparition, peuvent s'exercer aujourd'hui de telles inepties.

Rien n'est plus difficile, incongru peut-être, mais si émouvant, que le projet biographique, surtout lorsqu'il s'agit, à propos d'un créateur, de *« faire entrer »*, comme l'écrivait Proust lui-même, *« l'œuvre immense... dans la donnée irréductible d'un corps vivant tout différent »*. Pour *L'Impossible Marcel Proust*, Roger Duchêne a collationné 840 pages d'informations sérieuses, mais qu'il nous livre en vrac et dont Proust, en fait, est le grand absent. Peut-être est-ce dû à la présence envahissante d'un Duchêne goguenard, visiblement agacé par « l'impossible » Marcel (*« Tout lui était bon pour gagner de l'argent... Il n'était pas moins avide d'honneurs que d'argent. Vaniteux... »*), qui lui donne des leçons à tous les coins de page. Un exemple ? Proust, à propos de Perros-Guirrec où il espère éprouver quelques *« impressions profondes »*, s'inquiète auprès d'un ami d'un possible *« inconfort qui dans* [son] *état de santé empêcherait toute impression de se produire »*. Roger Duchêne se gausse : *« Cette naïve interrogation prête à sourire. Comme si les « impressions profondes » se déclenchaient à la demande à condition de s'installer confortablement dans des lieux appropriés. »* Regrettons que notre biographe n'ait pu enseigner à Marcel Proust l'art de capter des impressions ! Il aurait pu lui communiquer, du même geste généreux, sa propre perception fort originale de la grammaire, qui lui permet, par exemple, de décrire Proust *« recopiant à Copeau des passages de son livre »*...

ÉTRANGE JARGON

Roger Duchêne espère, en relatant les lettres de Proust mises bout à bout, reconstituer la vie de l'écrivain. Mais il n'offre ainsi qu'une avalanche de détails d'où ne ressort aucune structure, d'autant qu'il transcrit ces lettres dans un étrange jargon. Qu'on en juge. Un jeune homme fait faux bond à Marcel : *« Albert n'est pas venu. A lui d'imaginer les pensées tristes dont était plein, en dînant au restaurant du casino, un homme comme lui, auquel un Alphonse Daudet au comble de la gloire n'hésitait pas à écrire à deux reprises pour le consulter sur « tel détail insignifiant du repas » auquel il l'avait convié, pour lequel Anatole France avait remis « huit jours de suite une promenade à Versailles » dans l'espoir qu'il pourrait l'accompagner, qui pourrait citer « mille » exemples des égards envers lui des plus grands personnages. »* *« Quand il juge qu'on ne le traite pas à sa juste valeur*, conclut notre maître – modeste, lui – de la langue française, *il y a quelquefois chez Proust des mouvements d'un orgueil insensé. »* Sans commentaire. Sinon cette trouvaille duchênienne, *« Proust ne fait pas dans la nuance »* !

Au moins doit-on à François-Bernard Michel, dont on connaît le fort beau livre sur le peintre Bazile, des pages très intéressantes et neuves sur Proust et la maladie : *« L'asthme de Proust, c'était l'enfer. »* Mais pourquoi, sous prétexte d'écrire sur *Proust et les écrivains devant la mort*, l'auteur, allergologue de renom, réduit-il Proust et son œuvre à cet asthme, « les » écrivains évoqués dans le titre de son ouvrage étant ceux qu'il nomme, de façon bien contestable, *« les écrivains du sida »*, amalgamant ainsi des auteurs très divers, les identifiant à leur maladie, les groupant dans une sorte de ghetto ? C'est Proust qui écrivait, à propos de Ruskin, qu'*« une certaine mort semble plus totale que les autres, qui est la disparition au sein de l'infini du nombre et du nivellement des ressemblances »*.

Le professeur Michel voit ceux qu'il désigne comme *« les sidéens »* et comme *« l'asthmatique Marcel Proust »* tous *« accrochés au même rocher »*, l'écriture, dont ils useraient ensemble comme d'une bouée de sauvetage ! N'insistons pas. Pour lui, souffrance indicible, littérature, asthme et sida, même combat, *« pourvu*, confie-t-il dans l'un de ces hommages au scoutisme dont il a le secret, *qu'en soit grandi l'Humain »*. Est-il dans un registre différent lorsqu'il décrit la relation entre Proust et Céleste, sa jeune servante : *« Marcel fut donc le fils de Céleste (...), à protéger maintenant que le décès de sa première maman tant aimée l'a laissé tout seul »* et lorsqu'il les voit éprouver *« une complicité d'amour partagé pour leur chère maman respective »* ? Au secours ! Retournons plutôt à cette voix qui, dans *La Recherche*, soupirait : *« Moi, l'étrange humain qui, en attendant que la mort le délivre, ne voit un peu clair que dans les ténèbres »*, et n'acceptons plus d'en être détournés.

Viviane Forrester

هكذا من الأصل

L'androgyne et la chimère

Un écrivain célèbre traque l'adolescent troublé qu'il fut : la confirmation d'un grand romancier roumain, Mircea Càrtàrescu

LULU
(Travesti)
de Mircea Càrtàrescu.
Traduit du roumain
par Hélène Lenz,
éd. Austral, 190 p., 130 F.

En marge des quartiers résidentiels de la capitale roumaine, se trouve un boulevard jaune, poussiéreux, qui rappelle ceux de la ceinture parisienne. Quelques vieilles maisons délabrées s'éparpillent encore entre les tours-casernes bâties pendant les trois dernières décennies. De leurs toits, l'œil exercé aperçoit, par temps clair, les cimes blanches des montagnes qu'une plaine morne et de basses collines séparent de Bucarest, ce petit *Paris* d'autrefois chanté par Morand. Avec les murs du lycée Cantemir, qui porte le nom d'un prince moldave, fin lettré de surcroît, et les sous-bois du piémont des Carpates, les décors chers à Mircea Càrtàrescu sont en place. Bien qu'à peine suggérés, il est difficile de les oublier.


DIMITRI DANILOFF POUR LE « MONDE »

Mircea Càrtàrescu une écriture belle et vraie

Ces montagnes qu'on aperçoit de Bucarest, c'est là que choisit de s'isoler Victor, le héros de *Lulu*. Ce romancier bucarestois de trente-six ans, marié, célèbre, est victime d'une profonde névrose. Il veut tenter, dans le calme et par la magie de l'écriture, d'effacer le vertige qui brouille son esprit. Au cours d'une auto-analyse sauvage, il va ainsi plonger dix-sept ans en arrière, jusqu'à l'été 1973, quand il passait ses vacances dans une colonie scolaire.

A l'époque, les garçons et les filles qui l'entourent se moquent aussi bien – à l'heure où le sexe impose ses lancinantes et mirifiques exigences – de la « morale communiste » ou de « l'avenir radieux » promis par les professeurs que de son désarroi. Victor est alors un adolescent disgracieux, qui oppose à la vulgarité innocente de leurs réjouissances les affres de la solitude et de ses interrogations essentielles. Quand les autres, parmi lesquels un fascinant boute-en-train, Lulu –, qui renvoie, bien sûr, au troublant personnage de Wedekind – se trémoussent au rythme de la dernière chanson rock et vident bouteille sur bouteille, Victor s'épuise à déterminer une identité mystérieuse, la sienne, à laquelle il associe le visage angélique d'une fillette depuis longtemps disparue. Enfoui au plus profond d'une mémoire assoupie, celle de la première enfance, le secret de Victor ne cesse de se dérober. C'est finalement Lulu, bellâtre en culotte courte, Don Juan boutonneux des banlieues, qui en sera le révélateur à l'occasion d'une brève approche sexuelle, davantage exercice ludique que vraie agression.

RÉALISME ET ONIRISME

Quelques années plus tard, Lulu disparaîtra dans un accident. Mais son souvenir – atroce et merveilleux – ne cessera de hanter l'esprit de Victor, devenu un écrivain aux innombrables succès. *« Ami, comment lutter contre ma chimère ? »* : *Lulu* s'ouvre sur cette interrogation. Selon les dictionnaires usuels, « chimère » signifie à la fois ce poisson rare qui évolue dans les eaux profondes (ici celles de l'inconscient), une créature mythologique hybride, mais aussi la projection hors d'atteinte de l'imaginaire sans rivages. Victor est-il un homosexuel qui s'ignore ? L'enquête que Mircea Càrtàrescu confie à son personnage central (Victor ? Victoria ?), portée par une écriture puissante où les envolées oniriques alternent avec le réalisme le plus cru, aboutira en fin de parcours à la solution de l'énigme qui tient en haleine le lecteur.

Durant le temps où la Roumanie fut écrasée sous le talon de fer du régime que l'on sait, Mircea Càrtàrescu avait choisi de rester à l'écart, adoptant l'une des plus subtiles formes de résistance que le créateur peut opposer à la tyrannie : l'ignorer, ignorer tout autre engagement que celui en faveur de sa légitime subjectivité, de l'écriture belle et vraie. Mais, déjà au milieu des années 80, lorsque l'effondrement de la dictature paraissait encore un mirage, la foule des admirateurs se pressaient aux portes du cénacle bucarestois où le jeune romancier lisait ses proses, qui les transportaient « ailleurs », leur faisaient oublier les pesanteurs d'une existence morne, sans espoir.

Le public français avait pu en avoir un premier aperçu en 1992. L'auteur, alors maître-assistant à la faculté de lettres de Bucarest, avait publié trois récits exceptionnels réunis en un seul volume (1). Malgré l'excellente traduction, ce livre, proposé pour le prix Médicis étranger, passa, hélas, presque inaperçu. Sans doute l'étrangeté de ces textes, aux frontières du réel et reliés par les couloirs souterrains de l'introspection onirique – on a évoqué, pour Càrtàrescu, la parenté de Borges et de Kafka –, avait-t-elle dérouté. Il faut souhaiter qu'il rencontre, avec ce bouleversant *Lulu*, le succès qu'il mérite.

Edgar Reichmann

(1) Voir « Le Monde des livres » du 5 juin 1992.

Bucarest avant la tourmente

LE CONCERT DE BACH
(Concert de musicà de Bach)
d'Hortensia Papadat Bengescu.
Traduit du roumain
par Florica Ciodaru-Curriol,
éd. Jacqueline Chambon,
311 p., 110 F.

LA BÊTE IMMONDE
(Gorila)
de Liviu Rebreanu.
Traduit du roumain
par Jean-Louis Courriol,
Canevas éd.
et Fondation culturelle
roumaine,
493 p., 160 F.

Aussitôt après la Grande Guerre, la société roumaine, aux structures archaïques, rurales, connaît une métamorphose radicale ; le pays devient un immense chantier, les horizons s'élargissent, de nouvelles tendances littéraires s'épanouissent, favorisant ainsi un climat culturel fécond, assombri, hélas ! par la montée des idéologies totalitaires.

Ainsi naîtra, au milieu des années 20, le roman moderne roumain, grâce au *Concert de Bach*, d'Hortensia Papadat Bengescu (1876-1955). Pour la première fois, l'univers citadin, celui d'une jeune bourgeoisie qui, déjà, se veut grande, avec ses drames feutrés et ses turpitudes, s'impose parmi des proses qui, *sauf* rares exceptions, exaltaient la campagne bucolique. Raffiné et cruel, le récit s'articule autour de la mort d'une jeune fille, qui coïncide avec l'événement musical le plus important de la saison bucarestoise, un concert que la femme d'un banquier organise dans son hôtel particulier. L'enterrement de l'adolescente, Sia, dont personne ne se souciait auparavant, va devenir à son tour une manifestation mondaine, égalant en faste la prestation du chef d'orchestre devant les invités de la femme du banquier, sorte de Verdurin roumaine. Il sera le révélateur des tragédies cachées, des scandales étouffés sous le masque des conventions et d'un snobisme de bon aloi.

Ce monde de l'artifice est surpris par la romancière avec une précision et une lenteur toutes proustiennes. A l'instar de *La Recherche* d'ailleurs, la plupart des personnages ici mis en scène – princes agonisants et peintres à la mode, hommes d'affaires et femmes infidèles – hanteront les autres romans d'Hortensia Papadat Bengescu, qui mériteraient, à leur tour, l'effort d'une traduction française.

Liviu Rebreanu est né en Transylvanie, au temps où cette province était encore l'une des marches orientales de l'Austro-Hongrie (1). Préoccupé d'abord par l'affrontement entre la ville et la campagne, attentif à la quête identitaire des peuples qui vivaient au sein de l'empire des Habsbourg, il décrira quelques années avant sa mort – survenue en 1944, à l'âge de soixante-neuf ans – les tourments d'une génération lassée des promesses d'une démocratie bancale et tentée par un renouveau douteux.

Avec *La Bête immonde*, nous sommes dans le Bucarest frénétique d'entre les deux guerres, lorsque la corruption et les combinaisons politiques désespèrent autant les intellectuels que l'électorat. Peut-on alors s'étonner que l'irrésistible ascension du journaliste Pahontu, héros stendhalien sollicité par la politique et par un impossible amour, soit arrêtée par les balles de tueurs extrémistes ? Avec acuité, Rebreanu éclairait ainsi en profondeur une déliquescence qui allait aboutir à une tragédie pour la Roumanie : le renversement du système pluraliste et la chute du pays dans la sphère d'influence de l'Allemagne hitlérienne.

E. R.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 4 décembre 1992.

★ Parmi les récentes publications venues de Roumanie, signalons également le beau roman de Bujor Nedelcovici, *Le Dompteur des loups*, aux éditions Actes Sud (traduit par Alain Paruit, 320 p., 148 F).

Viatique chinois pour la sérénité

Contemporain de Pascal et Descartes, Hong Zicheng distille avec poésie et élégance des leçons de modération et de sagesse

PROPOS SUR LA RACINE DES LÉGUMES
(Caigen tan),
de Hong Zicheng.
Traduit du chinois
et présenté par Martine
Vallette-Hémery,
Zulma-Calmann-Lévy, 140 p. 89 F.

Il y a des livres qui, appartenant à des cultures lointaines, deviennent immédiatement familiers. Il n'est pas nécessaire de connaître la littérature japonaise sur le bout des ongles pour entrer de plain-pied dans l'univers d'un Sôseki. Il n'est certes pas inutile de s'informer sur le taoïsme, le confucianisme et le bouddhisme, pour retirer tout le profit de la lecture de Hong Zicheng. Dans sa préface claire, profonde, mais dépourvue de toute cuistrerie, la traductrice le montre avec éclat. Cependant un lecteur profane pénètre rapidement et avec ravissement dans ce manuel de sagesse. Le XVII[e] siècle, décidément, a favorisé la pensée dans le monde. Pendant que, de ce côté-ci, Pascal et Descartes se partageaient la raison, en en donnant deux versions aussi fulgurantes que contraires, là-bas, la Chine, qui avait fraîchement accueilli les jésuites, inventait des échos troublants de la sérénité antique. Pétrarque déconseillait de *« désapprendre l'humanité parmi les hommes »*. Hong Zicheng dit-il autre chose en proclamant : *« Moins on s'occupe du monde, moins on est contaminé par lui. Plus on se consacre au monde, plus on est impliqué dans ses stratagèmes »* ? Conseils de frugalité et de modération : invitation au détachement jusque dans l'attachement, ce qui rappelle le stoïcisme. On lira, sous la plume de ce lettré, des phrases poétiques qui n'étonneront pas, venant de Chine : *« Il faut être tel un nuage immobile ou une eau dormante qu'anime un vol d'oiseau ou le bond d'un poisson pour rendre son cœur à sa pureté originelle. »* Quelques formules (le doivent-elles à l'élégance de la traduction ?) pourraient ne pas être désavouées par Borges : *« Il y a dans le cœur de chaque être humain un texte authentique enfoui sous des fragments de livres disparates, une musique pure et vraie étouffée par des chants clinquants et enjôleurs. »* Il est vrai que le poète argentin savait puiser en Orient. Leçons de modestie, d'impassibilité, de retenue et d'endurance, ces aphorismes sont aussi des invitations à la contemplation de la nature et à l'écoute de la *« merveilleuse musique de l'univers »* : *« Le son d'une cloche entendu dans le calme de la nuit peut nous réveiller du rêve que nous rêvons en rêve. »* Mais c'est sans doute dans ses apparents paradoxes que cette pensée séduira le plus : *« La littérature n'est supérieure, la morale n'est parfaite que si elles ne le doivent pas à l'habileté, et ce terme a des résonances infinies. »* Si cette habileté est une forme superficielle de convention et de reconnaissance sociale, ou le recours à ce qu'on appellerait des stéréotypes dans le domaine littéraire et des préjugés dans le domaine moral, alors, oui, vive la maladresse ! L'éloge de l'imperfection est le plus souvent, on le sait, une quête à peine déguisée de la perfection. Du reste, Hong Zicheng ne dit-il pas encore : *« Veillons, en toute affaire, à laisser quelque chose d'inachevé »* ?

René de Ceccatty

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LES SEPT PLUMES DE L'AIGLE, d'Henri Gougaud

Avant d'être artiste peintre au faubourg Saint-Antoine, Luis fut un « negrito » de Cordoba, rejeté par son père, « *médecin, catholique, blond de poil* ». Sa mère, Indienne, meurt loin de lui. Préférant penser qu'elle a rejoint son peuple, il part à sa recherche. El Chura, un chaman, le met sur la route où sont les sept plumes de l'aigle qui révèlent *« les sept secrets de la vie »*. Un voyage dans l'espace et le temps pour atteindre *« la liberté des anges qui baigne dans l'amour de tout ce qui vit »*. Henri Gougaud a construit un récit d'autant plus attachant qu'on y retrouve son talent de narrateur et que le réalisme a sa part sur ce chemin initiatique (Le Seuil, 250 p., 110 F).

LA COMMÉMORATION, de Jean-Paul Goux

« Ils n'étaient pas en ce monde pour réussir dans la vie mais pour réussir leur vie en la consacrant à la défendre contre toutes les violences, les tyrannies, la raison d'Etat et les puissances d'argent. » Extrait d'un discours électoral, ce propos résume celui de l'auteur : ressusciter quelques événements de la IV[e] République. Ce pourrait être une ennuyeuse recension de faits anciens. Mais il y a un romancier. Et de ses personnages, réels ou imaginaires, il tire de fines études de caractère sur la fascination du pouvoir et la condition de l'artiste toujours marginal (Actes Sud, 320 p., 128 F).

DEUX PAS DANS LES NUAGES, de Claude Courchay

Pour une année sabbatique, Claire se retire dans un village où ne manque que la caméra de Pagnol. Elle y trouve la sympathie des habitants, un amant, une amie vivant seule avec ses trois enfants. Un havre de paix que vient troubler l'assassinat de deux des enfants. A partir des rancœurs, haines, défiances, ressentiments que ce drame fait naitre ou réveille, Claude Courchay mène avec rigueur une subtile analyse de la complexité des comportements, leur apparence et leur réalité (Presses de la Cité, 230 p., 95 F).

LE LAMINOIR, de Jean-Pierre Martin

Auteur d'un essai sur Henri Michaux, Jean-Pierre Martin revisite dans ce premier roman le thème de l'« établi » – cet intellectuel qui, dans le sillage de Mai 68, allait faire un séjour en usine. Mais les choses, sous la plume alerte de l'écrivain, prennent un tour plus onirique et ironique que social ou politique. Surtout quand apparaît Mado, *« la Madone des métallos »*... (Champ Vallon, 208 p., 110 F). Par ailleurs, les chroniques publiées par Jean-Pierre Martin dans la *NRF* sont reprises, avec d'autres textes, en volume, sous le titre *Le Piano d'Épitecte* (José Corti, 130 p., 85 F).

LES BALLONS DE LA LIBERTÉ, de Gérard Lhéritier

Gambetta, Hugo, Courbet, Clemenceau et, bien sûr, Nadar : ils sont tous là, dans Paris assiégé, avec Julien Vernay, journaliste, patriote et personnage d'un roman historique inspiré par l'aventure alors extraordinaire de soixante-six aérostats quittant la capitale chargés de personnages importants et de nouvelles pour la province. De ce mélange entre réalité et fiction, l'auteur se tire assez bien, malgré des dialogues qui, pour être dans l'esprit du temps, brisent trop souvent le récit et nuisent à son authenticité (Plon, 265 p., 120 F).

L'ANNÉE DU CERTIF, de Michel Jeury

Les Cévennes, dans les années 30, au temps royal du certificat d'études. Les instituteurs de toute la région s'affrontent pour que leur meilleur élève remporte le prix cantonal. Paul Fontanes, l'instituteur de Saint-André-La-Vallée, prépare Antoine, son fils aîné ; à Saint-Pierre-du-Mont, Mademoiselle Rachel soutient Pascaline. Au milieu de ces rivalités scolaires, seules les amours ne sont pas notées... Un roman simple, généreux, qui a l'odeur des blouses grises, des pupitres, de l'encre avec laquelle on recopiait les récitations (Robert Laffont, 358 p., 129 F).

QUARTIER CHAUD, de Bernard Letheule

Patrick Dante – corps énorme, immense appétit de vivre – vagabonde à travers les quartiers chauds de Paris. Il a deux compagnons de dérive : Carol Renko, au silence d'Indien, et Bertrand Rastignac, un dandy convivial. Carnaval des travestis, hommage, en passant, à Cyril Collard, *« play-boy maldroit »*, coulisses du tournage des *Nuits fauves*, miracle final du sourire de Vanessa. Le tout, sur un rythme jazzy, très soutenu. Un roman bien balancé, parfois alourdi par les habituels clichés des romans de la déglingue (Flammarion, 220 p., 98 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

RÉGÉNÉRATION, de Pat Barker

Les poètes anglais Robert Graves, Siegfried Sassoon et Wilfred Owen se retrouvent dans un hôpital militaire à l'époque de la Grande Guerre. Le docteur Rivers, un psychiatre intuitif, a pour mission de soigner les hommes traumatisés, victimes de dépressions, d'angoisses, de cauchemars, et devenus étrangers à eux-mêmes. Comme Sassoon, il finira par remettre toute guerre en question et, plus généralement, la soumission à l'autorité, l'une des règles d'or du système éducatif anglais. Le roman, tendu et bien mené, traite des paradoxes de la guerre : *« Cette guerre, si prometteuse en terme d'activités* mâles, *avait en fait produit une passivité* féminine »... (Traduit de l'anglais par Jocelyne Gourand, Actes Sud, 330 p., 158 F).

LE SILENCE DES GRANDS FONDS, de Hans Löffler

Écrit par un romancier de l'ex-RDA, le surprenant récit de la rencontre forcée entre Heiner, chômeur, et Stefan, un ancien espion de la Stasi, qui supplie son compatriote de l'héberger pour le cacher. En dépit de la peur qui le gagne, Heiner laisse Stefan s'introduire dans son intimité et le renvoyer à ses propres angoisses, ses propres culpabilités (Traduit de l'allemand par Nicole Casanova, éd. Maurice Nadeau, 124 p., 79 F).

Histoires littéraires

PAR FRANÇOIS BOTT



B. CLEEVE

ROMANS, POÉSIES ŒUVRES DIVERSES
de Jean Cocteau.
Présentation
et notes de Bernard Benech,
Le Livre de poche,
« La Pochothèque »,
1 406 p., 155 F.
REINES DE LA FRANCE
de Jean Cocteau.
Grasset, coll. « *Les cahiers rouges* », 160 p., 47 F.

Rêveries de bord de mer

C'était le « *prince frivole* » de nos lettres, avec sa manière de s'exercer dans tous les genres et tous les sports : la poésie, la pantomime, le théâtre, le jazz, le roman, l'essai, le cinéma, les souvenirs, les confessions, le dessin, la peinture, la mode, le funambulisme, l'angélisme et la traversée des miroirs. On ne s'est pas privé d'accuser Jean Cocteau de légèreté, même si l'un de ses plus beaux livres s'appelle *La Difficulté d'être*. On ne lui pardonnait sans doute pas son brio ni sa virtuosité. Il définissait la poésie comme « *un tour de cartes exécuté par l'âme* ». C'est une chose que les gens tolèrent difficilement… Les détracteurs de Cocteau trouveront peut-être l'occasion de réviser leur jugement avec cette « Pochothèque » dans laquelle le champion de France de la mythologie se montre (ou se dissimule) sous tous ses aspects. Le volume réunit des textes connus, comme Le Grand Ecart, Les Enfants terribles, Opium, Portraits-souvenir, Orphée, La Voix humaine et La Machine infernale, et des œuvres plus confidentielles, comme le Discours du Grand Sommeil ou Le Rappel à l'ordre.

Quatre avocats et complices de Jean Cocteau sont cités en avant-propos. André Fraigneau se demandait à quelle heure il écrivait, tant la vie le sollicitait. Mais Cocteau lui-même venait trouver Colette pour savoir ce que l'« *on faisait à midi moins le quart, quand on ne travaillait pas* ». Et Paul Morand raconte que cet ami qui « *cherchait à échapper au Temps* », sans jamais se reposer, fut très étonné de mourir. Alors, il menait une existence laborieuse ou désœuvrée ? Ce qui provoquait l'agacement et les médisances, c'était probablement son art de cacher le labeur et le mal-être sous des apparences désinvoltes. D'après Emmanuel Berl, son voisin de la rue de Montpensier, qui lui rendait visite en robe de chambre et pantoufles, Jean Cocteau se sentit rarement « *bien dans sa peau* ». Ce charmeur était traversé de désarrois et de désespérances.

On lui reprochait également son air aristocratique, sans parler de cette sorte d'innocence ou de candeur qu'il revendiquait, mais qui n'était ni feinte ni affectée, comme le prétendaient ses adversaires. Car il détestait les tristes époques sur lesquelles règnent les « *grandes personnes* ». « *Les naïvetés de Nietzsche sont la preuve d'une aristocratie de solitude. Rien de plus naïf que les princes. Tout les étonne* », disait Cocteau dans *Le Secret professionnel*. Il ajoutait que « *vivre seul, surtout au bord de la mer* », c'était « *rendre à l'esprit quelque chose de primitif* ». *Les Enfants terribles* étaient sûrement une rêverie de « *bord de mer* ». Et *Le Grand Ecart* aussi. Du reste, ce dernier fut écrit au Lavandou puis à Pramousquier, dans le Var, où Jean Cocteau passa l'été 1922 en compagnie du petit Raymond – je veux dire Radiguet… Cependant, il ne révélait pas vraiment le « *secret professionnel* » du charme. Allez savoir… Pour séduire, sans doute faut-il être soi-même très intrigué par l'existence. Comme cet homme du Nord qui, voyant des roses pour la première fois, n'osa les toucher « *de peur de se brûler les doigts* ».

Les paradoxes de Cocteau : ce mondain célébrait la pureté de *La Princesse de Clèves*, livre en comparaison duquel « *le monde des meilleurs romans devenait du demi-monde* ». En 1952, l'auteur des *Monstres sacrés* rassembla, sous le titre *Reines de la France*, les portraits qu'il avait faits de dames très diverses, puisque sainte Geneviève, Isabeau de Bavière et Jeanne d'Arc voisinaient avec la marquise de Pompadour, Juliette Récamier, Sarah Bernhardt, Liane de Pougy, la comtesse de Noailles et « *la femme de demain* ». Jean Cocteau n'avait pas de préjugés ni de préventions dans ses coups de cœur. Et les saintes pouvaient très bien fréquenter les courtisanes. Les siècles, les conditions sociales, les genres de vie se réconciliaient sous la plume de ce diplomate qui avait certainement des accointances avec le ciel. Geneviève, pour lui, c'était « *le miracle sur lequel la France compte sans cesse* ». Et Jeanne d'Arc « *miroitait de toute son armure, à côté d'Antigone* ».

Évoquant la fin de Marie-Antoinette, Cocteau faisait remarquer que l'expression « *perdre la tête* » revêtait « *son sens extrême et tragique* » avec l'épouse de Louis XVI. « *Rien de plus mal élevé*, disait-il, *que le cœur sous un maquillage de politesse. Rien de mieux élevé qu'une âme étouffée par la pompe des cours, lorsque le spectacle change et que la comédie tourne en drame.* » C'est pourquoi, dans le malheur, « *cette actrice sifflée* » révéla des talents de tragédienne… Quant à Juliette Récamier, « *elle s'est couchée, une fois pour toutes et mollement, dans la légende, et elle y reste, alors que tant d'actrices remarquables ne peuvent s'y tenir debout* ». Liane de Pougy, qui considérait Paris comme son théâtre, « *avançait entre les tables de Maxim's avec l'indifférence des astres* ». La comtesse de Noailles, « *couchée sur son lit comme sur le sable d'une plage, se rôtissait au soleil des morts* » (1).

Quel mélange de verve, de brillant et de finesse ! Jean Cocteau savait ranimer les fantômes comme personne… Ce dilettante, cet « *amateur* », qui avait « *essayé* » des modes diverses, parvint à « *cette profonde élégance qu'on nomme classicisme* ». Il donna la preuve que, « *après bien des malaises et bien des solitudes, l'art tout nu s'équilibre et oppose aux richesses du costume les richesses du cœur* ». Mais, trouvant le moyen de rester quand même très moderne, il continua de figurer parmi ces précurseurs qui font « *retarder toutes les pendules du monde* ».

(1) Signalons également *Les Belles de Cocteau*, de Dominique Marny, petite-nièce du poète. On y revoit la comtesse de Noailles, accompagnée de Misia Sert, de Valentine Hugo, de Coco Chanel, de Louise de Vilmorin et de Colette. Joli cortège, réunissant les femmes que fréquenta Jean Cocteau pour les mettre dans sa mythologie… (Lattès, 274 p., 129 F.)

Philosophie

PAR ROGER-POL DROIT

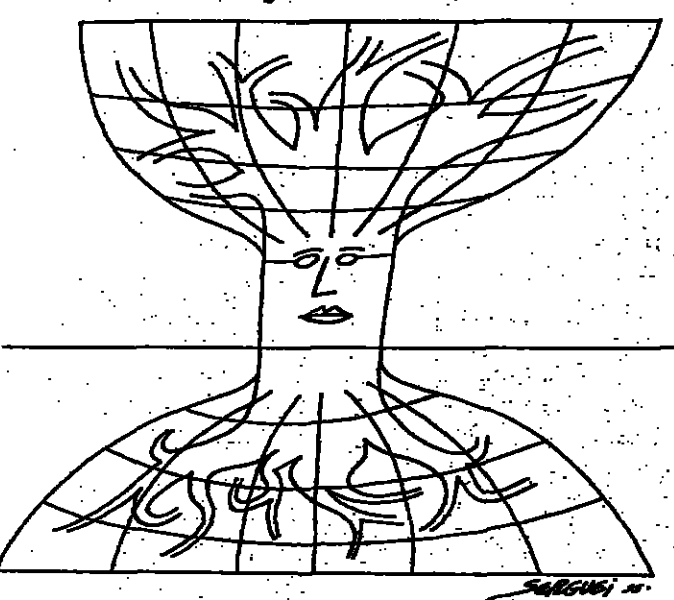
Groethuysen entre deux mondes

PHILOSOPHIE ET HISTOIRE
de Bernard Groethuysen.
Édité par Bernard Dandois
Albin Michel,
364 p., 140 F.

Certains s'installent au centre de la scène et n'en bougent plus. Bien calés, ils alignent les paragraphes de leurs œuvres complètes. La postérité va les relier, quelquefois les relire. D'autres, au contraire, demeurent en retrait. Ils s'agitent en coulisses, ne semblent accepter que des seconds rôles. Ils écrivent, mais sans qu'on sache quelle unité rassemble ces textes d'une même plume. Leur silhouette enfin s'estompe, ou disparaît. Leur nom demeure inscrit quelque part, connu de quelques-uns. Bien peu savent ce qu'ils ont fait au juste, et si même un vrai travail peut leur être attribué. Pour qu'ils sortent de l'oubli, il faut qu'un historien vienne scruter l'arrière-plan, modifier l'éclairage, éventer la poussière. Il arrive alors, parfois, qu'on ait la surprise de découvrir un grand homme, comme une figure en filigrane dans les pages de son temps.

C'est le cas de Bernard Groethuysen. Il vécut toujours entre deux mondes. D'abord l'Allemagne et la France. Né en 1880 à Berlin, il y fait l'essentiel de ses études. Ses maîtres sont Dilthey et Wölfflin. Il enseigne la philosophie à l'université de Berlin. Mais Paris devient vite sa seconde patrie : il y séjourne tous les ans à partir de sa vingt-cinquième année. Au début du siècle, ses amis sont allemands, comme le philosophe et sociologue Georg Simmel, et français, comme Charles du Bos. Entre les deux cultures, Groethuysen forme à lui seul un véritable pont. Il fait connaître la philosophie allemande en France, en lui consacrant par exemple, dès 1910, un cours à l'École des hautes études. En même temps, à Berlin, il centre d'abord son enseignement sur Montesquieu. En 1914, alors qu'il est interné au camp de prisonniers de Châteauroux, Henri Bergson se porte garant de lui.

Difficile à cerner, sa présence est multiforme. Elle étonne. Qu'on en juge d'après les noms qui en témoignent. Gide, en 1931, lui dédie



SERGUEI

Œdipe. Max Scheler est son ami, comme Roger Martin du Gard. Gramsci l'admire et le cite à plusieurs reprises. Paulhan fonde avec lui, en 1927, la « Bibliothèque des idées », chez Gallimard. Musil et Kafka lui doivent d'être connus en France (il préface notamment la première traduction du *Procès*). Malraux rend visite à Heidegger en sa compagnie. Sartre reconnaît que c'est d'après sa suggestion qu'il ajoute à *L'Imaginaire* un chapitre sur l'art. A sa mort, le poète Pierre Jean Jouve écrivit « *Un homme extraordinaire s'en va.* » C'était en 1946. Groethuysen, qu'enveloppait en permanence un halo de fumée, mourait à Luxembourg d'un cancer du poumon. Il venait de fonder aux éditions des Trois Collines à Genève, que dirigeait François Lachenal, la collection « Les classiques de la liberté », où est publié, en 1947, son *Montesquieu*.

En 1932, il avait décidé de quitter l'Allemagne. Accueilli par le comité de lecture de Gallimard, il avait acquis, en 1937, la nationalité française. Il était aussi, évidemment, l'auteur de quelques livres, publiés de chaque côté du Rhin, et d'un bon nombre d'articles. Malraux, qui a reconnu avoir donné ses traits à Gisors, le personnage de *La Condition humaine*, disait : « *Groethuysen a écrit une œuvre relativement importante. Mais il est bien certain que ses livres ne le représentent absolument pas, ne donnent pas la moindre idée du rôle qu'il a joué indépendamment de son écriture.* » Faut-il donc se contenter d'une silhouette transparente, celle d'un homme d'influence et de conversations, repérable à ses traces dans l'histoire plutôt qu'à sa recherche de vérité ? Non. L'excellent recueil édité par Bernard Dandois, auteur d'une préface qui à elle seule est presque un livre, montre au contraire que les travaux de Groethuysen possèdent leur densité philosophique propre.

Certes, l'homme n'a pas construit de système. Au premier regard, c'est même la dispersion qui semble caractériser ses interventions. Quel rapport en effet entre une « Introduction à la pensée philosophique allemande » (Nietzsche, Dilthey, Simmel, Husserl), la « dialectique de la démocratie » (intelligente étude, traduite ici pour la première fois en français), la philosophie de l'art, « Les origines sociales de l'incrédulité bourgeoise en France », la question de la temporalité du récit, la silhouette de Socrate et la pensée de Diderot ? Doit-on renoncer à comprendre ce qui animait la démarche de ce touche-à-tout ? « *Je ne compose point, je ne suis point auteur. Je lis ou je converse, j'interroge ou je réponds.* » Ces phrases de Diderot à son ami Naigeon s'appliquent-elles à Groethuysen ? Evidemment. Mais avec autant d'ironie. Il suffit en effet de lire ce bel ensemble pour s'apercevoir qu'à défaut de système une interrogation majeure l'anime : être philosophe, est-ce donc encore faisable ? En quel sens, à quelles conditions ? Obstinément, Groethuysen revient à ces questions. Il met en lumière un paradoxe central. Soit la philosophie est tout entière historique, auquel cas elle n'est rien d'autre qu'une collection d'opinions, transitoires et relatives à leur temps. On ne les étudierait que pour leur intérêt documentaire. On les lirait sans les discuter. Soit la recherche de la vérité constitue et justifie, en profondeur, toute l'entreprise philosophique. Alors il ne sert presque à rien de chercher dans quelles circonstances historiques est née telle ou telle pensée. Demander si elle est vraie ou fausse suffit. En d'autres termes : ou bien la philosophie est niée par l'histoire, ou bien elle nie l'histoire.

Sans doute ne sommes-nous pas véritablement sortis de cette contradiction. Groethuysen – qui n'était nullement, contrairement à ce que dit Jean Paulhan, un « *marxiste de stricte observance* » ! – a placé cette difficulté au cœur de son travail. Ce n'est pas son seul mérite. Il a également délimité la zone intermédiaire, entre réalité et fiction, où se développe l'activité philosophique. Elle n'est pas du côté des faits : ce qui la préoccupe ne peut faire, simplement, l'objet d'un constat. C'est pourquoi la philosophie ne peut pas devenir elle-même une science, comme elle l'a longtemps rêvé, ni être remplacée par le développement des connaissances scientifiques. Elle ne se réduit pas pour autant à une œuvre de fiction, une sorte de création poétique qui la cantonnerait à la seule sphère psychique. Ni poète ni savant, le philosophe, selon Groethuysen, « *embrasse ce vaste ensemble de phénomènes qui, n'étant pas imaginaires et pouvant parfaitement se discuter, n'ont pourtant pas d'existence propre, et ne peuvent simplement être constatés* ».

« *Je ne puis avoir d'estime pour un philosophe que pour autant qu'il peut servir d'exemple* », disait Nietzsche. Il y a plusieurs raisons d'estimer celui que ses amis appelaient « Groth ». Pour la sûreté du coup d'œil historien, la fermeté politique sans tapage, la respiration de l'esprit, il demeure exemplaire.

Le renouveau des lettres latines

LITTÉRATURE LATINE,
d'Hubert Zehnacker
et Jean-Claude Fredouille.
PUF, coll. « Premier Cycle »,
518 p., 149 F.

LA LITTÉRATURE GRÉCO-ROMAINE
anthologie historique.
Jean-Claude Carrière,
Jacques Gaillard,
René Martin,
Odile Mortier-Walschmidt.
Nathan Université,
coll. « Réf. », 782 p., 198 F.

LITTÉRATURE LATINE
Tome 1, L'Époque républicaine,
de Jean-Pierre Néraudau.
Hachette Supérieur,
coll. « Les Fondamentaux »,
160 p., 56 F.

LA LITTÉRATURE LATINE
de Pierre Grimal.
Fayard, 648 p., 250 F.

Victor de Laprade, dans *Le Baccalauréat et les études classiques*, lancera, en 1869, cet appel : « *Il faut, avant tout, que les études grecques et latines restent intactes, dût-on, pour les sauver, jeter à la mer tout le reste de l'enseignement.* » Ce cri d'alarme de Victor de Laprade trouvera un écho plus nuancé, un siècle exactement plus tard, lorsque la réforme Faure repoussera l'étude du latin en 4e des collèges. Aujourd'hui, en cette fin de siècle, les humanités ont retrouvé droit de cité – le latin surtout, qu'on nous promet désormais dès la 5e. Il est vrai que ces dernières années ont vu se multiplier traductions dépoussiérées des auteurs anciens et floraison d'études – et de romans – sur l'Antiquité gréco-romaine. La période récente en a apporté une nouvelle preuve qui a vu naître quatre littératures latines, écrites par quelques-uns de nos plus connus latinistes.

Quatre ouvrages dont les buts et les méthodes diffèrent. L'un (« le Néraudau ») se présente comme la première partie d'un guide succinct destiné avant tout aux étudiants, mais qui n'oublie pas « *tous les amateurs de littérature* ». Même désir dans « le Martin/Gaillard », qui se veut une « *invitation au voyage* » tout en visant d'abord un public étudiant plus vaste – spécialistes et non-spécialistes confondus. Le volume des PUF (« le Zehnacker/Fredouille »), par ses dimensions et ses ambitions, dépasse les objectifs de la collection et concerne tous les latinistes, du DEUG à l'agrégation. Quant au « Grimal », il se veut, loin de tout souci universitaire, une réflexion sur une littérature que l'auteur a pratiquée sa vie durant. Réflexion que les dimensions de l'ouvrage apparentent à la somme plutôt qu'à l'essai.

Même diversité dans la méthode. Le guide d'Hachette, dont les faibles dimensions interdisent tout apparat critique imposant, est le seul néanmoins à citer les textes en latin accompagnés d'une traduction. Ces textes – élargis au domaine grec, qui ne nous concerne pas ici – sont la raison d'être et font l'originalité de l'anthologie de Nathan. Judicieusement choisis, évitant les pièges du classicisme et du byzantinisme, ils sont le plus souvent traduits par les auteurs, animés par un souci de modernité qui surprend agréablement autant qu'il agace parfois. Des encadrés originaux ponctuent les chapitres, mêlant des textes critiques, d'autres traductions et des réécritures (joies du palimpseste !). L'apparat critique n'est pourtant pas à la hauteur des ambitions : des bibliographies certes, mais un petit glossaire et, surtout, pas d'index.

Apparat critique, en revanche, irréprochable, dans le volume des PUF. Tout y est depuis la bibliographie jusqu'aux nombreux index en passant par les tableaux chronologiques. Pas de textes ici, mais des analyses fouillées des œuvres et des études sur les auteurs. Le souci d'exhaustivité de cet ouvrage s'étend jusqu'au domaine de la littérature latine chrétienne, dont on sait la richesse et l'importance, mais qui ne trouve aucun écho ni chez Martin-Gaillard ni chez Grimal. Dans ce dernier volume, pourvu, lui aussi, d'un solide apparat critique, l'auteur tente « *une histoire qui soit celle des sensibilités individuelles* », sans renoncer pourtant au cadre chronologique. Comme tous ses collègues qui distinguent en gros quatre temps dans la littérature latine : les débuts des troisième et deuxième siècles av. J.-C., l'âge d'or de la République du premier siècle av. J.-C., celui de l'Empire des premier et deuxième siècles apr. J.-C., le crépuscule dont les limites se situent aux cinquième-sixième siècles ap. J.-C. Chacun des auteurs s'étendant, selon ses affinités, sur tel ou tel écrivain ou œuvre, mais, en définitive, accordant autant de pages (environ 150) à chacune des trois dernières périodes. Il est vrai, comme l'ont montré de copieuses introductions, que dans le domaine de la littérature latine, les hasards de l'Histoire ont fait autant pour la conservation des œuvres que le talent des auteurs. Le corpus a peu varié depuis des siècles, seuls le point de vue et la méthode peuvent changer.

Ainsi donc, différents et complémentaires, tels se présentent ces quatre volumes. Ce qui en fait l'intérêt. Chacun selon ses besoins ou ses goûts y puisera. Assuré, pourtant, s'il lui prenait fantaisie de les parcourir tous, de n'y point trouver trop de redites. Preuve de la richesse d'une littérature dont on pourra (re)découvrir l'étonnante diversité.

Claude Aziza

هكذا من الأصل

LE FEUILLETON de PIERRE LEPAPE

TUDOR BANUS

EVA PERON

d'Alicia Dujovne-Ortiz.
Grasset, 450 p., 138 F
(en librairie le 18 avril).

LE DERNIER TANGO D'EVITA
de Gino Nebiolo.
Traduit de l'italien
par Emanuela Scialoja,
Lattès, 444 p., 129 F.

Sainte Eva des abattoirs

Les bonnes biographies s'appuient sur un respect scrupuleux des faits ; les grandes biographies sont, en plus, des œuvres de fiction. Les biographes anglo-saxons affirment en général le contraire ; ils croient que les faits parlent d'eux-mêmes et qu'il suffit de les poser minutieusement *les uns à côté des autres, sans adjonction*, pour que le tableau prenne du sens. Que l'observateur soit neutre, extérieur à son objet, que son écriture soit transparente et la vérité jaillit de son puits, pure et nue. Pour bien marquer l'austère originalité de cette démarche, ses adeptes lui ont donné un nom sans équivoque : *« non-fiction »*. En fait, la *« non-fiction »* repose sur une série de fictions, comme tout genre littéraire (comme toute science aussi). On y fait *comme si* la réalité était univoque, comme si les concepts de vérité ou d'événement ne souffraient pas de discussion, comme si l'écriture, les mots d'une langue manipulés par un écrivain, même minime, pouvaient restituer la copie exacte, photographique et impavide de certains événements survenus dans un passé entièrement saisissable.

Alicia Dujovne-Ortiz, par bonheur, a choisi le parti pris inverse pour écrire la biographie d'Eva Peron. Enquêtrice acharnée et vigilante, traqueuse de vérités, elle l'a été comme il convient : jusqu'à la manie. La tâche n'était pas simple. Il existe sur Eva Peron une bibliothèque de documents en tout genre. Une montagne d'articles de presse, un flot d'images pieuses, un autre flot d'images diaboliques. Et quarante-trois ans après la mort d'Evita, une bataille se poursuit autour de ses mânes. L'Argentine a élu, en 1989, un président qui se réclame du péronisme ; sainte ou putain, Eva Peron sert encore de mesure pour évaluer la grandeur ou la puanteur du régime en place. Elle est toujours un enjeu, soumis à la raison d'Etat.

A ces difficultés politiques s'en ajoutent d'autres qui tiennent au sujet lui-même. A partir du moment où elle est arrivée au pouvoir en compagnie de Juan Peron en 1945, Eva s'est entièrement investie dans la création de son image, en escamotant tout ce qui pouvait en altérer la pureté. Toute sa vie passée a été réécrite par ses soins, son état civil trafiqué, ses traces effacées, son parcours corrigé. Pour faire bonne mesure, elle a elle-même gravé son portrait en pied dans un livre, *La Razon de mi vida*, dont la lecture quotidienne était obligatoire dans toutes les écoles d'Argentine. Ce brouillage savant et systématique oblige les biographes à mener des enquêtes d'autant plus acrobatiques qu'ils ne peuvent guère compter sur des témoignages impartiaux. Avec la vie publique de la *señora* Peron, les obstacles changent de nature. Le dictateur et son inséparable épouse – on ne sait jamais qui gouverne l'autre, qui est l'âme de l'autre et qui le corps – sont les adeptes, davantage que les acteurs, d'un culte forcené à Janus, le dieu de la duplicité. Le péronisme n'est d'ailleurs que cela : la transfiguration du double langage en doctrine politique et en métaphysique personnelle. Pas une lumière qui n'ait sa part égale d'ombre, pas une parole, pas un geste qui ne s'accompagne de leur contraire. Rien de commun avec l'hypocrisie vulgaire et contrainte des politiciens ordinaires en quête de majorité ; chez les Peron, on pratique la confusion des contraires avec passion, avec âpreté, comme porté par une mission. Le soupçon nous vient souvent que ces menteurs monstrueux sont sincères.

Juan Peron est plus simple. Il est désert comme un paysage de Patagonie. Seuls l'habitent la soif du pouvoir et la ruse. Il est démagogue par défaut, *macho* par obligation, fasciste par imitation, rassembleur par amorphisme. Eva emplit cette outre vide de tous ses vents antagonistes. Avec elle, on passe d'une seconde à l'autre de la Mère Ubu à la pasionaria de l'apôtre de la charité à la croqueuse de diamants, de l'épouse dévouée jusqu'au martyre à la cavale calculatrice, de la folle générosité aux comptes en Suisse, de l'amour exalté pour les pauvres à la pâmoison pour les honneurs et les colifichets. Elle est admirable, épouvantable, narcissique, enthousiaste, glacée, virginale et corrompue. Elle est sentimentale et canaille comme Borgès disait que l'était le tango.

Assis sur le siège d'un *scenic railway* qui le propulse des bas-fonds aux sommets et du ciel pur aux égouts, le biographe ordinaire et honnête rend son tablier. Il n'y comprend rien ; il est entré dans un monde où un plus un font tout sauf deux. Alicia Dujovne-Ortiz se lance à l'assaut du mystère Eva en l'attaquant simultanément sur trois faces : comme femme, comme Argentine et comme romancière. Elle ne prend pas son sujet avec des pincettes, elle ne l'épingle pas comme un papillon, elle ne l'autopsie pas : elle fait corps avec lui. *Elle détruit la statue, sans ménagement*, mais pour mieux retrouver ce qui palpitait, souffrait, désirait, loin sous le masque, dans les profondeurs de la chair haïe et sublimée. Ce corps occupe un espace et un temps, des paysages et une histoire. Evita et le culte d'Evita, sa ferveur et ses mascarades demeurent incompréhensibles si l'on s'obstine à mesurer la réalité de l'Argentine à l'aune de nos critères européens. Il est d'autant plus difficile de se débarrasser de cette habitude que l'Argentine se donne aussi l'illusion d'être européenne. Alicia Dujovne-Ortiz ne nous fait pas un cours sur l'étrange et nocturne identité argentine, elle nous la donne à entendre, à sentir. On en touche la raideur et les mollesses, on en devine le bouillonnement qui s'épuise dans l'inertie ; on voit le vide, l'absence, la nostalgie s'installer au cœur même d'une culture qui semble se noyer dans la surabondance de ses origines.

Pour dire cela, ces corps, ces âmes, ces frontières incertaines, ces peuples subjugués, ce culte à Evita qui n'a jamais cessé d'être volontaire même lorsqu'il était obligatoire, il fallait une véritable romancière, quelqu'un qui éclaire la fiction par la fiction. Alicia Dujovne-Ortiz possède un grand avantage sur les historiens : elle ne se croit pas obligée à la cohérence. Elle sait qu'un lâche peut aussi être courageux, que charité bien ordonnée commence, parfois, par soi-même, que l'on peut détester les hommes et adorer l'idée qu'on se fait de l'un d'entre eux, que l'on peut pousser le mensonge jusqu'au don de soi. Elle comprend comment un peuple peut s'offrir quand il croit qu'on s'offre à lui – et même quand il n'y croit plus. Elle n'est ni la dupe d'Evita, ni son thuriféraire, ni son exécutrice. Savoir si elle est « pour » ou « contre » Eva Peron est une question oiseuse : la sainte et l'ogresse sont mortes le même jour de juillet 1952. Reste une image faite de milliers d'images superposées et qu'un écrivain, magnifiquement, interroge.

On pourrait aussi dire qu'Alicia Dujovne-Ortiz ne cherche à répondre qu'à une seule question : pourquoi, lorsqu'elle avait douze ans, à la mort d'Evita, s'est-elle en*fermée dans sa chambre pour cacher ses pleurs*, alors que son père, militant communiste avait été jeté dans les cachots de Peron ? C'est dire que pour elle ce livre était nécessaire. Celui que Gino Nebiolo consacre aux aventures posthumes de la madone des *descamisados* n'est que divertissant. Bon divertissement au demeurant. Nebiolo, qui est journaliste, s'est choisi un sujet en or : les vingt-quatre années pendant lesquelles le cercueil contenant le corps momifié d'Eva se promena *incognito* à travers le monde, avant que l'ancienne starlette ne trouve un lieu de repos réputé définitif – sous un faux nom comme il se doit. Rien n'est vraisemblable dans ces tribulations, et tout est vrai. On y voit un embaumeur tomber amoureux fou du cadavre qu'il naturalise, des services secrets se repasser le corps d'Eva comme on se repasse le valet de pique dans une partie de pouilleux, des escrocs, des spirites, des barbouzes du Vatican, des péronistes nazis qui massacrent des péronistes guévaristes, une nouvelle Mme Peron qui voudrait se faire greffer l'âme de l'ancienne, des banquiers et d'anciens SS qui tournent comme des vautours autour du trésor des Peron, qui est peut-être aussi celui de Martin Bormann sauvé des décombres du IIIe Reich. C'est un festival de fantastique macabre, une parodie d'*Helzapoppin* et l'apothéose de la nécrophilie argentine.

L'erreur de Nebiolo est d'avoir choisi de faire un roman de cette histoire. Les quelques éléments de fiction qu'il ajoute à la réalité affaiblissent le récit. Ce sont des corps étrangers et sans mystère. Pour raconter *Le Dernier Tango d'Evita*, il aurait fallu Adolfo Bioy Casarès, Juan José Saer, Roberto Arlt ou Alicia Dujovne-Ortiz, des écrivains. Ils ne se seraient pas donné la peine d'inventer des choses, seulement d'*écrire* cette folie. Et ce respect des faits aurait été infiniment plus romanesque que ce roman qui n'est qu'une mise en fiction, une traduction adroite et plate.

Version originale

L'Italie face à son passé

Il y a juste cinquante ans, la Péninsule était définitivement libérée du joug mussolinien
De nombreux historiens, mais aussi des romanciers, profitent de l'occasion pour éclairer – avec rigueur – cette page tourmentée

Le 25 avril, l'Italie célébrera le cinquantième anniversaire de la libération du pays. Dans un climat particulier. Jamais, en effet, le télescopage entre passé et présent n'aura été aussi évident qu'aujourd'hui dans la Péninsule. La récente évolution politique du pays a permis à un parti, qui, il y a peu, était encore officiellement néofasciste, de participer pour la première fois de l'après-guerre au gouvernement du pays. Une situation inédite qui a brusquement réintroduit au cœur de l'actualité l'histoire du fascisme et de la Résistance, le débat politique contemporain ne pouvant faire l'économie d'une réflexion approfondie sur l'héritage d'un tel passé. C'est dire que la commémoration prévue a perdu son caractère quelque peu rhétorique et figé ; elle est devenue l'occasion de tenter un véritable bilan du passé et de vérifier l'actualité de l'idéal antifasciste qui a forgé la société italienne issue de la guerre.

Poussés par un débat public largement repris par les médias, plusieurs historiens se sont donc efforcés de renouveler les études sur cette page tourmentée de l'Histoire et sur le binôme fascisme/antifascisme, hors de toute schématisation simpliste, mais aussi de toute tentation révisionniste. Cette exigence d'une recherche dépassionnée et capable d'affronter l'action du maquis sans hagiographie, mais sans tomber, à l'inverse, dans la dénégation, a été saluée par *L'Indice*, la plus importante revue littéraire du pays, qui propose, dans sa livraison d'avril, un dossier consacré au cinquantenaire de la Libération. Dans ses pages, Claudio Pavone – auteur, il y a quatre ans, d'un livre essentiel pour le renouveau des études sur la Résistance (*Una guerra civile*, Bollati Boringhieri, 1991) – constate que la vieille historiographie sur la Resistenza *« s'est révélée seulement partiellement apte à répondre aux questions posées aujourd'hui »* et juge donc positive la volonté de s'affranchir d'une *« répétition de formules dont on ne vérifie plus le bien-fondé auprès de l'opinion publique »*. Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer ceux qui veulent oublier le conflit entre fascisme et antifascisme, en reléguant la lutte du maquis à un rôle marginal dans l'histoire du pays. Il s'agirait là d'une *« façon approximative* [de poser le problème], *liée à la lutte politique engagée par la nouvelle droite »*.

CONTRE LA SIMPLIFICATION

Les préoccupations de Pavone sont probablement partagées par Gian Enrico Rusconi, qui, dans *Resistenza et postfascismo* (Il Mulino, 1995), souligne la nécessité d'*« émanciper l'antifascisme de l'hypothèque communiste et, en même temps, de montrer les inconséquences du postfascisme »* élaboré par Alleanza nazionale, le parti né des cendres de l'ancien parti néofasciste. Afin de montrer la complexité d'un sujet trop souvent excessivement simplifié, Rusconi éclaire les rapports entre fascistes et nazis à l'intérieur de la République sociale italienne, proclamée par Mussolini en septembre 1943 sur les deux tiers du pays, occupés par l'armée allemande. Il analyse ensuite les rapports difficiles entre le maquis, les forces alliées et le gouvernement national, installé dans l'Italie du Sud déjà libérée. Entre ces trois forces se réalise une sorte de *« coopération conflictuelle »*, où les différents acteurs *« veulent combattre et vaincre ensemble l'ennemi commun, bien que les raisons de cette volonté varient de l'un à l'autre »*. De plus, il montre les différences politiques et stratégiques qui divisent le maquis, l'empêchant de se présenter, lors de la Libération, comme un *« acteur politique unitaire »*.



COLLECTION VIOLLET

Libération de Sienne en juillet 1944

Décomposer les différentes âmes de la Résistenza, distinguer entre *« l'antifascisme comme idéologie qui légitime le Parti communiste et l'antifascisme comme mouvement politico-militaire concret dont les communistes sont partie intégrante mais non exclusive »*, ne pas oublier que la Résistance a été aussi une *« guerre civile »*, tout en rappelant son aspect patriotique, sont, pour Rusconi, les conditions incontournables qui permettront de réaffirmer le lien vital entre cette page de l'histoire italienne et la démocratie. Un lien plus que jamais actuel pour Pietro Scoppola, qui publie, ces jours-ci, *25 aprile Liberazione* (Einaudi, 1995). Dans cet essai, il dénonce *« l'utilisation déformée et intéressée »* de la date du 25 avril 1945 par l'historiographie de tout bord et réaffirme la valeur unitaire de ce moment hautement symbolique de l'histoire du pays que les interprétations partisanes ne devraient pas transformer en un facteur de division.

Dans *Fascismo Antifascismo, La identità, Le idee* (La Nuova Italie, 1995), Giovanni De Luna et Marco Revelli soulignent que l'opposition entre les deux termes ne peut plus se fonder sur la lutte que se sont livrés fascisme et communisme tout au long du vingtième siècle, bien que cette constatation n'autorise pas, comme l'a fait la droite italienne, à liquider l'idéal antifasciste avec la fin du communisme. Pour les deux auteurs, l'actualité de l'antifascisme réside dans sa force de paradigme éthique et culturel qui représente une *« conception concentrée et radicalisée de la démocratie »*. Cet appel à l'antifascisme *« éthique »* et *« existentiel »* s'expliquerait par l'urgente nécessité de sauver la démocratie italienne de l'*« asphyxie »* qui la menace et dont les origines lointaines se trouveraient, entre autres, dans les éléments de continuité présents entre l'Italie fasciste et l'Italie républicaine.

CONTINUITÉ

Sur le plan politique, cette continuité est analysée par Sandro Setta dans *La Destra nell'Italia del dopoguerra* (Laterza, 1995), un ensemble d'essais qui montre avec précision le destin politique des partis et des mouvements de l'extrême droite après la Libération. Ceux-ci ont eu un rôle très important dans les équilibres de la Péninsule, puisqu'ils ont représenté les intérêts des *« couches moyennes, surtout dans le sud du pays,* [...] *peu sensibles – pour ne pas dire hostiles – aux mythes de l'antifascisme et de la résistance »*. Cette problématique se retrouve également dans les travaux de Piero Ignazi, *L'estrema destra in Europa* (Il Muline, 1994) et *Postfascisti ? Dal Movimento sociale italiano ad Alleanza nazionale* (Il Mulino, 1995), deux ouvrages qui facilitent la compréhension de l'extrême droite italienne et font le point sur les aspects qui la rattachent à la culture et aux valeurs de l'expérience fasciste.

Cette exigence d'un regard neuf sur l'histoire de la Resistenza et sur la fin du fascisme, on la retrouve encore dans le livre de Nuto Revelli, *Il disperso di Marburg* (Einaudi, 1994), qui essaie de vérifier historiquement le mythe du « bon Allemand » qui circulait dans les collines de Cuneo pendant la guerre. Quelques romans récemment publiés ont également su intégrer la leçon de Beppe Fenoglio, dont on vient de retrouver un inédit, *Appunti partigiani* (« Le Monde des livres » du 3 février). C'est le cas, par exemple, du roman largement autobiographique de Giampaolo Pansa, *Ma l'more no* (Sperling & Kupfer, 1994), et du polar sur fond d'occupation nazie d'Edoardo Angelino, *L'inverno dei Mongoli* (Einaudi, 1995), deux livres qui affrontent la guerre et la Résistance en dehors de toute rhétorique, mais sans renoncer à la leçon morale des événements. Enfin, une autre façon originale d'approcher la célébration du 25 avril – et ainsi de participer au débat autour de l'antifascisme – est celle choisie par Nanni Balestrini dans son dernier roman *Una mattina ci siam svegliati* (Baldini & Castoldi, 1995), où il reconstruit la grande manifestation qui a eu lieu à Milan le 25 avril de l'année passée, peu de temps après la victoire de Berlusconi, allié à l'extrême droite de Fini. Il s'agit d'un récit collectif où, à travers les mille voix des manifestants, encore une fois, c'est la mémoire du passé qui se projette dans les inquiétudes du présent.

Fabio Gambaro

La papauté contestée

Avec les tensions liées à la durée du pontificat de Jean Paul II renaissent les doutes sur la viabilité de ce système de gouvernement

LES PRIVILÈGES DES PAPES
de Pierre Dentin.
Cerf, 294 p., 100 F.

ÉGLISE ET PAPAUTÉ
d'Yves Congar.
Cerf, 318 p., 145 F.

JEAN-PAUL II
d'Alain Vircondelet.
Julliard, 633 p., 145 F.

LE PAPE AUSSI A EU VINGT ANS
de Patrick Meney.
Plon, 278 p., 110 F.

Paul VI s'excusait presque d'être pape. Dans l'encyclique *Ecclesiam suam* de 1964, il battait sa coulpe, conscient que la papauté était devenue l'obstacle majeur à la réunification des chrétiens. Le premier, après dix siècles d'anathèmes, Paul VI avait pourtant donné le baiser de paix à Athenagoras, patriarche de Constantinople, primat de toute l'orthodoxie. C'était un geste d'une immense portée symbolique et historique, mais insuffisant, tant le ministère « universel » du pape de Rome demeure incompréhensible, et, pour une part, scandaleux, pour les Églises séparées du catholicisme. Mais cette monarchie absolue, viagère, unique au monde qu'est la papauté, incarnée sans doute aujourd'hui par l'un des plus prestigieux souverains des temps modernes, ne serait-elle pas devenue insupportable à ses propres sujets ? Avec les inévitables tensions liées au vieillissement du pontificat de Jean Paul II, élu en 1978 et âgé bientôt de soixante-quinze ans, des rumeurs grondent, des contestations surgissent, le doute grandit sur la viabilité d'un système de gouvernement jugé peu compatible, comme vient de le montrer l'affaire de Mgr Gaillot en France, avec les aspirations à la démocratie, au libre débat, à une autonomie juste et éclairée.

Pierre Dentin est à la fois « pasteur » et théologien. Depuis des années, il mâche et remâche ces questions liées au ministère du pape et à la désunion des confessions chrétiennes. L'ouvrage qu'il vient de publier est lumineusement clair, serein comme le regard de l'homme âgé qui n'a plus de compte à régler. Pour lui, si la préséance de Pierre parmi les apôtres n'est plus à démontrer, rien, dans les Écritures, ne justifie la primauté de juridiction attachée depuis à l'évêque de Rome et à ses successeurs. Rien ne justifie l'hypertrophie de son rôle, sa prétention à l'absolu, à l'universalité, à l'infaillibilité, gonflée par une histoire dont l'auteur rappelle, avec bonheur, les principaux jalons : l'ère constantinienne, la chrétienté médiévale d'Occident confondue avec l'Empire, le déclin des patriarcats d'Orient, la chute de Constantinople, la Contre-Réforme, la contre-Révolution et cette lutte contre le modernisme, qui, jusqu'à Vatican II, ont fait de la papauté romaine une forteresse arrogante et assiégée.

La survie de l'Église au milieu des guerres, des conflits et des empires et un souci légitime d'expansion missionnaire expliquent sans doute cette mutation d'un système de gouvernement qui, au départ, était collégial (les douze apôtres) à cette monarchie absolue et universelle d'aujourd'hui. Mais la volonté de puissance, le recours aux faux (les *Décrétales* isidoriennes), les méthodes oppressives pour combattre les hérétiques et les schismatiques ont aussi contribué à cette croissance d'un pouvoir pontifical devenu démesuré.

Cette nostalgie de l'Église primitive, d'un pouvoir spirituel à sa tête pur de toute compromission temporelle, ne date pas d'aujourd'hui. Mais, chez Pierre Dentin, l'appel à une conversion de la papauté, à un renoncement de ses privilèges les plus encombrants s'enracine dans une conviction œcuménique solide. Dépouiller la papauté de sa prétention à gouverner l'universel, à énoncer la Vérité, à allier primauté et infaillibilité serait un pas décisif pour hâter la réconciliation chrétienne.

Depuis bien plus longtemps, Yves Congar avait vu clair. A l'occasion de sa récente (et tardive) élévation au cardinalat, les Éditions du Cerf viennent de réunir en un volume un grand nombre d'articles, souvent techniques, mais qui ont le mérite de mesurer le renouveau de l'ecclésiologie du XX[e] siècle, dont le Père Congar fut l'un des pionniers. Lui aussi scrute cette dérive historique de la papauté, qui va de Grégoire VII, au XI[e] siècle, à Jean XXIII, revenant notamment sur l'héritage de Trente et de Vatican II. Mais, à la réduction des privilèges du pape, Yves Congar préfère les manœuvres de contournement, qu'il avait promues à Vatican II et dont il n'a pas tort de redouter qu'elles n'aient pas produit les effets escomptés : autonomie accrue des Églises locales, restauration d'une collégialité fondée sur les conciles et les synodes, promotion de modèles non latins. *« Romaine toujours, au sens dogmatique du terme, l'Église va redevenir, au sens sociologique et culturel, moins latine, plus africaine, asiatique, anglo-saxonne »*, etc, écrivait le Père Congar dans *Romanicité et catholicité*, original français d'un texte paru en allemand en 1986. Mais la prophétie reste à accomplir.

> *« Changer l'Eglise dans un monde qui court à sa perte »*

Jean Paul II est-il l'homme de cette mutation du pouvoir pontifical, souhaitée par un Pierre Dentin ? De cette décentralisation « culturelle » de l'Église romaine, telle que l'envisage, depuis plus de trente ans, le Père Congar ? La dernière grande biographie de Jean Paul II parue en France ne permet pas de répondre simplement à cette question par oui ou par non. A la prendre au pied de la lettre, c'est bien un modèle de « papauté polonaise », inédit dans l'Histoire, que le pape actuel, né Karol Wojtyla, serait en train de léguer à l'Histoire. Alain Vircondelet, universitaire, démontre avec brio le lien entre son action à la tête de l'Église universelle et ses attaches nationales ou ses enracinements affectifs et philosophiques de jeunesse. Séminariste et prêtre à Cracovie, moraliste à Lublin, évêque de nouveau à Cracovie, pape à Rome : chez cet homme-là, toutes les successions se sont faites apparemment sans heurts.

Sans doute son mode parfois autoritaire de gouvernement, son absolue orthodoxie, la robustesse de sa foi traditionnelle, la promotion de la piété mariale et de la religion populaire, la distance prise avec la modernité occidentale ne sont-ils pas sans lien avec son Église d'origine, forteresse de la foi qui, historiquement, a incarné la continuité de la nation polonaise. Mais cette « polonitude » ne rend pas compte de la densité et de la richesse d'un pontificat marqué aussi par la puissance du souffle œcuménique et missionnaire. Alain Vircondelet ne l'ignore pas qui fait un bilan de son action, secteur par secteur, plus nuancé que celui des commentateurs au jour le jour. Tout juste craint-il, avec beaucoup d'autres, que les nuages qui s'amoncellent sur cette actuelle fin de règne n'occultent, si ce n'est déjà fait, *« les intentions libérales d'un pape disposé à changer l'Église, à lui redonner force et vitalité dans un monde de plus en plus laïcisé et qui va à sa perte »*.

Pour la « petite histoire », mais qui, dans un tel domaine, n'est pas indifférente, on lira enfin avec intérêt le récit, souvent émouvant, que fait Patrick Meney des années d'enfance et de jeunesse de Karol Wojtyla. On pourra contester des interprétations psychanalytiques qui font, par exemple, de la disparition prématurée de sa mère (il avait neuf ans) la source de sa dévotion mariale. Il est toutefois difficile d'ignorer le lien entre les premières années de la vie du futur pape – marquée par les deuils familiaux, une éducation rigide, la guerre, les bombardements sur Cracovie, l'occupation nazie, le goût de la poésie et du théâtre, le travail ouvrier et le séminaire en clandestinité – et l'inspiration première d'un pontificat hanté par la relation ferme à établir entre la liberté et la vérité.

Henri Tincq



GARY MATOSO / CONTACT PRESS IMAGES

Un pouvoir absolu remis en cause par des aspirations à la démocratie et à une autonomie juste et éclairée

Le rêve de Moïse

MOÏSE
d'André Chouraqui.
Ed. du Rocher, 505 p., 139 F.

De la vie de Moïse, connaît-on souvent plus que des bribes – l'enfant abandonné sur le Nil, le rescapé d'un massacre d'innocents, le gamin élevé à la cour de Pharaon, le prophète auquel Dieu se révèle au Sinaï, le libérateur d'un peuple d'esclaves, le législateur du monde cher à la tradition hébraïque, chrétienne et islamique ?

De sa langue qui charrie le torrent des traditions et des cultures, de sa poésie qui brûle, terrifie ou jubile, André Chouraqui traite surtout le thème du « retour du refoulé », c'est-à-dire de ce « Dieu » que Moïse avait annoncé et que les idoles des cultures locales (*Zeus* ou *God*) ont perverti et transformé. Le vrai Dieu est le Créateur, unique, ineffable (*Adonaï*), qui se manifeste dans la pluralité de ses créatures (*Elohims*) et propose au monde sa réconciliation, son alliance et sa paix. Entre l'unique et le pluriel, entre le Créateur et ses créatures, entre le ciel et la terre, entre le passé et l'aujourd'hui, entre la liberté et l'esclavage, entre la vie et la mort, c'est ce va-et-vient qui intéresse Chouraqui. Et le rêve prophétique de Moïse est celui d'un peuple témoin, militant de l'amour et de la justice universelle.

Malgré les infidélités de son histoire, cette utopie mosaïque maintiendra debout le peuple hébreu, malgré les Philistins, les Babyloniens, les Egyptiens, les Romains, les hitlériens, c'est-à-dire tous les pharaons des temps anciens et modernes.

Les dieux sont un et Dieu n'est pas unique : dire autre chose, c'est prendre la voie de l'exclusivisme, qui a permis aux héritiers d'Abraham et de Moïse si longtemps de s'entre-tuer. Jusqu'à aujourd'hui. Ce livre-manifeste d'André Chouraqui, en ces temps d'intégrismes religieux et de peurs millénaristes, est d'une brûlante actualité.

H. T.

Chroniques de Chambre

De 1891 à 1895, Theodor Herzl fut un observateur sagace du Palais-Bourbon Etude de mœurs à la résonance étrangement contemporaine

LE PALAIS-BOURBON
Tableaux de la vie parlementaire française
de Théodor Herzl.
Traduit de l'allemand
par Paul Kessler,
préface de Jean-Denis Bredin,
postface de Philippe Séguin,
Éd. de l'Aube, 300 p., 149 F.

Elles ont un siècle et elles sont terriblement, étrangement contemporaines. Pendant cinq ans, de 1891 à 1895, Theodor Herzl a livré aux électeurs du quotidien libéral viennois *Die Neue Freie Presse*, dont il était le correspondant à Paris, de savoureuses chroniques de la vie politique française. Réunies, à son initiative, dans un livre intitulé *Das Palais-Bourbon*, elles n'avaient jamais été traduites en français. Voilà qui est fait grâce à une fonctionnaire de l'Assemblée, Michelle Théry, qui a su convaincre les Éditions de l'Aube de l'intérêt du regard qu'a porté, sur la vie parlementaire française de la III[e] République, celui qui allait devenir, avec son livre *L'Etat des juifs*, le grand théoricien du sionisme.

« C'est au cours de mon séjour en France que j'ai essayé de comprendre le Palais-Bourbon, et c'est au Palais-Bourbon que j'ai commencé à comprendre la France », note Theodor Herzl, en guise d'avant-propos. Cette France avait son « affaire » politico-financière, le scandale de Panama, qui empoisonnait la vie publique, et portait, déjà, un douloureux préjudice à la fonction parlementaire, accusée de toutes les corruptions. Elle connaissait ces séances, parfois interminables, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, ce lieu où, écrit Herzl, *« confluent toutes les sortes d'éloquence, où les salons envoient leurs causeurs les plus charmants, les foires leurs bonimenteurs les plus diserts, les assemblées populaires leurs tribuns les plus vociférants ; où la justice est représentée par des avocats subtils et des procureurs solennels ; où se retrouvent les prédicateurs venus de leurs églises et les professeurs ayant pour un moment abandonné leurs salles de cours »*.

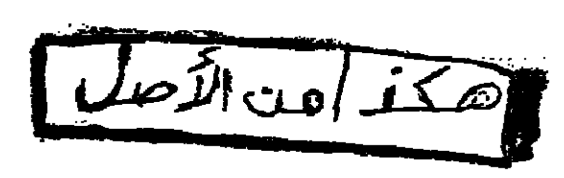
Du haut de la tribune réservée aux journalistes, Theodor Herzl consigne avec jubilation les effets oratoires, la suffisance du président de séance, les alliances et les trahisons, les déchéances et les victoires. L'observatoire est royal. La Chambre des députés d'alors fait et défait les gouvernements, et ses jeunes recrues s'appellent Jean Jaurès, Jules Guesde, Camille Pelletan, Maurice Barrès, Albert de Mun, Raymond Poincaré ou Paul Deschanel, dont Herzl trace de superbes portraits. De Guesde, *« l'apôtre du socialisme »*, il écrit : *« Il me semble que sa haine des possédants est plus forte que sa compassion pour les déshérités. (...) Il parle d'amour de l'humanité, mais il lui manque la chaleur et le ton juste. Et pourtant, on sent qu'il est convaincu. (...) Il est pénétré du bien-fondé de sa haine. »* Deschanel, *« le numéro un des jeunes premiers du centre gauche »*, est décrit comme *« un politicien de salon qui bavarde en s'appuyant nonchalamment contre la cheminée et qui résout les problèmes plus ardus après le rôti, entre la poire et le fromage »*.

JAURÈS « LE MAÎTRE »

A Jaurès, Herzl consacre une de ses meilleures chroniques, intitulée « Le maître de la Chambre ». Peu suspect de sympathie envers les socialistes, à l'égard desquels il fait souvent preuve d'incompréhension, voire d'injustice, Herzl est fasciné par le député de Carmaux, cet orateur qui a, *« par son éloquence, fouetté et enivré cette assemblée jusqu'à ce qu'elle le regarde avec amour et soumission »*. Le journaliste s'en veut de sa plume, qu'il a brillante et vive, mais qui lui apparaît trop pauvre pour raconter Jaurès : *« Les futurs monuments de marbre ne conserveront que la rigidité d'un geste factice et quelques bribes à peine compréhensibles de ses discours. On se souviendrait mieux de son éloquence à la tribune si, au lieu de graver ses paroles dans la pierre, on les faisait passer sous le rouleau de cire d'un phonographe. »* Et Herzl se prend à rêver d'un « *rouleau* » de Jaurès qui contiendrait *« la magie d'une personnalité disparue, les affrontements et les cris, et, à travers les applaudissements, toute la résonance des agitations insensées qui ont marqué la vie publique d'une grande nation »*.

Plus encore que dans le portrait, Theodor Herzl excelle à décrire ce *« mystérieux être collectif »* qu'est le Parlement, avec ses codes et ses lois, ses emportements, ses coups de folie que tout habitué du Palais-Bourbon connaît bien, et qui font, encore aujourd'hui, de l'Assemblée nationale, un fantastique laboratoire des passions humaines. En cela, ses *« tableaux de la vie parlementaire »* ne sont pas seulement un témoignage historique et politique, mais d'abord un très balzacien tableau de mœurs. Ses chroniques recèlent aussi quelques grinçantes, et actuelles, descriptions de la campagne électorale d'un député de base qui, dans le Nord ouvrier ou dans la province agricole, est sommé de s'expliquer sur l'affaire de Panama ou sur les avantages jugés exorbitants et indus de sa fonction. Pour tout cela, comme pour le récit, plein de drôlerie, du rendez-vous mondain qu'est une séance de réception à l'Académie française – *« Il y a là beaucoup de dames ; pour la plupart, elles sont à l'âge où les femmes font la moue en parlant d'amour (...). Après l'amour et avant la religion, on se donne à l'Académie. Où donc pourrait mieux se passer l'âge critique que dans ce haut lieu de la littérature ? »* –, on lui pardonne volontiers ses jugements hâtifs sur la démocratie et la République et l'on passe sans trop s'attarder sur la formule malheureuse qui vient sous sa plume à propos du suffrage universel : *« Etre obligé de serrer des mains sales. »*

Pascale Robert-Diard



هكذا من الأصل

Ceux qui allaient sur mer

Qui furent les marins ? Comment, du XVII[e] au XIX[e] siècle, se sont constituées les figures du matelot et du pêcheur ? Alain Cabantous propose une réponse plurielle à l'identité maritime

LES CITOYENS DU LARGE
Les identités maritimes en France (XVII[e]-XIX[e] siècle)
d'Alain Cabantous.
coll. « Historique », Aubier, 288 p., 140 F.

Naguère, Alain Corbin entreprit une passionnante enquête sur la domestication de l'environnement marin, évoquant cette lente montée du *« désir de rivage »*, aux marges de l'histoire des paysages et des mentalités (1). En s'interrogeant, par-delà les naufrageurs et les pilleurs d'épaves, sur les sociétés littorales de l'Ancienne France (2), Alain Cabantous précisait à sa suite l'ambiguïté d'un monde de la frontière, de l'entre-deux, régi par des impératifs naturels et politiques également impérieux.

Aujourd'hui sur le point d'abandonner le monde marin comme un matelot quitte le navire, l'historien propose, avec une modestie intellectuelle et une humilité appréciables, une esquisse de l'identité maritime qu'il a la prudence de définir plurielle. Sceptique sur la pertinence d'une histoire maritime autonome dans une société assise sur des cadres stricts (seigneurie, paroisse) – pour qui la mer n'est qu'un moyen apprivoisé pour établir les flux de l'échange brusquement dilaté avec l'affirmation coloniale –, Cabantous adapte les instruments de l'ethnologue moderne aux périls d'une documentation lacunaire, qui renvoie presque toujours au regard des autres, sur ces *« citoyens du large »* dont l'étrangeté semble immémoriale. N'attribue-t-on pas à Platon l'aphorisme fameux qui distingue trois sortes d'hommes, *« les vivants, les morts et ceux qui vont sur la mer »* ?

Pourtant le regard de l'autre s'efforce de comprendre l'homme de mer, par souci d'ordre, légal et moral, ou d'exotisme : la thématique océane propose aux hommes de plume la séduction tourmentée, le grandiose et le pathétique d'où sourd le pittoresque. Mais si l'image naturaliste préfère le pêcheur, le souci officiel privilégie le matelot, enjeu économique et politique, puisque de lui dépendent le succès du commerce et l'affirmation de la couronne. Indolent ou trublion à terre, il semble troquer des vices de *« demy-barbare »* pour les vertus devenues civiques de hardiesse et de courage, de compétence et de solidarité qui le rendent aussi *« utile que bizarre »*.


CAGNAT

Le voyage en mer est rédempteur pour ces célibataires dépravés, infidèles et nomades, qui glissent aisément de la critique à l'insoumission, alors que la position sociale du pêcheur, époux et père intégré au rythme et au cadre étriqué de sa paroisse, garantit l'ordre, hormis le Breton têtu et ivrogne ou le Provençal libertin.

ISOLÉ À TERRE

Le navigant a lui-même du mal à trouver son identité : la confrontation du monde de la terre ferme lui renvoie sa singularité. Son corps écrit (tatouage), souffrant (d'où naissent les sobriquets), sa langue, trop strictement réservée pour ne pas l'isoler à terre, son vêtement enfin, tardivement uniformisé avec la vogue hygiéniste de la fin du XVIII[e], renvoient au code de l'étrangeté – squ'aux fameuses rayures qui disent la marge, sinon l'infamie. La « figure » du marin émerge de cette somme de différences.

Peu intégré au monde urbain, où il ne fait que des étapes, il semble s'en exclure naturellement, les quartiers maritimes ayant souvent un espace spécifique, excroissance urbaine qui vit à côté de la cité, presque déjà ailleurs. C'est là que son épouse attend ce chrétien délocalisé, hors des rythmes liturgiques et de l'assistance cléricale, ciment du monde post-tridentin. Attente patiente de l'époux, livré au caprice et à la bienveillance de Dieu sur une mer aussi démoniaque que rédemptrice, option heureuse que l'anthropomorphisme affiché de ces bateaux que l'on baptise ne parvient pas à garantir. Menacé par l'activité accrue de la ville portuaire au XVIII[e], l'homme de mer tente de réaffirmer sa place par la fête – marqueur identitaire et gage d'intégration –, l'homogamie, le tumulte urbain, dont il n'a pas le monopole mais qui prend ici valeur de défi à la cité policée qui ne peut se passer de lui sans lui reconnaître de place. Pêcheur, matelot, capitaine de navire, l'homme de mer ne contrôle pas pareillement son destin. Le sage pêcheur intrigue le marin aventureux, quand le capitaine cherche une identité bourgeoise en ville. Il n'empêche ! Par-delà les nuances, au regard des autres, tous sont différents de la norme sociale, partagés entre deux temps, deux espaces, échappés temporaires de l'ordre social, étrangers puisque *« extra-terrestres »*.

Un ouvrage dense, riche, à l'écriture serrée, une synthèse audacieuse qui sait rester prudente sans perdre de sa force suggestive. Non, décidément, s'il se retire de la sphère maritime, Cabantous n'a rien d'un déserteur, et gageons que la nostalgie du grand large ne paralysera pas un esprit porté aux aventures pionnières, à l'instar de ces gens de mer téméraires et infatigables.

Ph.-J. C.

(1) *Le Territoire du vide*, Aubier, 1988.
(2) *Les Côtes barbares*, Fayard, 1993.

Vue des remparts sur l'océan

La réédition d'un livre exemplaire où les forteresses littorales, navires entravés, ont d'irrésistibles envies de grand large

LA PIERRE ET LE VENT
d'Alain Guillerm.
Préface de Fernand Braudel,
L'Harmattan,
275 p., 150 F.

L'Harmattan a bien fait de rééditer ce livre superbe, préfacé par Fernand Braudel, qui y avait reconnu une de ces œuvres où l'érudition paraît sans cesse au service de cet enthousiasme par lequel l'Histoire, encore aujourd'hui, se fait gardienne du sens de l'aventure humaine. C'est une histoire de la marine et des fortifications comme syndromes de l'Etat, depuis l'Antiquité jusqu'à l'effondrement du système soviétique, mais c'est bien d'autres choses encore.

D'abord, Alain Guillerm est breton et ne le cache guère. Sa Bretagne a des vertus qui ne doivent rien à l'Etat ; c'est plutôt l'Etat qui, en France, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, en passant par les Valois, doit tout à la Bretagne, réservoir de tout ce que l'autorité centrale ne saurait produire. Il en veut encore à César d'avoir écrasé la flotte des Vénètes (de Vannes), à Louis XIV d'avoir liquidé l'oeuvre de Colbert, et aux Anglais d'avoir tué les gabiers français et donc la belle marine de Louis XVI dans le goulag des pontons. Sa mémoire est longue et sent l'iode. La marine lui apparaît en effet sans interruption comme une seule aventure faite de rêves, de technique impeccable et de solidarité humaine face à l'inconnu, une fonction civique où l'histoire de la liberté plonge ses racines bien plus sûrement que celle de l'esclavage.

Autant dire que Guillerm a une vision particulière de la fortification, qui s'éloigne assez de ces masses de pierres imbéciles et inertes, méprisées, ou même détestées par Clausewitz, qui y voyait la sclérose du concept de défense, l'émanation de l'esprit garnisonnaire, logistique, de la défensive en stock. La fortification, lorsqu'elle est digne de ce nom, pour Guillerm, c'est ce qui défend le bord, les abords des no man's land aux confins de la souveraineté ; cette défense opère évidemment en protégeant les bases d'une offensive contre l'extérieur. Parfois ce bord est celui des mers. La construction des tours, courtines et longues murailles ne recueille l'estime de notre auteur que si ces œuvres d'art se projettent vers l'avant, comme l'éperon de la galère. Même les mottes féodales du Haut Moyen Age ne sont-elles pas, au fond, les ouvrages d'art offensifs de la classe des chevaliers qui s'empare des bases de la société en refoulant les vieilles noblesses romaines et carolingiennes ?

Château-Gaillard n'est beau que parce qu'il représente l'élan virtuel d'une avancée ; il fait revivre le château, la boucle fortifiée de la Seine, vaste camp retranché, comme un dispositif offensif – soit de Richard Cœur de Lion contre la France, soit, lorsqu'il change de main, de Philippe Auguste contre l'Anglais-Normand. Guillerm sait très bien qu'il existe aussi un grand nombre de châteaux cérémoniels, construits sur le modèle romain du *castrum* carré qui est aussi celui de la Jérusalem céleste. Louvre de Philippe Auguste, avec son donjon géant symbolisant la suzeraineté absolue du roi-empereur sur tous les fiefs du royaume, château de Carnarvon au pays de Galles, avec ses tours octogonales, cette forme intermédiaire entre le cercle du ciel et le carré de la terre, représentation mystique de la descente de l'Esprit Saint sur terre.

Lorsqu'on voit disparaître à peu près ensemble les batteries de sabord et les artilleries de courtine, on comprend soudain que, pour un marin, les pierres des fortifications peuvent apparaître comme des caravelles terrestres qui paraissent immobiles mais se meuvent aussi dans les vents de l'Histoire.

Bref, pour qui cherche à revivre à la fois le romantisme des souterrains et des chemins de ronde, l'aventure des marins et des boucaniers, le savoir raffiné des constructeurs de vaisseaux et de remparts, l'histoire de la liberté et de l'esclavage, la construction de deux ou trois générations d'Etats et la décomposition de deux ou trois Moyen Age, y compris le nôtre, à la fin du XX[e] siècle il est bon de lire *La Pierre et le Vent*.

Alain Joxe

Dernières livraisons

CIVILISATIONS

LE GRAND CHEMIN DE COMPOSTELLE, de Jean-Claude Bourlès
En mille ans, des dizaines de millions de pèlerins ont emprunté les chemins de Compostelle. Agnostiques, Jean-Claude et Gisèle Bourlès ont voulu comprendre. Ils ont suivi la voie mythique et mystique. Cela nous vaut un récit où les questions de la foi se mêlent à celles, plus profanes, des échanges entre gens de moeurs différentes. Un *« prodigieux brassage de savoirs »*, facteur de la prise de conscience d'une civilisation européenne. Livre en main, on va au bout du pèlerinage, passionné par cette aventure – aussi humaine que religieuse – qui dure depuis le IXe siècle (Payot, « Voyageurs », 280 p., 115 F).

ANNUAIRE DE L'ÉMIGRATION (MAROC), collectif
Voilà un travail exemplaire qu'on souhaiterait voir exister pour chaque terre d'immigration ! Une centaine de spécialistes de diverses origines ont collaboré, sous la direction de K. Basfao et H. Taarji, à cet ouvrage qui entre dans le détail des six pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Hollande, Canada) accueillant la diaspora marocaine, soit près de deux millions de personnes, du simple manoeuvre au grand banquier, *via* le spécialiste des fusées. Tous les aspects humains, économiques, culturels, politiques, institutionnels, pratiques, y compris au Maroc même, de la question migratoire marocaine sont exposés, classés et fouillés (coédition Eddif et Annuaire de l'émigration marocaine, Casablanca-Rabat, diff. en France : Edisud, Aix-en-Provence, 625 p., 230 F).

SOUMIS ET REBELLES, LES JEUNES DU MAROC
de Mounia Bennani-Chraïbi
Par une jeune islamologue déjà réputée grâce à ses recherches sur les Palestiniens en Jordanie ou les musulmans en France, un panorama large, fouillé et surtout extrêmement vivant de la jeunesse marocaine, soit plus de douze millions de moins de vingt-cinq ans dont l'évolution est différente des autres jeunes des sociétés islamiques car, dans le royaume alaouite, authenticité et efficacité ont réussi à trouver des plages d'entente. La situation politico-sociale n'en reste pas moins relativement fragile, en tout cas fluctuante, ce que l'auteur montre avec une rare finesse à travers notamment « Les bricolages culturels », « L'identité sexuelle des mutants », « La rue en ébullition » ou « Le départ : rêve collectif » (préface de Rémi Leveau, CNRS Editions, coll. « Méditerranée », 366 p., 150 F).

PHILOSOPHIE

NIETZSCHE ET LE PROBLÈME DE LA CIVILISATION
de Patrick Wotling
On trouve sous la plume de Nietzsche, chacun le sait, des formules qui paraissent en permanence se contredire. Pour s'orienter dans cette oeuvre qui ne cesse de dérouter, Patrick Wotling propose de prendre pour fil directeur la question de la civilisation. Comprendre ce qui justifie les civilisations, ce qui organise leur cohérence, ce qui engendre leurs évolutions, ce qui permet d'en classer les différents types, telle serait la tâche de Nietzsche. Une lecture originale et stimulante (PUF, coll. « Questions », 384 p., 198 F).

RELIGIONS

LES ENFANTS DU BON DIEU, de Martine Sevegrand
Les Catholiques français et la procréation au XXe siècle, explique le sous-titre. En fait, l'investigation de l'auteur s'arrête à l'encyclique *Humanae vitae* sur la contraception de 1968 et ne traite pas les développements postérieurs sous Jean Paul II, notamment à propos de la procréation artificielle. Malgré cette tromperie sur l'étiquette, le travail historique de Martine Sevegrand aide à mieux comprendre les passions que soulèvent, au sein et à l'extérieur de l'Eglise catholique, les positions de la hiérarchie sur les questions de morale sexuelle et conjugale, jusqu'à *Evangelium vitae*, la récente encyclique du pape actuel. Les furieux débats théologico-moraux qui ont précédé *Humanae vitae* et la condamnation par Paul VI de la pilule contraceptive préparent les ruptures qui vont suivre et s'amplifier sous Jean Paul II (Albin Michel, 475 p., 150 F).

LE DÉMON, MYTHE OU RÉALITÉ ?, de René Laurentin
Spécialiste des apparitions mariales, le Père Laurentin oriente désormais ses recherches vers... Satan. En relation avec de nombreux exorcistes et médecins, il cerne les phénomènes de possession et tente de démontrer l'influence réelle des groupes sataniques. Il rappelle la tradition et l'enseignement de l'Eglise catholique sur le diable (Fayard, 370 p., 150 F).

CONVERSATION AVEC DIEU, de Jean-Michel di Falco
De saint Augustin à Léo Ferré, de Vincent de Paul à Raymond Devos, de Jacques Prévert à saint Jean Chrysostome, en passant par Pascal, Mauriac, Voltaire et Soljenitsyne, le Père di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, sélectionne et introduit quelques-unes des plus belles pages sur la contemplation et l'attente de Dieu (Ramsay, 485 p., 139 F).

HISTOIRE DES ORIGINES DU CHRISTIANISME
d'Ernest Renan
Renan sort-il de la double légende où il est demeuré longtemps enfermé ? L'Eglise, à partir de la polémique engagée autour de la *Vie de Jésus*, le caricature dans le rôle d'ennemi de la religion et de traître à la foi de ses pères. Les libres-penseurs de la Troisième République en font, au contraire, un héros, en tentant de l'enrôler, à son corps défendant, dans leurs luttes. On oublia trop que le jeune séminariste avait rompu avec l'Eglise par fidélité à l'idéal évangélique et à la figure de Jésus. Renan l'érudit a voulu demeurer fidèle durant toute sa vie à cette intuition mystique fondatrice. En écrivant cette monumentale *Histoire des origines du christianisme*, il s'interroge sur ce que pourra être la *« religion de l'avenir »* (édition établie par Lauryce Rétat, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2 vol., 1 290 p. et 1 320 p., 149 F chaque volume).

SCIENCES HUMAINES

LA DÉNONCIATION, de Jean-François Gayraud
Elle couve en tout temps, et ressurgit au grand jour à chaque moment où s'aiguisent les conflits. La dénonciation est omniprésente, pourchassée ou protégée suivant les circonstances. Le mérite de cette étude originale est de tenter une approche globale et raisonnée de ce phénomène multiforme (PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 288 p., 158 F).

PENSER LE SUJET. AUTOUR D'ALAIN TOURAINE
sous la direction de François Dubet et Michel Wieviorka
Une quarantaine d'études analysent les mutations de notre temps, de l'individu aux mouvements sociaux, des catégories politiques aux actions économiques, en un hommage, qui ne se veut pas académique, rendu par ses nombreux amis au sociologue Alain Touraine (colloque de Cerisy, Fayard, 632 p., 220 F).

SOCIOLOGIE

DICTIONNAIRE THÉMATIQUE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, de Jean-Claude Géhanne
Le champ d'exploration est très vaste. L'auteur a eu la bonne idée de combiner, dans son entreprise, une procédure systématique (découpage thématique) et lexicale (index général très détaillé). Deux tomes, « Acteurs et structures » – c'est à dire *« les briques et le ciment de nos systèmes économiques, sociaux et politiques »* – et « Croissances et déséquilibres » – vision dynamique de ces systèmes. Un outil de travail très agréable à manier, notamment pour les étudiants, avec citations, tests corrigés et... mots croisés (Dunod, tome I : 544 p., tome II : 400 p., 159 F chaque volume, 198 F ensuite).

La croisade de Denis de Rougemont

Dès l'après-guerre, l'auteur suisse pense l'Europe en termes de fédération. Plus de 1 500 pages d'articles, chroniques, lettres retracent son engagement

ÉCRITS SUR L'EUROPE
Œuvres complètes, tome 3,
de Denis de Rougemont.
Édition établie et présentée
par Christophe Calame,
La Différence,
2 vol., 806 et 880 p.,
250 F chaque volume.

Un voyage au long cours. Voici qu'est entreprise la publication des œuvres complètes de Denis de Rougemont. Comme cet homme-protée n'avait pas la plume avare, les tomes se succéderont. Pour mieux répondre aux besoins de l'actualité, on commence par le troisième tome comprenant lui-même deux volumes d'*Écrits sur l'Europe* (1) jalonnant la période de 1948 à 1986, le dernier texte – un entretien – ayant été publié quelques mois après sa mort, survenue le 6 décembre 1985. Sur le programme des prochaines publications figureront les *Œuvres morales et politiques*, les *Écrits sur la littérature et sur l'amour*, les *Écrits sur la Suisse* et enfin les *Journaux et écrits autobiographiques*.

L'écrivain suisse, auteur de *L'Amour et l'Occident* (1939) et de *Penser avec les mains* (1936) – ouvrages qui le firent connaître du grand public –, fut aussi éditeur à Paris en 1939, publiant Kierkegaard, Berdiaeff ou Ortega y Gasset. Il collabora à la *Nouvelle Revue française* et travailla avec Emmanuel Mounier à faire naître la revue *Esprit* ainsi qu'avec les non-conformistes des années 30, Alexandre Marc, Arnaud Dandieu et Robert Aron pour fonder la revue *L'Ordre nouveau* (qui n'avait rien à voir avec le mouvement fasciste qui prendra plus tard le même nom). Exilé aux États-Unis durant la seconde guerre mondiale – il y sera le principal rédacteur de *La Voix de l'Amérique* en langue française –, il rentre en Suisse en 1946 et présente, aux Rencontres internationales de Genève sa conférence « Les maladies de l'Europe ». C'est le début de son engagement pour la construction d'un modèle fédéraliste du Vieux Continent.

Les 1 686 pages qui sont présentées aujourd'hui portent sur cette croisade. Il n'était sans doute pas indifférent qu'il fût Suisse, parce qu'aussi bien la première fédération européenne est helvétique et date de 1848. Quand on se plonge dans cette prose qui court à travers ses lettres, ses chroniques, ses articles de revues, de journaux, ses conférences, ses interventions à des colloques, on ne peut manquer d'être frappé par l'ardeur qu'il met dans ses combats.


ERLING MANDELMANN/RAPHO
« L'Europe des régions » moteur de la fédération

Pourquoi Denis de Rougemont dit-il qu'il faut tout de suite aller jusqu'au bout de la construction européenne, c'est-à-dire la fédération ? Parce que tout le reste est de la mauvaise graine d'intégration, même le marché commun qui – il voyait clair – ne pourra pas tout naturellement conduire à l'union politique, comme le pensaient ses inspirateurs. Très justement, notre auteur récuse la différence entre confédération et fédération. En revanche, il donne une précision importante : *« Une union qui ne respecterait pas l'autonomie des parties constituantes n'aurait pas lieu d'être appelée fédération. Ce serait simplement une union. »*

« Girondin » dans l'âme, Denis de Rougemont croit également dans *« l'Europe des régions »*, car il juge les États-nations en crise et trop chatouilleux sur leur souveraineté même si celle-ci est déjà passablement écornée. Selon lui, c'est des régions tissant elles-mêmes de plus en plus de relations que naîtra la volonté de la fédération, notamment lorsqu'elles auront compris que l'État centralisateur est incapable de les animer vraiment. Comme il ne manquait pas d'humour, l'écrivain nota un jour que *« l'Europe est une* énergie *que nous désignerons par un* E *qui est égale au produit de sa* masse *(étendue, matières premières, population) soit* m, *par une* culture *dont les effets induits se multiplient en progression géométrique et que nous symboliserons par* c. *Nous retrouvons ici une équation célèbre : E=mc2 »*.

Même agrémentées d'un clin d'œil, les professions de foi de Denis de Rougemont font rugir quelques intellectuels français. Ainsi polémique-t-il avec François Mauriac, jugeant dans une phrase d'un « Bloc-notes » de 1959 que *« les Européens sont insondablement naïfs ou hypocrites »*. Il lui répond que *« Churchill et les fédéralistes issus de la Résistance dès les congrès de Montreux et de La Haye »* réclamaient l'union de l'Europe *« qui avait pour premier objectif d'empêcher que la France et l'Allemagne reposent leur « problème éternel » dans les termes où vous le faites encore »*.

Il prend la plume contre Sartre à propos de sa préface du livre *Les Damnés de la terre* de Franz Fanon. L'auteur des *Mots* cite cette phrase de Fanon : *« Voici des siècles qu'au nom d'une prétendue aventure spirituelle l'Europe étouffe la quasi-totalité de l'humanité. »* Sartre ajoute : *« Ce ton est neuf. »* *« Sa préface,* répond Denis de Rougemont, *ne représente... qu'un appendice pour le moins superflu à la longue tradition des excellents esprits qui surent condamner le colonialisme à l'état naissant et qui le firent non pas contre l'Europe,* mais au nom des valeurs européennes *: Voltaire, Rousseau, Herder, Fichte, Bentham. »* Denis de Rougemont croyait-il vraiment que ses vœux seraient réalisés dans un avenir prévisible ? A la fin de sa vie, dans une interview, il rappelle qu'un de ses premiers articles était intitulé « Principes d'une politique de pessimisme actif ». *« Je reste pessimiste actif,* dit-il, *mais je souligne peut-être plus le mot* actif *que le mot* pessimiste. »

Il est salubre que le tout dernier message de notre humaniste soit celui-ci : *« Il y a deux grandes finalités qui se partagent l'humanité et qui fonctionnent dans tout homme : la puissance et la liberté. Dans les deux cas, il s'agit d'un pouvoir... La puissance, c'est le pouvoir qu'on veut prendre sur autrui, la liberté c'est le pouvoir qu'on veut prendre sur soi-même. »* Un beau sujet de dissertation. En tout cas de méditation.

Pierre Drouin

(1) Peu de temps après cette édition des *Écrits sur l'Europe* a été publié un *Dictionnaire international du fédéralisme*, dont Denis de Rougemont avait dirigé l'élaboration. Le travail fut poursuivi après sa mort par une équipe conduite par François Saint-Ouen. L'ouvrage est divisé en trois parties : *Concepts, Sources doctrinales* et *Expériences historiques*. Editions Bruylent, rue de la Régence 67, 1000 Bruxelles ; 478 p., 3 500 FB (sans les frais d'envoi) ; tel. 02-512 98 45

L'avant-garde révisée

Dans un « Requiem » pamphlétaire, Benoît Duteurtre, antiboulézien, réécrit l'histoire de la musique moderne

REQUIEM POUR UNE AVANT-GARDE
de Benoît Duteurtre.
Robert Laffont, 267 p., 139 F.

Pierre Boulez aura décidément reçu tous les honneurs pour ses soixante-dix ans. Y compris celui d'un pamphlet dont il est, sinon le seul accusé, du moins la principale cible. *Requiem pour une avant-garde excède, comme son titre l'indique, la seule critique boulézienne.* L'auteur, romancier à ses heures, et directeur de la collection « Solfèges » au Seuil, ne retrace pas moins que les cinquante années qui viennent de s'écouler. Son projet est de faire enfin tomber de leur socle ceux qu'il appelle les *« bons élèves de l'audace »*, tous ceux qui, depuis l'après-guerre, auraient passé leur temps à être encensés par le pouvoir et à ennuyer les foules. Bref, il vise ces mêmes *« modernes »* auxquels Jean-Paul Aron avait, au milieu des années 80, consacré une suite d'articles d'une exemplaire méchanceté.

Passons en revue les thèses du néopolémiste. Aimer l'art, et principalement l'art de son temps, est devenu un conformisme. La modernité s'apparente plutôt à une régression qu'à un progrès. L'après-guerre, qui consacra l'atonalité et le sérialisme, fut le temps du déclin, celui de la table rase imposée à tous au risque d'être exclus de l'intelligentsia, la fin d'un âge d'or qui avait de tout temps assimilé le bon artiste au bon ouvrier. Vient ensuite, sous la plume d'un Duteurtre plus énervé, la thèse du complot : cette musique atonale, *« rejetée par la totalité des amateurs de musique »*, est soutenue à bout de bras par un petit milieu soudé par les mêmes intérêts, elle est sous la coupe d'un groupe d'influence, *« réduit par le nombre, mais puissant par ses réseaux »*. Le public reste allergique, bien sûr, à ses balbutiements artistiques, d'autant que ceux-ci s'accompagnent de dissertations théoriques byzantines, inaccessibles aux veaux. Mais *« comme dans la révolution soviétique »*, les apparatchiks atonaux refusent leur échec patent et imposent leurs vues utopiques en infiltrant proches et sympathisants dans l'ensemble des médias, dans les cénacles intellectuels, au sein des émissions radiophoniques, des éditions discographiques, des journaux. Livres, dictionnaires, biographies, notices de présentation, discours officiels deviennent les instruments de cette *« propagande »* – le mot est lâché.

Et Duteurtre de clouer au pilori en vrac la revue *Musique en jeu* (née dans la mouvance de *Tel Quel* et qui n'a jamais caché ses préférences pour un art *« qui avance »*) ; le *Larousse de la musique* (cinq colonnes pour Schoenberg, une seule pour Fauré) ; l'essai d'André Boucourechliev sur *Le Langage musical*, *« reflet d'un très intransigeant courant de pensée »* ; Adorno, bien sûr, dans son refus philosophique de l'hédonisme musical ; tel de nos confrères coupable d'avoir brocardé Poulenc ; Rolf Liebermann, suspect restaurateur du prestige de notre Opéra de Paris puisque *« compositeur dodécaphoniste »* ; Stéphane Lissner et le mélange *« d'inculture et de suffisance »* qui l'a fait transformer le Théâtre du Châtelet en *« annexe de l'Ircam »*... On en passe. Passons également sur les interprétations tendancieuses (une citation tronquée, d'autres extraites de leur contexte), négligeons les erreurs de perspective et de dates (non, la musique aléatoire n'a pas sonné le glas de la musique sérielle ; non, la mort des Halles de Baltard ne correspond pas *« chronologiquement »* à la fin de l'exil de Boulez).

Reste que si Bunoît Duteurtre soutenait sa thèse avec moins d'approximations et de nonchalance, mêlant à ses diatribes contre l'impérialisme de la culture germanique une ode à... l'accordéon, il faudrait bien parler de révisionnisme. C'est d'ailleurs en tentant de déboulonner Lautréamont, en prétendant que tout le monde s'était trompé sur *Les Chants de Maldoror* – qui ne seraient en fait qu'une vaste mystification – que Robert Faurisson entama la carrière que l'on sait.

OUBLIS

Et puis, le jeune fossoyeur de l'*« avant-garde institutionnelle »* ne joue pas franc jeu. Il oublie de préciser ses liens avec Marcel Landowski, compositeur de musique tonale avant d'avoir été le premier directeur de la musique d'André Malraux et le bras droit pour la culture de Jacques Chirac à la Mairie de Paris. Il néglige de signaler qu'ils s'occupent, l'un et l'autre, d'une association vouée à l'exécution de *« toutes les musiques, sans exclusives »* intitulée Musique nouvelle en liberté – comme si la musique avait été si longtemps bâillonnée ! Il ne dit pas d'où lui vient cette hargne contre Boulez dont le nom apparaît dès la page 23 de ce *Requiem* pour ne plus guère disparaître ensuite : Boulez le grand manipulateur, le protégé de Georges Pompidou, l'homme de pouvoir, le cumulard, Boulez dont le seul but, en créant le Domaine musical, l'Ircam et l'Ensemble InterContemporain, fut de faire jouer sa propre musique et celle de ses affidés.

Duteurtre ne se fait-il pas ici avec quelque naïveté l'écho de vieilles haines qui menèrent Marcel Landowski au faîte des honneurs (il est aujourd'hui secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts : l'homme de pouvoir, c'est lui), Boulez devant se contenter d'un poste de professeur au Collège de France après avoir quitté nos contrées entre 1966 et 1974 ? C'est vrai que le départ fut fracassant, que Boulez traita Landowski de *« personnage falot et inconsistant »*, mais tout cela valait-il un *Requiem* aussi téléphoné ?

Que Duteurtre aime l'accord parfait, l'harmonie classique, les rythmes clairs et bien balancés, les jolies mélodies, qu'il ait l'oreille chatouillée par les excès du chromatisme qui ont mené à l'atonalité (sans rupture historique, contrairement à ce qu'il prétend), puis à la très brève période du sérialisme intégral, on ne saurait lui en faire grief. S'il a comme idéal musical Steve Reich, Gorecki, Poulenc, Menotti, Henri Sauguet, Nino Rota, personne ne lui en voudra. S'il adore à l'égal de *Fidelio* les nombreux opéras de Marcel Landowski, qu'il nous fasse partager son enthousiasme. Plutôt que d'enterrer sur un peu plus de deux cent soixante pages une avant-garde qu'il juge surévaluée, qu'il exalte les *« bons auteurs »* en proportion de leur vertu. Ce *Requiem* n'est qu'une suite de *Dies Irae*.

Anne Rey

هكذا من الأصل

Y a-t-il eu des chrétiens avant le Christ ?

Les manuscrits de la mer Morte révèlent-ils les archives du christianisme ? Un ouvrage de Robert Eisenman et Michael Wise qui soutiennent cette thèse, suscite de vives polémiques

LES MANUSCRITS DE LA MER MORTE RÉVÉLÉS
de Robert Eisenman
et Michael Wise.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-Christophe Attias.
Fayard, 368 p., 150 F.

Voici donc enfin, traduit en français, ce livre qui a tant défrayé les chroniques mondaines et savantes, dès avant même sa parution, en 1992. L'un des deux auteurs, Robert Eisenman, professeur d'études religieuses à l'université d'Etat de Californie, avait déjà fait parler de lui pour avoir en effet contribué à libérer les archives de la mer Morte, enfin accessibles au public depuis 1991. Michael Wise, professeur d'araméen à Chicago, est un philologue que rien ne prédestinait aux querelles médiatico-académiques lorsque Eisenman l'invite à « partager avec lui » les reproductions de manuscrits qu'il avait pu réunir. Nous sommes alors en novembre 1990 et les archives de Qumrân étaient encore « interdites », réservées aux seuls « qumrânologues », qui en détenaient le monopole.

Wise se souvient avec émotion de ce jour de l'automne 1990 où, à peine arrivé en Californie, il gravit pour la première fois l'escalier menant au grenier ensoleillé servant de cabinet de travail à Eisenman : *« Les clichés étaient entassés sur de petites étagères tout autour de la pièce. Ils étaient si nombreux que, mis les uns sur les autres, ils auraient atteint près de 2 mètres de haut. Quelqu'un aurait dû prendre une photographie et garder le souvenir d'une telle scène, avec entre nous deux l'énorme pile de ces mille huit cents clichés de rouleaux de la mer Morte jusque-là inédits et placés sous séquestre. »*

De cette collaboration, entre le philologue, déchiffrant les fragments de parchemins souvent à peine lisibles, et l'historien du christianisme primitif, est né ce livre qui se présente comme une double « révélation » des manuscrits de la mer Morte. D'emblée, l'ouvrage promet en effet deux ordres de nouveauté : d'abord, offrir *« cinquante textes appartenant au corpus* [de Qumrân] *non publié jusqu'ici »* ; ensuite, éclairer les lecteurs *« sur les problèmes fondamentaux non seulement de Qumrân mais aussi du christianisme primitif »*.

Si les érudits tireront profit de cet ouvrage, illustré de planches, où se trouvent reproduits, en regard de la traduction française, les originaux hébreux et araméens, l'amateur d'histoire ancienne sera fasciné par la beauté fulgurante de ces écrits lacunaires. Variations sur la Genèse biblique, textes dits messianiques ou visionnaires, hymnes, fragments d'apocalypse ou de mystères et documents de divination ou de magie, ces joyaux de la littérature universelle ont l'éclat sombre de ces formules poétiques qui nous font vibrer sans qu'on puisse nécessairement – pas plus d'ailleurs que le spécialiste – en cerner les contours et le sens ancien.



Des fragments de parchemins à peine lisibles

Pour illustrer la puissance d'évocation de ces fragments insaisissables, voici un extrait, plutôt mieux conservé que d'autres, d'une apocalypse en hébreu parsemée de flammes, d'anges et d'un arbre du Mal.

« ... au bien-aimé... le bien-aimé... dans la tente... il ne savait pas... un feu brûlant... et les peuples de... se levèrent..., dit ceci au premier..., flammes et Il enverra le premier Ange... qui se dessèche. Et il frappa l'arbre du Mal... »

Comment Eisenman et Wise ont-ils travaillé, comment produisent-ils un « texte de Qumrân » ? Le détour en vaut la peine, d'autant plus que les auteurs s'expliquent à ce propos : *« Il faut évoquer la reconstruction de divers fragments en un tout rationalisé. Souvent, l'ordre choisi est arbitraire, conforme seulement à ce qui, en contexte, paraît le plus rationnel. Il arrive parfois qu'il ne soit même pas certain que tous ces fragments appartiennent à un même document. »* Les auteurs précisent encore qu'il leur arrive de laisser en place des passages comme s'ils appartenaient à un seul manuscrit, bien qu'il demeure *« possible qu'ils n'en aient pas fait partie à l'origine »*. Ces indications techniques permettent de s'interroger sur la validité qu'on peut accorder aux interprétations, souvent inspirées, de nos deux auteurs, lorsqu'ils reconnaissent, dans des textes généralement datés (par la paléographie et le carbone 14) d'avant l'ère chrétienne, d'innombrables images évangéliques.

FRÈRE JACQUES

Eisenman et Wise imaginent ainsi un *« ethos »* chrétien à Qumrân. La moindre allusion à l'*« onction »*, la mention de *« blessures »* – évoquant le *« Serviteur souffrant »* d'Isaïe et donc *« la mort souffrante »* –, enfin la mise à mort d'un *« Chef »* constituent pour eux autant de preuves de la présence christique d'un Messie dans les documents de la mer Morte. Que la fréquence de l'usage du terme signifiant *« Messie »* atteigne, dans la totalité des manuscrits de Qumrân, à peine deux douzaines d'occurrences n'inquiète pas nos exégètes. Pour eux, bien avant que Jésus ne traverse la Judée, il y avait non seulement à Qumrân mais dans toute la Palestine *« un mouvement messianique »* quasi chrétien.

On pourrait multiplier les exemples de cette herméneutique qui répond généreusement à la demande d'un christianisme attentif à tout signe d'annonciation. Mais ici encore, Eisenman et Wise font eux-mêmes la « théorie » de leur pratique. Ils disent ne pas agir comme tant d'autres traducteurs de ces textes *« qui semblent s'égarer hors de la voie qu'ils se sont tracée, quitte à devenir incohérents ou confus »*. Leur choix consiste *« à rendre les mots-clés par des expressions familières, préférant « Saint-Esprit » à « esprit de sainteté », « Voie » à « chemin », « Œuvres » à « actions », « Messie » à « oint »*. En raison de la logique messianique qui sous-tend ces textes, seront également privilégiés des concepts tels que « Justice », « Piété », « Justification », « Pauvres » et « Mystères ».

Eisenman et Wise christianisent sans doute également leurs archives lorsqu'ils entendent à Qumrân l'écho de la voix de *« Jacques le Juste, que les sources appellent « le frère de Jésus »*. Sans présumer de ce que pouvait désigner à l'époque le mot « frère », il faut se souvenir que si le premier évêque de Jérusalem portait en effet ce nom, on ne peut pas, aussi allègrement que le font nos deux spécialistes, l'identifier à l'auteur de l'épître. De même, le surnom de « Juste » – qui convient si bien à un membre de la communauté préchrétienne de Qumrân – n'a rien d'évident, même si quelques Pères de l'Eglise, à partir du II[e] siecle, parlent en effet d'un *« Jacques le Juste »*. Quant à forger une figure unique qui serait à la fois le « frère du Christ », l'auteur de l'épître, « Jacques le Juste » et l'évêque de Jérusalem... Ce dernier meurt lapidé en 62 de l'ère nouvelle, date tardive et improbable pour la rédaction des textes déchiffrés ici. Il n'empêche. Nos exégètes téméraires n'hésitent pas à affirmer qu'*« il est impossible de distinguer les idées et la terminologie associées à la communauté de Jacques le Juste des matériaux du présent corpus »* (1).

UN LIVRE CRITIQUÉ

Le caractère cohérent des aspects « messianiques » dégagés par Eisenman et Wise à Qumrân découle sans doute de leur « reconstruction » des manuscrits et de l'idée qu'ils se font de ce que doit être un corpus homogène et de leur conception de la détermination en histoire. N'est-ce pas finalement leur conception christianocentrée qui donne aux figures de leur puzzle de parchemins cette forme d'unité ? Une fois de plus, ils s'expliquent à ce propos avec netteté : *« Idées et images se développent de document en document avec une cohérence de nature à inspirer le respect au chercheur. Tout est si homogène et si cohérent qu'il n'y a guère de doute qu'on soit en face d'un mouvement déterminé. »*

La où d'autres ont voulu voir avec Dupont-Sommer des Esséniens partout sur les rives de la mer Morte, Eisenman et Wise s'efforcent de communiquer au lecteur leur assurance d'un christianisme primordial à Qumrân. Dans un contexte tout différent, le Père jésuite Joseph Bonsirven reprochait à Dupont-Sommer, dans les *Etudes*, en février 1951, d'avoir semé *« le christianisme au travers des manuscrits de la mer Morte et de s'étonner ensuite de l'y trouver »*.

Ce sont notamment ces visions peu historiennes d'un Christ d'avant l'ère chrétienne que de nombreux spécialistes ont attaqué dans leurs comptes rendus souvent sévères de cet ouvrage (2). La critique des exégèses proposées par ce livre se devine jusque sous la plume de Jean-Christophe Attias, dans son « Avertissement du traducteur », où il prend une distance polie à l'égard des auteurs qu'il a servis avec minutie.

A la parution de l'édition originale de ce livre, en novembre 1992, le scandale éclate. Non pas en raison des options méthodologiques ou exégétiques de l'ouvrage, critiquées par ailleurs, mais parce que les spécialistes découvrent que des *« cinquante textes »* fragmentaires inédits annoncés par Eisenman et Wise, plus de la moitié étaient déjà publiés. Il y aurait donc eu « stratégie de marketing » plutôt que projet scientifique. En outre, de nombreux emprunts faits à d'autres travaux ne sont pas non plus signalés – si ce n'est en les escamotant dans telle ou telle note. Eisenmann et Wise assurent pourtant dans leur introduction : *« Nous avons nous-mêmes passé en revue l'ensemble du corpus, sans être tributaires du travail de quiconque. »* C'est techniquement impossible, de l'avis toujours de leurs collègues, d'autant plus que les auteurs affirment avoir fait leur travail de reconstitution *« en six semaines environ »*. En outre, comme l'ouvrage est écrit à quatre mains, on ne peut attribuer à chacun des auteurs ce qui lui revient, et la critique érudite ne peut donc que les associer.

La polémique fut si vive qu'à peine un mois après la publication du livre, Michael Wise a reconnu ses torts, face à ses pairs, au cours d'un colloque tenu à New York, en décembre 1992. Dans un rapport écrit, rendu public, il s'excuse d'avoir omis de reconnaître ses dettes scientifiques. Wise exprime également le souhait de *« corriger ces déficiences »* dans les éditions à venir. La version allemande du livre d'Eisenman et Wise, publiée à Munich, en 1992, chez Bertelsmann, ne contient pourtant – pas plus que la présente édition française – aucun ajout par rapport au texte de l'édition originale.

On pourrait avoir l'impression qu'il s'agit là de critiques saugrenues et de vétilles académiques. On peut aussi déceler, de la part des spécialistes de Qumrân, quelque ingratitude à l'égard de celui qui a tant fait pour les archives de la mer Morte. Mais, au-delà de la critique formelle, on devine également les enjeux scientifiques – et théologiques ? – des disciplines historiques qu'intéresse l'étude des traditions religieuses.

La Bible et ses annexes n'ont pas fini de faire couler l'encre des mortels.

Maurice Olender

(1) Robert Eisenman a publié précédemment *James the Just in the Habakkuk Pesher*, Marra editore, Cosenza, 1984, où il développait les mêmes théories.

(2) Parmi les comptes rendus du livre d'Eisenman et Wise, voir les analyses de G. Vermes, dans le *TLS*, 4 décembre 1992, pp. 6-7, et, dans le *Journal of Jewish Studies*, 1993, I, pp. 116-117 ; dans cette même revue, le compte rendu de Ph. S. Alexander, pp. 139-140 ; A. S. Van der Woude, *Journal of the Study of Judaism*, 1993, pp. 298-299 ; J. Kampen, *Dead Sea Discoveries* I et II, 1994, pp. 238-241.

★ A signaler également : *les Manuscrits de la mer Morte et les origines du christianisme*, de Jean Daniélou, ouvrage déjà publié en 1957 et 1974 aux éditions de l'Orante, est réédité au format de poche chez le même éditeur dans la collection « Le livre de vie », n° 121 ; et Pierre Gibert est l'auteur de *Comment la Bible fut écrite*. Bayard éditions/Centurion, 171 p., 90 F.

Francs-tireurs et modérés

La révélation du contenu des textes de la mer Morte portera-t-elle un nouveau coup à une « orthodoxie qumrânienne » que certains francs-tireurs de l'érudition s'efforcent d'ébranler depuis plus de vingt ans ?

L'un d'eux, Norman Golb, l'espère. Professeur à l'université de Chicago, il est un isolé dans le monde de la qumrânologie. Contre la plupart de ses confrères, il défend la thèse selon laquelle les manuscrits retrouvés en 1947 n'auraient pas été rédigés à Qumrân, mais proviendraient de plusieurs bibliothèques de Jérusalem. Ces écrits n'auraient, en outre, aucun rapport avec la secte marginale des esséniens, groupuscule de quatre mille membres, coupé, dit-il, du reste d'une population juive de la Palestine hasmonéenne, forte, quant à elle, de près de deux millions d'âmes. Pour Golb, les manuscrits de la mer Morte représentent des traces d'une littérature juive hasmonéenne plus fertile qu'on ne le croyait. Une littérature puisant à tous les courants du judaïsme palestinien du temps, et non à l'idéologie essénienne. En ce sens, ces textes seraient les témoins d'une sorte de terreau commun – et refoulé – du christianisme primitif et du judaïsme rabbinique.

Par ailleurs, Golb refuse de considérer le plateau de Qirbet-Qumrân comme ce monastère avant la lettre qu'ont voulu y voir ceux qui ont découvert non loin de là les célèbres manuscrits. Ceux-ci auraient été, d'après lui, simplement dissimulés dans les grottes avoisinant le site, à l'époque de la chute de Jérusalem, en 70 de notre ère. Et ce serait à cette volonté de les sauver d'une destruction probable – geste comparable, *mutatis mutandis*, à la fébrile activité de dissimulation de chroniques des juifs du ghetto de Varsovie au seuil de l'anéantissement – qu'on devrait de les avoir ainsi retrouvés dans les Wadis du désert de Juda. Golb s'oppose ainsi à la thèse traditionnelle, celle du fameux Père de Vaux, directeur de l'École biblique de Jérusalem – dont l'antisémitisme et la proximité idéologique avec l'Action française sont évoqués dans un autre livre (2). Un antisémitisme qui semble une constante chez certains érudits haut placés dans la hiérarchie qumrânologique. Ainsi John Strugnell, de Harvard, ancien directeur du comité éditorial, n'hésitait-il pas à déclarer en public que la religion juive n'était que du *« folklore »*, et les lois du repos hebdomadaire une bonne excuse à la paresse... Pourquoi certains qumrânologues s'accrochent-ils tant à l'attribution exclusive des manuscrits à la secte essénienne ? Est-ce à cause de la thématique apparemment chrétienne de certains fragments (théorie que Golb réfute partiellement) ? Préféreraient-ils, dès lors, rattacher ce prétendu paléochristianisme à une secte, plutôt qu'y retrouver l'influence des courants centraux du judaïsme du temps ? Reste qu'une partie de l'archéologie israélienne a, elle aussi, adopté la théorie « essénienne », et même, l'a pour ainsi dire officialisée en lui élevant le « sanctuaire du Livre », fleuron du Musée de Jérusalem, lequel expose un certain nombre de reproduction des manuscrits.

Pour Francis Schmidt, un des spécialistes français de la question, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, auteur de *La Pensée du Temple. De Jérusalem à Qoumrân* (Seuil, 1994), le débat restera biaisé tant qu'on s'obstinera à lier Qumrân aux origines du christianisme. Francis Schmidt représente assurément, dans le paysage mouvant de la qumrânologie traditionnelle en pleine recomposition, un courant « modéré ». Il ne rejette pas, comme le fait Norman Golb, toute présence essénienne dans la « bibliothèque » exhumée près de la mer Morte. En revanche, il ne partage pas non plus le « pan-essénisme » de celui qui fut son maître, André Dupont-Sommer (1900-1983), secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et qumrânologue célèbre, lequel, prétendait retrouver dans l'ensemble de la littérature de la période une griffe essénienne. Dans son essai, Francis Schmidt se montre avant tout soucieux de « désenclaver » les esséniens, et de mettre en évidence les liens entretenus par ceux-ci avec le judaïsme de la période, notamment avec les saducéens et les prêtres du Temple de Jérusalem. Leur départ au désert, survenu – peut-être – en 63 avant notre ère, devrait se comprendre non comme un retrait du monde, mais comme un acte de réaction politique, comme une protestation contre la société de leur temps et ses *« prêtres impies »*. Par là, les Esséniens auraient voulu montrer à la société juive l'exemple d'une régénération possible, en recréant les conditions d'existence des Hébreux au Sinaï. En redonnant ainsi vie au modèle politique dépassé du camp de Moïse, les esséniens ne pouvaient prévoir qu'ils préparaient en réalité les juifs à la vie qui serait bientôt la leur, au cours des deux millénaires suivants : une vie sans le Temple.

Nicolas Weill

(1) Il vient de publier aux Etats-Unis *Who Wrote The Dead Sea Scrolls ?* (« Qui a écrit les manuscrits de la mer Morte ? »), aux éditions Scribner, New York.

(2) Michael Baigent, Richard Leigh, *The Dead Sea Scrolls Deception*, (« La duperie des rouleaux de la mer Morte »), Touchstone Book, New York, 1991, traduit en français sous le titre *La Bible confisquée. Enquête sur le détournement des manuscrits de la mer Morte* (Plon, 1992).

Les sept ans de réflexion de Vikram Seth

A quarante-trois ans, cet enfant de Calcutta a consacré le tiers de sa vie d'écrivain à la rédaction d'un roman-fleuve, d'un roman géant – et prodigieux – aux dimensions du continent indien. Jurant aujourd'hui qu'on ne l'y reprendra plus...

ZED NEDSON / KATZ PICTURES

Vikram Seth arrive... Et ne va pas rester longtemps un inconnu en France. Avec *Un garçon convenable*, son roman-fleuve, son roman-géant, comme l'Inde, aux dimensions d'un continent, ce poids plume de quelque cent soixante centimètres est un phénomène. Une fois encore, comme avec Naipaul, comme avec Rushdie, comme avec Ishiguro, comme avec Ben Okri et tant d'autres, c'est d'ailleurs, de ce qu'on ne peut plus appeler depuis longtemps des « colonies », que sont apparus des écrivains qui réussissent à régénérer le roman anglais, lui insufflent un autre sang, d'autres mesures, d'autres démesures. Depuis que Salman Rushdie a gagné le Booker Prize en 1981 avec *Les Enfants de minuit*, sept des vainqueurs ont été des natifs des anciennes colonies. Est-ce parce que tout a été écrit à propos de l'Angleterre ?

Devenu l'auteur d'un des plus gros succès de l'édition britannique avec la parution, en mars 1993, de son *Garçon convenable*, Vikram Seth vient d'emménager à Londres. Un appartement moderne, en pleins travaux, au dernier étage d'un immeuble près de Hyde Park, en face d'une synagogue, près d'une mosquée et d'une église. Il ne sait pas encore dans quelle pièce il s'installera pour écrire, ni pour combien de temps. Globe-trotter infatigable, cet Indien de quarante-trois ans a fait ses études en Inde, puis à Oxford et à Stanford, en Californie, où il avait interrompu le doctorat d'économie qu'il préparait pour voyager pendant deux ans en Chine, au Tibet et au Népal, étudiant le chinois à l'université de Nankin et revenant avec un récit de voyages, *A travers le Sinkiang et le Tibet* (1983), et un volume de traductions de poètes chinois : *« Je n'étais pas maoïste, mais je trouvais qu'il y avait du bon dans le système économique chinois et je voulais le comparer avec le système indien. Plus j'étudiais, plus j'aimais la Chine, mais moins j'aimais le système. »*

De retour en Californie, il se fait remarquer avec *The Golden Gate* (1985), un roman entièrement en vers sur les yuppies de San Francisco. Il est aussi l'auteur de trois volumes de poèmes et, l'an dernier, d'un livret d'opéra, créé, en juin 1994 à Plymouth, par l'English National Opera, *Arion and the Dolphin*.

C'est en Inde, où il est revenu en 1985, qu'il a écrit *Un garçon convenable*. Plus de deux mille pages qu'il va couper de plus d'un tiers à la demande de l'éditeur. Avec une avance de 250 000 livres sterling pour la Grande-Bretagne, de 600 000 dollars en Amérique chez HarperCollins... *« Pour près de huit ans de travail,* souligne-t-il. *Maintenant je veux écrire court. »*

Comme le dit déjà, à la page 1131 du roman, le romancier, qui répond à des questions sur son oeuvre lors d'une soirée littéraire : *« Croyez-vous à la vertu de la concentration ?, s'enquit une universitaire. – Eh bien, oui, dit Amit. – Pourquoi, dans ces conditions, le bruit court-il que le roman que vous préparez, dont l'action se passe, si j'ai bien compris, au Bengale, sera très long ? Plus de mille pages ! s'exclama-t-elle, semblant lui reprocher l'épuisement nerveux de ses futurs commentateurs. – Je ne sais pas pourquoi il est devenu si long. Je manque de discipline. Pourtant, moi aussi je déteste les livres longs : on y trouve le pire et le meilleur. »*

A partir de la recherche d'un parti « convenable » pour la jeune Lata, Vikram Seth raconte, avec un regard à la fois complice et désabusé, avec beaucoup de drôlerie aussi, l'Inde des deux années qui ont précédé sa naissance, à travers la vie et les problèmes de quatre familles. Une saga, presque entièrement dialoguée, entre deux mariages, entre trois prétendants. Le népotisme et la débrouille, les clans, le souci de fréquenter une « bonne » caste, d'avoir le teint clair, l'impossibilité pour une hindoue d'épouser un musulman, le système des mariages « arrangés ». Le *Raj Quartet*, de Paul Scott, c'était la saga des Anglais en Inde ; là, c'est un roman indien sans étrangers, avec la connivence et l'humour de l'auteur.

*« J'écris d'abord pour un lecteur indien. Pour moi, le test important est que des gens qui vivent à San Francisco, ou en Inde, ou ailleurs, aient senti que le livre n'était pas un exercice d'étranger. Je crois que le lecteur idéal d'*Un garçon convenable *devrait être un Indien de, disons, soixante ans, qui vit dans une petite ville de l'Uttar Pradesh ou du Bihar et qui connaît ce monde. Ce lecteur-là m'importe plus que tous les critiques, que tous les lecteurs étrangers. »* Alors, pourquoi écrire en anglais, ce qui crée inévitablement une distance avec ce lecteur indien ? *« C'est la langue que je connais le mieux. Je suis né à Calcutta, après l'Indépendance, en 1952, mais je ne considère pas l'anglais comme une langue étrangère. Je ne parle pas le bengali, ma langue est l'hindi ; j'ai appris l'ourdou, mon père parle le pendjabi et l'hindi, et ma mère, qui a été la première femme juge de l'Inde, parle aussi le bengali parce qu'elle a étudié à l'université de Calcutta. Voilà pour le contexte général. »*

Publié presque immédiatement en Inde, chez Penguin India, avec un énorme succès (15 000 exemplaires dans l'édition reliée), le livre n'existe pas encore en hindi : *« C'est en traduction que le livre semblera en version originale,* sourit Vikram Seth. *Reste la question du prix. Même si l'édition anglaise en Inde coûte deux fois moins que l'édition britannique, cela reste cher pour un public indien. Il faut ajouter le prix de la traduction et les lecteurs des langues locales ont des revenus encore moins élevés que les lecteurs en langue anglaise... C'est un vrai problème : je veux que le livre soit lu par le plus de gens possible, mais je ne sais pas comment parvenir jusqu'à eux. Peut-être en feuilleton dans les journaux ? »*

Cet homme vif, direct, au parler franc, a l'art de donner vie à la fiction par l'accumulation. Son livre est une description prodigieuse de la société indienne des années 50, avec des centaines de personnages qui ont leur logique, leur façon d'exister : religion, politique, économie, littérature, amour, tout y est. Une société qui a peut-être moins changé qu'on pourrait le croire : *« C'est avant tout un roman. S'il arrive que cela ait un intérêt documentaire, ce n'était pas mon intention. Ce que j'écris a toujours un rapport avec un personnage : faire comprendre quelles étaient les motivations politiques de celui-ci pour quitter le Parti du Congrès, ou pourquoi cet autre s'endette soudain parce que les revenus du cuir se réduisent, ou pourquoi cette courtisane se soucie de l'incidence de l'Abolition Bill pour les propriétaires terriens... Expliquer les raisons de ce qui se passe, cela a du sens. »*

> *« J'écris d'abord pour un lecteur indien. Pour moi, le test important est que des gens qui vivent à San Francisco, ou en Inde, ou ailleurs, aient senti que le livre n'était pas un exercice d'étranger. »*

A force de ne pas vouloir être encyclopédique, il n'avait pas mis, dans l'édition anglaise, de glossaire pour expliquer les nombreux mots indiens : *« C'est parfois un problème pour les lecteurs anglais. Le lecteur indien, lui, sait de quoi il s'agit. Il va comprendre immédiatement pourquoi les choses apparaissent dans un certain ordre, il va savoir quelle signification donner aux pratiques de tel ou tel lieu saint, il va reconnaître le sens qu'ont les villes sacrées dans le processus des rites mortuaires. Mais, Français ou Anglais, ce n'est pas une raison pour ne pas lire d'auteurs étrangers. Moi, je peux bien comprendre les personnages de Shakespeare ou de Voltaire. C'est pourquoi j'ai mis en épigraphe deux citations du second : « Le secret d'ennuyer, c'est de tout dire » et « Le superflu, cette chose si nécessaire. »*

Pourquoi un nom fictif pour la ville de Brahmpur dont nous allons tout connaître de la géographie, de l'histoire, de l'étymologie de son nom en sanscrit ? *« Cela m'a donné beaucoup plus de liberté. J'ai pu écrire à propos du tableau politique des années qui ont suivi l'Indépendance sans citer le nom précis du premier ministre du Bihar ou celui de l'Uttar Pradesh de ce temps-là. J'ai pu créer mon Etat imaginaire quelque part entre les deux et créer mes propres personnages qui ont quelques-uns des attributs de ces figures historiques. Evidemment, j'ai dû introduire aussi des gens comme Nehru, Raffy Ahmed Kidwai... parce qu'ils étaient les parents, les oncles et les tantes de mes personnages. Je voulais aussi un lieu qui réunisse un Parlement, une Cour suprême et le siège de l'exécutif dans la même ville, une université. J'ai donc conçu entièrement cette ville imaginaire, qui a aussi des ghats comme Bénarès. »*

En passant devant la synagogue, il vous raconte soudain l'histoire d'une grand-tante juive qui était l'épouse d'un grand-oncle orphelin de naissance, très pauvre : *« Un enfant posthume. Il était parti en Europe dans les années 30 pour faire ses études de dentiste à Berlin. La tante, c'était la fille de sa logeuse. Elle avait réussi à se sauver d'Allemagne un mois avant la déclaration de guerre, à retrouver mon oncle après la guerre. Son père était mort. Sa mère et sa sœur avaient été arrêtées et étaient mortes à Theresenstadt. Ils s'étaient mariés en Angleterre après la guerre. Mon oncle, lui, ne voulait pas se marier : engagé dans l'armée anglaise, il avait perdu son bras droit à Monte Cassino. Comment aurait-il pu gagner sa vie sans main droite ? Il a appris à se servir de son bras gauche. C'était un bon dentiste, selon ses patients. Je me souviens bien d'elle, mais elle n'a jamais parlé de rien. »*

– Est-ce que vous croyez que vous êtes un garçon convenable ?

– Je pense que je suis quelqu'un de difficile à vivre. Mais imaginez ce que peut être la vie commune quand je suis plongé dans un livre de cette longueur. De toutes façons, je ne veux pas passer sept autres années de ma vie dans un livre. Surtout pas une suite. Je crois que j'ai épuisé ce que j'avais à dire sur cette époque... Ou alors peut-être que je sauterai une génération pour montrer Lata grand-mère. Mais ne me tentez pas ! Je préférerais écrire quelque chose de plus court. Un livret d'opéra ? Ou bien la double histoire de mon oncle et de ma tante. J'attends que l'inspiration vienne. J'ai lu leurs lettres. Une double biographie ? Pourquoi pas ? »

Nicole Zand

★ La librairie La Route des Indes et l'Association France Union indienne organisent une rencontre publique avec Vikram Seth, le 21 avril, de 18 heures à 20 heures (7, rue d'Argenteuil, 75001 Paris. Tél. : 42-60-60-90).

UN GARÇON CONVENABLE
(A Suitable Boy)
Traduit de l'anglais par Françoise Adelstain, avec glossaire et arbres généalogiques, Grasset, 1224 p., 188 F.

